

Chambre des Députés

LUXEMBOURG

Session annuelle de l'AP-OSCE

«Renforcer la Sécurité humaine»

La 15^e session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (AP-OSCE) placée sous le thème «Renforcer la Sécurité humaine dans la Région de l'OSCE» a eu lieu à Bruxelles du 3 au 7 juillet 2006. La Chambre des Députés y a été représentée par M. Alex Bodry, chef de délégation ff., et M. Laurent Besch, secrétaire ff.

En sa qualité de chef de délégation, M. Alex Bodry a assisté à la réunion de la Commission permanente. Dans son allocution de bienvenue, le Président en fonction de l'AP-OSCE, M. Alcee L. Hastings, a souligné que Bruxelles, lieu de réunion, représente à la fois l'unité de l'Europe et la diversité des peuples, de leurs cultures et langages, qui vivent et travaillent en son sein. L'orateur a rappelé que l'OSCE continue d'être une organisation nécessaire pour les tâches auxquelles il faut faire face dans la sphère politico-sécuritaire du XXI^e siècle. L'OSCE reste l'instrument le plus flexible et performant de politique étrangère euro-atlantique sur le plan non militaire.

Quant aux réformes engagées au sein de l'OSCE même, M. Alcee L. Hastings a affirmé qu'elles ne seront couronnées de succès que si les décideurs des deux côtés de l'Atlantique sont préparés à faire meilleur usage de l'organisation régionale la plus efficace en Europe.

Il a insisté sur l'importance des missions d'observation d'élections où pendant l'année 2005-2006 quelque 389 parlementaires originaires des États membres de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE ont, en tant qu'experts, observé et commenté le déroulement de sept élections et d'un

référendum dans les différents États membres de l'OSCE.

Le trésorier, M. Jerry Grafstein, a souligné que l'Assemblée parlementaire a réussi à respecter les limites budgétaires et que 99% des contributions annuelles obligatoires ont été versées.

Le Secrétaire général, M. Spencer Olivier, a mis l'accent sur l'importance primordiale des missions d'observation d'élections organisées par l'Assemblée parlementaire de l'OSCE. Il a informé les membres présents que le site informatique de l'AP-OSCE est quotidiennement mis à jour et comporte de sorte des informations toujours actualisées.

Le Comité permanent a examiné plusieurs rapports concernant des missions particulières (Rapport sur Guantánamo Bay, République de Moldova) et l'observation d'élections (République du Bélarus).

Dans son exposé, M. Karel De Gucht, Ministre belge des Affaires étrangères et Président en exercice de l'OSCE, a souligné la réputation dont jouit l'OSCE en tant qu'instrument international propagant la sécurité et la stabilité à travers la coopération et favorisant ainsi le règne fonctionnel et durable de la démocratie.

M. Alex Bodry a participé aux travaux de la Commission des Affaires politiques et de la Sécurité. Y ont été analysés et soumis au vote un projet de rapport portant sur le renforcement de la sécurité humaine dans la région de l'OSCE, des projets de résolution sur le renforcement du rôle et sur l'amélioration de l'efficacité de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE ainsi que sur la République de Moldova.

Les travaux de la Commission de la Démocratie et des Droits de l'Homme ont porté sur les activités de surveillance électorale de l'OSCE, sur la répression des crimes d'honneur, le contrôle parlementaire des services de police et de sécurité ainsi que sur le renforcement de la protection des minorités nationales dans les pays participants de l'OSCE, sur la promotion de religion et de croyance et sur le Code de comportement pour les participants aux missions de l'OSCE. La Commission générale pour les Affaires économiques, la Science, la Technologie et l'Environnement a discuté sur l'intégration économique régionale comme gage de stabilité et de sécurité. L'insécurité énergétique comme nouvelle menace pesant sur la stabilité et la sécurité a été abordée également.

La session annuelle s'est terminée par une réunion plénière au cours de laquelle a été adoptée la déclaration de Bruxelles. Les États membres de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE entendent coordonner leurs activités économiques et environnementales en coopération étroite avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, renforcer le contrôle parlementaire effectif des services de sécurité et de renseignements, favoriser le processus de dialogue et accélérer le processus de règlement du conflit transnistrien, et favoriser la reconstruction de l'Afghanistan de sorte à créer une plus grande sécurité pour la population. Y figurent également des recommandations d'ordre administratif et politique.

M. Goran Lennmarker de la Suède a été élu pour le terme d'une année aux fonctions de Président de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE.

Visite de travail du Président du Mozambique



S.E.M. Armando Emílio Guebuza signs the Livre d'or de la Chambre des Députés

Le 20 juillet 2006, S.E.M. Armando Emílio Guebuza, Président de la République du Mozambique, a effectué une visite de travail au Luxembourg.

Il a notamment été accueilli à l'Hôtel de la Chambre des Députés par le Président Lucien Weiler.

Les pourparlers entre les deux Présidents ont porté avant tout sur

le fonctionnement des systèmes parlementaires respectifs. Par ailleurs, le Président du Mozambique a donné un certain nombre d'explications quant aux problèmes auxquels son pays est confronté. Il a ainsi développé plus amplement la situation concernant l'aide au développement et le sida dans ce pays de la côte orientale de l'Afrique.



M. Alex Bodry et M. Laurent Besch

Besuch des Präsidenten des russischen Föderationsrates in Luxembourg

Am 29. Juni 2006 weilte der Präsident des russischen Föderationsrates, Sergej Mironow, in Luxemburg.

Nach Gesprächen mit Großherzog Henri und dem Präsidenten des Staatsrates, Pierre Mores, wurde der russische Gast von Parlamentspräsident Lucien Weiler begrüßt.

Bilaterale Fragen, parlamentarische Anliegen sowie die Entwicklungen betreffend Arcelor und

SeverStal wurden während dieses Gesprächs erörtert. Der Vorsitzende der zweiten Kammer des russischen Parlaments bezeichnete die Situation als eine normale internationale Entwicklung in einer globalisierten Welt.

Sergej Mironow unterstrich auch, dass die russisch-luxemburgischen Beziehungen weder auf wirtschaftlichem noch auf politischem Plan dadurch belastet würden.



La démocratie finlandaise en exposition à la Chambre des Députés

La Chambre des Députés ouvrira ses portes au public intéressé par la naissance de la démocratie en Finlande.

Ainsi, du 2 au 23 septembre une exposition du Parlement finlandais, «*Droit de vote – Foi dans la loi. Cent ans de démocratie finlandaise*», se déroulera au rez-de-chaussée de la Chambre des Députés.

À l'occasion du centenaire de la réforme parlementaire finlandaise de 1906-1907, qui a jeté les bases de la démocratie en Finlande, il s'agit de présenter le pays nordique, l'évolution de sa vie politique et de sa société.

L'exposition, en provenance d'Ottawa, sera inaugurée le 1^{er} septembre en présence de S.E.M.

Paavo Lipponen, président du Parlement de Finlande, qui sera en visite officielle à Luxembourg.

Les femmes finlandaises ont été les premières au monde à user du droit de vote actif et passif et la Finlande est réputée pour sa politique progressiste en ce qui concerne l'égalité des droits des hommes et des femmes.

Ainsi, une conférence sous le thème de «*Droit de vote des femmes = égalité des chances? Les exemples de la Finlande et du Luxembourg*» aura lieu le 15 septembre à 18.00 heures dans la salle plénière de la Chambre des Députés.

Les exposés seront assurés par Madame Liisa Jaakonsaari, Présidente de la Commission des Af-

faires étrangères du Parlement finlandais, Madame Astrid Lulling, députée européenne, et Madame Renée Wagener, M.A. en sciences sociales.

La Finlande assure actuellement la présidence de l'Union européenne, succédant à l'Autriche et

précédant l'Allemagne à la tête du Conseil des Ministres.

Constatant un déficit de légitimité de l'Union européenne auprès de ses citoyens, la présidence finlandaise veut mettre l'accent sur un renforcement de la transparence

des travaux et des institutions communautaires.

Un outil important de cette politique de transparence et de communication active est le site web de la présidence finlandaise: www.eu2006.fi

L'exposition «*Droit de vote – Foi dans la loi. Cent ans de démocratie finlandaise*» sera ouverte du 2 au 23 septembre, du lundi au samedi entre 14.30 et 18.00 heures.

**L'accès se fera par l'entrée principale de la Chambre des Députés,
au numéro 19 de la rue du Marché-aux-Herbes.**

**La conférence «*Droit de vote des femmes = égalité des chances?*»
aura lieu le 15 septembre à 18.00 heures dans la salle plénière,
au premier étage de l'hôtel de la Chambre des Députés.**

La conférence sera ouverte au public.

NOUVELLES LOIS

5307 - Projet de loi relative à la sécurité générale des produits

Le projet de loi sous examen vise à transposer en droit national la directive 2001/95/CE du Parlement européen et du Conseil du 3 décembre 2001 relative à la sécurité générale des produits qui révise et remplace la directive 92/59/CEE transposée par la loi du 27 août 1997. La loi en projet, pour sa part, abroge la loi de 1997 portant le même intitulé.

La directive consacre et étend le rôle important de la sécurité générale des produits en tant qu'élément constitutif de toute politique efficace de protection des consommateurs, à l'instar de la législation sectorielle en la matière. Elle impose une obligation générale de sécurité à tout produit mis sur le marché et destiné aux consommateurs ou susceptible d'être utilisé par eux.

06.07.2006 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
11.07.2006

5346/5420 - Projet de loi portant introduction d'un Code du Travail

Le projet de loi propose le rassemblement structuré de toutes les dispositions relevant du droit du travail dans un seul recueil. Dorénavant, la législation du travail sera présentée en un ensemble organisé, construit selon un plan d'ensemble systématisé. La codification s'avérera ainsi être un outil indispensable afin de permettre aux citoyens un accès plus aisément à la législation du travail qui comporte de nombreuses règles de droit qui façonnent largement leur vie quotidienne.

La codification sera donc constitutive d'une œuvre législative nouvelle qui réagencera des textes existants en fonction d'un système logique et cohérent. En tant que telle, cette œuvre législative se différencie fondamentalement des différents recueils de droit du travail qui ont essentiellement consisté en une compilation des textes légaux et réglementaires.

Cette codification ne comporte pas de changement quant au fond du contenu de la législation existante en matière de droit du travail et des modifications de textes existants ne sont opérées que lorsqu'elles sont jugées nécessaires pour améliorer la cohérence rédactionnelle des textes respectivement pour remplacer des expressions incorrectes. Le Code s'efforce également de lever certaines contradictions qui se sont produites au fil des années.

Dépôt par Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 04.06.2004

Rapporteur: M. Marc Spautz

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi
(Président: M. Marcel Glesener):

14.10.2004 Désignation d'un rapporteur

17.11.2004 Présentation et examen général du projet de loi

13.06.2006 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

20.06.2006 Décision concernant le point tenu en suspens

04.07.2006 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
13.07.2006

5521 - Projet de loi portant approbation de l'Accord International sur la Meuse, signé à Gand, le 3 décembre 2002

Le projet de loi sous rubrique vise à approuver un nouvel accord international sur la Meuse, signé à Gand, le 3 décembre 2002, par les plénipotentiaires des Gouvernements des États de la République d'Allemagne, de la France, de Belgique, du Luxembourg et des Pays-Bas ainsi que des trois Régions de Belgique, à savoir la Région de Bruxelles-Capitale, la Région Flamande et la Région Wallonne.

La coopération internationale des parties contractantes vise une gestion de l'eau durable et intégrée pour l'ensemble du district hydrographique de la Meuse. L'accord prévoit la mise en œuvre des exigences définies dans la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000, notamment pour atteindre au plus tard en 2015 le bon état de toutes les masses d'eaux de surface et d'eaux souterraines.

Une autre priorité reste la mise en place d'une politique globale de pré-

vention des crues et de protection contre les inondations. L'accord international prévoit en outre la coordination des mesures pour atténuer les effets des sécheresses ainsi que la lutte contre les pollutions accidentelles.

Le Luxembourg, en tant qu'État rivain indirect de la Meuse par le biais du bassin de la Chiers, avec à peine 0,2% de la surface tributaire et 0,5% de la population du district hydrographique de la Meuse, ne contribue que très modestement à la charge polluante de la Meuse. Afin d'atteindre le bon état de tous les cours d'eau en 2015, tel que prévu dans la directive-cadre, les efforts dans le domaine de l'assainissement doivent être renforcés pour améliorer la qualité de l'eau de la Chiers et de ses affluents.

Dépôt par Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 09.12.2005

Rapporteur: M. François Maroldt

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

(Président: M. Marco Schank):

27.06.2006 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

29.06.2006 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
13.07.2006

5533 - Projet de loi

1) relatif à la lutte antitabac;
2) modifiant la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

3) modifiant la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

4) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 concernant la sécurité et la santé des travailleurs au travail;

5) abrogeant la loi modifiée du 24 mars 1989 portant restriction de la publicité en faveur du tabac et de ses produits, interdiction de fumer dans certains lieux et interdiction de la mise sur le marché des tabacs à usage oral

Le contenu du projet de loi se résume comme suit:

L'interdiction de toute publicité et de tout parrainage, telle que proposée par le projet de loi, réclamée par l'article 13 de la Convention-cadre de l'OMS (Loi du 8 juin 2005), va bien plus loin que les obligations qui découlent de la directive 2003/33/CE du Parlement européen et du Conseil relative à la publicité et au parrainage en faveur des produits du tabac. Celle-ci prévoit en effet une interdiction de toute publicité pour les produits du tabac dans les médias imprimés, à la radio et sur Internet, ainsi que le sponsoring et la parrainage de manifestations ou d'activités frontalier.

À noter que la publicité pour les produits du tabac à la télévision est interdite depuis le début des années 1990 par la directive sur la télévision sans frontières.

À noter encore que, suite à la recommandation de l'Avocat général de la Cour européenne de Justice (CEJ) de rejeter le recours de l'Allemagne contre la directive relative à la publicité pour le tabac, le Gouvernement allemand a annoncé son intention de mettre en œuvre la directive dans les meilleurs délais. Aussi les différences entre les législations des pays de l'Union européenne et l'écart concurrentiel défavorable redouté pour les entreprises luxembourgeoises se réduiront-ils considérablement.

L'interdiction de la publicité est un signal particulièrement fort à l'encontre d'un produit dont les effets dévastateurs en termes de santé publique ne sont plus à démontrer. Ayant à recruter chaque année des dizaines de milliers de consommateurs nouveaux pour un produit en soi pas particulièrement attrayant, qui est extrêmement nocif, qui sent

mauvais et qui cause une gêne certaine, les producteurs s'aident avec des «arguments» largement détachés de la réalité, en associant leur produit avec la jeunesse, la virilité, voire avec l'exercice physique, la liberté, le «vent du large». En introduisant une interdiction de toute publicité et de toute action de promotion ou de parrainage, le projet sous examen a le grand mérite de mettre fin à ces associations trompeuses. La seule exception très limitée à cette interdiction concerne l'intérieur des points de vente et se trouve explicitée ci-dessous dans le cadre du commentaire de l'article 3 paragraphe (4).

Si l'interdiction de la publicité et l'interdiction de la vente aux mineurs visent la réduction de la consommation, l'interdiction de fumer dans certains lieux vise la protection des non-fumeurs, tout en ayant comme effets secondaires bénéfiques la prise de conscience des fumeurs et la réduction - forcée - de leur propre consommation, lorsqu'elle est de nature à nuire à leur entourage.

Le projet propose une liste des lieux d'où le tabac est banni, liste qui est considérablement allongée par rapport à la loi de 1989, alors qu'elle s'étendra désormais aux restaurants, aux galeries marchandes, aux halls et salles de tous les bâtiments gérés par une autorité publique, à toute l'enceinte des établissements scolaires, aux hôpitaux et salles d'attentes ainsi qu'aux établissements couverts où des sports sont pratiqués. L'interdiction de fumer vaut également pour les débits de boissons qui servent des plats aux plages horaires situées entre 12 et 14 et 19 et 21 heures.

Pour ce qui est des restaurants, le projet prévoit la possibilité d'installer des fumoirs dont la surface ne peut excéder un quart de la surface totale, sous certaines conditions et obligations bien strictes.

S'agissant du lieu de travail, le projet introduit une obligation de résultat de santé de l'employeur à l'égard du salarié. En d'autres termes, les employeurs devront dorénavant prendre des dispositions pour protéger leur personnel contre la fumée d'autrui.

À noter que la disposition concernant la protection contre l'exposition à la fumée de tabac sur le lieu de travail inclut également les cafés, bars et discothèques.

Le recours à l'avertissement taxé pour sanctionner celui qui contrevenait à l'interdiction de fumer, qui est un moyen de répression rapide, peu formaliste et partant efficace, traduit la volonté du législateur de voir la loi effectivement observée sur le terrain. Pour ce qui est de l'interdiction de fumer dans les restaurants, les salons de consommation et les cafés qui servent des repas, seront punissables tant les clients qui ne respectent pas l'interdiction que l'exploitant qui omet volontairement de la faire respecter.

Enfin, le projet consacre l'obligation faite au Gouvernement de mettre en place des activités structurées de consultation et d'information antitabac.

Dépôt par Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 31.01.2006

Rapportrice: Mme Lydia Mutsch

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

(Présidente: Mme Lydia Mutsch):

09.02.2006	Désignation d'un rapporteur Présentation et examen du projet de loi
18.05.2006	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État Examen des propositions d'amendements introduites par le groupe parlementaire «DÉI GRÉNG»
15.06.2006	Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État Suite de la procédure Échange de vues avec le Ministre de la Santé et le Ministre du Travail et de l'Emploi sur la problématique du tabagisme passif sur le lieu de travail
22.06.2006	Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État Continuation de l'examen des propositions d'amendements
05.07.2006	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État Présentation et adoption d'un projet de rapport
	Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications (Président: M. Lucien Thiel):
20.06.2006	Examen d'une proposition d'amendement
	Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi (Président: M. Marcel Glesener):
20.06.2006	Proposition d'amendement au projet de loi 5533 ayant pour objet d'y insérer un article II nouveau reprenant les dispositions de protection antitabac sur le lieu de travail figurant au projet de loi 5241
	Vote en séance publique: 13.07.2006

5548 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux et

2. de la loi communale du 13 décembre 1988

Le projet de loi sous rubrique a comme objet la transposition dans le secteur communal des modifications apportées à la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le Statut général des fonctionnaires de l'Etat dans le cadre de la loi du 19 mai 2003 modifiant le Statut général des fonctionnaires de l'Etat et leur adaptation aux spécificités du secteur communal. Il se propose également d'insérer dans le Statut général des fonctionnaires communaux les modifications apportées aux dispositions afférentes applicables aux fonctionnaires de l'Etat dans le cadre de la réforme des pensions des fonctionnaires publics opérée par la législation du 3 août 1998 respectivement dans le cadre de l'accord salarial dans la Fonction Publique de l'année 2000.

Il a été profité de l'occasion pour apporter à la loi communale du 13 décembre 1988 quelques clarifications pour ce qui est des compétences des autorités communales en matière de création d'emplois communaux, d'engagement et de promotion du personnel communal.

Dépôt par Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 01.03.2006
Rapporteur: M. Fred Sunnen

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

(Président: M. Marco Schank):

30.05.2006 Présentation du projet de loi

11.07.2006 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.07.2006

entre elles par une participation commune en un seul «Comité de coordination des administrations fiscales». Ce Comité de coordination devrait être présidé par le Ministre des Finances et composé des directeurs et directrices adjoints des trois administrations.

Le Conseil d'Etat s'est montré particulièrement critique à l'égard de l'introduction d'une direction collégiale à la tête d'un service général. Il relève que la mise en place d'une direction collégiale n'est pas compatible avec la loi générale des impôts (Abgabenordnung, AO).

La Commission des Finances et du Budget regrette que le Conseil d'Etat n'ait pas suivi le Gouvernement dans sa démarche d'une modernisation plus poussée des directions des administrations concernées. Elle est d'avis que le projet de loi constitue une première étape dans la direction d'une collaboration plus intense entre les trois administrations financières.

Après analyse des avis des chambres professionnelles et du Conseil d'Etat, et après avoir entendu le Gouvernement dans ses explications, la Commission s'est résolue à suivre la Haute Corporation dans son argumentation et à supprimer le texte concernant l'introduction d'un comité de direction dans les Administrations des Contributions et de l'Enregistrement, afin de ne pas retarder le volet du projet de loi concernant le renforcement des directions.

Par contre, la Commission n'a pas suivi le Conseil d'Etat dans sa proposition de classer les directeurs adjoints des deux administrations au même grade du tableau des fonctions de l'administration générale.

Dépôt par Monsieur Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 20.03.2006
Rapporteur: M. Norbert Haupert

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Laurent Mosar):

26.05.2006 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat

13.06.2006 Adoption d'un projet de rapport

05.07.2006 Entrevue avec Monsieur le Ministre des Finances
Vote en séance publique: 13.07.2006

Dans ce sens, la création d'une possibilité pour ces enfants de suivre des études secondaires dans l'école publique luxembourgeoise représente une contribution au maintien de l'attractivité du site économique luxembourgeois, mais au-delà aussi et surtout une contribution à l'égalité des chances pour des enfants dont les parents n'ont pas les moyens de payer le minerval exigé par des écoles privées.

Dépôt par Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 24.03.2006

Rapporteur: M. Fernand Diederich

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

(Président: M. Jos Scheuer):

29.06.2006 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'Etat

06.07.2006 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.07.2006

Loi du 21 juillet 2006.

Mémorial A, N°142, page 2338

5565 - Projet de loi portant changement du nom de la commune de Remerschen en celui de Schengen

Le présent projet de loi a pour objet de réaliser le changement du nom de la commune de Remerschen en celui de Schengen.

En effet, le terme «Schengen» constitue un synonyme de l'Europe sans frontières, étant donné que l'Accord de Schengen a engendré la suppression graduelle des contrôles aux frontières. Le changement de nom exprimerait donc au mieux la vocation européenne de la commune ainsi que sa situation géographique exceptionnelle dans le pays des trois frontières, tout en augmentant son attractivité touristique, commerciale et économique.

Dépôt par Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 06.04.2006

Rapporteur: M. Marco Schank

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

(Président: M. Marco Schank):

27.06.2006 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat

29.06.2006 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.07.2006

5558 - Projet de loi portant renforcement des structures de direction des administrations fiscales

Le projet de loi proposé par le Gouvernement a pour objet

- de doter les administrations fiscales d'un organe de gestion répondant aux besoins d'une administration moderne fonctionnant sur base d'une direction collégiale;

- de renforcer la collaboration entre les trois administrations fiscales en vue d'une amélioration dans la lutte contre la fraude fiscale, d'un recouvrement plus efficace des créances fiscales et d'une simplification des procédures administratives par l'élimination des doubles emplois;

- de renforcer les directions des trois administrations.

Pour réaliser son objectif, le projet de loi propose:

- de doter les Administrations des Contributions et de l'Enregistrement d'un deuxième directeur adjoint. Aussi le projet de loi prévoit-il la création de postes supplémentaires dans la carrière supérieure. Le nombre total de ces fonctions sera cependant limité, avec le directeur, au nombre de quatre;

- d'instituer une direction collégiale à la tête des Administrations des Contributions et de l'Enregistrement par la création d'un comité de direction;

- de préparer ainsi les trois administrations à une meilleure coordination

5561 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à organiser des classes internationales préparant au diplôme du baccalauréat international

D'après l'exposé des motifs du projet de loi sous rubrique quelque 150 jeunes âgés de 12 à 15 ans, en provenance de tous les pays, arrivent chaque année au Luxembourg et demandent à être scolarisés en fonction de leurs capacités intellectuelles. L'accès aux études secondaires classiques leur reste souvent fermé, alors qu'ils possèdent parfaitement les capacités intellectuelles pour suivre des études de ce niveau. Cependant, il leur est souvent difficile d'acquérir dans un laps de temps court des compétences élevées en français; ils n'arrivent pas à maîtriser en sus la langue allemande au même niveau que leurs camarades qui sont passés par l'école primaire luxembourgeoise.

Entre elles par une participation commune en un seul «Comité de coordination des administrations fiscales». Ce Comité de coordination devrait être présidé par le Ministre des Finances et composé des directeurs et directrices adjoints des trois administrations.

Le Conseil d'Etat s'est montré particulièrement critique à l'égard de l'introduction d'une direction collégiale à la tête d'un service général. Il relève que la mise en place d'une direction collégiale n'est pas compatible avec la loi générale des impôts (Abgabenordnung, AO).

La Commission des Finances et du Budget regrette que le Conseil d'Etat n'ait pas suivi le Gouvernement dans sa démarche d'une modernisation plus poussée des directions des administrations concernées. Elle est d'avis que le projet de loi constitue une première étape dans la direction d'une collaboration plus intense entre les trois administrations financières.

Après analyse des avis des chambres professionnelles et du Conseil d'Etat, et après avoir entendu le Gouvernement dans ses explications, la Commission s'est résolue à suivre la Haute Corporation dans son argumentation et à supprimer le texte concernant l'introduction d'un comité de direction dans les Administrations des Contributions et de l'Enregistrement, afin de ne pas retarder le volet du projet de loi concernant le renforcement des directions.

Par contre, la Commission n'a pas suivi le Conseil d'Etat dans sa proposition de classer les directeurs adjoints des deux administrations au même grade du tableau des fonctions de l'administration générale.

Le présent projet de loi a pour objet de réaliser le changement du nom de la commune de Remerschen en celui de Schengen.

En effet, le terme «Schengen» constitue un synonyme de l'Europe sans frontières, étant donné que l'Accord de Schengen a engendré la suppression graduelle des contrôles aux frontières. Le changement de nom exprimerait donc au mieux la vocation européenne de la commune ainsi que sa situation géographique exceptionnelle dans le pays des trois frontières, tout en augmentant son attractivité touristique, commerciale et économique.

Le présent projet de loi a pour objet de réaliser le changement du nom de la commune de Remerschen en celui de Schengen.

En effet, le terme «Schengen» constitue un synonyme de l'Europe sans frontières, étant donné que l'Accord de Schengen a engendré la suppression graduelle des contrôles aux frontières. Le changement de nom exprimerait donc au mieux la vocation européenne de la commune ainsi que sa situation géographique exceptionnelle dans le pays des trois frontières, tout en augmentant son attractivité touristique, commerciale et économique.

Le présent projet de loi a pour objet de réaliser le changement du nom de la commune de Remerschen en celui de Schengen.

En effet, le terme «Schengen» constitue un synonyme de l'Europe sans frontières, étant donné que l'Accord de Schengen a engendré la suppression graduelle des contrôles aux frontières. Le changement de nom exprimerait donc au mieux la vocation européenne de la commune ainsi que sa situation géographique exceptionnelle dans le pays des trois frontières, tout en augmentant son attractivité touristique, commerciale et économique.

Le présent projet de loi a pour objet de réaliser le changement du nom de la commune de Remerschen en celui de Schengen.

En effet, le terme «Schengen» constitue un synonyme de l'Europe sans frontières, étant donné que l'Accord de Schengen a engendré la suppression graduelle des contrôles aux frontières. Le changement de nom exprimerait donc au mieux la vocation européenne de la commune ainsi que sa situation géographique exceptionnelle dans le pays des trois frontières, tout en augmentant son attractivité touristique, commerciale et économique.

Le présent projet de loi a pour objet de réaliser le changement du nom de la commune de Remerschen en celui de Schengen.

En effet, le terme «Schengen» constitue un synonyme de l'Europe sans frontières, étant donné que l'Accord de Schengen a engendré la suppression graduelle des contrôles aux frontières. Le changement de nom exprimerait donc au mieux la vocation européenne de la commune ainsi que sa situation géographique exceptionnelle dans le pays des trois frontières, tout en augmentant son attractivité touristique, commerciale et économique.

Le présent projet de loi a pour objet de réaliser le changement du nom de la commune de Remerschen en celui de Schengen.

En effet, le terme «Schengen» constitue un synonyme de l'Europe sans frontières, étant donné que l'Accord de Schengen a engendré la suppression graduelle des contrôles aux frontières. Le changement de nom exprimerait donc au mieux la vocation européenne de la

Ordre du jour

- 1.** 5561 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à organiser des classes internationales préparant au diplôme du baccalauréat international

(*Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel*)

- 2.** Motion de Monsieur Claude Meisch sur la situation financière des communes

- 3.** 5521 - Projet de loi portant approbation de l'Accord International sur la Meuse, signé à Gand, le 3 décembre 2002

(*Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel*)

- 4.** 5565 - Projet de loi portant changement du nom de la commune de Remerschen en celui de Schengen

(*Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel*)

- 5.** Ordre du jour

- 6.** 5548 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux et

2. de la loi communale du 13 décembre 1988

(*Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel*)

- 7.** 5346/5420 - Projet de loi portant introduction d'un Code du Travail

(*Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi - Discussion générale*)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. François Biltgen, Lucien Lux et Jean-Marie Halsdorf, Ministres.

(**Début de la séance publique à 9.00 heures**)

M. le Président. - D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Une voix. - Neen, Här President.

M. le Président. - Mir kommen dann direkt zur Diskussion vum Projet de loi 5561 iwwert de Baccalauréat international. Et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Gantenbein, d'Madame Brasseur, den Här Adam an den Här Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Fernand Diederich.

1. 5561 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à organiser des classes internationales préparant au diplôme du baccalauréat international

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

M. Fernand Diederich (LSAP), rapporteur. - Merci, Här President. Madame Minister, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 5561, deen eis hei virläit, gouf de 24. Mäerz 2006 déposiert. E war begleitet vun engem Projet de règlement grand-ducal, deen d'Organisation vun internationale Klassen am LTC, Lycée Technique du Centre, soll festleeën, esouwéi vun enger Fiche financière.

Déi parlamentaresch Kommission vun der Éducation nationale an der Formation professionnelle huet hir Aarbechten den 29. Juni 2006 opgeholl a mech als Rapporteur designiert. An därselwechter Réunion sinn de Projet de loi an den Avis vum Statsrot vum 20. Juni 2006 analyséiert ginn. Dëse Rapport ass an der Réunion vum 6.

Juli 2006 virgestallt an adoptéiert ginn.

Den Exposé des motifs hält fest, datt all Joer ongeféier 150 jonk Leit téschent zwielef a 15 Joer aus alle Länner op Létzebuerg kommen an no hiren intellektuelle Fäegkeete wëlle scolariséiert ginn. Wann och eng Rei Moosname geholl si ginn, fir dëse Schüler Studien am Secondaire technique ze erméglechen, esou hu se meeschters keen Accès zu de klassesche Secondairesstudien, well se, och wa se a kuerzer Zäit héich Kompetenzen am Franséischen erreecht hinn, déi däitsch Sprooch net um selwechten Niveau beherrsche wéi hir Kolleegen, déi duerch d'Létzebuerg Primärschoul gaange sinn.

An deem Senn kann d'Schafung vun der Méglechkeet fir dës Kanter, Secondairesstudien an der öffentlecher Létzebuerg Schoul ze maachen, als Bäitrag zur Verbesserung vun der Chancéglächheet ugesi ginn - dëst fir Kanner, deenen hir Elteren net d'Méglechkeet hinn, de Minerval vun de private Schoulen ze bezuelen.

Am Moment bidden némmen zwou privat Schoulen Studien un, déi zum Bac international féieren, an zwar déi „Fräi öffentlech Waldorf-schoul“ an d„International School“.

Mat dësem Projet kritt den LTC d'Méglechkeet, déi éischte öffentlech Schoul ze sinn, déi Studien ubitt, déi zum Bac international féieren. Et gëtt och drop higewisen, datt d'Schafung vun esou internationale Klassen, an deene Franséisch d'Langue véhiculaire ass, dozou báidréit, d'Effikassitéit vun der Létzebuerg Schoul an de schoulesche Succès vun alle Schüler ze verbesseren. Dës Option konkretiséiert och d'Bestrictionen, Méglechkeete vun alternativen Unterrechtsformen an der Létzebuerg Schoul auszubauen, esou wéi et am Regierungsprogramm préconiséiert gëtt.

D'Organisation vum Baccalauréat international ass 1968 zu Genf ge-

grënnt ginn. No an no hunn d'Missionen vun dëser Fondatioun sech erweidert an haut schafft dës Organisationsmat 1844 Schouleblissementer zesummen, fir Programmer fir iwver 200.000 Schüler téschent dräi an 19 Joer ze entwéckelen; dëst an 124 Länner.

Hiert Zil ass, bei de Jugendlechen déi intellektuell Kuriositéit ze entwéckelen an déi noutwendeg Sensibilitéit, fir matzehellefe méi eng friddlech Welt opzebauen, an engem Geesch vugéigesäitgem Versteedsdemech an interkulturelem Respekt.

Si kooperéiert mat Schoulen, Régierungen an internationalen Organisationen, fir streng Evaluationsmethoden an international Erzéungsprogrammer auszeschaffen, fir d'Schüler aus alle Länner zu engem „lifelong learning“ ze encouragéieren.

Déi fénnef Chambres professionnelles, déi de Projet aviséiert hinn, begréissen d'Absicht, eng Formationen unzebidden, déi dem sozioprofessionellen Émfeld besser Rechnung dréit. Si hinn zwar e puer Remarqué gemaach, zum Beispill wat d'Obligationen ubellaangt, während engem Zyklus vu weinstens véier Joer eng drëtt Sprooch niewent der franséischer an der englescher Sprooch ze studéieren, während déi auslännesch Schoulen oder déi privat Létzebuerg Schoulen dozou net obligéiert sinn.

A sengem Avis dréckt de Conseil d'Etat seng Retizenz aus, wat d'Absicht vun den Auteure vum Projet ubelaangt, ee bestémmte Lycée duerch eng Loi spéciale ze autoriséieren, international Klassen ze organiséieren. Hien hält et fir méi opportun, am Senn vun enger gréisserer Flexibilitéit, an engem allgemeinen Gesetz d'Konditiounen an d'Modalitéit festzeleeën, énner deenen d'Regierung autoriséiert gëtt, international Klassen an engem Lycée duerch Règlement grand-ducal anzeféieren.

Hien hält fest, datt, laut Fiche financière, déi supplementar Ausgabe sech jährlech op 38.800 Euro belaufen; dëst fir supplementar Ausgabe fir Coursen, déi jährlech Cotisation an d'Käschte fir d'Organisation vum Schlussexamen.

Am Commentaire des articles seet de Statsrot, datt d'Abréviation BI ze évitéieren ass a ganz ausgeschriwwen soll ginn als «baccalauréat international». Am Intitulé soll den Terme «offrir» duerch den Terme «organiser» ersat ginn.

D'Kommission ass der Meenung de Conseil d'Etat ze suivéieren an d'Schafung vun den internationale Klassen net némmen op den LTC ze limitéieren, esou datt den Intitulé folgendermoosse geänner gëtt: «Projet de loi autorisant le Gouvernement à organiser des classes internationales préparant au diplôme du baccalauréat international».

Als Konsequenz dovu schléit de Statsrot vir, den éischten Artikel folgendermoosse ze libelléieren - d'parlamentaresch Kommission stémmert deem zou: «Le Gouvernement est autorisé à organiser des classes internationales préparant au baccalauréat international, tel que régi par la loi du 14 mai 2002 portant reconnaissance d'équivalence du baccalauréat international avec le diplôme de fin d'études secondaires luxembourgeois, dans le cadre de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques.

Les établissements scolaires autorisés à mettre en place des classes internationales sont désignés par règlement grand-ducal.»

Soumat kënnen och aner Lycéeën Demandé stellen, international

Klassen ze organiséieren, wann d'Konditiounen dozou erfëllt sinn; zum Beispill d'Enseignant, d'Masse critique vun der Schüler, d'Raimlechkeeten an esou weider. Et ass dann un der Regierung hir Entscheidung au cas par cas virzehuelen.

Zu Artikel 2: Fir d'Organisation vum Bac international am beschten an déi aktuell Strukture vun eisem postprimären Unterrecht ze intégréieren, gëtt proposéiert, d'Formationen iwver véier Joer lafen ze loossen; zwee Joer am Cycle moyen, zwee Joer am Cycle supérieur.

Déi Jonk vun zwielef bis 13 Joer, déi nei an d'Land kommen, ginn a Classes d'accueil, déi an deene verschidde Lycée fonctionnéieren, ageschriwwen. Während dräi Joer léiere se intensiv Franséisch, Létzebuergesch an Englesch. Um Enn vun der Neuvième gi se no hire Capacitéiten entweder an den techneschen Unterrecht orientéiert, deen op Franséisch erdeelt gëtt, oder a Richtung vun dëser Formationen, déi et hinne erlaabt, de Bac international a véier Joer virzebereeden.

De Conseil d'Etat stellt sech d'Fro iwwert d'Zuel vun de Klassen. Wäert d'Demande d'Offer bestémmen oder wäert eng limitéiert Offer eng Selektioun noutwendeg maachen? Déi nei Formulation vum Artikel 1 suergt hei, mengen ech, fir méi Kloerheet.

Zu Artikel 3: De Statsrot hält et fir indispensabel, d'Konditiounen, fir op d'Classes internationales uegholl an zum Examen zougealooss ze ginn, am Gesetz festzehalen an net némmen an engem Règlement grand-ducal.

D'parlamentaresch Kommission ass net därf Meenung an optéiert fir d'Proposition vun der Regierung.

Am Artikel 3 ginn d'Matières opgefouert, déi op den Dixièmes, Onzièmes, Douzièmes an Treizièmes enseignéiert ginn. Op den Douzièmes an Treizièmes mussen d'Schüler ee Cours de théorie de la connaissance an ee Programme d'activités «créativité, action, service» suivéieren. Si mussen hiert sozialt Engagement während hirer Fräizäit beweisen an an engem Rapport festhalen. Zum Beispill an engem Foyer bei Jugendlechen, ale Leit, beim Sport an esou weider. Doniewent ass d'Redaktioun vun engem Mémoire virgesinn.

An engem Règlement grand-ducal gëtt zum Beispill preziséiert: den Niveau vun de Coursen an de Sproochen, d'Grilles horaires vun de verschidde Klassen an d'Konditiounen, fir op d'Klass vum BI zougealooss ze ginn. Sou ass zum Beispill fir d'Schüler, déi eng Neuvième théorique aus dem Enseignement technique réusséiert hinn, eng Moyenne générale vu 45 erfuerdert, fir op eng Dixième vum Bac international uegholl ze ginn.

Zum initialen Artikel 4 mengt de Statsrot, datt e ka gestrach ginn, vu datt den neie Libellé vum Artikel 1 all dësen Elementer scho Rechnung dréit. D'Kommission deelt dësen Avis.

Den initialen Artikel 5 preziséiert, datt d'Enseignant vun den internationale Klassen déiselwecht Qualifikatioun mussen hu wéi d'Enseignant, déi habilitéiert sinn am Enseignement secondaire classique Schoul ze halen. Während de Statsrot der Meenung ass dësen Artikel ze suppriméieren, proposéiert d'Kommission e báizebhale fir ze garantéieren, datt d'Personal vun de Classes internationales déi noutwendeg Qualifikatioun huet.

(Interruption)

Am initialen Artikel 6, neien Artikel 5, gëtt an der Logik vu sengen allgemengen Iwwerleueunge vum Statsrot proposéiert a vun der Kommission zréckbehalten, datt d'Regierung autoriséiert ass mam

Office du Baccalauréat international Konventionen ofzeschléissen, déi noutwendeg si fir d'Applikatioun vun dësem Gesetz a senge Règlements grand-ducaux.

Erlaabit mer kuerz puer Wuert iwwert d'Démarche vum LTC fir d'Aférierung vum Bac international ze préparer. Ufank 2005 gouf et éischt Kontakter téschent dem Ministère an dem LTC, an éischt Sondage si bei den Enseignanté gemach ginn. Téschent Februar an Abrëll ass diskutéiert ginn iwwert d'Masse critique vun der Schüler an den Enseignanter, de Coût ass evaluéiert ginn, d'Argumenter en faveur vum LTC sinn analyséiert ginn, an et war eng éischt Visite an der International School.

M. le Président. - Här Rapporteur, d'Riedézaït ass eriwer.

M. Fernand Diederich (LSAP), rapporteur. - Kann ech duerno dann nach eppes soen? Ech wollt just nach dem LTC Merci soe fir déi Préparatioun. Ech kann och nach eng Kéier zréckkommen.

M. le Président. - Neen. Fir e Merci ass émmer Zäit.

M. Fernand Diederich (LSAP), rapporteur. - Am Juli 2005 ass de Projet an enger Conférence plénière virgestallt a quasi eestëmmeg approuvéiert ginn. Am November 2005 ass d'pedagogesch Material fir déi enzel Branché bestallt ginn an de Conseil de Gouvernement huet sech fir de Projet décideert.

(Coup de cloche de la Présidence)

Am Januar 2006 ass eng Demande provisoire zu Genf gemaach ginn. Am Mäerz waren déi meeschter Progammer fir d'Dixième fäerdeeg, an d'Grille d'horaires fir déi véier Klassen ass presentéiert ginn. Am Mee ass e provisoires Budget opgestallt ginn. An den 28. Juni ass d'Décisioun gefall, mat der Dixième bei der Rentrée 2006/2007 unzefänken. Ufanks Juli sinn déi definitiv Critères de promotion arrétiert ginn an d'Schüler an d'Eltere sinn informéiert ginn.

Eng Visite d'inspection vun de Responsable vu Genf an déi noutwendeg Autorisationen si kuerzfristig virgesinn, esou datt am September 2006 mat enger Dixième, déi op de BI préparéiert, démarréiert ka ginn an am Joer 2010 déi éischt Exame kënnen ofgehale ginn.

Ech wëll zum Schluss vun dëser Plaz all deene villen engagéierten Enseignanter aus dem LTC Merci soe fir hiren Asaz an hir Contribution bei de Viraarbechten zu dësem Projet. Si hu much Réunioun besicht a vill Zäit heifir consacréiert - et muss een dat emol soen - ouni derfir bezuelt ze ginn. Merci och der Madame Maas, Responsabel vum Projet, an dem Direktor vum LTC, bei deenen ech mech iwwert de Projet konnt informéieren, de Membres vun der Kommission, déi séier geschafft hinn an dësem Fall, de Responsable vum Ministère fir hir Erklärungen, der parlamentarescher Attachée aus der Fraktioun fir hir gutt Mataarbecht.

Iech all wëll ech Merci soe fir d'Nalauschteren an ech géif heimadden den Accord vun eiser Fraktioun bréngen.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass ageschriwwen, fir am Numm vun der CSV-Fraktioun ze schwätzen, d'Madame Gantenbein. Madame Gantenbein, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (CSV). - Här President, Madame Minister, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt Luef an och e Merci un de Rap-

porteur, den Här Fernand Diedrich, fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport.

2002 gouf d'Équivalence vum Bac international mat eisem Premières-examen an déser Enceinte gestëmmt. Als neien Deputéierten hunn ech mer erlaabt nozeliesen, wat deemoools hei op der Chamberstribün gesot gouf. Keng Angscht, ech hale kengem de Spigel virun d'Gesücht, well ech sinn der Meenung an esou engem sensibele Beräich wéi dem Enseignement passt et sech net ze ironiséieren. Et ass jo och nützlech an och noutwendeg, géif ech soen, fir sech kritesch mat esou engem wichtigege Sujet auserneen ze setzen.

Wat mer awer opgefall ass, dat ass, dass déi „Wuertschluecht“ sech oft op den Nebenkriegsschauplätzen geschloen huet: De Réquisitoire géint d'Privatschoul, de Mineralv an och de Vokabel Elienschoul. Alles Themen, déi ee kann diskutéieren.

Mä et ass mer awer och opgefall, an dat huet mech gefreet, dass och méi Prinzipielles schoonn deemoools iwwert de Bac international gesot gouf. An et ass och erflech, géif ech emol soen, dass mat deem heitege Gesetzestext d'Divergenzen heirriwwer aus dem Wee geschafe ginn, well jo de Bac international elo an der öffentlecher Schoul ugebueden gëtt.

Dir Dammen an Dir Hären, et kënnnt esou lues Bewegung an d'Lëtzebuerger Schoul. Dat ass gutt. Dat ass gesond. An et ass och noutwendeg. Dés Bewegung huet sech énnert der Madame Brasseur ugekënnegt a konkretiséiert sech énnier eiser aktueller Ministesch, der Madame Delvaux. Si ass net fir hir Tâche ze beneiden, well fir am Enseignement eppes ze bewegen, do muss een e laangen Otem hinn, eng gutt Ausdauer a staark Nerven. Well d'Tragik vum Enseignement ass jo am Fong déi, dass een émmer e wéineg hannert der Entwécklung vun der Gesellschaft humpelt. A wann een dann de Courage a bëid Hänn hëlt a versicht mat der Entwécklung Schrëtt ze halen an ze innovéieren, da stet ee ganz séier am Schossfeier vun der Kritik.

Une voix. - Très bien.

Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (CSV). - A mir Lëtzebuerger sinn, géif ech soen, Weltmeeschter an der Kontradiktioon. Mir sinn alleguerte fir Innovatioun, mä Innovatioun ouni Veränderung. An dat geet net.

Haut hu mer e Gesetzestext virleien, deen nach e Schrëtt méi wäit geet wéi d'Gesetz vun 2002, andeems mer de Bac international hei zu Lëtzebuerger an der öffentlecher Schoul konkret aféieren. Et kann ee wuel soen, dass mer a just véier Joer e regelrechte Quantensprong an déser Hisiicht gemaach hinn.

Wat schwätzt fir de Bac international? Lëtzebuerger ass e klengt Land am Häerz vun Europa, Schnëtt-punkt vun deene verschiddenen Nationalitéiten, Sproochen, Reliounen a Kulturen, attraktiv net némme wéinst senger politescher Stabilitéit, mä och wéinst senger gesonder Wirtschaftslag, an en Immigrationland par excellence, an deem mer nach haut 39,6% Netlëtzebuerger zielen.

Et ass vlächt interessant ze prezéieren, dass den 1. Januar 2006 de Solde migratoire bei + 2.671 louch, géint + 1.750 am Joer 2005. Dat muss ee sech virstellen. Migratioun ass jo násicht aneschers wéi déi modern Form, géif ech emol soen, vu Völkerwanderung, déi Fakt an der Geschicht vun der Menschheet ass. Fréier ass dat mat Schwert a Säbel geschitt, haut geet dat mat der Begleedung vun demokratesche Mëttelen.

Migratioun kann een dulden. Et kann ee se awer och valoriséieren

an notzen. An en oppent Land ze sinn bréngt eng Verantwortung mat sech, déi et heescht unzehuelen. Dés Erousuerderung hëlt Lëtzebuerg mat désem Gesetzestext un, ganz speziell a spezifesch an eisem Schoulsystem.

Här President, mat der Schafung vun de Classes internationales gi mer deenen Élèven, déi wéinst dem Beruffsliewe vun engem oder zwee Elterndeeler op Lëtzebuerg kommen - och de Flüchtlingen, géif ech soen - eng schoulesch Perspektiv an eng beruffflech Zukunft. Mer ginn deenen Élèven, déi zwar duerch eise Schoulsystem gaange sinn, esouguer vlächt hei gebuer sinn, mä an engem net Lëtzebuerger Sproochmilieu opgewuess sinn an un der Däitscher Sprooch oft gescheitert sinn, d'Chance fir de Bac international ze maachen an och duerno Universitéitsstudien ze suivéieren.

Et gëtt och de Lëtzebuerger Élèven d'Méiglechkeet an engem anere Schoulmodell en Ofschloss ze maachen. Vun dohier géif ech soen, dass déi international Klassen net némme eng Noutwendegkeet duerstellen,...

(Coups de cloche de la Présidence)

...mä esouguer als selbstverständliche missten ugesi ginn.

Här President, elo gesinn ech, déi fénnef Minutte sinn ém. Da muss ech elo e puer Saachen op der Säit loossen. Wann Der mer náscht...

Une voix. - Dir hutt dach nach Zäit!

Une autre voix. - Gitt hir nach fénnef Minuten, ém Gottes Wällen!

Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (CSV). - Merci.

M. le Président. - Neen, Madame Gantenbein. Dir hutt nach gutt Zäit. Et war fir verschidde Leit heibannen opmiersksam ze maachen, datt Dir amgaange sidd eng interessant Ried ze halen.

Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (CSV). - Dat hätt ech mer mol net erdreemt.

Une voix. - Dat hat en lech net gesot.

(Hilarité)

Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (CSV). - Deen Neie seet een net alles.

Une voix. - En hätt nach vill méi ze soe gehat.

Une autre voix. - Huelt lech Zäit.

M. le Président. - Losse mer d'Madame Gantenbein schwätzten.

Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (CSV). - Dobäi kënnnt, dass d'Schafung vun déser Méiglechkeet ee Bäitrag fir de Bäibehalt vun der Attraktivitéit vun eisem wirtschaftliche Stande ass, esou wéi et am Text vum Projet och schonns preziséiert gouf.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Schafung vun de Classes internationales mat ofschléissendem Bac an der öffentlecher Schoul bitt och eng Alternativ zum bestehende System an dréit dem Koalitionss'accord vun 2004 Rechnung, deen a sengem Programm virgesait, d'Méiglechkeete vun engen alternativer Offer innerhalb vun der öffentlecher Schoul auszubauen.

Ech wollt an désem Kontext och kuerz énnersträichen, dass ech hei dem Statsrot seng Reserven deelen, fir mat engem Gesetz d'Aféierung vun dësen Etuden a just engen bestëmpter öffentlecher Schoul anzeféieren. Dofir sinn ech och frou, dass dëse Consideratioun vum Statsrot Rechnung gedroe gouf. De Règlement grand-ducal déterminéiert, a wat fir engem Lycée dat ugebueden gëtt, an e gëtt och dann d'Méiglechkeet,

jee nodeem wéi d'Entwécklung sech mécht, an anere Gebaier dat doten unzebidden.

E weidere Schrëtt, fir eise Schoulsystem ze diversifiéieren, ass jo och zum Beispill d'Konzept vum Schengener Lycée, engem däitsch-lëtzebuergeresche Lycée, wouzu mer jo geschwénn hei an déser Enceinte e Gesetzestext wäerten diskutéieren. Et kënnnt ee sech och d'Fro stellen, ob et net ubruecht wier, an enger anerer Géigend oder an anere Géigende vun eisem Land - Esch, fir se net ze nennen, wat un der Grenz läit a wou gréisser net lëtzebuergesch Communautéité liewen - e Lycée unzebidden.

D'Classes internationales mat ofschléissendem Bac charakteriséiere sech duerch eng gewësse Flexibilitéit, well se staark un den Intérêt vun den Élèven orientéiert ginn - an net, wéi et oft an eiser Schoul ass, un de Programmer - an doduerch hir Motivatioun och förderen. D'Élèven hinn d'Méiglechkeet, innerhalb vu sechs grousse Richtungen ze wielen. Et gëtt och de Stäerkten an de Schwäche vun den Élèvë Rechnung gedroen. Si kënnnt d'Sproochen an enger staarker oder an enger schwächer Form léieren, suivant hire kulturellen a sozialen Originen. Et gëtt de Schüler d'Méiglechkeet, d'Fächer um Niveau supérieur respektiv um Niveau normal ze léieren.

D'Schüler mussen e Mémoire schreiwen, dat heescht, si musse sech während enger gewésser Zäit intensiv mat engem spezifesch Sujet befaassen. Wichteg ass och, dass d'Elèvë sech müssen u péri-scolairen Aktivitéite bedeelegen, fir hiert sozialt Emfannen, hir sozial Kompetenz ze trainéieren an och ze développéieren. Weider interessant a wichteg ass och d'Plaz vun der däitscher Sprooch an de Classes internationales, an dass niewent der externe Evaluatioun och eng intern Evaluatioun stattfënnt.

Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt behaapt, de Baccalauréat international wier eng Konkurrenz zu eisem Premièressexamen. A wann en dat da wier, da froen ech mech, ass dat schlecht?

Et gëtt behaapt, den Ofschloss mam internationale Bac wier einfach ze packen, méi einfach wéi déi normal Première. D'Schüler aus de Lycée géife fortlafen, fir en Ofschlossdiplom an déser Schoul ze maachen. Da muss ee mol kucken, wouhinner datt se lafen.

Esou géif dann och mam Baccalauréat international eise Premièressexamen u Wäert verléieren. Ech sinn iwwerzeegt, dass dat doen net de Fall wäert sinn.

Ech sinn der Meenung, dass en Ofschloss duerch den internationale Bac den Niveau vun eisem Premièressexamen entsprécht. Sécher entspriechen d'Programmer net dem Lëtzebuerger Modell a sinn och kengem spezifische Land zouzéuernden. Hei geet et vill méi ém en ausgeglachene Kompromiss téschent verschidde Schoulsystemer, Schoulprogrammer an Ufuerderunge vu generelle Natur.

Aus dem Règlement grand-ducal iwwert d'Organisation vun den internationale Klasse geet ervir, dass de Schoulprogramm net wesentlech anescht vun deem vun eise Premières ass, mat just dem fundamentalen Ênnerscheed vun der énnerschiddelecher Gewichtung vun de Sproochen an dem Schoulmodell.

Als Ofschloss, Dir Dammen an Dir Hären, géif ech gären énnersträichen, dass mat der Schafung vun de Classes internationales mat ofschléissendem Bac, de Lëtzebuerger Schoulsystem, deen - jusqu'à

preuve du contraire - e gudde Schoulsystem ass, mä awer e monolithesche Schoulsystem ass, mat désem Gesetz opgébrach gëtt. En zeechent nei Pisten op. E schléit an interessante Modell vir an e bitt nei Opportunitéite fir eis multikulturell Gesellschaft.

Mat désem Gesetz, géif ech men-gen, gëtt en neit Kapitel an der Gesellschaft, an der Geschicht vun eisem Lëtzebuerger Enseignement geschriwen. Ech Hoffen, dass et en interessant Kapitel gëtt. Ech Hoffen, datt et en erfolgräicht Kapitel gëtt. An zum Schluss ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu désem Gesetz.

Ech soen lech Merci fir Är Op-miersamkeet.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Madame Gantenbein. Nächst Riedner ass déi honorabel Madame Anne Brasseur.

Mme Anne Brasseur (DP). - Merci, Här President.

Dir Dammen an Dir Hären, 2002 ass hei an der Chamber diskutéiert ginn iwwert de Bac international an engem Gesetzesprojet, wou et drëm goung de Bac international iwwerhaapt hei zu Lëtzebuerger unzéerken. 2002 gouf et 14 Länner an der EU, déi de Bac international unerkannt hinn. Et war ee Land, wat dat net gemaach huet, an dat war Lëtzebuerger. Besonnesch fir eis als Land, wat eng international Plaz ass, an dat Leiterakommen aus verschidde Länner, war et wichteg, dass mer de Bac international géingen unerkennen, an dat war och de But vun deem Gesetz.

Deemoools sinn an dat Gesetz - an den Här Bettel war Rapporteur vun deem Gesetz - eng Partie Restriktiounen agebaut ginn, wat all Land ka maachen, fir dass dee Bac, deen am Land selver duerchgeföhrt gëtt, och de verschidde Spécificitéité vum Land Rechnung dréit. A souuel de Rapporteur wéi meng Virriednerin sinn am Detail dorop agaangen, esou dass ech dat hei net wëll nach eng Kéier widderhuelen.

Déi Debatt, déi awer deemoools geféiert ginn ass, an d'Madame Gantenbein huet dat elo grad rappeléiert, war eng Debatt, an dår et drëm goung, fir de Prozess ze maache vun der International School. Or, de Bac international an d'International School, dat sinn zwou getrennten Organisatiounen.

Elo ass et esou, dass an der International School de Bac international konnt gemaach ginn, mä dass dee konnt och am Ausland gemaach ginn. Et sinn insgesamt dee Moment 1.100 Etablissementer gewiescht europawäit, wou dee Bac konnt gemaach ginn.

En ass och deemoools ageföhrt ginn, well ee viregte Minister vun den Affaires étrangères, den Här Poos, intervenéiert huet, mir sollen de Bac international dach unerkennen, well eng Partie vu Lëtzebuerger Diplomaten hir Kanner am Ausland an d'Schoul geschéckt hinn, wou se en poste waren. Déi hinn do de Bac international gemaach an da koume se op Lëtzebuerger an dann ass deen net unerkannt ginn. An dat konnte mer eben duerch d'Gesetz vun 2002 regelen.

Wann ech awer liesen, dann huet besonnesch den Här Scheuer a sengen Interventiounen deemoools als Spriecher vun der LSAP do geféiert, e misst de Bac international a sech net kritisieren, mä déi privat Schoul. En huet do vun Elite vun der International School geschwat an en huet dat verdäiwelt.

Beim Vote war et esou, dass d'LSAP-Fraktioun dergéint gestëmmt huet, mat zwou Enthalungen; dat war engersäits d'Madame Delvaux an dat war anersäits d'Madame Err. An ech mengen, d'Madame Delvaux ass nodréig-lech nach frou, dass se deemoools

hirer Fraktioun net gefollegt huet, well dat et méi einfach awer mécht, haut dése Projet hei ze verteidegen.

(Interruptions)

De Projet, dee mer elo hei maachen, ass am Fong eng Suite vun dem Gesetz vun 2002, námlech dass de Bac international och elo an enger Lëtzebuerger öffentlecher Schoul kann duerchgeföhrt ginn. An de Projet, deen d'Regierung op den Instanzewee bruecht huet, war méi restriktiv wéi deen Text, dee mer haut stëmmen. Námlech war do just virgesinn, dass et de Lycée Technique du Centre këint sinn.

De Conseil d'État huet gemengt, et soll ee just d'Autorisatioun gi fir de Bac international an öffentleche Schoulen zu Lëtzebuerger ze maachen, an da wier et iwwer Règlement grand-ducal ze bestëmmen, wellech Schoulen déi Autorisatioun kréichen.

Dat ass eng gutt Approche. Et ass ganz kloer, dass een dat net iwwerall ka maachen. Et ass och kloer, dass mer net iwwerall d'Masse critiqué hinn. Well de Bac international, dat ass en Ofschloss, mä et muss jo och eng Préparatioun doff kommen. An déi Préparatioun ass wichteg fir déi Schüler, déi an d'Land komme während hirer Scolaritéit an doffir Schwierigkeiten hinn an onsem Schoulsystem Fouss ze faassen. Wann déi dann dëse Schoulsystem kënnen matmaachen, da gëtt deen d'Méiglechkeet ginn, hei en Ofschloss ze kréien. Well, wat hu se bis elo gemaach? Da si se entweder op Metz, op Thionville oder op Arel gaangen. Mir mussen och deen Schüler hei e Schoulsystem offréieren.

Et ass kritisier ginn, dass d'Lëtzebuerger och dëse Schoulsystem kënnen maachen. Wa se dat wëllen, solle se dat och maachen. Et muss een awer allerdéngs soen: Den däitsche Programm ass allégéiert; dat gëtt net esou staark gepréift, an do müssen d'Lëtzebuerger sech iwwerleën, ob se doch domat en Dénsgt leeschten, wa se duerch e System ginn, wou Däitsch net esou am Virdergrond steet, well onse méisproschege System huet jo awer wierklich Avantagen, och wat déi weiderföhrend Studien dono ubelaangt.

Dat sinn déi puer Remarquen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi ech zu désem Projet wollt maachen. An ech si frou, dass deen elo nach ka gestëmmt ginn.

Ech huelen un, dass en dann am Hierscht kann am Lycée Technique du Centre ulafen, wou d'Préparatioun vun den Lycées internationaux am Virdergrond steet, well onse méisproschege System huet jo awer wierklich Avantagen, och wat déi weiderföhrend Studien dono ubelaangt.

Ech wollt just d'Madame Minister froen, ob den Timing kann agehale ginn, fir dass am September déi Klasse kënnen ugebueden ginn, ob do schonn am Virfeld Schuler sinn, déi sech gemellt hinn, fir dass een och ka wësse bei der Schoulorganisatioun, wéi een dat kann organiséieren, an ob een déi Klassen och esou ka strukturéieren.

Ech soen lech Merci.

Une voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Madame Brasseur. Den nächste Riedner ass den honorablen Här Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam (DÉI GRÉNG). - Här President, Madame Minister, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt emol wollt ech dem honorabile Rapporteur, dem Här Diekirch, Merc

ze dinn hätten, dat sech an d'Rei vun deene ville klenge bescheide Schrëtt, fir eise Schoulsystem mat der Zäit matlafen ze loessen, géing areien. Do huet et jo och nach geheesch, de Lycée Technique du Centre géing autoriséert ginn, Klasse fonctionnéieren ze loessen, déi géingen op de Bac international préparéieren.

Et war fir eis kloer, datt déi Chance, déi zwou Privatschoulen enger Rei Schüler zu Létzebuerg ubidden, nämlech fir e Bac international ze maachen, och sollt vun der öffentlecher Schoul ubeudee ginn. Dës Offer riicht sech u francophone Schüler, déi ganz gutt schoulesch Capacitéiten hunn, an eisem traditionelle Schoulsystem awer un der Sproochbarrière respektiv der däitscher Sprooch scheiteren. Esou eng Offer ass zwar némnen eng Drëps op de waarme Steen a Richtung vun enger iwverfällegger Schoulreform, mä am Enseignement huet ee besser, et freeet ee sech iwwer all minimale Schrëtt, soss riskéiert een ze verzweilen.

Den LTC ass deen éisichten öffentleche Lycée, deen de Bac international zu Létzebuerg elo ubitt. Dat ass logesch, an et stéiert eis och net, datt déi Klassen net Quatrième, Troisième an esou weider heeschen, mä Dixième, Onzième, Douzième an Treizième. Mir stelle fest, datt anesch wéi op Quatrième an Troisième am Lycée, et op Dixième an Onzième am Bac international weder e Fach Instruktion religieuse et morale nach e Fach Formation morale et sociale gëtt.

Aus grénger Siicht ass dat eng interessant Ouverture. Datt de Bac international kee Cadeau fir d'Schüler an och net fir de Lycée ass, dat geet zum Beispill aus en-gem Saz aus dem État des lieux vum LTC ervir. Do steet dran: «Nos élèves ne parlent pas le français comme langue maternelle et ont seulement fait deux années d'anglais. Or, le Bac international exige une langue au niveau A1 - Muttersprachenstärke - et la législation luxembourgeoise réclame que la deuxième langue soit étudiée au niveau supérieur.» Also, et ass bei wäitem kee Cadeau fir d'Studenten. Et ass vill Aarbecht scho geommaach ginn an do bleift der nach vill ze maachen.

Wann d'Chambre des Employés mengt, et kéint vläicht zu enger Marginalisatioun kommen, wa mir Secondaireschüler an e Lycée technique géinge schécken, sou deele mir déi Suergen awer net. Ganz am Géigendeel, déi Richtung ass eis vill méi sympathesch, wéi zum Beispill déi nach émmer aktuell Marginalisatioun vun eise Schüler am Modulaire, déi wahrscheinlich problemateschst Schülerpopulatioun zu Létzebuerg, déi mir nach émmer an deene schlechsten Infrastrukturen isoléieren.

Eng ganz interessant Richtung huet de Projet de loi awer du kritt, wéi d'Chamberskommission décider huet, dem Avis vum Statsrot Rechnung ze droen an d'Offer, fir de Bac international ze maachen, net just op een eenzelne Lycée ze beschränken, sou dass de Ministère de l'Éducation nationale elo den direkte Verhandlungspartner mat der Organisation du baccalauréat international ass.

Dat heesch, mir stëmmen haut een allgemengt Gesetz, dat d'Méiglechkeet, fir dése Bac an öffentleche Schoulen zu Létzebuerg unzebidden, erméglecht. Iwwert de méi einfachen a schnelle Wee vum Règlement grand-ducal kann den zoustänNEG Minister oder déi zoustänNEG Ministesch eenzelne Schoulen op Ufro a wann et Senn mécht déi Méiglechkeet zougestoen.

D'Chambre des Employés privés huet eiser Meenung no zu Recht drop higewisen, datt et duerhaus méiglech ass, datt mat der Zäit ganz vill Schüler um Bac international interesséiert ginn an net

némme Schüler mat engem Migrationshannergond. Och Létzebuerger Schüler, déi sech net wuel fillen an eisem Schoulsystem, kéinten dése schoulesche Wee goen. Dár Schüler gëtt et eiser Meenung no eng ganz Rei. Doduerch kréie mir - wa mir et dann zouloussen - eng Konkurrenz téssent zwee Schoulsystemer; an dat ass gutt esou.

Ass elo mam Bac international alles am grénge Beräich? Natierlech net. Et ass scho bedenklich, datt mir elo zwee Systemer kréien: een, wou staatlech Programmer an Examenskommissioune Chef sinn, an een, deen enger privater Boîte zu Genf all dës Kompetenzen iwwerdroen huet. Dat ass fir eis net déi ideal Léisung. Dat ass fir eis just eng Ouverture, déi duerchaus kontrolléerbar ass, a mat dár mir - wa mir dat zouloussen a mir sollen et zouloussen - e bësse Bewegung an den Enseignement secondeaire kenne kréien.

Mir wëllen a kenne kengem Schüler eppes zertifiéieren, wat hien net kann. Mä mir hu schonn op déser Plaz oft gesot, datt mir d'Aart a Weis, wéi mir an eise Schoule zertifiéieren, a Fro stellen. Mir mussen do vill méi flexibel ginn. Mam Bac international hu mir eng kleng Öffnung gemaach. D'Chambre de Travail weist zu Recht drop hin, datt et och Schüler gëtt, fir déi déi franséisch Sprooch en Obstacle ass, fir zu engem Secondairesofschloss ze kommen. An d'Chambre des Employés privés weist zu Recht drop hin, datt mir déi Problemer am Secondaire an nach duerchaus a verstärkter Form am Secondaire technique erëmfannen.

Wéi gesot, mir freeën eis schonn iwwer kleng Schrëtt an déi richteg Richtung am Enseignement, an duerfir bréngen ech och den Accord vun der grénger Fraktioun zu désem Gesetz.

Mir wieren awer vrou, wann d'Madame Minister bei hirer Interventioun zu désem Projet de loi nach géing op e puer Froen agoen. Am urspréngleche Règlement grand-ducal zum Projet de loi stéet am éisichten Artikel: «La troisième langue est la langue allemande.» Bleift dat esou oder ass et denkbar eng eventuell Ouverture zu Gonschte vun der Mammesprooch vun de potenzielle Schüler vum Bac international ze maachen?

Datt et d'Enseignant aus dem Secondaire sinn, déi däerfen op de Bac international virbereeden, schéngt eis evident a consequent. Genauesou selbstverständliche wäert jo och eng Formation initiale et continue fir dës Enseignant fir hir nei Aufgab sinn. An och hei wiere mer vrou, wann d'Madame Minister eis dat kéint konfirméieren an nach vläicht soen, wat do virgesinn ass.

An zum Schluss nach e Wuert zu de Passerellen. Et ass och e puer mol kritiséiert ginn oder wéinstens ass d'Problematik oppgeworf ginn, wéi ee kann an déi Klass vum Bac international kommen, och wann ee vläicht op Onzième oder Douzième wëllt aklammen. Vläicht kéinte mer och do nach e puer Detaller kréien.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Adam. Als leschte Riedner ass ageschriwwen den honorabelen Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Merci, Här President.

Heiansdo hunn esou Gesetzer wéi dat heiten e reng techneschen Aspekt a priori. Mä ech wëll awer soen, datt mer mat désem Gesetz eng kleng Revolution an onsem Enseignementssystem duerzéien, och wann et offiziell ugesiget, wéi wann dës Reform just némmen dofir do wier, fir déi auslännesch Schüler, déi méi

staark sinn am Franséischen, ze integréieren.

Mä wann ee weess, datt elo schonn eng etlech Schüler vu Létzebuerger Elteren an der Waldorfschoul sinn an an der International School - précisément wéinst deem Bac international -, da kann ee sech och virstellen, an ech géing souguer de Wunsch ausdrécken an hoffen, datt de Bac international an Zukunft vläicht e Bac gëtt, dee queesch uechtert d'Land offréiert gëtt an un deem d'Létzebuerger Schülerinnen a Schüler interesséiert sinn deelzehuelen.

Woufir? Well ee gesäit, datt am Internationalen - a Létzebuerg ass jo staark international orientéiert - d'franséisch a speziell d'englesch Sprooch émmer méi Gewicht kréien. Et ass also wichteg, datt een am Englesche staark ass.

Wann een haut d'Circulairé vu verschidde Beruffsorganisatiounen gesäit, déi fréier op Franséisch an op Däitsch gemaach gi sinn, gesäit een, datt se haut uniquement op Englesch gemaach ginn. Et gesäit een, datt ee souguer hei an der Stad, wann ee gären iergendee Gedrénks freeet, scho bal muss Englesch kenne schwätzen, fir et ze kréien. Et ass also eng Evolution, déi sech mécht, an ech men-gen, et ass och richtig, datt mer elo en éischte Schratt maachen.

Dat, wat sech elo awer nach u Froestellt, Madame Ministerin, dat ass, wéi déi ganz Organisatioun praktesch vir sech geet. Ech géing gäre vun lech wëssen, wéi dat elo am Lycée Technique du Centre wäert organisiert ginn, wat den Transport ueget, wéi Der wëllt déi eenzel Elteren uschreiven, fir hinen déi nei Offerte unzebidden. Dat sinn déi puer Froen, déi ech zu désem Projet hunn.

De Rescht hate meng Virriedner an de Rapporteur schonn des Laangen an des Breede gesot, esou dass ech mech domat net weider wëll ophalen, mä just nach eng Kéier den Accord vun der ADR-Fraktioun zu désem Gesetzesprojet ginn.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Här Scheuer!

M. Jos Scheuer (LSAP).- Här President, just ee Wuert och zur Interventioun vun der Madame Brasseur. D'Joer 2002 läit jo nach net esou wäit zréck, an ech hat deemools geschwät am Numm och vun der Fraktioun zu deem Gesetz, wat d'Equivalenz téssent dem Létzebuerger Bac an deem dote Bac hiergestallt huet. Zwou Saache ware bei deem Gesetz, fir eis a fir mech, äusserst problematesch. An effektiv hat dat méi mat der Schoul selwer ze dinn, mat der Privatschoul, wéi mam Bac.

Éischtens huet déi Schoul e Mineral verlaagt vu 15.000 Euro, fir kenne do eranzekommen a fir kenne dee Bac ze maachen. Zweetens ass dee Bac gemaach ginn a sechs Joer amplaz a siwe Joer. Dat waren, fir mech a fir eis, Kritären, déi schonn äusserst problematesch waren.

Et ass deemools och gesot ginn: Kommt mir probéiere fir dee System „Bac international“ an de Létzebuerger Schoulsystem ze integréieren. A genau dat ass geschitt. Dat heesch, dat Gesetz hei ass vun deem Point de vue eng Verbesserung fir de Létzebuerger Schoulsystem a bitte eis, dem Stat, Méiglechkeiten un, déi ee sech virdrun an enger Privatschoul huet misse kafen! An dat huet mech schockéiert deemools.

Et bleift ee Problem fir mech, dat ass d'Kontroll vun de Programmen, déi do enseignéiert ginn. An de Wäert vun de Programmen, dee moosst een émmer un deene Méiglechkeiten, déi déi Program-

men am Enseignement de Schüler bitt. An désem Fall d'Integratioun an eng modern Gesellschaft, dat ass jo den essenzielle But vun désem Gesetz, an zweetens och d'Beruffsméiglechkeeten an d'Méiglechkeet fir weiderzestudéieren. Dat wollt ech als Prezisou matginn.

Une voix.- Dat ass eng 180°-Kéier, déi den Här Scheuer do hëlt!

M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Méi wéi 180°.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Neen, datt dem Här Scheuer seng Meenung sech deckt mat all deene vu senge Virriedner, an duerfir kritt elo d'Madame Minister zoustänneg fir d'national Erzéitung d'Wuert.

(Brouhaha général)

D'Madame Delvaux huet elo d'Wuert.

Une voix.- Et deet wéi, wann ee sech muss op de Kénn späizen!

(Hilarité)

M. le Président.- Ech bieden elo ém Opmiersksamkeet fir d'Ausféierung vun der Madame Delvaux!

Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëllt all menge Virriedner Merci soe fir dee breeden Accord, dee se bréngen zu désem Projet. Ech wëllt dem Rapporteur Merci soen an ech wëllt haapsächlech dofir Merci soen, dass d'Aarbechten an der Kommissioun och esou schnell gaange sinn, dass mer dat Gesetz nach virun der grousser Vakanz kenne an der Chamber stëmmen. Ech net eleng, och nach aner Leit sinn dorriwwer ganz, ganz vrou.

Här President, hei zu Létzebuerg musse mir e Qualifikatiounseffort maachen op allen Niveauen. Mir wësse selwer, dass mer net genuch qualifizéiert Leit an eisem Schoulsystem erausbréngen. Dat heesch net, dass ech der Meenung sinn, dass ee soll Schüler en Diplom ginn, wa se net d'Kompetenzen duerfir hunn, mä mir kréie vun allen internationalen Institutionen gesot, dass mer zu Létzebuerg net genuch héich a super héich Leit qualifizéieren.

Also ass d'Aufgab vun eis allegueren fir ze soen: „Wéi bréngt mer et fäerdeg, fir all eis Schüler méi héich ze qualifizéieren? Déi gutt nach besser, déi méttelméisséng gutt an déi schwach esou gutt wéi méiglech?“ Dat ass, mengen ech, deen Effort, dee mer an der Létzebuerger Schoul musse maachen. Mir sinn e klengt Land, mir hunn net vill Leit, an et ass wichteg, dass mer d'Matière grise, déi mënschlech Kompetenzen hei zu Létzebuerg stäärken, fir d'Cohésion sociale zu Létzebuerg, awer och fir d'Létzebuerger Ekonomie. Dat ass also d'Zil.

An da stelle mer fest, dass mer eng Population hunn, déi immens heterogen ass an déi émmer méi heterogen gëtt. An de Létzebuerger Schoule ginn all Sprooche vun der Welt geschwät. Mir hu 40% vun de Schüler, déi net Létzebuergesch doheem schwätzen. Dat weist dee groussen Défi fir d'Létzebuerger Schoul, wa mer an engem zweesprooche System wëllen all déi Variétéit vu Kanner zu enger héijer Qualifikatioun bréngen.

Duerfir sinn ech der Meenung, dass et wichteg ass, d'Offer an eisem öffentlecher Schoul esou villfältig ze maachen, dass mer fir méiglechst vill Kanner eng valabel Offer kenne unzéiden. Dat ass déi Aufgab, déi ech mer gesat hunn, dat ass, wou mer wëllen higoen, an d'Introduktioun vum Bac international an der öffentlecher Schoul setzt sech an déi Logik. Et ass eng Schan, wa mer intelligent, begaapt

a fläisseg Kanner hunn, a mir bréngen et net fäerdeg, hinnen zu Létzebuerg eng Offre scolaire ze ginn, déi hinen et erlaabt, zu enger héijer Qualifikatioun ze kommen. Duerfir dése Projet de loi.

Ech mengen, et ass vill iwwert de Programm vum Bac international hei geschwät ginn. Ech kann némmen énnersträichen, wat vu menge Virriedner gesot ginn ass. Dat ass en exigente Bac, et ass elo net esou, dass mer hei en Diplom géife bradéieren. En ass e bëssen anesch gelagert wéi de Létzebuerger Premièresexamen, an deem d'Sproochen e groussen Deel anhuelen; an hei kenne mer soen: Du kriss eng Première, eng Equivalenz vun der Létzebuerger Première, e Bac international, wou den Akzent méi op eng Sprooch geluecht ass. Du muss déi ainer Sproochen och kenne, mä dernie-went gëtt et wichteg Akzenter, déi geluecht ginn op d'Mathematik, op d'Sciences, op Art, also all déi artistesch Kompetenzen.

Dann ass et d'Théorie de la connaissance, e Fach, wat mir an eiser Schoul net hunn, wat eigentlech duerch de Besoin entstanen ass, well et sech eben ém en internationale Bac handelt.

Do kann ee jo - do muss ee jo de jonke Leit de Kapp opmaache fir déi Kulturen, fir déi Wälder, déi vun anere Kulturen véhiculéiert ginn, fir dass se duerfir Verständnis hunn.

Ech géif soen, fir mech ass d'Toleranzkompetenzen ze stäärken an der Schoul dat, wat ech ganz, ganz wichteg fannen. An dann ass et vill méi interdisziplinär wéi hei a verschidde Domäne geschafft gëtt, an ech denken, dass dat en interessante Modell ass.

D'Fro ass gestallt gi vum Däitschen. D'Fro ass och gestallt ginn, ob mir eis dann elo enger privater Boîte, wéi dat hei heescht, géifen énnerwerfen. Ech wëll awer och drun erënneren, an d'Madame Brasseur kann dat bezeien, wéi d'Gesetz 2002 gestëmmt ginn ass, ass jo och e Règlement grand-ducal geholl ginn, fir ze soen, énner wéi enge Konditiounen dass mir déi breit Palette vum Bac international zu Létzebuerg als Equivalenz vun enger Première unerkennen. A well mer zu Létzebuerg Wichtegkeet leeën op d'Sproochen, ass gesot ginn, majo, déi Sproochen, déi een zu Létzebuerg brauch, fir sech ze integréieren, fir ze participéieren, si Franséisch an Däitsch.

An duerfir kann ech op déi Fro „Ass eng aner Sprooch als zweet Sprooch méiglech?“ antworten: de Moment net. De Règlement grand-ducal gesäit vir, dass ee muss Däitsch hunn, fir zu Létzebuerg dee Bac international unerkannt ze kréien als gläichwäerteg zu engem Premièresexamen. An ech hat och net d'Absicht, dat ze änneren.

Une voix.- Très bien!

Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.- Dái Diskussiounen, déi mer de Moment och feieren iwwert de Portfolio européen des langues, iwwert d'Sproochkompetenzen, confirméieren eis émmer erém, wéi wichteg et ass, dass een déi Sproochen, déi zu Létzebuerg geschwät ginn, versteet, fir sech kenne an eiser Létzebuerger Gesellschaft ze integréieren.

Dann ass gesot ginn, dee Bac international ass eng Offer fir Ausländerkanner, déi als Primo-arrivants esou al sinn, wa se op Létzebuerg kommen, dass et net méi méiglech ass, dass se de ganze Kursus vun der Létzebuerger Schoul kenne suiviéieren, fir hinen awer déi Perspektiv ze ginn. Dat ass d'Motivation, firwat mer dat heite Gesetz op den Instanzewe bruecht hunn.

Ech wëlt awer hei insistéieren a soen, dass et elo net exklusiv gëtt fir aner Kanner. Dat heesch, dat ass eng öffentlech Schoul, wou

jiddereen, deen drun interesséiert ass, sech kann an déi Filièren hei aschreien. Also, ech mengen, dat ginn ech oft gefrot an ech wëll dat hei nach eng Kéier énnersträichen.

Ech mengen, déi Diskussioun, déi och gefouert ginn ass, dat ass: Den Text vun der Regierung hat virgesinn, dass iwwer e Gesetz de Lycée Technique du Centre géif autoriséiert ginn, fir dee Bac international unzubidden. Firwat de Lycée Technique du Centre? Well dat déi Schoul ass, déi déi gréissen Experienz an dee gréissen Know-how an der Scolarisation vun Ausländerkanner mat sech bruecht huet. Si hunn immens gutt Resultater, besonnesch mat de Classes francophones. An duerfir war et logesch, fir an deem Gebai och déi Palette do ze offreren, well si och Enseignanter hunn, déi ganz kompetent sinn an deene Froen.

De Conseil d'Etat huet eis eng aner Propositioun gemaach. Ech wëll soen, dass ech déi mat Freed akzeptéieren. Ech hat eigentlech déi vîrsichteg Approche gewielt ze soen: Kommt mer maachen emol iwwert d'Gesetz eng Schoul. Déi hei Formulatioun vum Text erlaabt deenen zukünftegen Unterrichtsmisteren och an anere Schoulen déi Offer vum Bac international ze offreren.

Ech denken, dass dat Haus, wat ech vertrieben, mat vill Discernement wäert iwwert déi zukünfteg Offeren décidéieren. Ech géif soen, dass et haut ze fréi ass, fir ze soen: Maache mer dat och nach an anere Gebaier? Déi Méiglechkeet ass do. Ech denken, mir sollen elo ganz attentivem kucken: Wat geschitt am Lycée Technique du Centre? Wéi leeft dee Bac? Wéi geet dat viru sech? Wéi ass d'Demande dobaussen? An dann déi nächst Schrëtt weidergoen.

D'Madame Brasseur huet mech gefrot, ob mer géifen zur Zäit de Règlement grand-ducal erakréien. Et gétt jo u sech zwee Règlements grand-ducaux:

Deen ee Règlement grand-ducal determinéiert de Programm. Deen ass schonn duerch den Instanzeewee gelaf. Deen ass selbst-verständlech prett.

An deen zweete gétt jo e ganz kuerze Règlement grand-ducal. Do steet dran, dass de Lycée Technique du Centre autoriséiert gétt, fir déi Classes internationales do ze offreren. Deen Text ass selbst-verständlech färdeleg. E muss duerch d'Regierung. Ech hat och wëlles do d'Urgence ze invoquéieren, fir dass mer kënnen de September déi Klassen ulafe loessen.

Wéi mer gesinn hunn, wéi zügeg dass mer géife weiderkommen an eisen Aarbechten, sinn d'Elteren an d'Schüler och informéiert ginn, dass déi Klassen offréiert ginn. Et muss ee jo soen, dass déi Quatrième oder déi Dixième classe internationale, déi dést Joer offréiert gétt, ass jo net de Bac international proprement dit ass. Dat ass jo d'Preparatioun op de Bac international. Duerfir hat ech dem Lycée Technique du Centre gesot: Dir kënnnt déi Klass offréiere vun der Rentrée un. Mengen Informatiounen no waren et virgëschter schonn 20 Schüler, déi sech interesséiert hunn, fir sech do anzeschreien, esou dass mer also ganz sécher eng Klass kënnne vum 15. September u lafe loessen.

Dir wësst, vum Bureau vum Bac international vu Genève gétt natierlech den Niveau vun dem Bac international kontrolléiert. Si hu ganz prezis Exigenzen, well si si jo de Garant duerfir, dass dee Bac iwwerall unerkannt gétt. Duerfir déi Visiten, déi hei zu Lëtzburg waren, fir ze kucken: Sinn am Lycée Technique du Centre d'Konditiounen erfëllt, fir kënnnen dee Bac mat Succès ofzehalen? Dat geet doríwer, wat d'Qualifikatioun vun den Enseignanter ugeet an et geet iwwert d'Programmen.

D'Programme sinn also ausgeschafft. Et si 34 Enseignante vum

Lycée Technique du Centre, déi bereet sinn an d'Kompetenzen hunn an am E7 klasseiert sinn, déi also do d'Konditiounen erfëllen, fir déi Klassen ofzehalen. Déi 34 Enseignante mussen eng Formationaachen. A si sinn och alleguerte bereet, déi Formationaun do ze maachen, fir därfen déi Coursen ofzehalen. Et geet jo och drëm, dass een initiéiert gétt, wéi d'Evaluatioun stattfënnt, an dass een an deem Réseau international vun deene Bacs internationaux drableift.

Dann ass d'Fro gestallt gi vun der Admissioun an d'Classes internationales. Am Règlement grand-ducal stéet also: Een, deen eng Cinquième am Classique huet respektiv eng Nevième mat enger Moyenne vu 45.

An da stellt d'Fro sech vun deene Joren duerno, wann ee wëllt wieselen. Op deene Classes internationales applizéiere sech jo d'Dispositioun vun de Gesetzer, déi mer hunn iwwert d'Lycéeën an d'Lycées techniques. Do ass dran, dass een émmer kann eng Admissioun kréie sur dossier, an dass dann den Direkter kann décidéieren, ob een d'Konditiounen erfëllt, fir an déi Klassen eranzekommen. Esou dass déi Passerelle all Joer méiglech ass. Ech wëll awer soen, wat een déi Décisioun méi spéit hëlt, wat et wahrscheinlich méi schwierig gétt, fir sech an dee System do eranzeschaffen.

Här President, ech denken, dat ass d'Äntwert op all déi Froen, déi gestallt gi sinn. Mir bleift da just ze soen, dass ech mech freeën, dass dat Gesetz hei unanime gestëmmert gétt, an et bleift mer haaptsächlech den Enseignant vum Lycée Technique du Centre vill Chance ze wünschen a vill Erfolleg. Et ass ee groussen Défi, dee se op sech huelen, well ech sinn iwwerzeigt, dass d'ganz Communauté scolaire vu Lëtzburg mat grousser Attention wäert suivéieren, wéi déi Klasse sech dérouléieren, wéi se organiséiert ginn a wéi dat alles vir sech geet.

Duerfir Merci fir deen Engagement vu bis elo a vill Aarbecht a vill Erfolleg fir déi Joren, déi elo kommen.

M. le Président.- Merci, Madame Delvaux.

Mir kommen dann direkt zur Ofstëmmung iwwert dése Projet de loi. De Vote fänkt un.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kae, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Martine Stein-Mergen), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiller et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castagnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydia Err (par M. Ben Fayot), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par Mme Claudia Dall'Agnol), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helmlinger (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loscher;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koopp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

2. Motion de Monsieur Claude Meisch sur la situation financière des communes

Ech wollt lech proposéieren, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn nach eng Motioun hei, déi den honorabelen Här Meisch abruecht hat, betreffend d'Finanzsituatioun vun de Gemengen. Wëllt nach een dozou Stellung huelen?

Här Fayot.

M. Ben Fayot (LSAP).- Här President, ech géif proposéieren, dass mer déi Motioun an d'Kommissioun renvoyéieren. Well mir hunn eng Kommissioun iwwert d'Reorganisation territoriale, déi sech mat all deene Froen ofgëtt. An dat hei ass eng wichteg Fro iwwert d'Finanzierung vun de Gemengen. Dofir sinn ech der Meenung, dass dat déi Plaz wär, wou een dat soll diskutéieren. Ech wär frou, wann d'DP domat d'accord wär.

Merci.

M. le Président.- Den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Merci, Här President.

(Nuisances sonores)

... déi d'Sozialistesch Partei hei presentéiert huet. Den Här Bodry, deen am Fong déi Pressekonferenz mat de Sozialiste gemaach huet, ass och Member vun d'r Kommissioun, déi den Här Fayot elo grad gesot huet. Dat heesch, den Här Bodry hätt all Méiglechkeete gehat an d'r Kommissioun déi Propositionen ze maachen, mä en huet de Wee gesicht, fir dat an der Öffentlechkeet ze maachen. An ech mengen, et ass dofir och eist Recht als Chamber, fir doríwer ze diskutéieren.

An ech mengen, wann een A seet als Partei, misst een och de Courage hunn, fir B ze soen. Et geet net duer, datt ee Pressekonferenze mécht, fir dat breet an d'Zeitung ze bréngen, an dann hei an der Chamber, wann ee soll Fuerf bekennen, dann déviéiert een esou eng Motioun ganz einfach an eng Kommissioun. Ech halen op jidde Fall vun eiser Säit aus drop, datt se zur Diskussioun an zur Ofstëmmung kënnt.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Den Här Meisch.

M. Claude Meisch (DP).- Jo, Här President. Wann ech richteg verstanen hunn, wat d'LSAP op hiér Pressekonferenz wollt matdeen, wourrober si och gemengt hunn, mir hätten awer e grousse Konsens op d'mannst hei an der Chamber téschent enger Rei vu Fraktiounen, da war et esou, datt ech verstanen hunn, datt d'LSAP eng gewëssen Urgence och dra gesinn huet ze handelen, wat d'Gemengefinanzen ubelaangt.

Une voix.- Très bien.

M. Claude Meisch (DP).- Mir wëssen, datt eng Rei vun Diskussionsen amgaange sinn net eréisch zénter gëschter, wat déi territorial Opdeelung vum Land ubelaangt, wat d'Opdeelung vun de Missiounen hei am Land übe-

laangt téschent de Gemengen, de Regionen an dem Stat. Mer wëssen och, datt mer do müssen eng Kéier Konklusiounen zéien an datt mer déi müssen ömsætzen. Mä mer maachen eis jo awer keng Hoffnung, datt mer do handlungsfäeg sinn am Laf vun deenen nächste Méint, och wann elo bei der Rentrée vun der Chamber d'Kommissioun sech mat d'r Motioun hei iwwert d'Gemengefinanzen befaast.

Wa mer dës Diskussioun iwwert d'Gemengefinanzen an déi dote Kommissioun ginn an dann awer och soen, datt mer zesummen alles müssen diskutéieren, bis mer Konklusiounen zéien, wat d'Gemengefinanzen ubelaangt, bis mer dann do wierklech konkret eppes kënnen énnerhuelen an déi Richtung, vun därf ech awer menge, dass ganz vill Leit hei an der Chamber domadder d'accord waaren, dann ass et, fäerten ech, ze spéit.

Ech hat gehofft no der Pressekonferenz vun der LSAP, datt och do mëttlerweil d'Urgence unerkannt gi wär vun der Situation vun de Gemengefinanzen, datt se schnell misst geregelt ginn, datt mer schnell missten handelen, datt mer schnell misste kucken de Gemengen eng gewësse Sécherheet, wat hir finanziell Situations ubelaangt, kënnen ze garantéieren. Wann deem elo net méi esou ass, da verstinn ech awer net méi, firwat am Ufank vun der Woch d'LSAP nach déi Pressekonferenz do aberuff huet, fir eigentlech nach emol dat ze soen, wat anscheinend se jo schonn émmer woussten.

Plusieurs voix.- Très bien, très bien!

Une voix.- Si kritt eng grouss Majoritéit.

M. le Président.- Den Här Bausch huet d'Wuert.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Här President, ech mengen, déi gréng Fraktioun ass an deene leschte Joren net midd ginn, fir op dee Sujet hei hinzuweisen.

Une voix.- Gitt bei de Mikro!

M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Ech kommen, jo.

(Interruption)

Da gesitt Der mech och besser.

(Hilarité)

Här President, ech mengen, déi gréng Fraktioun ass an deene leschte Joren net midd ginn, fir op déi Problematik hei hinzuweisen an och ze soen, datt effektiv e Méssverhältnis besteet téschent op d'r engen Säit der Evolution vun de Recetté vum Stat an op d'r anerer Säit vun de Gemengen.

Mir hunn als Fraktioun awer e Problem mat zwee Tireten. Déi éisch zéent, esou wéi se hei formuléiert sinn, fanne mir ze vag formuléiert, an zwar fanne mir dat aus ganz gudde Grénn. Beim éischten ass et emol sou, datt mir natierlech dat deelen, wat hei steet, námlech datt eng Reform vun de Finances communales soll virgeholl gi mam Objektiv, fir e gewëssene Parallelismus ze kréien téschent de Recetté vum Stat a vun de Gemengen, mä awer net egal wéi. Mir wéissten awer gär, énner wat fir enge Konditiounen dat soll geschéien. Wa mer dat einfach esou wéi dat hei stoë loossen, dann ass dat e bësselchen eng gelunge Geschicht.

Deen zweeten Tiret, dee mécht eis nach méi Suergen. Wa mer einfach hei schreiwen: «...examiner dans ce sens les critères de répartition entre les communes des recettes en provenance de l'impôt commercial communal et le fonds communal de dotation financière...», ouni datt mer soen, datt do e Lien bestéet téschent enger neier Definition vun de Missiounen vun de Gemengen zum Beispill, ouni datt mer soen, datt e Lien misst gesat ginn zu der regionaler Zesummenaar-

becht, dann hu mir domadder e Problem.

Mir si ganz kloer - an dat huet de Camille Gira am Numm vun eiser Fraktioun oft genuch hei betount - fir eng Reform vun de Gemengefinanzen a vill méi eng gerecht Opdeeling, mä mir sinn awer némmer derfir, wann d'Konditiounen an de Kader gekläert sinn. Well dat hei kann zum Beispill bedeuten, datt muer den Innenminister kënt soen: Majo, ech ginn elo e bëssen un de Schrauen, wéi se haut sinn, dréinen, an dann hu mer dat jo geommaach, wat Der verlaangt, a kee weess awer, wat hanne beim Resultat dobäi erauskënnt.

Ech wëll drop hiweisen, datt déi Diskussioun, déi jo hei soll ugefaacht ginn a scho méi wéi eng Kéier gefouert ginn ass téschent de Gemengen an dem Stat, bis elo leider - et huet keen eis als Fraktioun an der Vergaangenheit no-gelauscht - émmer au détriment vun de Gemengen ausgaangen ass, insgesamt. Esou datt ech mengen, datt een dat hei mindestens misst preziséieren, wat hei steet an der Motioun, soss gesinn ech dat als geféierlech un datt dat éischter kann e Schoss no hanne ginn, bei aller gudder Intention, déi den Här Meisch a seng Fraktioun sécherlech haten, wéi se dat hei déposéiert hinn.

Also op alle Fall, wann d'Motioun net preziséiert gétt a mer net weider driwwer diskutéieren, musse mir eins leider bei deem Text, esou wéi en elo hei läit, enthalten.

M. Robert Mehlen (ADR).- Ma, da maacht eng Propositioun.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Da wëll ech awer soen, da musse mer eins awer e bësser méi Zäit huele wéi dat heiten, well wa mer op eemol...

(Interruption)

Une voix.- Très bien!

M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Här Mehlen, déi Motioun ass gëschter déposéiert ginn, a wann op eemol hei ém fënnef op zéng gesot gétt, sou, elo kënnnt se op den Ordre du jour an dann diskutéieren mer am Schnellverfahren driwwer, dat ass net dee Stil, mat deem eins Fraktioun gewinnt ass ze schaffen. Mir wëllen eins gär uerdentlech Gedanke maachen, well hei geet et net ém egal wat. Jee nodeem wat een hei draschreift, kann dat emol ein böses Erwachen ginn, och fir d'Gemengen, an ech mengen, dat ass elo net dat, wat mer sécher alleguerte wëllen.

Also, mir sinn en faveur ganz sécher fir an déi hei Richtung ze goen, mä mir sollen eins gutt iwwerleeën, wat mer hei maachen, well hei si vill Falen, déi énnerwee stinn, jee nodeem wat een hei mécht.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Den Här Bodry nach, an da komme mer zu enger Décisioun.

M. Alex Bodry (LSAP).- Jo, den Här Gibéryen war esou léif, mäin Numm hei an d'Spill ze bréngen. Bon, ech weess net, ob ech mech soll iwwert déi Motioun hei freeën oder ob ech soll traureg sinn. Eigentlech misst ech mech freeën, well et kënnnt net esou oft vir, dass d'demokratesch Fraktioun Deeler vun engem Pressecommuniqué vun eiser Partei mat énnereschreift. Et ass schonn e Phénoméen, dee remarquabel ass an deen net besonnesch fir den Ideenreichum vun der demokratescher Fraktioun schwätz, dat muss ech éierlech soen.

Et geet nämlech effektiv net, dass een...

M. Henri Grethen (DP).- Et geet drëms, d'Doppelzüngelgekleet vun de Sozialisten ze weisen.

M. Alex Bodry (LSAP).- Oh, Här Grethen, Dir sidd besonnesch gutt placéiert!

Une voix.- Dat ass d'Kéierpartei!

M. Alex Bodry (LSAP).- Ech wëll lech just rappeléieren - Dir sidd jo net esou laang aus der Regierung eraus, mengen ech, och wann Der dat erëm schnell wëllt vergiessen -, dass déi viregt Regierung schonn um Programm hat, fir d'Gemengefinanzen ze reforméieren, dass dës Regierung eigentlech och...

(Brouaha général)

...dës Regierung och an hirem...

(Brouaha général et coups de cloche de la Présidence)

Jo, Dir héiert dat net gären, Här Grethen!

Dass dës Regierung och an hirem Programm stoen huet, am Koalitionsofkommen, dass mer effektiv an Zesummenhank mat der Reorganisatioun vun de Gemengen a vun de Regioune géifen och déi Fro vun de Gemengefinanzen nei ugoen. Et ass eng Fro, déi mer elo zénter engem Joer amgaang sinn am Conseil supérieur vun de Finances communales ze diskutéieren, wou mer schonn am Detail sinn.

Duerfir mengen ech, dass, wann et wierklech ém d'Saach geet, wann et hei net drëm geet, fir e politesche Schachzuch ze maachen, wann et ém de Fong geet....

Une voix.- Ah! Ah! Ah!

M. Alex Bodry (LSAP).- ...da si mer eis, mengen ech, eens, dass et dann net de Moment ass, de leschten Dag vun der Chambersessioun, téschent e puer Projeten, dat doten ze diskutéieren. Dat ass jo némme Gespills, dat doten.

(Interruptions)

Wann et wierklech ém d'Saach geet a wann d'Chamber bereet ass hir Responsabilität hei ze iwwerhuelen,...

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Nun!

M. Alex Bodry (LSAP).- ...da gehiéiert dat doten an d'Kommissiou vun der Réorganisation territoriale, wou mer elo iwwert d'Kompetenzopdeelung ze diskutéieren hunn a wou mer als leschte Volet d'Fro vun der Finanzéierung och behandele wäerten an der Reiefolleg, wéi sech dat och gehiéiert.

Duerfir mengen ech, wann ee wëllt virukomme mat deem heite Projet a konkret och als Chamber Propositioun wëllt duerchsetzen, ass de Renvoi an d'Kommissiou deen eenzege Wee, fir relativ schnell zu Resultater ze kommen.

M. le Président.- Sou,...

M. Henri Grethen (DP).- Här President: „Sie predigen Wasser und trinken Wein!“

M. le Président.- Ech mengen elo ass d'Attitud allgemeng bekannt hei. Här Klein, hutt Dir nach eppes báizeflécken?

(Brouaha général)

M. Jean-Pierre Klein (LSAP).- Ech sinn dem Här Grethen eng Antwort schéllég. Den Här Grethen huet gesot, de President vum Syvicol hätt net de Wëllen, fir d'Gemengefinanzen ze verbesseren, wat total falsch ass. Ech mengen, all Mënsch weess, wat an deene leschte Joren a Méint geschitt ass um Niveau vum Syvicol, fir d'Situatioun vun de Gemengen ze verbesseren.

(Interruptions)

Wat awer richteg ass, dat ass, dass den Här Grethen wollt de Gemen- gen den Impôt commercial ewech-huelen an net kompenséieren, fir se émmer méi ze destabiliséieren. Well hien ass jo och gutt placéiert, fir dat ze wëssen, wat d'Gemenge brauchen, hie war jo émmer täteg am Gemengesecteur, dofir weess hie jo och, wat d'Gemenge brauchen a wat se net brauchen.

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Den Här Grethen, den Här Wolter, an duerno ass d'Debatt ofgeschloss.

(Hilarité)

M. Henri Grethen (DP).- Här President, an der viregter Regierung war eng Delegatioun vum Syvicol presidéiert vum Här Klein invitéert ginn, fir mat der Regierung e Meeningaustausch ze hunn iwwert d'Reform vun de Gemengefinanzen. Den deemolege Generalsekretär an heitegen Innenminister war och dobäi. Ech si frou, dass hien och hei ass.

An d'Regierung huet deemoles - de Statsminister war deeselwechte wéi haut - dem Syvicol Propositione gemaach, wéi een d'Gemengefinane réént op méi stabil Basé setzen. An et war e Front du refus, ugefouert vum Här Klein als President vum Syvicol, dee gesot huet, dat géif net a Fro kommen! An duerfir ass et bei der heiteger Situatioun bliwwen. Dat ass déi historesch Wourecht.

Elo kénnt Der de Statsminister heinricher komme loassen, dee kann dat némme bestätige. Ech kann lech och d'Nimm vun de Fonctionairë soen, déi bei d'r Réunioun dobäi waren.

Ech sinn ee vun deenen - an do huet den Här Klein ausnahmsweis Recht -, deen ni d'Chance hat an engem Gemengerot ze sinn - well d'Gesetz dat net erlaabt huet, duerfir war ech ni Member an engem Gemengerot -, mä ech war sidéréiert iwwert dee Front du refus vum Syvicol, deen net wollt, dass d'Gemengen endlech géifen iwwer eng zolidd Basis, wat hir Finanzen ugeet, disposéieren.

(Interruptions)

M. le Président.- Sou, neen, mir kénnt elo net hei ufánken een deem aneren ze äntwerfen. Et ass elo alles gesot, wat ze soen ass.

(Interruptions)

Här Meisch, sidd Dir d'accord mat der Proposition vum Här Fayot, fir déi Motioun hei an d'Kommissiou ze verweisen?

M. Claude Meisch (DP).- Neen, Här President, well mer awer gemengt hunn, dat eng gewëssen Urgence wär an datt mer d'Kommissiou elo net nach eemol heimader wëlle befaassen. Et sinn eng ganz Rei vu konkrete Propositionen do, fir déi ech gemengt hat, datt dëst Haus eng Majoritéit haut hei kéint zesummebréngen, fir d'Regierung ze chargéieren dorüber ze schaffen. Also solle mer och kucken, ob haut nach jiddfereen zu deem steet, wat e Méindeg oder en Dénchdeg virun der versammelter Press gesot ginn ass.

Ech kann dem Fränz Bausch Recht gi bei deenen Iwwerleeungen, déi hien ugefouert huet, fir nach emol ze preziséieren, datt mer natierlech mussen eng Finanzopdeelung maachen téschent Stat a Gemengen, a Fonctioun vun de Missiounen vu Stat a Gemengen, an datt och eng Rei vu Kritäre musse mat afleissen an deem doten Domän, wat den Aménagement du territoire ubelaangt, well mer och net all Gemeng hunn am Land, déi déiselech Aufgab d'ailleurs huet, an et Gemenge gétt, déi aner Aufgaben hie wéi hir Nopeschgemengen.

Mä do kéint een awer den zweete Paragraph ganz einfach komple-

téieren: «sur base d'une nouvelle répartition des missions entre communes et l'État et des critères de l'aménagement du territoire». Ech mengen, dann hätte mer déi zwou Iwwerleeungen och nach domat eragefaasst.

Dann, Här President, erlaabt mer ze begréissen, datt den Innenminister hei ass, a mir hu jo och extra déi Motioun hei a senger Presens wollen diskutéieren an zum Vote bréngen, mä als Chamber sollte mer him vlächt d'Geleeënheet ginn awer och sech ze expriméieren zu deem, wat hei an der Motioun steet, awer och virun allem zu deem, wat awer eng Majoritéitspartei am Laf vun déser Woch zum Sujet vun de Gemengefinane geäusserst huet.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Den Här Wolter.

(Interruption)

Selbstverständlichkeit.

M. Michel Wolter (CSV).- D'CSV-Fraktioun hat nach net d'Geleeënheit sech ze manifestéieren.

Et ass, Här President, esou, dass mer eng Chamberskommision gemaach hunn, déi sech ém eng Rei vu Froen, wat d'Zukunft vun de Gemengen hei zu Létzebuerg ubelaangt an hir Zesummenaarbecht esouwuel énnertenee wéi regional an hir Zesummenaarbecht och mam Stat, soll bekümmeren.

Mir kommen an d'r Kommissiou ganz gutt virun, well mer fir d'éischt iwwert d'Kompetenzopdeelung diskutéieren; an enger zweeter Etapp iwwert déi regional an inter-kommunal Zesummenaarbecht; an enger drëtter Etapp iwwert d'Aart a Weis, wéi d'Gemeng vun der Zukunft soll ausgesinn.

An et ass kloer, dass een iwwert d'Finanze vun de Gemengen a besonnesch och par rapport zu deenen Tireten, déi hei gefrot gi sinn - do ginn ech dem Här Bausch Recht -, sech eréischt definitiv seng Meening ka maachen, wann een déi Froe vu virdru gekläert huet. Dofir war d'Proposition vun der Majoritéit, fir déi Motioun hei an déi zoustänneg Kommissiou ze huellen, déi mer selwer agesat hunn. Wann d'DP allerdéngs net akzeptéiert, fir se an d'Kommissiou ze huellen, wou an eisen Aa d'Plaz ass fir driwwer ze diskutéieren, da musse mer se leider oflehn-en.

Merci.

M. le Président.- Gutt. Mir kommen dann zur Ofstëmmung.

Mme Colette Flesch (DP).- De Ministre de l'Intérieur wëllt äntwerfen.

M. le Président.- Här Minister!

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*.- Dat, wat hei geschitt, dat ass eng Déci-sioun, déi d'Chamber ze huellen huet. An ech stinn émmer zur Dispositioun, wann d'Chamber mech brauch.

(Brouaha général)

M. le Président.- Voilà! Mir kommen elo zur Ofstëmmung.

Den Här Meisch huet eng Motioun abruucht, déi vun him, den Damme Brasseur a Flesch an den Häre Bettel a Grethen énnerschriwwen ass. Den Här Fayot huet douz eng Proposition gemaach an den Här Wolter och. Dés Proposition gétt net vum Auteur vun der Motioun ugeholl, dann huet hien d'Recht, fir drop ze halen, datt iwwer seng Motioun ofgestëmmt gétt.

Ech denken, datt de Vote électro-nique verlaagt ass?

(Assentiment)

Voilà! Da fánkt de Vote un.

(Vote)

D'Motioun ass ofgelehnt mat 36 Nee-Stëmme bei 15 Jo-Stëmmen an 9 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goers, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koopp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Marc Angel), M. Ben Fayot, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par Mme Claudia Dall'Agnol), Romain Schneider (par M. John Castegnaro), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Fernand Diederich).

Se sont abstenus: MM. Alex Bodry, Jean-Pierre Klein;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kok et Mme Viviane Loscher.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi 5521, en internationale Oftkomes iwwert d'Meuse. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Maroldt. Här Maroldt!

D'Unhuele vun der scho genannter Waasserdirektiv, déi eng communautär Politik am Beräich vum Waasser geschaf huet, huet verschidden Ännérunge vum Accord vu Charleville-Mézières erfuerert. Esou ass haapsächlich d'Roll vun der Commission Internationale de la Meuse op den Ensemel vum hydrographeschen Distrikt vum Floss erweidert ginn, also och d'Eaux superficielles a souterraines.

D'Signatairé vum Accord hund d'Commission Internationale de la Meuse, kuerz CIM, agericht fir Dispositioun vum Vertrag émzeseten.

Op déser Plaz soll kuerz bemierkt ginn, datt dësen neien internationaen Accord, iwwert dee mer duerno ofstëmmen, déi eenzel Länner net vun hirer Responsabilität entbënnit fir d'Émsetzung vun der Waasserdirektiv.

Nom Artikel 7 vun dem Accord hëlt d'CIM all Joer a Budget u fir hir Fonctionnementskáschten - an der Haaptsaach d'Sekretariat - ze droen. Létzebuerg leescht heizou e bescheidene Baitrag vun 0,5% vum Budget vun der CIM. Dés minimal Particiaption erklärt sech duerch de geréngem Deel vun der Létzebuerg Populatioun am Basseng vun der Meuse.

Här President, am Folgende wëll ech elo erklären, wéi a firwat Létzebuerg an dësen Accord mat agebonnen ass:

Wéi schonns gesot, Létzebuerg, dat duerch d'Chiers némme minimal un d'Meuse ugebounnen ass, dréit a ganz geréngem Mooss zur Verknaschtung vun der Meuse bai. Fir trotzdem fir d'gutt Qualitéit vun de Gewässer bis 2015 ze garantieren, esou wéi et an der Kader-

direktiv virgesinn ass, muss Lëtzebuerg weider Ustregunge virgesinn, fir d'Waasserqualitéit vun der Chiers an hiren Nieweleef ze verbesseren. Ech erspueren eis elo déi eenzel Mesuren opzezielen. Et geet hei haaptsächlech ém d'Ofwaasser vun Haushalten a Kläranlagen.

Fir d'Auswierkunge vum Héichwaasser op d'Chiers an de Gréff ze kréien, wäert Lëtzebuerg zesumme mat Frankräich an der Wallonie Mesuren op d'Bee setze fir eng besser Preventioun a Gestioune vun de Waasserstänn.

Eng hydromorphologesch Analys vun der Chiers weist, datt déise Waasserlaf net duerch Staudämm oder Schleisen énnerbrach ass, déi d'ekologesch Kontinuitéit an de fräie Passage vun de Fësch behënneren. Trotz allem müssen Effort fir de Réaménagement vun der Struktur vum Flossbett an den Uferstroosse vun der Chiers realiséiert ginn, fir datt d'Objektiver vun der Kaderdirektiv erfëllt ginn.

Wat déi énnerierdesch Gewässer ugeet, esou kann ee soen, datt déi zwou Waassermassen, déi een am Baseng vun der Chiers erëmfénnt, vun enger gudder chemescher a quantitativer Qualitéit sinn, esou datt d'Émweltobjektiver vun der Kaderdirektiv kënnen erreecht ginn.

Et muss een awer leider feststellen, datt déi énnerierdesch Waassermasse vum Lias supérieur staark beanträchtegt sinn duerch d'Aktivitéiten an de Minnen. D'Regulatioun vum Waasser an de Minnen ass iwwregens e Kapitel fir sech, op dat ee wäert eng Kéier müssen zréckkommen. D'est gesot ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun zu désem Projet.

Ech soen lech Merci fir d'Opmiersamkeet.

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Ech gesinn op alle Bänke grouss Zoustëmmung zu dem Rapport, deen den Här Maroldt hei gemaach huet. An deem entspreechend denken ech, kenne mer direkt zum Vote komme vum Projet de loi.

Une voix.- Här President?

M. le Président.- Pardon, den Här Meisch huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Meisch (DP).- Ech hat mech eigentlech age-schrifwenn, well ech als ee vun deenen aus dem Eck, vun deem dann och en Deel vum Waasser, wat do entspréngt, an d'Meuse fléisst, hei ugesprach fillen. Ech wëll dem Här Maroldt ganz härz-lech félicitiéiere fir säi schriftlechen an och säi mëndleche Rapport, och wann ech déi eng oder déi aner Prezisioun nach wëll derbäi-setzen.

Déi Iwwerleeungen, déi en ugefouert huet, sinn net vun haut an och net vu gëschter, mä se datéiere schonn zanter enger Rei vu Joren. Eng ganz Rei vun Iwwerleeunge sinn och schonn an d'Realitéit émgesat ginn, nämlech déi, datt um Projet vun der Renaturéierung vun der Kuer geschafft gëtt an e gudden Deel schonn émgesat ass. Am Rapport weist den Här Maroldt och drop hin, datt an désem Kontext envisagéiert gëtt, datt d'Crosnière oder op Lëtzebuer-gesch gesot d'Rouerbaach, déi zu Lasauvage als Grenzbaach d'Grenz mécht mat Frankräich, misst un eng Kläranlag zu Lonkech ugeschloss ginn an dat dass eigent-lech schonn de Fall ass zénter dem leschte Joer, vu d'Engagement dat d'Gemeng Déifferdeng do ze-summe mam Waasserwirtschaftsamt geholl huet.

Et sinn also hei scho wichteg Schrëtt fir d'Protektioun vum Bassin de la Chiers, wat d'Gewässer ubelaangt, déi do fléissen, wéi awer och da schlussendlech vun der Meuse geholl ginn.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Den Här Gira.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Här President, ech menge schonn, dass Der d'Zoustëmmung vun de Fraktioun richteg ageschätzt hutt, mä ech wollt awer trotzdem zwee Sätz bei Geleenheet vun désem Projet soen, well mir als Gréng awer esou lues ufänken ongedéllig ze ginn...

Une voix.- Ooch!

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- ...an deem Dossier Waasserqualitéit.

Mir stëmmen hei eng Konventioun no däi anerer, mir stëmmen ee Gesetz no deem aneren, mir engagieren eis lénks a mir engagéieren eis riets, mä, Här President, och wa mir dëst Gesetz stëmmen, geet et dofir der Chiers kee Millimeter besser. Och wa mer dës Konventioun elo ratifizéieren, huet d'Meuse relativ wéineg dovun.

Ech waarden, oder mir waarden an der Mëtt vun der Legislaturperiode endlech awer op eng kloer Strategie vum Innenminister dorriwwer, wéi dat doausse soll besser ginn. Hoffentlech geet et em do net wéi mam Verspriechen, dass mer d'Gesetz iwwert d'Émsetzung vun der Wasserrahmenrichtlinie nach virun der Vakanz géinge kréien. Menges Wéssens ass et nach net déposéiert. Dat war awer héich an helleg versprach gi bei enger Interpellatioun.

Dofir meng Fro an désem Kontext: Wéi ass et? Ass eng Strategie do? Wou sollen déi vill Suen hierkommen, fir all déi Kläranlagen ze bauen, déi mer dréngend musse bauen, wa mer nach némmen halbeweegs deene Verspriechen wëlle gerecht ginn, déi mer mat der Wasserrahmenrichtlinie geholl hinn, mä awer och deene Konventionen, déi mer haut dann hei stëmmen?

Dofir wier ech awer vrou, wa mer e bëssen Erklärunge kriten, wéi dat soll weidergoen an och wéini dann elo definitiv de Projet de loi iwwert d'Wasserrahmenrichtlinie hei déposéiert gëtt.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Här Jaerling!

M. Aly Jaerling (Indépendant).- Jo, ech well och d'Wichtegkeet vun désem Gesetz begréissen, well mer dierfen net vergissen, dass jo awer d'Chiers deen eenzege Floss ass, deem seng Quell hei am Land entspréngt...

Une voix.- D'Kuer!

M. Aly Jaerling (Indépendant).- D'Kuer, jo... an deen an d'Ausland fléisst. An dass mer och grad just duerch dee Floss jo awer eng Nation maritime gi sinn, dat solle mer och net verglossen, well wa mer dat net gehat hätten, hätte mer och keng Nation maritime kenne ginn.

Et ass scho wichteg, dass mer d'Flëss hei am Land propper halen, besonnesch déi, déi an d'Ausland ginn, fir awer dann och kenne méi staark op d'Tromm ze schloen, wa mer bei deenen anere Länner ervirtieden, fir dass déi am Fong déi Flëss, där hir Quellen an hirem Land sinn, propper halen, fir dass mer och an désem Land dann nach iwwert dee Wee proppert Waasser kréien. Dofir ass et scho wichteg, dass mer hei op d'Propretéit vun der Quell pochen.

M. le Président.- Freet soss kee méi d'Wuert?

Une voix.- Neen.

M. le Président.- Dann ass et um Här Minister Jean-Marie Halsdorf.

Une voix.- Et ass schif gaang.

M. le Président.- Jo, jo, total dernieft.

Une voix.- Alles dem Här Meisch seng Schold.

Une autre voix.- Also wann den Innenminister elo esou vill seet wéi bei der Motioune!

M. Xavier Bettel (DP).- Dann ass e gutt!

(Hilarité)

M. le Président.- Här Minister!

M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.- Merci, Här President. E puer Wieder just zu désem Schratt, deen haut an hei vollzu gëtt.

Wéi am Joer 2000 d'Wasserrahmenrichtlinie ugeholle ginn ass, sinn déi eenzel Urainerstate verfliecht ginn, sech ze organiséieren, an dat ass wichteg, well den Artikel 3 vun der Wasserrahmenrichtlinie gesät vir, dass dee ganze Waasserhaus-halt iwwer Districts hydrographiques muss geregelt ginn. Also sinn déi State verfliecht ginn, sech ze organiséieren.

Et ass en Accord gi vun 1994 iwwert d'Meuse, mä do waren am Fong geholl Däitschland a Lëtzebuerg némmen Observateuren. A mat désem Accord, wourop dëst Gesetz hei baséiert, vun 2002, deen zu Ganz énnerschriwwen ginn ass, hu mer eng Basis kritt, fir eben och hei zu Lëtzebuerg d'Wasserrahmenrichtlinie betreffend d'Meuse émzeseten.

A wa mir och némmen 2% vum Einzugsgebitt maache vun der Meuse mat dem Raum vum Kordall, muss een awer soen, dass an deem ganzen Einzugsgebitt de Kordall deen ass, deen déi héchste Bevölkerung huet. Do wunnen am Ganze 662 Awunner op e puer Kilometer carré. Dat ass also enorm. An och hei musse mer e qualitativen an hydromorphologeschen Zoustand kréie vun désem Gewässer.

Den Här Gira huet d'Strategie uge-schwat. Sécherlech ass dat heiten d'Conditió sine qua non fir op d'mannst am Meuseberäich eppes ze maachen, well dëst Gesetz, dës Konventioun ass am Fong geholl d'Plattform fir d'Koordinatioun vun der Iwwerwaachung an och vum Zoustand vum Opstell vun engem gemeinsame Moosnamen- a Be-wirtschaftungsplang. Dee muss jo jiddfere maachen. Dee maache mer hei, an deen ass och am Gesetz verankert.

An dat Gesetz, dat kënnt am Hierscht. De Moment dréint et an der Regierung. Déi eenzel Ministeren, déi concernéiert sinn, de Minister vun der Agrikultur, de Minister vun der Émwelt, hinn hir Avisé ginn. Déi sinn erakomm an de leschten Deeg, déi ginn elo nach eng Kéier ageschafft an deen Text, dee mer hinn. An ech ginn doven aus, dass am Hierscht dat Gesetz kann déposéiert ginn. Dat schéngt mer ganz kloer ze sinn an och ganz wichteg, a mir wäerten do keng Zäit verléieren. Mir wäerten also do eis déi Moyene ginn, déi d'Gesetz virgesait.

Dat wollt ech zu déser Konventioun och soen, déi also eng Obligation ass fir d'Wasserrahmenrichtlinie émzeseten, dass am Fong geholl d'Waasser, d'Kläranlagen an all déi Geschichten, dat sinn d'Gemengen, déi dat maachen, net de Stat. Mir sinn do als Verwaltung, fir dat Ganzt e bëssen ze kontrolléieren. An duerfir huet och d'Wasserwirtschaftsverwaltung décidéiert, fir haut d'Phase orange ze lancéiere betreffend d'Waasserknappeet, d'Drénkwaasserknappeet hei zu

Lëtzebuerg. Dat wollt ech hei op désem Podium soen.

Mir hate jo och eng Circulaire de 7. Juli erausgeschéckt, an däi mer de Gemenge gesot hinn, dass et d'Méiglechkeet gëtt bei Waasser-knappeet eng Phase orange respektiv rouge anzeleven. Haut gëtt dat gemaach, a sou kënnen dann déi eenzel Buergermeeschteren an déi aner Fournisseur-d'eauë Mesuren ergräifen, déi sech bei Waasserknappeet opdrängen.

Merci fir Är Opmiersamkeet.

M. le Président.- Sou, mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5521 ass ugeholle mat 59 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentious.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali KAES, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diedrich, Ben Fayot (par M. John Castegnaro), Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par Mme Claudia Dall'Agnol), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschet;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zur Diskussioun vum Projet 5565 iwwert d'Ofánne-rung vum Numm der Gemeng Remerschen vum 18. Januar steet ze liesen, datt d'Ännérung vum Numm der euro-päischer Bedeutung vu Schengen géif gerecht ginn. Eng Bedeutung, déi duerch déi geographesch Lag vun der Gemeng am Dräilännereck besonnesch énnerstrach gëtt.

Dowéinst waren d'Gemengersonsabel der Meenung, datt dës Ännérung vum Numm géif zur Steigerung vun der Attraktivitéit vun hiher Gemeng bайдroen, an och hire lokale Produiten, woubäi besonnesch natierlech un de Miseler Wäi geduecht gouf. De Wäin, deen och expressis verbis an der Délibéra-tion ernimmt gëtt. Folglech géifen d'Ekonomie, an hei besonnesch den Tourismus, och iwwert deen neigebauetene Relais Europe Direct zu Schengen vun deem neien Numm profitéieren.

Et heescht weider, am Ausland géif souwéisou meeschters vun der Gemeng Schengen geschwatt ginn an net vun enger Gemeng Rémerschen, wéi dee ville Courrier géift beweisen, deen all Dag un d'Administration communale vu Schengen, an deem Fall, adresséiert gëtt.

Här President, de Statsrot huet sech d'Argumenter vum Gemengerson vu Rémerschen zu Eege gemaach an huet a sengem Avis vum 20. Juni dëst Joer sain Accord zum Projet ginn. D'Chamberskommis-sioun vun den Affaires intérieures huet an der Sitzung vum 27. Juni 2006 den Text vum Projet an den Avis vum Conseil d'Etat analyséiert a war och unanime der Meenung, datt dës Ännérung vum Numm vun der Gemeng Rémerschen an den Numm vu Gemeng Schengen e positiven Effet wäert hinn.

Dowéinst wollt ech lech, l'éf Kolleginnen a Kollegen, bidden désem Projet de loi zouzestëmmen. Ech wollt och zum Schluss den Accord vu menger Fraktiouen zu deem Projet bréngen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Wie wéllt zu désem Projet de loi Stellung huelen? Den Här Wagner!

Discussion générale

M. Carlo Wagner (DP).- Jo, Här President. Ech wéll dem Rapporteur félicitiéiere fir sain exzellente Rapport, dat esouwuel mëndlech wéi och schrëftlech. Hien huet eis op eng admirabel Aart a Weis den Article unique hei erkläert.

Ech muss och soen, dass ech mengen, dass et legitim ass, dass eng Gemeng esou wäit wéi et méiglech ass vun hirer Notoriété européenne wéllt profitéieren, dat esouwuel am touristeschen, am ekonomeschen an och am kommerzielle Beräich.

Vu dass och zousätzlech dat flott, pittoreskt Dierfche Rémerschen duerch déi heiten Initiativ kee Préjudice erleit, an dass zousätzlech och de Buergermeeschter vun der Gemeng, den Här Roger Weber, sech d'Méi ginn huet, fir sech haut extra hei hinne ze déplacéieren, fir deem historesche Moment hei ze assistéieren, mengen ech, hei kann d'Demokratesch Partei net anescht maache wéi e Jowuert zu désem Projet ze ginn.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Wagner. Den Här Scheuer!

M. Jos Scheuer (LSAP).- Här President, l'éf Kolleginnen a Kollegen, dem Rapport ass náischt bázifügen. De Projet de loi seet och alles. Et wár déplacéiert, fir de Schäffan an dem Gemengerot hei gut Rotschléi ze ginn.

Ech mengen, de Buergermeeschter, d'Schäffan an d'Gemengeréit hunn Intelligenz bewisen, wéi se den Numm vun der Gemeng Rémerschen émgeännert hunn an den Numm Schengen. An ech ginn dervun aus, datt se och kapabel sinn, fir aus deem neien Numm, dee jo e Qualitéitslabel duerstell, e Maximum ze zéie fir hir Gemeng. An ech mengen, net némme fir déi nei Gemeng Schengen, mä och fir den Haff Réimech an och esouquer fir d'Létzebuerg Musel, dat um Niveau vum Wäibau, dee jo op eng intelligent Promotioun ugewissem ass, an awer och fir den Tourismus. A wann een do seet Qualitéitslabel, da gëllt dat och fir den Haff Réimech a fir d'Baggerweieren, wou trotzdem eppes entstanen ass an deem Beräich, an deem Raum, deen iwwert d'Grenze vu Létzebuerg bekannt ass.

Da bleibt némmen nach ee Schwaachpunkt an d'r Gemeng, an dat sinn déi Tankstellen. Déi droe ganz bestémmet net derzou bái, datt dee Qualitéitslabel esou ass, wéi e kënnt sinn. Félicitatiounen un déi nei Gemeng Schengen, an natierlech och den Accord vun eiser Fraktiouen fir dése Projet de loi.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Scheuer. Den Här Kox fir déi gréng Fraktiouen.

M. Henri Kox (DÉI GRÉNG).- Och ech hu mer véier Grénn opgeschriwwen, firwat déi gréng Fraktiouen natierlech herno fir dee Projet stëmmt:

Den éischten ass vläicht e ganz perséinlechen. Ech si frou, dass de Kolleg Weber Roger huet och hei ass, well ech wéll em félicitéieren; net némmen him eleng, mä senger ganzer Équipe. Déi lescht Joren

ass do ganz vill geschafft ginn. Et ass en immens groussen Erfolleg mëttlerweil zu Rémerschen, Schengen a Wéntreng - déi dräi Dierfer vun der neier Gemeng Schengen -, dee sech do erausschielt. Ech mengen, dass deen Erfolleg hinne Recht gëtt, fir weider dorunner ze schaffen.

En zweete Grond ass e bëssen e familljepoliteschen: Et ass virdru gesot ginn, de Wái wäert sécherlech heiduerch eng nei Méiglechkeet kréien, sech dobausse vläicht anesch ze verkafe mat engem aneren Numm. Vläicht huet dat och Répercussions op d'Qualitéit. Wa mer dat zesummemaachen, wäert dat och esou passéieren.

En drëtten ass dee regionalpoliteschen. Et ass och do gesot gi vum Rapporteur virdun: Wann d'Regioun do zesummen eppes mécht am touristesche Beräich, léiss sech och do no baussen deen een oder deen anere positive Message eriwwerginn.

An dann e véierte Grond aus grénger Siicht: Dat wësst Der vläicht all, do gouf et an der Zäit eng Schengenwiss. Déi ass och haut nach do. Ech mengen, de Kolleg Jean Huss ka sech ganz gutt erënneren. Do läit u sech och d'Wéi vun der Grénger Partei. Dir wësst allegueren, dass mat dem Atomreakter vun där Zäit, deen do geplangt ginn ass, déi gréng Bewegung entstanen ass. An och haut nach émmer si mer stolz drop, dass mer dat déi Zäit verhënnert hunn.

Une voix.- Dir sidd nach émmer verstrahlt.

M. Henri Kox (DÉI GRÉNG).- Dofir strahlt eppes aneres. An dofir si mer selbstverständliche fru lech matzebegleeden an där neier Commune Schengen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Kox. Den Här Mehlen!

M. Robert Mehlen (ADR).- Här President, Schengen ass weltwáit e Begräff. An ech mengen, mer freeën eis allegueren driwwer, datt iwwer Schengen Létzebuerg an der ganzer Welt bekannt ginn ass. Mer können och houfreg dorriwwer sinn.

Fir eis gëtt et haaptsächlech ee Grond, deem Gesetz hei zouzestëmmen: Déi Leit do énnen am Eck si bekannt derfir, datt se gesonde Mënscheverstand hunn, a wann de Gemengerot vu Rémerschen - esou muss een et jo elo nach soen - décidéiert huet, fir den Numm wëllen ze ännernen, ech mengen, dann hu mir als Chamber kee Grond fir eis deem ze widersetzen. An ech ka mer och virstellen, datt de Buergermeeschter, deen hei uewe setzt, sech dorriwwer freeë wäert.

Mäi Wonsch wär - ech sinn awer net esou iwwerzeugt dervun -, datt wa jiddfer vun deenen iergendwou ém déi 200 Millioune Schengen-Bierger och némmen eng Fläsch Schengener géing opmaachen am Joer, da wär wahrscheinlech fir eis Musel ee grousse Problem geléist.

(Interruption)

Ech géing hoffen, datt et awer wéinstens an engem gewësse Senn an déi Richtung géing goen. Domadder, wéi gesot, Här President, wäerte mer dése Projet selbstverständliche unhuelen.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Den Här Innenminister.

M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.- Merci, Här President. Ech mengen, dat, wat haut geschitt ass, ass net déi éischte Kéier an de leschte Jore geschitt. Et ass déi véierte Kéier a fénnef Joer, dass Gemengen hiren Numm ännernen.

Et ass ugaange mam Gesetz vum 17. Juli 2001 - dat si jo praktesch fénnef Joer hier -, do huet d'Ge-

meng Bettborn sech a Préizerdall émbeannt. An duerno hate mer dann zwou Namensänderunge vu Gemenge bei Fusiounen. Déi eng Kéier, dat war am Joer 2004 am Dezember, wou Fueren a Baastenduerf sech den Numm Tandel ginn hunn. An dann am Joer 2005, do war et Wélwerwolz a Kautebaach, déi sech den Numm Keespelt ginn hunn.

Jiddfer Gemeng hat émmer sái Grond fir dat ze maachen. An ech mengen, hei mécht et wierklich - an dat hunn d'Riedner alleguerte gesot - Senn fir am Fong geholl dës Gemeng Rémerschen dann a Schengen émzebenennen. Et gëtt, géif ech soen, ekonomesch, kommerziell an touristesch Argumenter.

An ech si frou, dass dat esou séier gaangen ass. Ech hu gesinn, am Januar ass de Vote komm an der Gemeng Rémerschen, an haut, sechs Méint derno, ass dann déi Gemeng émbeannt. Ech si frou, dass mer konnten do dem Roger Weber a senger Équipe e Gefale maachen an d'Chamber deem dee Gefale ka maachen, fir dann dee Schrëtt ze énnherhuelen. Ech géif him och dann déi besch Gléckwénsch matschécken a seng Gemeng.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5565 ass eestëmmeg ugeholle mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glessener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par Mme Claudia Dall'Agnol), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Vianie Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koopp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

5. Ordre du jour

Dir Dammen an Dir Hären, mir komme relativ schnell an eisem Ordre du jour vun haut de Moie virun. Et ass probéiert gi fir ze kucken, well mer haut de Mëtten e ganz chargéierten Ordre du jour hunn, ob mer net kéinten deen een

oder deen anere Projet vun haut de Mëtten nach op haut de Moie virgezu kréien.

Deementsprieschend wollt ech lech soen, dass Der lech drop astelle sollt, dass mer de Projet 5558 iwwert d'Direktioun vun den Administrations fiscales zimlech sécher no deem nächste Projet huelen an dass et och méiglech ass, dass mer de Code du Travail nach haut de Moien evakuéiere können.

Wär d'Chamber, wann dat zäitlech méiglech ass, domadder d'accord?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zum leschte Projet, dee mer haut de Moien um Ordre du jour haten; dat ass de Projet 5548 iwwert de Statut vun de Gemengebeamten. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorablen Här Sunnen.

6. 5548 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux et

2. de la loi communale du 13 décembre 1988

Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

M. Fred Sunnen (CSV), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn elo e Gesetzprojet um Ordre du jour, deen de Statut vun de Gemengebeamten an d'Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 modifiéiert. Dës Ännérungen an den Texter sinn déi logesch Suite vum Gesetz vum 19. Mee 2003, dat de Statut vun de Statsbeamten un d'Ufuerderunge vun eiser heiteger Zäit ugepasst huet.

Mat désem Projet de loi ginn elo dës Dispositiounen aus dem Statut vun de Statsbeamten och op d'Gemengebeamten iwwerdroen an deelweis un de Gemengesecteur ugepasst.

No de Wahle vun 1999 war déi deemoleg Regierung sech eens, fir de Statut général vun de Statsbeamten ze reforméieren. D'Regierung war sech bewosst, datt et nei Constrainten an Erusuerderungen an eiser Gesellschaft ginn, mat deenen een Dag fir Dag konfrontéiert gëtt.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Ech menge mir sinn eis alleguer eens dorriwwer, dass sech eis Gesellschaft an deene leschten 20 Joer bedeitend verändert huet. Esou ass déi klassesch Virstellung vun der Famill, wéi mer se deemools kannt hunn, haut meeschters net méi güte, well an deenen allermeeschtes Fäll déi zwee Eltereendeeler schaffen, souguer schaffe müssen.

Nieft déser Neidefinitioun vum Familljekonzept ass et och néideg gi fir Moossnamen ze ergräifen, fir op der Aarbechtsplaz besser mateneen eens ze ginn. Mobbing oder Harclement moral ass dee Problem, deen et gëllt an de Gréff ze kréien.

An enger Welt, an d'r villes sech séier ännert, ass et d'Aufgab vun der Regierung, de Statut vun de Stats- an de Gemengebeamten un dës nei Ufuerderungen unzepassen. Nodeems déi Upassung fir d'Statsbeamte schonn 2003 geschitt ass, solle mer haut och de Statut vun de Gemengebeamten an dësem Senn émänneren.

Erlaabet mer, datt ech kuerz op d'Haaftinnovatiounen vun der Reform vum Statut vun de Gemengebeamten aginn.

Fir d'éischt: D'Iwwereneestëmmung vu Beruffs- a Privatliewe muss verbessert ginn.

D'Aféierung vun der Deelzäitaarbecht ass an désem Kontext sécherlech déi wichtegst Reform am neie Statut vun de Gemengebeamten. Dodurch datt et elo méiglech ass zu 25, 50 oder 75% ze schaffen, gëtt mat deem klassesche Prinzip vun der voller Tâche gebrach.

D'Regierung huet an désem Beräich och d'Modalitéité vum Congé fir d'Deelzäitaarbecht regléiert.

Et muss een ervirhiewen, datt, wann een e Congé sans traitemet, e Congé pour travail à mi-temps oder eng Deelzäitaarbecht huet fir sech ém d'Erzéitung vu Kanner bis zu hirem 15. Lievensjoer ze këmmeren, een elo dës Period integral bei den Avancementen, den Indexmajoratiounen an den zwee duebelen Échelonnen an der Carrière ugerechent kritt. Weider ass am Kader vun enger méi familljefréndlecher Politik virgesinn, datt zwee Partnerfonctionnaire gläichzäitig eng Halldagsarbecht ausübe können.

Nom Congé parental kann een och e Congé pour travail à mi-temps huelen. De Congé parental muss awer an deem Fall direkt nom Congé d'accueil geholl ginn. Ervirhiewen ass och, dass een zousätzlech téschent dem Congé de maternité oder dem Congé d'accueil geholl ginn. Ervirhiewen ass och, dass een zousätzlech téschent dem Congé de maternité oder dem Congé d'accueil engersäits, an dem Congé sans traitemet oder dem Congé pour travail à mi-temps anersäits, nach sain normale Congé huelen däarf.

Leit a féierende Positiounen, wéi zum Beispill e Gemengesekretär oder e Receveur, können aus verständleche Grénn net an de Geñoss vun der Deelzäitaarbecht kommen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut hunn d'Mënschen och eng aner Virstellung vun der Kompatibilitéit téschent Beruffs- a Privatliewe. Jiddere wéll nach genuch Zäit hunn, fir sech als Person ze entwéckelen an ze entfalten. Vill Leit schéngen d'Impresioune ze hinn, datt hinnen d'Zäit feelt fir sech souwuel ém hir bezuelten Aktivitéiten ze këmmeren. Déi opgezielte Modalitéiten droen dëse Bedürfnisser an d'r neier Verdeeung vun de Responsabilitéiten an Aufgaben an der Famill Rechnung.

Mat der Méiglechkeet vum Télétravail, deen am Projet de loi virgesinn ass, weist d'Regierung de Wëllen, nei Aarbechtsstrukturen ze schaffen, déi dem Équilibre téschent Beruffs- a Privatliewe gerecht ginn.

Am Gesetzestext ass och d'Reinsertioun vun deene Beamte virgesinn, déi virun 1984 hir Demissionen agereecht haten

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e weidere Schwéierpunkt vun déser Reform ass ouni Zweifel d'Disziplinarprozedur, déi elo méi transparent a manner komplizéiert gëtt.

D'Vergaangenheet huet nämlech gewisen, datt et besser ass, dës Aufgab engem Spezialist ze iwwerdroen amplaz dem Schäfferot. Dofir ass an Zukunft e Regierungs-kommissär fir d'Instruktionszoustänneg. De But dovunner ass, fir dem Fonctionnaire d'Garantie ze ginn, datt d'Enquête géint hie vun enger onofhängeger Autoritéit an de beschten neutralen an onparteiesche Konditioun geféiert gëtt. Dat wäert sech haaptsächlech fir déi kleng Gemenge positiv auswieren.

Dir allegueren, Kolleginnen a Kollegen, a besonnesch d'Buergermeeschteren ènnert lech, kënnt lech jo d'Klima virstellen, wann de Schäfferot d'Instruktionszoustänneg féiert, mat deem hien och nach all Dag zesumme schaffe muss.

De Conseil de discipline, deem seng Kompetenzen erweidert ginn, verschéckt an Zukunft net némme méi Avisen, mä kann och all Entscheidungen huelen.

Et kommen och verschidden nei Moossnamen an Dispositiounen, wat déi disziplinär Sanktioune vis-à-vis vun engem Gemengebeamten ugeet, notamment am Beräich vun der Retrogradatioun. Ech kann d'Detailer dozou aus Zäitgrënn net op déser Platz ausfëieren; et kann ee se awer am schrifftleche Rapport méi genau noliesen.

De reforméierte Gesetzestext geet och op de Recrutement vun de Gemengebeamten an. Hei soll méi Transparenz geschafe ginn, fir datt all Bierger seng Kandidatur stelle kann.

Et sinn awer och Derogatiounen virgesinn, fir datt d'Gemengeverwaltung Akademiker astelle kann, déi schoon eng gewëssen Experienz am Privatsektor virweise kënnen. Ènnert den normalen traditionelle Konditiounen, wéi mer se bis elo kannt hinn, waren déi Leit kaum un engem Gemengeposten interesséiert. Et ass awer och kloer, dass dës Méiglechkeet fir d'Astelle vun esou Expertë ganz restriktiv gehandhaabt muss ginn.

Wat d'Promotiounen ugeet, do ass am neie Gesetz virgesinn, datt déi Leit, déi eng Carrière am Gemengesecteur upelen, fir d'éischt emol déi néideg professionell a märesch Qualitéité virweise müssen. E Beamte kann och a sengem Statut zréckgesat ginn, wéi ech elo grad scho gesot hinn, woubäi de Conseil de discipline net némme de Grad, mä och den Échelon fixéiert, wou dee concernéierte Beamten draként. Och an désem Beräich verweisen ech op de schrifftleche Rapport, deen all Detailer opzielt. Dës nei Mesure soll garantieréieren, datt d'Beamte sech gutt, loyal an integer verhalen.

Kolleeginnen a Kollegen, en anert Kapitel an désem Projet ass den Harcèlement moral oder Mobbing. Dësem Phenomeen géitt an de leschte Joren uechter ganz Europa èmmer méi Bedeutung geschenkt. Lescht Etude besoen, datt an Europa 9% vun alle Salariéen Affer vu Mobbing oder Harcèlement moral wären. Folglech ass et néideg, fir verschidden Dispositiounen heizou am neien Text zum Statut vun de Gemengebeamte virzegesinn. D'Notioun vum «harcèlement moral et sexuel» ass deementsprechend an den Text ageschrivwe ginn.

E weidere gesellschaftspolitisches relevante Punkt, deem dëst Gesetz eng Bedeutung géitt, ass den Delegierte vun der Chancéglächheet. Am Privatsektor ass dës Funktioun schoon duerch d'Gesetz vum 28. Mee 1998 agefouert ginn, dat als Folleg vum nationale Beschäftigungsplang, deen den 18. Abrëll 1998 arrêtéiert gi war. D'Fonction communale zitt elo no, mä dës Funktioun ass allerding némme.

do virgesinn, wou keng Personaldelegatioun besteht. Am anere Fall ass et, wéi gesot, d'Personaldelegatioun, déi de Rôle vun dem Chancéglächheetsbeoptraagten de Moment mat iwwerhëlt.

En aneren Abschnitt ass dem Arbechts- a Kontrolldokter gewidmet. D'Sécherheet op der Arbechtsplaz huet als Zil, d'Gesondheet vum Fonctionnaire ze schützen. Op därf anerer Sait géitt de Kontrolldokter der Verwaltung d'Méiglechkeet, op Demande vun der Pensiouns-kommission medezinesch Kontrolle bei de Fonctionnaires duerchzeféieren.

Virgeschloen Ännernungen am Beräich vun de Pensiounen hinn den Zweck, de Parallelismus téschent de Stats- a Gemengebeamten ze garantéieren.

E weidert Thema ass d'Schaffé bis 68 Joer. Eng zousätzlech Dispositioun gesät nämlech d'Méiglechkeet vir, d'Gemengebeamten dräi Joer méi laang wéi déi üblech Alterslimite schaffen ze loessen. D'Décision heifir géitt vum Gemengerot geholl an dierf déi Period vun dräi Joer net iwwerschreiden.

Souwuel d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics wéi och de Statsrot sinn an hiren Avisen am Fong mam Projet de loi averstanen a maache just e puer Observatiounen zu Detailer.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen elo zum Schluss vu menge Rapport. Ech hoffen ech Konnt lech iwwerzeegen, datt dése Projet, deen de Statut vun de Gemengebeamten mat engem Retard vun dräi Joer un dee vun de Statsbeamten upasst, e wichtegen an absolut noutwendege Projet ass, virun allem am Domän vun der Deelzäitaarbecht.

Ech bieden lech dofir allegueren, de Projet ze stëmmen, well e géitt de Gemengebeamten déi Rechter, vun deenen hir Kollege beim Stat elo schoon e puer Joer profitéieren. Gläichzäiteg bréngen ech och den Accord vun der CSV-Fraktioune zu désem Projet an ech soen lech Merci fir d'Opmiersksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Sunnen. Éische Riedner ass d'Madame Brasseur.

Discussion générale

Mme Anne Brasseur (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéll ee Wuert soen zur Prozedur. Mir befannen ons hei an enger aussergewénlecher Prozedur, well de Rapport nach net de leschten Donneschdeg vun der Kommission ugeholl gi war. De Rapport ass eréischt dës Woch an der zoustänneger Kommission ugeholl ginn, an normalerweis hätt dann dee Punkt net méi kënnten haut um Ordre du jour figuréieren. Meng Fraktioune war awer domat d'accord, fir dése Punkt nach dës Woch op den Ordre du jour ze huelen, well hei geet et émme wichteg Projek, fir dass endlech, mat dräi Joer Retard, d'Gemengebeamten och kënne vun deeneselwechten Dispositiounen profitéiere wéi d'Statsbeamten.

Mir hinn an der öffentlecher Fonction zwee verschidde Statuten, well d'Missiounen och verschidde sinn, mä et ass fir mech onerkärlech, dass een 2003 en Text stëmmt fir d'Statsbeamten, wës-send dass mer dat müssen upasse fir d'Gemengebeamten, an dass et dann dräi Joer dauer bis mer dat hei an d'Chamber kréien. Dofir, wa mer hei eng extra Prozedur ageférert hinn a mer domat d'accord waren, dat war am Fong fir déi Retarden - wou se entstane sinn, weess ech net, mä ech constatiere just, dass et dräi Joer gedauert huet bis mer hei zu deem Projet koumen - awer e bëssen ofziefieder, well soss wier et Oktober ginn, bis mer dëse Projet hätte kënne stëmmen.

An da wier vlächt nach deen een oder deen anere gewiescht, dee gären eng Modifikatioun virgeholl hätt, an dann hätte mer den Text nach émmer net prett gehat. Ech mengen, dass et fir d'Fonction communale awer elo héich Zäit géitt, dass se op all deene Punkten, déi am Statut fir d'Statsbeamte stinn, assimiléiert géitt, an dofir si mer d'accord mat dësem Projet.

E Projet, dee sain Ursprong huet an de Reformen, déi den 30. Abrëll 2003 hei am Haus diskutéiert gi sinn. Deemoos war de Gusty Graas Rapporteur vun deem Gesetz, an deen huet dat an allen Detailer explizéiert. Hie war op d'öffentlech Fonction zréckgaangen, wéi dat deemoos bei de Griichen a bei de Réimer gehandhaabt ginn ass. An ech géing jiddferengem recommandéieren, dat nach eng Kéier nozeliesen, well dat ware wierklech interessant Ausfëierungen.

Bei dësem Gesetz geet et awer elo net némme drëm, eng Adaptatioun ze maache mam Statut vum Fonctionnaire, mä et géitt och dovu profitéiert, fir verschidde liicht Ännernungen oder Kloerstellungen ze maache wat d'Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 ubellaangt. An ech muss lech soen, Här President, dass ech dat keng extra gutt Iddi fannen. Ech fannen, et wier besser gewiescht, mir hätten ee Gesetz gehat fir de Statut an en anert Gesetz wat de Fonctionnement vum Gemengerot beispillsweis geregelt hätt, an dann hätte mer ons dofir kënnen Zäit loessen.

Mir hinn och als DP-Fraktioune an der Chamberskommission gefrot, dass d'Kommission bei der Rentrée direkt misst zesummekommen, well et sinn nach aner Punkten, déi enger Kloerstellung bedürfen, fir dass een da légitéréiere kann. Déi Texter hei si vlächt och net esou, dass se all Kloerstellung bréngen.

Ech sinn och frou, dass de Minister den Engagement agaangen ass an d'Majoritéit domat d'accord war, dass mer dat do am September op de Métier huelen. Mä ons geet et drëm, dass de Voleit vun der Assimilatioun vun de Beamte mat gestëmmt géitt, an dat maache mer jo och haut, quritte dass ech verschidden aner Punkte léiwer an engem separate Gesetzestext gesinn hätt.

D'Detailer, déi huet de Rapporteur elo grad virgedroen, esou dass ech net op all Dispositiounen wéll zréckkommen. Ech wéll dem Rapporteur awer fir sái Rapport félicitéieren, deen hie mat enger onwahrscheinlecher Rapiditéit geomach huet. Mir ware leschten Dënschdeg an der Kommissionssitzung, mir hinn de Rapporteur designéiert an hien huet gläichzäiteg scho sái Rapport virgestallt. Also dem Rapporteur dofir e grousse Merci!

Ech wéll dann op déi eigentlech Dispositiounen vum Projet zréckkommen, déi am Fong wierklech wichteg sinn an déi eng Upassung bedeite vun onsem Mode de vie, wéi mir organiséiert sinn an onsem deegleche Liewen, an dass dat kompatibel géitt mat der Aart a Weis wéi ee beim Stat oder bei de Gemenge schafft. Beim Stat ass et geschitt a bei de Gemenge solle mer dat elo émsetzen.

Well, Här President, d'Motivatioun an d'Ambitioun fir dës Reformen, déi déi viregt Regierung an Ugréff geholl huet, louchen nämlech doranner, op därf enger Sait den öffentlech Dénegsch un d'gesellschaftslech Evolution unzepassen, an op därf anerer Sait awer gläichzäiteg dofir ze suergen, dass de Bierger op e Service, ob beim Stat oder de Gemenge, zréckgräife kann, dee sengen Erwaardungen, mä och deene vun allen Acteuren

aus der Gesellschaft an der Ekonomie, entsprécht.

A wa mer vu gesellschaftslecher Evolutioun schwätzen, da gehéiert ganz kloer een Element dozou, an dat ass, datt d'Méiglechkeet geschaf géitt fir d'Privat- an d'Beruffsliewe besser openeen ofzestëmmen. Wann déi zwee Eltere schaffen, dann ass et och wünschenswäert, dass déi zwee Eltere rendeeler sech d'Responsabilitéit an d'Zäit opdeelen, wat d'Educatioun vun de Kanner ubelaangt. Dat kënnt souwuel de Kanner ze gutt wéi och den Eltere selwer, well ee vun deem aneren da méi huet, an da ka jiddferee verantwortungs-voll seng Tâchen iwwerhuelen a si kënne se och zesummen iwwerhuelen. D'Deelzäitaarbecht erlaabt et, därf Evolutioun Rechnung ze droen.

An der Fonction communale ass d'Deelzäitaarbecht duerch d'Gesetz vun 1990 schoon als Travail à mi-temps agefouert ginn. Elo soll et méiglech gi 25% oder 75% vun enger Tâche, wann et dann dans l'intérêt du service ass, ze schaffen; well dee muss èmmer priméieren an do muss och drop insistéiert ginn, well de Bierger huet d'Recht drop, dass den öffentlechen Dénegsch gutt fonctionnéiert. Mä wann et da méiglech ass, da soll de Choix bestoen d'Deelzäitaarbecht och op 25% oder 75% erofzeseten.

An Zukunft sollen zum Beispill allegueren d'Congéen, déi am Kader vun engem Travail à mi-temps oder soss engem Service à temps partiel geholl ginn, fir Kanner ènner 15 Joer ze erzéien, ugerechent ginn,

sief dat bei Promotiounen, duebelen Échelon an esou weider. Dat war bis elo net de Fall. Dovu beträff si virun allem d'Fraen, well déi hinn am meeschte vun deenen Dispositiounen bénéficiéiert, mä déi waren do benodeelegt. Bis elo war dat just de Fall, dass een dat ugerechent krit, bei de Babyjoren, also deenen zwee Joer Congé sans traitement no dem Congé de maternité, oder beim Congé pour travail à mi-temps, fir e Kand ze erzéien bis zum éischte Schouljoer.

Da kënnten och elo zwee Fonctionnaires, déi Conjointe sinn, allen zwee vun engem Congé pour travail à mi-temps bénéficiéieren, wat jo eng gutt Saach ass. No engem Congé de maternité oder no engem Congé d'accueil ass et méiglech e Congé sans traitement oder e Congé pour travail à mi-temps unzefroen. Och géitt nach d'Méiglechkeet vun engem Congé de récréation téschent dem Congé de maternité an dem Congé sans traitement oder dem Congé pour travail à mi-temps geschaf.

Wann ech elo esou am Detail do-rober agaange sinn, dann ass et ebe grad just fir ze illustréieren, dass eng ganz Rei Moosname geschafe gi fir d'Elteren, mä och fir déi, déi hiert Liewen anescht organisiere wëllen. Déi kréien all méi Latituden.

Et ass och wichteg am Kader vun der Familljepolitik, am Kader vun der Organisatioun vum Liewe vun enger Famill, vun enger Koppel mat Kanner, dass sech am Intérêt de service dat erlaabt; well da kënne mer och aktiv héllefen, dass een d'Erzéitung vun de Kanner kompatibel mécht mam Beruffsliewen. Well do sinn oft Barrièren, an dat ass èmmer zum Nodeel vun de Kanner.

An et wier ze wünschen, dass déi Soupluses och èmmer méi am Privatsektor géing applizéiert ginn - dat ass zum Deel de Fall -, èmmer virausgesat, dass den Intérêt de service dat erlaabt; well da kënne mer och aktiv héllefen, dass een d'Erzéitung vun de Kanner kompatibel mécht mam Beruffsliewen. Well do sinn oft Barrièren, an dat ass èmmer zum Nodeel vun de Kanner.

A fir dass och déi Leit vun deem Émdenken, dat um gesellschaftslechen Niveau geschitt ass, profitéiere kënnen, déi virun 1984 aus dem Gemengebeamten déngsch ausgetruede sinn, fir sech èm d'Erzéitung vun de Kanner ze këmmern - an dat waren zu 99,9% Fraen -, kréien déi Leit elo d'Méiglech-

keet erëm an de Gemengendéngsch anzetyrieden. Dat ass och némme richteg a gutt esou, an de Rapporteur huet dat och erwähnt. Si gi moyennant une formation an därf Carrière agestallt, an därf se opgehalen haten. Bis ewell hu se erëm misse vu vir ufänke mat engem Concours d'entrée. Dat ass wéi wa se ni bei enger Gemengeschafft hätten. An ech si frou, dass elo retroaktiiv déi Ongerechtegekeit erëm riichtgebeit gëtt. Et sinn der zwar vill, déi schonn éischter hätte wëllen dovu profitéieren, wat awer leider net gaangen ass.

D'Afféiere vun engem oder enger Délégué(e) à l'égalité des chances entre femmes et hommes an deene Gemengeverwaltungen, déi iwwer keng Personaldelegatioun verfügen, ass e weidert Beispill dofir, dass jiddereen, egal ob Mann oder Frau, déiselwecht Chancé wéllt hinn.

Fir dann zu enger nach méi grouser Effizienz vun der Gemengeverwaltung báziedroen, ginn déi sou genannte Mitarbeitergespräche, grad wéi an der Fonction publique, téschent dem Schäfferot an de Gemengebeamten agefouert, déi et erlaube solle sech gemeinsam Ziler ze setzen, fir den Dénegsch um Bierger èmmer weider ze verbesseren. Ech muss soen, dass dat a ganz ville Gemenge scho geschitt ass, an dass een do net op déi gesetzlech Dispositioun gewaart huet; mä et ass gutt, dass dat elo verankert gëtt.

A puncto Effizienz muss een och feststellen, dass d'Aufgabeberäicher vun de Gemengen, a besonnesch vun deene méi grousse Gemengen, èmmer méi zouhuelen. Genee wéi an der Fonction publique, muss een d'Méiglechkeet hinn op confirméiert Spezialiste kënnt zréckzegräifen, déi net forcément deeselwechte Wee müssen duerchlafe wéi bei engem normale Recrutement. Och do ass de Rapporteur am Detail drop agaang.

Gläichzäiteg dréit de Fait, dass een et Beamten erlaabt bis zu 68 Joer ze schaffen - dat muss awer natierlech mat báidsäitgem Accord sinn -, dozou bái, dass ee méi laang vun der Erfahrung vun deene Beamte bénificiéiere kann, wat sánchez lech keen Nodeel ass fir déi jonk Generationen, déi dann duerno d'Verantwortung iwwerhuelen.

Här President, leider géitt et och déi manner agréabel Säiten an de Verwaltungen, an et géitt och Fäll, wou een Disziplinarmoosname muss huelen. Beim Stat ass eng nei Procédure disciplinaire agefouert ginn, mat engem Commissariat du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire. Och dat soll elo op d'Gemengen iwwerdroen ginn. Bis elo war dat jo eng Aufgab fir de Schäfferot. Eng Aufgab, déi net liicht war. Elo kritt ee méi d'Garantie, dass op d'mannst wéinst Prozedurfeeler d'Disziplinarverfahren net op d'Kopp gedréint gëtt.

De Problem vum Mobbing ass och vum Rapporteur ugeschwat ginn, esou dass ech net wéll dorop agoen. Beim Mobbing wéll ech awer eng Remarque allgemeng maachen: Wann een op der Arbechtsplatz eng Remarque geomach kritt, well ee seng Arbecht net gutt mécht, dann därf dat awer net dozou féieren, dass een da seet, et géing een andauernd gemobbt ginn. Et muss och nach d'Méiglechkeet bestoen, dass een engem matdeelt, dass ee seng Arbecht net gutt mécht. De Mobbing ass e Phenomeen, dee fir déi, déi dovu beträff sinn, wierklech net flott ass. Et därf een awer net doran ze wäit goen.

Wat d'Gesondheet ubelaangt, esou ass d'Médecine du travail, déi och elo an de Gemenge verankert géitt, jo och eppes, wat et an der Fonction publique sät 2003 gëtt. Dëst ass e Projet de loi, wéi mer scho festgestallt hinn, deen d'Re-

forme vun 2003 am öffentlechen Déngscht elo och op de kommunalen Déngscht émsetzt. Et ass also der viregter Majoritéit ze verdarken. Ech si frou, dass dës Majoritéit elo d'Kontinuitéit doven opgehol huet. De Gusty Graas war, wéi ech uganks vu mengen Ausféierunge gesot hunn, Rapporteur vun deem Gesetz, wat vun der Madame Polfer, als Fonction-publiques-Minister, abruechte ginn ass a vum Statssekretär, dem Här Schaack.

Et ginn eng Rei Punkten, an dat hunn ech och a menger Interventions gesot, déi awer nach eng Kéier musse gekuckt ginn, wat de Fonctionnement vun de Gemengen ubelaangt. An do wier ech da frou wann d'Kommissioune, Här President - an dat riicht sech dann un eis, un d'Chamber selwer -, esou séier wéi méiglech am September hir Aarbechte géing ophuelen, fir dass mer dat kénnte kucken am Intérêt vum Fonctionnement vun de Gemengen.

No all deenen Ausféierunge wéll ech soen, dass d'DP-Fraktioune déise Projet selbstverständlech stëmmt am Intérêt vum Fonctionnement vun de Gemengen a virun allem am Intérêt vun de Gemengebeamten, déi laang heirop gewaart hunn.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Nächste Riedner ass den Här Jean-Pierre Klein. Här Klein, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean-Pierre Klein (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géing och dem Rapporteur Merci soe fir sää Rapport, deen hien a ganz kuerzer Zäit huet misse maachen, well schliesslech ass den Avis vum Statsrot zu désem Projet de loi eréischt de 4. Juli gemaach ginn an och dunn eréischt an déi zoustänneg Kommissioune komm.

Mir hunn et hei ze di mam Gemengebeamtestatut, deen assimiléiert gëtt un dee vun de Statsbeamten. De Prinzip vun der Assimilatioun ass 1954 agefouert ginn, an den éische Code vu Rechter a Flicthen, dat war 1919 fir d'Gemengenemployéen. 1979 ass deen neie Statsbeamtestatut agefouert ginn. 1985, no laangen, zéien Diskussionsione vun der Gemengebeamtefederautioun, hunn dann dunn och d'Gemengebeamten e moderne Statut kritt, deen ofgestëmmt war op dee vun de Statsbeamten.

An der Zwëschenzäit ass dee Statut vun de Gemengebeamten och schoone puermol ofgeänner ginn. Énner anerem fanne mer haut och Bestëmmungen dran iwwert d'Employés communaux an iwwert d'Employés privés au service de la commune.

Dëse Projet de loi huet als Objet fir d'Bestëmmunge vun de Statsbeamten ze iwwerhuelen, selbstverständlech mat Upassungen un déi communal Situations. An deem Senn ass och vun der Geleeënheet profitéiert ginn, fir d'Gemengegesetz vun 1988 ofzeänneren.

Énner anerem ass hei där allgemeiner Fuerderung Rechnung gedroe ginn, nämlech der Conciliatioun téschent dem Familljeliewen, dem Privatliewen an dem professionelle Liewen, dat iwwert de Wee vun der Deelzäitbeschäftegung vu 25, 50 a 75%. Eng Praxis, déi elo entérinéiert ginn ass, déi awer och scho virdrun am Gemengesecteur praktizéiert ginn ass a wou den Intérieur och keng Schwierigkeit domat hat, fir esou Deelzäitbeschäftegungen ze approuvéieren.

Déi Deelzäitbeschäftegung därf selbstverständlech net géint den Intérêt vum Service sinn. Dat ass dat Gebot, wat émmer iwwerweit, an et gëtt émmer gekuckt, ob esou Décisiounen, fir esou Deelzäitbeschäftegungen ze accordéieren, am Aklang si mat dem iwwergéuerdheteren Intérêt vum Service.

Ech wéll drop hiweisen, dass an dár Politik do, vun der Conciliatioun téschent Familljeliewen a professionallem Liewen, d'Gemengen awer schoon aner Moossname geholl hunn, wéi zum Beispill, soubal dat méiglech war, fir de fräie Samschdeg am Schoulwiesen anzeféieren. An och fir de Précoce, soubal wéi dat vun der Regierung proposéiert ginn ass, fir d'Educaiton précoce, anzeféieren, fir och am kommunale Secteur déi Moossnamen do ze huelen.

Dann elo neiderdéngs d'Schafe vu Maisons relais, fir och do de Leit entgéintzekommen, fir hir Kanner énnerdaach ze kréien en dehors vun deenen normale Schoulzäiten.

Et ass och elo an désem Statut virgesi ginn, fir déi Fonctionnaires, déi virun 1984 hu missen hir Demissioune huelen, wa se wollten hir Kanner bis zu 15 Joer erzéien - an deemoos war et nach net méiglech fir e Congré sans traitement ze huelen -, elo nees ze réintégrer. Do misst ech awer nach drop opmierksam maachen, dass een awer dofir sollt suerge fir deene Leit, déi elo laang net am Déngscht waren, déi elo d'Méiglechkeet hunn, fir erém zréck an de kommunalen Déngscht ze kommen, eng Formationen unzebidden, fir sech erém kénneg ze maache mam Secteur communal, mat deenen neien Dispositiounen, déi elo do vir sech ginn, a fir sech do an den Déngscht vun de Benotzer vum Service public anzeschaffen.

Wat elo déi regelméisseg Entretien vun der Beamte mam Schäfferot oder mat de Chefs de service ubelaangt, fannen ech et eng ganz gutt Saach, dass iwwer Problematik geschwat gëtt, déi och am Intérêt vum Bierger sinn. Wichteg ass et och, dass déi lokal Autoritéit mat hire Mataarbechter zsummekommen an dass do och d'Verantwortungsbewosstsinn, de part et d'autre, gestäerkt gëtt. Dat reizt och d'Motivatioun vun de Fonctionnaires un.

Dësen Dialog dréit och zu engem Vertrauensverhältnis téschent dem Patronat an de Fonctionnairé bai.

Wat de Régime disciplinaire ubelaangt, d'Instruction disciplinaire: Bis elo war et esou, dass de Schäfferot chargéiert war mat der Instruction disciplinaire. Dat war ganz oft eng schwierig Missioun fir de Schäfferot, well se émmer am enke Kontakt mat de Fonctionnairé waren, well do och net émmer konnt déi néideg Indépendance virherrschen, och net déi néideg Objektivitéit.

Dofir ass et elo gutt, dass mer déi Charge do, am Intérêt vum Fonctionnaire, un de Commissaire du Gouvernement ginn, dee fir de Stat schafft, dass deen elo dat Disziplinarverfahren fir d'Gemenge mat iwwerhëlt. Dee kann déi Aarbecht mat méi enger grousser Sachlechkeet a mengen Ae maachen, och mat méi Indépendance. Deen ass net am direkte Kontakt mam Fonctionnaire. Déi Prozedur am disziplinaresche Beräich ass vu Garantien émginn, fir den Droit de la défense vum Fonctionnaire, deen en cause ass, ofzesécheren.

De Commissaire du Gouvernement kritt natierlech elo nach méi Aarbecht, wéi hien der schoone huet. Dee Mann, deen ass elo schoone iwwerbelaascht. Deen huet just eng Sekretairin zur Verfügung, déi hallef bei him beschäftegt ass. Fir dass hie seng Dossieren esou séier wéi méiglech am Interesse vum öffentlechen Déngscht an och besonnesch am Interesse vum Fonctionnaire evakuéiere kann, misst awer onbedéngt dofir gesuergt ginn, dass hie materiell a personell énnerstëtzzt gëtt, fir kenne seng Décisiounen a räsonnablen Délaien ze huelen.

De Conseil de discipline ass net némme méi e konsultatiivt Organ, mä eng Juridictioun, deem seng Décisiounen müssen émgesat ginn. Et ass de Passage vum Organe consultatif zum Organe décisif. Net

dass et esou ass, dass, wann de Conseil de discipline, wéi dat bis elo war, eng Décisioun geholl huet, wann en eng Propositioun geamaach huet, dass dunn dat déciüürt Organ gemaach huet, wat et wollt.

Elo muss d'ausführend Organ déi Décisioun, déi de Conseil de discipline geholl huet, an d'Praxis émsetzen an et bleift kee Pouvoir distinctionnaire méi fir déi Instanz.

Wat elo d'Émännerung vum Gemengegesetz vun 1988 ubelaangt, d'Ofánnerung vum Artikel 19, do ass et esou, dass mer dem Conseil communal an dem Schäfferot et méiglech maachen, dass am Virfeld vun enger Décisioun ka motivéiert ginn, bei Nominatiounen, bei Présentations de candidats, dass elo déi Sitzungen, déi dofir aberuff ginn, net méi den öffentleche Charakter hunn, dass dat keng Séance publique méi ass, mä dass dat an enger Séance secrète muss geamaach ginn, wou däerft motivéiert ginn. Émmerhin ass et awer esou, dass an Zukunft nach émmer fir Nominatiounen a Présentations de candidats am Innere vun där geheimer Sitzung déi Voté musse secret sinn, also dass dat e geheime Vote ass.

Do kéint ee soen, dass net déi noutwendeg Kloerheet téschent dem Statut vun de Fonctionnaires an téschent dem Gemengegesetz besteet an duerfir misst ee kucken, fir esou schnell wéi méiglech - wéi dat och scho vun der Virriedner gesot ginn ass - nach eng Kéier eng Revisioun ze maachen op deene Punkten, fir dass de Statut vun de Gemengefonctionnaires an d'Gemengegesetz sech openeen aspillen, anenee gräfen. Duerfir misst een do esou séier wéi méiglech e puer Retouchen op deem Plang maachen.

Wat ech bedaueren - dat ass och eppes, wat d'Chambre des Fonctionnaires publics kritiséiert oder zumindest observéiert huet -, dat ass, dass déi scho laang Fuerderung vun de Gemengesekretären, fir hir Missioun nei ze définierer am Gemengegesetz, dass dës Kéier net vun der Geleeënheet profitéiert ginn ass, fir dat virzehuelen. Dat hätt sech elo maache gelooss.

Ech kréien elo natierlech wahr-scheinlech als Äntwert, dass dat bei Geleeënheit, an der Diskussioun iwwert d'Reforme territoriale geschéié wäert, mä et wier elo eng gutt Geleeënheit gewiescht fir d'Gemengegesetz an deem Senn ofzeänneren. Dat ass elo net geschitt, mä echhoffen, dass dat an nächster Zukunft dann awer ka geschéien. Wéi gesot, dat ass eng laang Fuerderung vun de Gemengesekretären.

Nach e Punkt, deen ech opgräife wollt, dat ass wa klenger Gemengen e Fonctionnaire wëllen astellen an dann hu se e Kandidat, an dee muss dann an den INAP goen. Dee steet da méintaang de Gemengen net zur Verfügung an dat gëtt dann eng Perturbatioun vun deem Service an deene Gemengen. An duerfir misst een och kucke fir dee System ofzeänneren, fir dass deen esou kuerz ewi méiglech oder jid-defalls némme periodesch an den INAP geet an dass hien awer vorwiegend senger Gemeng, wou hie genannt ginn ass, zur Verfügung steet; net dass déi Gemengen do a Problemer kommen, wat den öffentlechen Déngscht ubelaangt.

An do brauch ee sech och net ze wonneren, dass d'Gemengen oft dovun ofgesi fir e Fonctionnaire anzestellen a se op de Wee gi fir en Employé privé anzestellen, wou d'Prozedur vill méi séier geet, wou deen net brauch an den INAP ze gehen an deen direkt der Gemeng zur Verfügung steet.

Voilà. Am Allgemenge kann ee soen, dass mer awer elo zefridde

sinn, dass de Statut vun de Gemengebeamten op dee vun de Statsbeamten ofgestëmmt ass an dass hei gutt Dispositiounen dra sinn, am Intérêt vun de Fonctionnaires an och am Intérêt vum öffentlechen Déngscht. Duerfir géif ech och d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioune zu désem Projet de loi bréngen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Klein. Nächste Riedner ass den Här Gira.

Här Gira, Dir waart elo gebéckt. Ech mengen, Dir wësst awer, dass et un lech ass.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Wat gelift?

M. le Président.- Dir wësst awer, dass et un lech ass?

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Ech weess, dass et u mir ass. Ech wäert lech och net laang ploen.

Ech soen lech et riichteraus, well ech wierklech keng Loscht hunn, nodeem wat dës Woch mat désem Projet geschitt ass, hei elo inhaltech Gréisseres ze erzielen.

Ech fannen et wierklech bedauerlech, wat mat deem Projet hei geschitt ass. Net némmer, dass de Rapport eréischt dës Woch ugeholl ginn ass, wat eigentlech géint d'Regle vun der Chamber ass, mä alles ass en Dénschdeg eréischt ugeholl ginn. Mir hunn do an enger Sitzung de Rapporteur bestëmmt, säi Rapport, deen hie scho virdru geschriwwen hat ouni nominéiert ze sinn, ofgestëmmt, den Avis vum Conseil d'Etat nach séier geholl wéi wa mer deen och nach géinge kucken an dunn de Rapport geschitt. Ech fannen dat wierklech bedauerlech, dass hei eng Chamberskommissioun sech den Aarm bëie gelooss huet, well eng Regierung dräi Joer hir Hausaufgaben net gemaach huet!

Ech kréie gesot, dass 80% vun deem Gesetz hei copy-paste ass vun deem wat am Gesetz iwwert d'Statsbeamte gemaach ginn ass. Da froen ech mech, wéi et mat moderner Technologie méiglech ass, dass eng Regierung dräi Joer brauch fir copy-paste vun engem Text ze maachen!

Op dár anerer Säit mengen ech perséinlech awer, dass et net grad esou ass, dass vill méi an deem Gesetz hei steet wéi copy-paste. Et sinn eng Rei spezifesch Bestëmmunge fir de Gemengesecteur dran, wou et ganz wichteg gewiescht wier, mengen Meenung no, dass mer eis Zäit geholl hätten dorriwwer ze diskutéieren. Ech ginn e puer Beispiller.

Den Délégué à l'égalité des chances, do hätt ee sech och kenne virstellen, dass ee ganz aner Léisunge fonnt hätt wéi elo déi Affär mat den hallwen Tâchë vun den Sekretären an de Receveuren. Et kann een driwwer diskutéieren, ob net och nach aner Beamten a Beamtrinen do missten drënnerfaile respektiv ob dat nach zäitgeméiss ass, an esou weider an esou fort. Bon, dat war alles net méiglech. Et hätt ee sech och nach vläicht kenne virstellen, dass een d'Gesetz tatsächlech gesplitt hätt an...

M. le Président.- Här Gira, erlaabt Der...

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- ...da gesot hätt, déi Bestëmmungen iwwert d'Deelzäit-aarbecht, mengen ech, déi der Gewerkschaft jo och zu Recht am meeschten uewe leien, hätt ee vläicht kenne splitten. Mä gutt.

Ech kréien dann awer gesot, dass et absolut dréngend wär, dass dat do soll geschéien, an dass och Leit perséinlech drënner ze leiden hätten, dass mer dat do nach émmer net gemaach hunn. Duerfir si mer da konziliant um Enn vun dëser laanger Sitzungswoch, an ech bréngen den Accord vu menger Fraktioune.

Ech hoffen awer, Här President, dass mer dat do esou bal net méi erliewe wäerten, dass mer eis deemnächst éischter esou wichtigen Dossieren unhuelen an dass mer da permanent drop halen, dass, wann eng Regierung einfach mat der Aarbecht schleeft, mir awer dann net schlussendlech an eng onméiglech Situation kommen, dass mir all eis Regelen, all eis Gepflogenheiten hei müssen iwwert den Dësch oder iwwer Bord geheien, wou keen, mengen ech, an dár ganzer Kommissioun frou driwwer war. Duerfir en Appel un eis allegueren, eis deemnächst éischter ze wieren, fir dass eis dat do net méi geschitt.

Merci.

M. le Président.- Här Gira, laaft emol net fort, wann ech gelift. Den Här Grethen hat nach de Fanger gewisen.

(Hilarité)

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Jo.

M. Henri Grethen (DP).- Här President, ech wollt mech beim Här Gira entschärelgen, well ech war ee vun deenen an der Conférence des Présidents, déi insistéiert hunn, dass dése Projet sollt haut op den Ordre du jour kommen. Ech gouf an dár Aktioun tatkräftig vum Fraktionspresident vun...

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Ech weess dat, jo.

M. Henri Grethen (DP).- ...dem Här Gira senger Partei énnerstëtzzt, a mir hunn zesummen, mir zwee zesummen eigentlech, missen de Fraktionspresidente vun der Majoritéit den Aarm bëien.

Duerfir wéll ech mech besonnesch beim Här Gira entschärelgen. Ech hat awer wierklech net d'Absicht, him do iergendwéi eppes Onméigleches unzedinn. Ech wäert ni méi, ni méi mäin Accord, mäin Asaz fir esou eppes maachen, besonnesch well ech elo weess, dass hie praktesch net schlöfe ka wéinst dár Prozedur do, déi mer gewielt hunn!

(Hilarité)

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Also, Här President, et kann een dat do natierlech absolut an d'Lächerlech zéien.

M. Henri Grethen (DP).- Ma neen! Ech sinn déif betraff!

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Et kann een och bëlleje Populismus hei bedreiwen. Ech muss ganz éierlech soen, ech fannen et wierklech en Hohn fir e Parlament, wat do...

M. Henri Grethen (DP).- Sinn ech mam Här Bausch e Populist?

(Hilarité)

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Neen! Ech mengen net, dass an der Conférence des Présidents am Detail kloer war, wat alles an deem Gesetz géing stoen a wéi voluminéis dat Gesetz wär. Do ass méi oder wéineger duergestallt ginn, dass et copy-paste wär vum Statsbeamtestatut an dass ausser der Deelzäitaarbecht net vill schrecklech Wichteges dra wier.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Nach eng Kéier: Dat eent huet näisch mat deem aneren ze dinn. Ech maachen en Appel, dass mer allegueren zesummen, fraktiouns-iwwergräifend, eis dat do net méi selwer zoumudden, dass mer eis dat net méi bidde loessen an da mat Zäiten den Drock dohinner zréckginn, wou en higehéiert, nämlech bei déi, déi responsabel sinn, dass et dräi Joer gedauert huet, dat

bleiwen ech bei deem wat ech gesot hunn.

M. le Président.- Merci, Här Gira. Dann huet den Här Gibéryen d'Wuert. Här Gibéryen!

M. Gast Gibéryen (ADR).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och vun eiser Säit e Wuert vu Merci un de Kolleeg Fred Sunnen fir dee schnelle Rapport, deen hien hei gemaach huet.

Ech wëll mech do awer de Wieder vun der Madame Brasseur e bëssen uschléissen. Wann ee bedenk, datt mer dëse Projet, wat den Deel fir d'Statsbeamten ueblaangt, hei virun dräi Joer gestëmmt hunn, an elo d'Iwwerdroen op de Gemengesecteur émmerhin dräi Joer gedauert huet, dann ass et émsou méi erschreckend, wann een dann héiert, datt de Rapport nach muss an engem Dag gemaach ginn, an engem Dag ugeholl ginn, an datt en am Fong géint d'Gepflogenheete vun désem Haus, wat d'Délaié vun der Présentation vum Rapport virun der öffentlecher Sitzung ubelaangt, och nach ze spéit komm ass.

Ech mengen, dës Chamber - an de Kolleeg Gira huet dat elo mat Recht hei gesot - huet an deene leschten Deeg a Wochen des Öfteren hei de Kopplabunz bal geschloen, fir Geseztet iwwert d'Bühn ze bréngen. Ech erënneren zum Beispill un d'Indexgesetz, wou mer et an engem Dag fäerdeg bruecht hunn, de Projet virgestallt ze kréien, den Avis vum Conseil d'Etat ze liesen, de Rapporteur ze nennen, de Rapport virgestallt ze kréien an de Rapport unzehuelen. Dat hu mer alles bei esou engem Gesezt an engem Dag fäerdeg bruecht, a mir hunn et och fäerdeg bruecht, et ze stëmmen, Här President, an deen Dag drop stoung et schonn am Mémorial, ass et veröffentlecht ginn. Dat heesch, eise Statschef huet och nach missen deeselwechten Dag énnerschreiwen,...

(Interruption)

...a wéi se dat fäerdeg bruecht hunn, dunn iwwer Nuecht - well ech gi jo awer dovnoun aus, datt se zumindest eise Vote hei ofgewaart hunn, ier se et gedréckt hunn -, datt et dunn och nach nuets gedréckt ginn ass, fir datt et moies schonn am Courrier war,...

M. Henri Grethen (DP).- Dat schwätzt fir d'Performance vun der Dréckerei!

M. Gast Gibéryen (ADR).- ...also et gesät een d'Performance vun deem ganze System, wann et si muss.

Mä ech, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer dräi Joer zréckkucken, wéi mer den Accord salarial, wat d'Statsbeamten ueblaangt huet, hei an e Gesezt émgesat hunn, do ass praktesch op alle Bänken deemoools gesot ginn: Mir mussen elo esou séier wéi méiglech kucke fir dat op de Gemengesecteur émzesetzen. An deemoools hätte mer eis am Fong scho missen d'Fro stellen: Firwat brénge mer et net fäerdeg, déi zwee Geseztzer gläichzäiteg émzesetzen?

Well et handelt sech jo ém d'Resultat vun engem Accord, dee mat de Gewerkschaften aus der Fonction publique getraff ginn ass, wou déi Bestëmmungen, déi fir d'Statsbeamten zoutreffen och fir d'Gemengebeamten zoutreffen. Et hätt ee menger Meenung no können direkt vun deenen zwee Ministère aus higoen déi Geseztzer ze presentéieren an déi zwee Geseztzer zusummen hei ze stëmmen. Déi aner Saachen, déi mer an dése Projet elo mat intégréiert hunn, hätt ee jo dann an engem separate Gesezt maache können a sech déi Zäit dofir huele können, déi een dofir gebraucht hätt, fir do eng gutt legislativ Aarbecht ze maachen.

Bei deem Volet, dee reng op den Accord salarial zréckzeféieren ass, plädéiere mir op jidde Fall derfir,

datt deen an Zukunft soll vun deen zwee Ministere gläichzäiteg erabreucht ginn. Da kéint een déi och hei zesummen diskutéieren, amplaz datt mer elo, wa mer wëllen, déiselwecht Ried nach eng Kéier géifen halen, déi mer virun dräi Joer gehalen hunn, wou mer alleguer déi eenzel Bestëmmungen erklärt hunn. Ech mengen, mir wëllen eis dat awer erspueren.

Et ass also och déi lescht Regierung, mengen ech, hei an der Flucht gewiescht. Déi hätt scho kennen direkt déi zwee Gesetzesprojete mat hei erabréngen, wou mer elo einfach hu missen dräi Joer drop waarden.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll duerfir och net méi op dëst Gesezt agoen. Ech mengen, mir hunn d'Erklärunge virun dräi Joer ginn. Mir ware mat deem Gesezt virun dräi Joer averstanen. Et ass logesch, datt mir dann och mat dësem Gesezt averstane sinn.

Ech géif just vläicht ee Punkt opwerfen, dee mer schonn e puermol opgeworf hunn, deen awer nach émmer net gelést ass, an en ass vum Frénd Jempy Klein zum Deel ugeschnidde ginn, dat ass deen, wat d'Gemengesekretären ueblaangt, wat hir Tâche ubelaangt.

Mir wëssen awer och, datt d'Ernenne vum Gemengesekretär an enger Rei vu Gemengen, virun allem a klenge Gemengen, émmer méi e Problem gëtt, well eben a klenge Gemengen déi eenzel Fonctionnairen hir Carrière, well se ganz dacks eleng an där Carrière sinn, méi séier duerchlafen, a wann dann de Postë vun engem Gemengesekretär vakant gëtt an et melt ee sech vun deene Redakteren op dee Posten, da si se an der Regel an hirer Carrière méi wäit vir wéi se an der planer Carrière, déi de Gemengesekretär huet, géifen age-schriwe ginn.

Wat da mat sech bréngt, datt déi Leit géife wuel missen den Exame vum Gemengesekretär maachen, si kréien dodurch och méi Aarbecht, si kréien och méi Responsabilitéit, mä wa se de Posten als Sekretär géifen unhuelen, da géife se an hirem Gehalt verléieren, an dat däerft menger Meenung no net sinn. Wat dann eben dozou féiert, datt vill vun deene Leit einfach de Posten net unhuelen, an dann d'Gemengen eben iwwer Méint a Jore fonctionnéeire mat engem Secrétaire faisant fonction, well deen eben de Posten net wëllt unhuelen, well hien da manner an der Pai hätt wéi hie virdrun als Redakter hat.

Ech géif de Minister invitéeieren, dee Problem trotzdem dann elo eng Kéier ze léisen, well deen ass menger Meenung no punktuell ze léisen, et ass net vill, wat do muss gemaach ginn. Mä et kann op jidde Fall net esou weider fonctionnéeieren.

A wa mer dëst Gesezt zum Beispill gesplitt hätten, mir wären deemoools higaangen a mir hätten en Deel vum Accord salarial direkt émgesat a mir hätten dann dës Punkten eenzel an en anert Gesezt agebaut an diskutéiert, dann hätt een déi Problemer haut alleguer kréinte mat léisen; et sief, datt de Minister iwwert de Wee vun engem Reglement eventuell kéint de Problem léisen. Mä da géif ech de Minister invitéeieren och dat Reglement esou séier wéi méiglech ze huelen.

Dat gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bréngen ech den Accord vun eiser Partei fir dëst Gesezt.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Dann huet den zoustänge Minister, den Här Jean-Marie Halsdorf, d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf, Minstre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wann ech de Grondtoun vun

deenen Diskussiouonen hei misst erémginn, géing ech mengen, dass awer e grosse Konsensus do ass, fir dass déi Décisiounen oder déi Dispositiounen, déi mat dësem Gesetz émgesat ginn, an déi richteg Richtung ginn.

Et ass esou résuméiert ginn, mengen ech, vun der Madame Brasseur. Si huet gesot: Privat- a Beruffsliewe sollt ee besser opeen ofstëmmen, an d'Erzéitung vun de Kanner sollt ee kompatibel mache mam Beruff. Dat ass dat, wat Dir gesot hutt, Madame Brasseur.

An elo zu der Ausso vum Rapporteur, dem Här Sunnen, deem ech och Merci soe fir dee gudde Rapport, deen hien hei gemaach huet. Hien huet, mengen ech, déi Haaptaspekte aus dësem Gesezt ervir-gestrich: Et geet ém d'Deelzäitaarbecht - dat ass jo e Stéck vu Liewensqualitéit -; et geet drëm de Congé parental an aner Congéen ze optimiséieren; et geet drëm Matarbechtergespréicher ze féieren.

D'Disziplinarverfahren, dat ass méi performant ginn am Senn, dass e Regierungskommissär agesat gëtt, an net méi de Schäfferot responsabel ass fir esou Verfahren ze féieren, wat den Här Klein jo ugeschwät huet. Doduerch kritt ee méi Neutralitéit a méi Objektivitéit. An ech mengen, dëse Wee ass dee richtege Wee, well déi Autoritéit, déi nominéiert, nach just formaliséiert. An dat ass och richteg an dat ass doudsécher eng Plus-value am Gesezt.

Et ass och ugeschwät ginn, dass den Delegiéierte vun der Chancé-gläichheet och elo generaliséiert gëtt a Gemengen, déi keng Delegatioun hunn. Déi Persoun kritt dann eng Dispens vu véier Stonnen de Mount wa se dat mécht, an déi Persounen am Land sollen och eemol d'Joer vum Minister geruff gi fir dann eng Diskussioun ze féieren.

D'Nominationszäit ass fénnef Joer. Ech mengen, och do hu mer dann eng Strategie, déi gutt ass.

An déiselwecht Strategie, déi och wierklech an déi richteg Richtung geet, ass déi fir de Leit d'Méiglechkeet ze ginn iwwer 65 Joer eraus ze schaffen. Do ka jo elo bis 68 Joer geschafft ginn. Dat kann een an dräi Etappen, dräimol ee Joer, verlängert kréichen. De Fonctionnaire freeet u wéi héich sain Degré d'occupation si soll, an da kann hie während dräi Joer nach schaffen; wat ech och mengen, wat eng gutt Dispositioun wär, déi an déi richteg Richtung geet.

Dat sinn also Elementer an dësem Gesezt, déi am Fong geholl Parallelismus brénge mat de Statsbeamten. An et geet och am Fong geholl drëm fir déi zwee Regimer méi no beieneen ze bréngen.

An och eng aner Dispositioun, déi net ugeschwät ginn ass - vläicht némmen indirekt -, ass déi, fir am Fong geholl d'Méiglechkeet ze ginn, fir Leit an der Carrière vum Employé privé an der Carrière S ze engagéieren. Déi Méiglechkeet gëtt et och elo mat dësem Gesezt. Da géif déi Leit fir ee Joer engagéiert ginn an da kréinte se eng Nomination kréien, déi definitiv ass, ouni an den INAP ze goen. Dat ass jo och en Aspekt, deen den Här Klein ugeschwät huet. Déi Dispositioun gëtt et jo och beim Stat, esou dass ee wierklech ka résuméieren, dass mer mat dësem Gesezt do och méi Performanz an de Gemengesecteur erakréien.

A wann och Dispositiounen do waren, vum Här Gira notamment, ob de Secrétaire communal an de Receveur communal net d'Méiglechkeet kréien eng Tâche partielle vu 25, 50 oder 75% ze kréien, da muss ech lech awer hei soen, dass dat eng Demande war vun dem

Secteur vun de Gewerkschaften, déi wollten, dass de Secrétaire an de Receveur als Ganzt gesi ginn. Duerfir hu mir eis dann doru raliéiert. Mir hunn eis och dru raliéiert, fir den Direkteren oder Directeurs adjoints déi Méiglechkeet net ze ginn, fir eng Tâche partielle ze kréien, well déi grouss Syndikater, déi och Direkteren huren, brauche jo och Leit, déi à plein temps schaffen.

Iwwerhaapt muss ech soen, dass dëse Projet de loi vläicht dräi Joer gebraucht huet, mä ech awer net onbedéngt d'Gefill hunn, dass hei - wéi den Här Gira et gesot huet - d'Regierung hir Hausaufgabe net gemaach hätt. Ech hu mol nokucke gelooss wéi d'Démarche war vun deem ganze Gesezt, däi Reform Sunnen Statsbeamtestatut, dat den 19. Mee 2003 hei gestëmmt ginn ass.

Am Juli ware mir prett. D'Basisdokument war prett an do ass et an déi sou genannte Commission centrale gaangen. Do ass e Groupe de travail gegrënnt ginn. An déi Aarbechte ware fäerdege am Januar 2004. Also ware mer do nees prett, an do huet de Stat 15 nei Règlements grand-ducaux bruecht. A mir hunn dat awer als Ganzt gesinn. Mir hu gesot: Wa mer schonn e Gesezt, de Statut transposéieren, da musse mer och d'Règlements grand-ducaux mat aschaffen. Do ass nees eng Kéier eng nei Diskussioun ugaangen an dat huet dann och Zäit kascht.

An ech wäert och elo an deenen nächsten Deeg zéng Règlements grand-ducaux déposéieren. Duerfir soen ech der Chamber Merci, dass se nach virum Summerlach - loosse mer soen - dëst Gesezt haut an hei stëmmt; et war keng Demande vum Minister fir dat kuerzfristeg op den Ordre du jour ze huelen. Ech soen der Conférence des Présidents Merci, dass se dat gemaach huet. Esou kenne mer direkt déi Règlements grand-ducaux, déi zéng Stéck, déposéieren.

A mir maache jo haut net némmen eleng eng Transposition vum Statut vun 2003, mä hei sinn och Elementer vum sou genannte Partenariatsgesetz agebaut ginn an dëst Gesezt. Den Accord salarial vum Joer 2005 ass och Partie intégrante vun deem Text, deen haut dann hei an der Plénière diskutéiert gëtt. Esou dass ech der Meenung sinn, dass hei eng gutt Aarbecht gelescht ginn ass, an dass mer mat deem Gesezt haut an hei eng gewësse Kohärenz an de Gemengesecteur kréien.

Ech sinn d'accord, d'Madame Brasseur huet dat ugeschwät, fir am Hierscht mat der Kommission zesummenkommen a fir nach Diskussiounen ze féieren iwwer Punkten, déi och elo kuerzfristeg an der Kommission diskutéiert gi sinn. Mir müssen dat émsou méi maachen, well mir jo och nach zwou Direktiven aus dem Statsbeamtesecteur émsetze müssen.

An do huet de Statsrot jo gefrot, fir dass dat parallel gemaach gëtt, dat wat den Här Gibéryen ugeschwät huet. Iwwerhaapt hu mer an Diskussiounen mam Här Wiseler eis Moyené ginn, fir méi Parallelismus an déi zwee Beräicher ze kréien. Dat ass net esou einfach. Mä mir hunn eis do d'Wuert an och d'Dispositiounen gi fir kenne méi parallel a méi séier mateneen ze schaffen. Esou dass ech dervun ausginn, dass mer an Zukunft kenne méi séier déi Geseztzer noschéissen, wann eent fir d'Statsbeamte kënnt, dass dann de Gemengesecteur relativ séier nokënnt.

Mme Anne Brasseur (DP).- Keng dräi Joer méi?

M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.- Keng dräi Joer méi, Madame Brasseur. Richteg.

Bei deem Volet, dee reng op den Accord salarial zréckzeféieren ass, plädéiere mir op jidde Fall derfir,

ass, an dat ass dee vun de Gemengesekretären, wat den Här Klein ugeschwät huet. Et läit op der Hand - ech hat dat och op hir Generalversammlung gesot -, wat hir Statut oder hir zukünfteg Aarbechtsvisiounen ugeet, dass déi némme kenne iwwert d'Aarbechte vun de Réformes territoriales ofgewéckelt ginn. Dat dauert och keng Éiwegkeet méi. An ech mengen, och do déi kinté mer - wéi géif ech soen - konkret Elementer huren an deenen nächste Méint a sécherlich nach an dëser Legislatur.

Esou dass ech ofschléissend géif soen: Dëst Gesezt ass also net onbedéngt, esou wéi den Här Gira gesot huet, e copy-paste, mä et ass e komplext Gesezt, däi Reform bréngt fir all déi Leit, déi concer-néiert sinn.

(Interruption)

Et bréngt déi zwee Secteure méi no beieneen. Et bréngt eng gewësse Kohärenz an dat Ganzt er. Esou dass ech fréier wann d'Chamber dëst Gesezt géif stëmmt.

Ech géif nach vläicht zu engem leschte Punkt kommen, zu deem wat ugeschwät ginn ass iwwert déi Ännérungen am Gemengesetz, wou jo elo d'Méiglechkeet gi gëtt, dass d'Nominationen, d'Promotionen, d'Demissionen an d'Peines disciplinaires musse bei Huis clos gemaach ginn. An da spilt den Artikel 32 vum Gemengesetz, dee seet: D'Nominationen als solch, déi musse weider nach mat den Ziedelcher, mat de Bulletin gemaach ginn. All déi aner Diskussiounen oder Décisiounen iwwer Promotiounen, Demissionen a Peines disciplinaires brauchen also net bei engem Vote secret gemaach ze ginn.

Wéi et elo mat den Nominationen an Zukunft soll weidergoen, dat solle mer an deenen Diskussiounen décidéieren, déi mer elo am Hierscht mat der Chamberskommission féieren, esou dass ech zefridde si mat deem Esprit, deen hei vun allen Députéierten un den Dag geluecht ginn ass. Et war eng konstruktiv an eng flott Zusammenaarbecht mat lech méiglech an ech wëll lech déi och weiderhi ginn an deenen nächsten Diskussiounen, déi mer dann am Hierscht féieren.

Merci fir Är Opnierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Gleesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Alex Bodry), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helmlinger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koopp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décideert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zu engem Projet de loi, dee mer hau de Métteg solllent um Ordre du jour hunn, mä vu wat mer virdrun décideert hunn a vu d'Presenz vun de Ministeren, huelle mer dee Projet de loi iwwert de Code du Travail elo un d'Rei. Ech denken, dass mer mat der Diskusioon kënne virun der Mëttespaus fäerde ginn. D'Wuet huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Spautz.

7. 5346/5420 - Projet de loi portant introduction d'un Code du Travail

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

M. Marc Spautz (CSV), rapporteur.- Här President, l'éif Kolleginnen a Kolleegen, dés zwee Gesetzestexter, déi mer elo haut ofstëmmen, hunn eng ganz besonnesch Bedeutung: Si sollen d'Aarbechtsrecht, dat sech iwwert d'Joren zu engem émmer méi onduerchschaubare Gewulls vu Gezetter, groussherzogleche Reglementer a ministerielle Arrêten entweckelt huet, méi zougänglech maachen. D'Inflatioun vun deenen Texter souwéi och déi legislativ Ännunge maachen, dass dës Gesetzgebung émmer méi schwierig ze handhaben ass, besonnesch fir all déi Leit, déi dagdeeglech domat ze dinn hunn: d'Delégéierten an de Betriber respektiv all déi Leit, déi an de Ressources humaines schaffen.

Eng adequat Uwendung vum Gezetz verlaangt eng Kohärenz an den Texter, an et ass aus dësem Grond, dass eng Presentatioun vun der Gesetzgebung vum Aarbechtsrecht an ee Ganzt muss organiséiert ginn, déi no engem loches Fuedem opgebaut ass. D'Gewerkschaften, oder besser gesot d'Sozialpartner am Allgemeinen, fuerderen dat scho sät Joren.

D'Kodifikatioun entpoppt sech hei als en onentbierlecht Instrument, dat dem Bierger zu engem méi einfache Zougang zu de Rechtsregelen an dësem wichtige Beräich verhëllefe wäert. Bei dëser Kodifikatioun handelt et sech ém eng Zesummestellung vun all deene legalen Dispositiounen vum Aarbechtsrecht an engem Gesetzbuch. Dést legislatiiv Wierk énnerscheet sech da fundamental vun deene verschidde Sammlunge vum Aarbechtsrecht, déi virun allem aus enger Kompilatioun vu legalen a réglementairen Texter bestinn.

Nieft enger vereinfachter Zougang lechkeet bréngt eis dës Kodifikatioun méi juristesch Sécherheet, well dës Dispositiounen besser liesbar wäerte ginn a well de Risiko vun enger falscher Interpretatioun méi kleng wäert ginn. Och de Bierger wäert sech hei besser erëmfannen. Iwwer eLëtzeburg huet jiddfereen dann Zougang zu dësem Code du Travail. Des Weidere kënt och eng Papeierversioun, e Classeur, dee regelméisseg Mis-à-jouré wäert kréien, op de Marché, esou dass all Mënsch d'Méiglechkeet huet, sech all Kéiers dorriwer ze informéieren.

Weider soll dës Kodifikatioun d'Kontradiktioniounen an d'Feeler behiewen, wéi och Dispositiounen, déi an der Praxis ni ugewannt respektiv op implizit Aart a Weis duch nofolgend Texter ofgeschaf goufen, eraushuelen.

Allerdéngs muss ech énnnersträichen, dass dës Kodifikatioun keng Ännierung, ech betounen, keng Ännierung mat sech bréngt, wat de Fong vun der bestehender Gesetzgebung am Beräich vum Aarbechtsrecht ubelaangt. Ännunge vu bestehenden Texter, déi Géigestand vun dëser Kodifikatioun sinn, fanne just da statt, wa se noutwendeg sinn, fir eng redaktionell Kohärenz an déi gesammelt Texter ze bréngt respektiv fir verschidden Texter méi kloer, verständlech an implizit ze maachen.

Här President, wat dëse Gesetzesprojet ubelaangt, erlaabt mer d'Aarbecht vum Statsrot besonnesch ervirzehiewen, well seng Stellungnahmen de Gesetzgeber op eng positiv a konstruktiv Aart a Weis an dësem imposante legislative Wierk guidéiert hunn. D'Aarbechtskommissioun huet dem Statsrot sengen Iwwerleeungen och zum grëssten Deel Rechnung gedroen, mat just e puer Ausnahmen, op déi ech spéider zréckkommen.

Esou énnnersträicht de Statsrot a sengem Avis ganz zu Recht, dass, am Géigesaz zum Zil vun den napoleonesche Coden, et bei dëser Kodifikatioun net ém eng generell Reform vun dësem wichtegen Deel vum Droit geet. D'Zil ass éischter méi bescheiden: D'Kodifikatioun soll sech dorop beschränken, fir déi aktuell Norm ze synthétiséieren a se an engem méi kohärente Plang ze presentéieren. De Statsrot ass awer der Meenung, dass dës Kodifikatioun et méi einfach an Zukunft wäert maachen, fir déi bestehend Inkohärenz auszemaachen an dës eventuell an enger zweeter Phas opzehiewen.

Kolleginnen a Kolleegen, wat d'Uwendung vun der Technik ubelaangt, proposéiert de Statsrot den initiale Gesetzesprojet liicht émzéännernen. Fir de Statsrot representéiert deen Artikel dat fundamentaalt Element vun der Struktur vun dësem Gesetz a vun engem Code. A senger Glidderung énnerscheet de Statsrot zwësche Partien, Bicher, Titelen, Kapitelen, Sektiounen an Artikelen. Esou goufen déi sou genannten „Énnertitel“ an „Énnertitounen“, déi mer am initiale Gesetzesprojet stoen haten, an däi neier Versioun vum Statsrot erausgeholl.

D'Kommissioun deelt hei d'Meening vum Statsrot, dass dës lescht Énnardeelungen net zur Kloerheet vum Text bâigedroen hätten. Dobái kënnnt, dass dës Énnardeelungen och am Géigesazu engem System vun dezimaler Numérotatioun stinn, wéi se am Text vun den Autore virgeschloen a vum Statsrot zréckbehale ginn ass. Bei sengen Énnardeelungen huet sech de Statsrot bei eisem franséischen Noper, e grousse Meeschter am Beräich vun der Kodifikatioun vun etlechen Droitsbranchen, inspiréiert.

Här President, am Statsrot senger Versioun vum Gesetzesstext ass et deels zu enger neier Andeeling vum Code komm. Esou sinn zum Beispill all déi Dispositiounen iwwert d'öffentlech Uerdnung, déi aus communautären Direktiven erausstiechen, an dat sou genannt éischt Buch geholl ginn. Am Statsrot senger Proposition iwwerhëlt dann dat éischt Buch all d'Dispositiounen iwwert déi individuell a kollektiv Aarbechtsrelatiounen.

Esou fanne mer an dësem Buch Titel wéi de Léiervertrag, de Contrat de travail an de Kollektivbezéiungen, d'Zäitaarbecht, den Détachement vun den Aarbechtskräfte souwéi och d'Studentenaarbecht, déi aus dem drëtte respektiv aus dem véierte Buch, wat d'Regierung proposéiert hat, erausgeholl goufen. Datselwecht gëllt fir d'Deelzäit beschäftegung, déi dat drëtt Kapitel vum zweeten Titel ausmëcht, deen iwwert den Aarbechtskontrakt handelt, sou dass och do eng Verschiebung komm ass.

Dat zweet Buch betréfft d'Reglementéierung vun den Aarbechtskonditiounen. Hei schléit de Statsrot vir, dat spezifesch Kapitel iwwert d'Aarbechtsdauer vun de Beamten erauszehuelen, well e groussen Deel vun dësen Dispositiounen mat deene vun den Aarbechter iwwereneestëmmt. Dést Kapitel wennt sech also un all Zort vun Travailleuren. Am Fall wou nach Énnerscheeder am Gesetz bestoe bleiben, gëtt den Uwendungsberäich vun deene spezifischen Dispositiounen entweder op d'Aarbechter oder op d'Beamte verwisen.

D'Aarbechtskommissioun begrésist hei d'Relevanz vun dësem Vorschlag vu Säite vum Statsrot, déi de Virdeel huet, elo schonn op eng gewëssen Aart a Weis dem ugekënnegten eenheetleche Statut vun den Aarbechtskräfte Rechnung ze droen. Esou wäerten déi gesetzlech Ännungen, déi sech an dësem Beräich an Zukunft eventuell ukënnegen, méi einfache realiséiere ginn.

Dat drëtt Buch vun däi neier Versioun vum Gesetzesprojet bezitt sech net némmen op Gesondheet a Sécherheet op der Aarbechtsplaz, mä och op hire Schutz, wéi énnner anerem de Schutz vun eise werdenden an nierende Mammen. Weider sinn och hei d'Dispositiounen vum Gesetz vum 20. Mee 1988 iwwert de Schutz vun den Aarbechter, déi chemeschen, physeschen oder biologesche Substanzen ausgesat ginn, erausgegraff.

Am véierte Buch geet et dann ém d'Personalvertriedung, wou et jo och wichtig ass, dass elo d'Gezetz vun 1974 an 1979 dran akorporéiert gëtt, a wou jo den Aarbechtsministère amgaangen ass, en Avant-projet fir den Dialogue social auszeschaffen.

Am fënnefte Buch, wou et ém d'Beschäftegung an d'Aarbechtslosegekeet geet, sinn d'Dispositiven iwwert d'Beschäftegung vun de Behënnerte souwéi och deene mat beschränkter Aarbechtsfäegkeet iwwerholl ginn.

Am sechste Buch fanne mer all déi Dispositiounen iwwert d'Organismen erëm, wéi zum Beispill d'Inspection du Travail, d'Administration de l'Emploi, de Fonds pour l'Emploi respektiv den Observatoire des Relations professionnelles et de l'Emploi.

Wat déi strofrechtech Dispositiounen ubelaangt, vertrëtt de Statsrot eng aner Siicht wéi d'Regierung, déi all déi Dispositiounen an engem Titel zesummefaasste wollt. De Statsrot réit vun esou enger Ze summeaussung of, déi de Lieser émmer erëm op aner Plaze verweise géif. De Statsrot réit zudeem, all déi Dispositiounen erauszehuelen, déi sech op d'Strofrecht en général bezéien, well déi schonn am Code pénal respektiv am Code criminel stinn.

Här President, den urspréngleche Projet hat eng relativ breet Opfaassung vum Aarbechtscode virgesinn. Hei goufen nämlech all déi Texter mat erageholl, déi direkt oder indirekt d'Aarbechtsbezüinge betreffen. Aus dëser Optik géif de Code op eng integral Aart a Weis verschidde Gesetzesstexter iwwerhuelen, déi zu groussen Dealer iwwer ganz aner Sparte vum Droit géifen handelen, wéi zum Beispiel de Congé parental, den RMG fir déi behënnert Leit, d'Gesetzgebung iwwert d'Ofgaben an d'Saisien oder och déi speziell Congéen.

Mir hunn an der Kommissioun dës Siicht vum Statsrot gedeelt an d'Meening vertrueden, dass een Abstraktioun vun all deenen Dispositiounen maache sollt, déi direkt näischt mam Aarbechtsrecht ze wësse wéini dat Gesetz ophält, amplaz dass do steet: Dat ass eng Durée pour trois ans, an da muss hie fir d'éischt nosiche goe wéini dat Gesetz dann och a Krafft getrueden ass.

Ech wëll awer och drop agoen, wat dës Kéier am Code d'Datumslimitatiounen ubelaangt: Esou ass et just eng Dispositioun, déi do zielt,

jéineg an de Code erageholl ginn, déi sech konkret op dës Spart vum Droit bezéien.

De Statsrot proposéiert am Artikel 4 vum Gesetzesprojet eng Dispositioun mat eranzebrengéng, déi virgesait am Fall vun enger Gesetzesänderung all zesummenhängend Dispositiounen am Code de plein droit mat émzéännernen. D'Kommissioun begrésist dëse Vorschlag ganz besonnesch, well dës Restrukturatioun vum Aarbechtsrecht de groussen Virdeel huet, dass an Zukunft all Ännunge vun enger Dispositioun am Aarbechtsrecht eng bannend Ännierung am Aarbechtscode mat sech bréngt. An der Vergaangenheit ass et des Öfters virkomm, dass verschidden implizit Émzéännerng vum Aarbechtsrecht net richteg erkannt goufen, well hei nei Gesetzer agefouert goufen, déi d'Aarbechtsrecht eigentlech némmen indirekt beträff hunn.

Esou wollt ech hei, och am Numm vun der Aarbechtskommissioun, den Opruff un de President an un d'Conférence des Présidents maachen, fir dass si eiser Kommissioun an Zukunft e Rapport oder zumindest pour avis alles dat ginn, wou de Projet vum Code du Travail mat impliziert ass an enger Ännierung, wéi zum Beispill an der Familljepolitik oder an der sozialer Sécherheet.

Kolleginnen a Kolleegen, de Statsrot énnnersträicht a sengem Avis, dass d'Uwendung vun enger Partie Dispositiounen am Aarbechtsrecht zäitlech begrenzt ass. Dobái kënnnt, dass oft déi Fristen, déi an deene Gesetzer virgesetzung, d'Budgetsgesetz verlängert gi sinn; fir némmen dat Beispill ze nennen. Am Statsrot sengen Ae stellt dëst eng gewëssen Onsécherheet duer, well ee sech hei muss op dat eent oder dat anert Budgetsgesetz bezéie fir d'Uwendbarkeet vun deene betrefenden Dispositiounen ze kennen.

Aus dësem Grond plädéiert de Statsrot dofir all déi betreffend Dispositiounen am Code op d'Lee ze huellen, awer gläichzäiteg hir Zäitlimite ze sträichen. Der Kommissioun no betrëfft dëse Vorschlag vum Statsrot de Fong vun deene betraffene Moossnamen a politesche Verträg, woubái dës ganz oft énnner schwierigen Emstänn négoziéiert goufen, a wou d'Zäitlimite eng Haaptroll gespilt huet. Hei si besonnesch verschidde Moossnamen aus der PAN-Législatioun ervirzehiewen.

D'Zäitlimité sinn an dësem Fall Bestandteil vun deem ausgehandelten Tripartite-Accord. Ganz oft konnten an der Vergaangenheit ganz wichtig Neierungen a Fortschritte am Beräich vun der sozialer Gesetzgebung erreicht ginn, well déi deementsprechend Dispositioun an enger éischter Phas zäitlech begrenzt gouf.

D'Propositiounen, déi de Statsrot an dësem Kontext mécht, hinn an den Ae vun der Aarbechtskommissioun awer do eng ganz Rei vu Répercussions, déi just dat an der Kodifikatioun ervirzehien. Heiduerch gëtt et nämlech vläicht méi schwéier an Zukunft nei Léisungen ze fannen, déi d'Sozialpartner mat der Regierung aushandeln. Mir géife proposéieren op en anere Faktor zréckzekommen.

Nodeem mir als Kommissioun all déi Saache begutachtet hinn, hu mer proposéiert, dass mer och an Zukunft sollen Zäitlimitatiounen eraushuelen an e festen Datum an déi Gesetzer aschreiwen, well een et doduerch dem Utilisateur vum Code méi einfach mécht direkt ze wësse wéini dat Gesetz ophält, amplaz dass do steet: Dat ass eng Durée pour trois ans, an da muss hie fir d'éischt nosiche goe wéini dat Gesetz dann och a Krafft getrueden ass.

Wichteg ass elo och, dass all déi Institutione wei d'Gewerbeinspektion, d'École supérieure du Travail sech awer och schonn direkt mat deem Code ausenanner setzen, fir dass si sech ab dem 1. September och mat deem neie Code familiari-

an dat ass konkret den Artikel L. 311-11 vum Regierungstext. Do geet et nämlech iwwert d'PAN-3-Gesetz iwwert d'Referenzperiod an den Organisationsplan vun der Aarbecht, dat op den 31. Juli 2007 limitiert ass.

Virun dësem Datum soll och eng Bewärtung vun de Konsequenze vun dësen Dispositiounen op de Lëtzebuerger Aarbechtsmaart geomach ginn. Dést gëtt an deem neie Projet dann elo virgesinn als den L. 211-11, als ganz Unitéit, wou dann och deen Datum wäert mat drastoen.

Här President, ech wollt nach bemierken, dass de Statsrot eng Partie Dispositiounen am Gesetzesprojet richtegegestallt huet fir de constitutionnelles Imperative Rechnung ze droen. De Statsrot huet zu deem och eng Opposition formelle ugedroht, am Fall wou d'Chamber hiren Ännunge keng Rechnung géif droen. Zum Beispill fanne mir hei am Text op verschidde Plazzen - an dëst am Géigesaz zu deene constitutionnelles Dispositiounen - ministeriell Reglementer, fir némmen déi als Beispill ze ginn, déi och haut net méi déi Valeur hu wéi virdrun. De Statsrot huet déi duerch groussherzoglech Reglementer ersat. D'Kommissioun gëtt hiren Accord zu dësen Ännungern.

Am Text vum Statsrot gëtt och proposéiert den Amendementer vun der Regierung Rechnung ze droen, wou drasteet, dass all déi Gesetzer, déi mer virun e puer Woche respektiv gëschter gestëmmt hinn, och elo nach sollen nodräglech iwwer e Règlement grand-ducal an de Code agebaut ginn. An datselwecht gëllt och do - ginn ech emol dervun aus - fir dat Gesetz, wat mer de Métteg nach wäerte stëmmen, wat och seng Implikatiounen op de Code du Travail huet. Do fält och nach des Weideren d'ATT-Gezetz drënner, wat mer virun dräi Woche gestëmmt hinn, well dat muss och iwwert de Règlement grand-ducal an de Code du Travail inkorporéiert ginn.

De Code u sech trëtt den 1. September 2006 a Krafft, well mer dann och de Leit d'Méiglechkeet gi sech domat ausenanner ze setzen ier en da voll do ass.

E grousse Merci wëll ech deenen zoustännege Beamten am Aarbechtsministère soen an dem Sekretär vun der parlamentarescher Kommissioun fir déi Sisyphusaarbecht, déi si hate fir dëse Code an d'Realitéit émzesetzen. E grousse Merci och un all d'Kolleggen an der Aarbechtskommissioun fir déi flott Zesummenaarbecht.

Vill Leit stelle sech elo d'Fro firwat elo nach e Code du Travail gestëmmt gëtt an net gewaart gëtt bis de Statut unique do ass. Nieft dem Statut unique kënnnt jo och nach d'ITM-Reform, déi jo schonn zwoo respektiv dräi Joer énnereewen ass, an déi Tripartite-Moossnamen, déi de Minister gëschter zum Schluss vun eiser Sitzung nach ugekënnegt huet an Enn dës Joers émgesat solle ginn; datselwecht gëllt fir verschidde EU-Direktiven.

Mä mer sinn awer der Meenung, dass et elo dorëms geet fir keng Zäit ze verléieren, an dass et wichtig ass elo dee Code op de Maart ze bréngen, well och an deenen anere Coden, ob dat de Code civil, de Code pénal oder de Code de la Route ass, och do komme kontinuéierlech Ännungen. Well e richtege Moment gëtt et net fir ze soen: Elo kënnne mer et maachen, well elo hu mer ee Joer Rou bis et erëm zu Ännunge kënnnt. An dofir si mir der Meenung, dass de Code du Travail, wéi en elo ass, gutt ass, an dass en zum jëtzegen Zäitpunkt nach Realitéit gi soll.

Wichteg ass elo och, dass all déi Institutione wei d'Gewerbeinspektion, d'École supérieure du Travail sech awer och schonn direkt mat deem Code ausenanner setzen, fir dass si sech ab dem 1. September och mat deem neie Code familiari-

séiert hunn, an dass et net zu kontradiktoreschen Aussoe kénnt.

Weider ass et wichteg, an de Minister huet eis versprach, dass dat bis den Hierscht do wier, dass och elo e Code réglementaire kénnt, wou all déi Reglementer, déi nach mussen a viguer sinn, no därselwechter Numérotatioun, just mat engem „R“ amplaz engem „L“ virdrun, an d'Realitéit émgesat ginn, fir dass si et méi einfach hu fir do-mat ze schaffen.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech sinn dovunner iwwerzeeg, dass d'Chamber a grousser Zuel désem wichtegen neie Code du Travail wäert d'Zoustémung ginn.

Ech soen lech Merci fir Är Op-miersamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Als éische Riedner ass den honorablen Här Marcel Glesener ageschriwwen. Här Gle-sener!

Discussion générale

M. Marcel Glesener (CSV).- Merci, Här President, fir d'Wuert. Kolleeginnen a Kolleegen, de Marc Spautz huet der Chamber elo hei e mëndleche Rapport gemaach, deen de schréfleche Rapport ergänzt. Hien huet dat op eng brillant Aart a Weis gemaach, sou datt hie praktesch alles gesot huet, sou datt et mir am Numm vun eiser Fraktioun schwéier wäert falen nach eppes wesentlech Neies hei ze soen.

Ech wëll awer dräi Remarqué maachen zu deem Projet. Et ass rich-teg, datt eng Kodifizéierung vum Aarbechtsrecht émmer méi nout-wendeg ginn ass a praktesch on-verzichtbar ginn ass. De Marc Spautz huet drop higewisen zu Recht, datt während deene leschte 35 Joer eist Aarbechtsrecht on-wahrscheinlech evoluéiert huet. D'Gesetzer hunn al Gesetzer of-geännert, ergänzt, a Fro gestallt, iwerschafft, esou datt et praktesch net méi méiglech war den Iw-herbléck ze behalen, wat dann elo an deenen eenzelne Gesetzer iw-wert d'Aarbechtsrecht wierklech aktuell wär oder net. Et huet ee missen an enger ganzer Rei vu Ge-setzer nokucke fir déi Uwendungen dann erëmfannen.

Hei e Beispill: Gëschter hu mer am Numm vun de Sociétés européennes am Matbestémungsgesetz wesentlech Punkten ofgeännert an ergänzt. Wann een elo dat aalt Mat-bestémungsgesetz kuckt, da fénnt een dat mat Sécherheet net erém, well et net dran ass. Esou datt et noutwendeg ass, datt awer jiddereen en connaissance de cause kann Décisiounen huellen, datt et noutwendeg ass, datt effek-tiv dat Aarbechtsrecht ee fir alle Mol elo kodifizéiert gëtt an och deementspriechend, esou wéi de Rapporteur elo gesot huet, ergänzt gëtt an ajoutéiert gëtt, datt ee per-manent den Iw-herbléck huet iw-wert déi lescht Bestémung.

Dofir war et richteg, datt den Aar-bechtsminister no laangen Diskus-sioune gekuckt huet - an déi Dis-kussioune si scho virun 1999 ugaangen, wéi den Här Biltgen nach net Aarbechtsminister war - fir onbedéngt dorop hinzuwerken, datt mer ee fir alle Mol dat Aar-bechtsrecht géife kodifizieren. An no laangen Diskussiounen huet de Minister dann och deklaréiert, datt et ee vu sengen Haaptobjektive wier dat bestoend Aarbechtsrecht ze kodifizéieren. Dat huet dräi Joer laang gedauert an dat war wier-kech eng Benediktineraarbecht, déi do gemaach ginn ass fir sech do an déi Gesetzer eranzeschaffen, fir ze kucke wéi dat ausgesi soll. An et war en Team vun enger Rei Juristen a Beroder, déi dann endgültig déi nei Fassung vun där kodifi-zierter Form vum Aarbechtsrecht hei presentéiert huet.

An ech géif am Numm vun eiser Fraktioun an och als President vun

eiser Kommissioun deene Leit mam Minister Merci soen, déi déi Aarbecht do gemaach hunn, déi wierklech beispielhaft war a mat Sé-cherheet e ganz schwierigt Unter-fange war.

Ech wëll dann zweetens soen, datt d'Resultat dann ugekénegt ginn ass vum Minister, hie géif dann dee Projet nach virun de Wahle vun 2004 déposéieren. Dat war knapps ugekénegt. Dunn ass hien - dat wëll ech nach eng Kéier bemerkern - öffentlech ganz vehement kriti-séiert ginn. Et ass gesot ginn, datt de Minister eng Geleeënheet géif verpassen, fir wichteg Reformen an d'Aarbechtsrecht mat anzaban-nen an esou dat op d'Iaang Bânk ze schécken an ze schieben.

Bon, dat war jo net den Zweck an net d'Ursaach fir déi Kodifizéie-rung, fir elo nach wesentlech Re-formen ze maachen, mä et ass jo drëm gaangen, fir effektiv déi be-stoend Gesetzgebung an eng Form ze bréngen, dass se iwver-siichtlech wär, sou datt all déi Kritiken, déi deemoos un den Aar-bechtsminister geriicht gi sinn, virun allem och vu Gewerkschafts-leit vun enger bestémmer Gewerkschaft, mat Sécherheet net ubruecht waren.

Gutt, de Minister huet sech awer net découragéiere gelooss an hien huet de Projet op den Instanzewee ginn. A mir hunn dann, och mat Héllef vum Statsrot, deen eng we-sentlech Aarbecht geleescht huet, et färdeg bruecht, nach rechtzäi-tek virun dëser Summerpaus, dee Projet net némmen op den Instan-zewee, mä och hei zu engem Of-schloss ze bréngen. Ech géif also nach eng Kéier op d'Wichtegkeet vun deem Projet hiweisen an ee Merci soen un de Rapporteur an och un all déi Leit, déi matgehol-ten, dee Projet hei ze réalisérie-en.

Dann ee lescht Wuert nach, well de Rapporteur vun der Émsetzung vun Direktive geschwat huet, wëll ech och op eppes hiweisen, wat mer schwéier um Mo a schwéier um Häerz läit, dat ass d'Ratifikation vun der Sozialcharta vum Eu-roparat.

Mir hunn 30 Joer laang gebraucht - dat ass scho bal e Skandal -, bis 1992, fir déi Sozialcharta hei am Parlament ze ratifizéieren. Mir ginn dobausse gären esou e gutt Bei-spill vu mustergültigen Europäer, mir ginn och ville Länner a ville State Lektiounen, wéi se sech solle wierklech verhalen an Europa, an et huet awer 30 Joer laang gedauert, bis Lëtzebuerg et färdeg bruecht huet, praktesch als leschte Memberstat vu 44 Länner, déi Sozialcharta vum Parlament ratifizéieren ze loossen.

Mir hu virun zwee Méint dat zéng-jähregt Bestehe gefeiert vun der rektifizéierter Sozialcharta. Ech mengen, et ass blamabel, dass mer et bis haut nach net färdeg bruecht hunn, dee Projet op den Instanzewee ze ginn. Et ass net d'Schold vum Aarbechtsminister, mä et ass eng kollektiv Vernoléis-segung vun den Obligatione vun eiser gesamter Regierung.

An ech géif effektiv hei en dréngende Wonsch ausdrécken an dat énnerstétzten, wat de Chambers-president virun zwou Wochen nach an engem Bréif un de Statsminister gericht huet, fir dach endlech virun ze maachen an hei dee Projet vun der Ratifikation, vun der revidéierter Sozialcharta op den Instan-zewee ze ginn, fir datt Lëtzebuerg net zu deene leschte fénnef State vu 46 gehéiert, déi et nach net färdeg bruecht hunn, fir déi Sozialcharta ze ratifizéieren.

Dat gesot, nach eng Kéier, Här Mi-nister, Kolleeginnen a Kolleegen, ginn ech selbstverständleg d'Zoustémung vun der CSV-Frak-tioun zu deem Projet, deen de Marc Spautz hei presentéiert huet.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Glesener. Den nächste Riedner ass den honorablen Här Calmes.

M. Emile Calmes (DP).- Här President, erlaabt mer am Numm vun eiser Fraktioun dem Rapporteur fir sái schréflechen a mëndleche Rapport hei ze félicitéieren. Deem ass näisch méi bázefügen an ech géif och am Numm vun ei-ser Fraktioun den Accord bréngen. Merci.

M. le Président.- Merci, Här Calmes. Den nächste Riedner ass den honorablen Här Castegnaro. Här Castegnaro, Dir hutt d'Wuert.

M. John Castegnaro (LSAP).- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Merci och dem Rapporteur fir de schréflechen a mëndleche Bericht. Besonnesch an deem mëndlechen huet hien et färdeg bruecht déi néideg Prezisioonen an Detailer ze liwweren, wat den Inhalt an den Opbau vum Code du Travail ubelaangt. Et ass domat och däitlech ginn, dass mat deem Vote iw-wert déi Projeten hau e Regelwierk geschaf gëtt, wat alle Leit zegutt kénnt, déi an iergender Form mam Aarbechtsrecht konfrontéiert sinn.

Hei ass wierklech gutt Aarbecht geleescht gi vun all deenen, déi un der Kodifizéierung bedeilegt wan-ren. An dobäi sinn déiselwecht Leit schonn zénter enger gudder Zäit amgaangen - dat ass hei ervirge-strach ginn - d'Kodifizéierung vun de Reglementer och virzebereeden oder souguer geschwénn of-zeschléissen.

Ech wëll deenen anonyme Mataar-bechter um Code - well dár goufen et jo och e ganze Koup - Merci soen, geneesou deenen aus dem Ministère du Travail, mä beson-nesch dem Statsrot, dee jo oft hei kritiséiert gëtt, deen an deem prezi-se Fall hei Feinaarbecht ge-leescht huet an domat d'Liesbar-keet an d'Transparenz wesentlech verbessert huet.

Wann och mat Recht behaapt gëtt, dass et sech beim Code du Travail wéineger ém e politescht, awer do-fir méi ém en technesch Wierk handelt, da stëmmt dat némme be-déngt.

Et stëmmt, dass mam Code keng politesch Veränderungen am Senn vun Ofbau oder Verbesserungen an och keng negativ Flexibiliséierung virgeholl ginn.

Et stëmmt awer och, dass et eng politesch Décisioun huet misse-sinn, also och politesche Wëllen noutwendeg war, fir endlech e Code du Travail hei virun dat héicht Haus ze bréngen, a Form vun deene Projeten, déi mer elo ken-nen.

Erlaabit mer eng perséinlech Be-mierkung zu deem Ganzen, an dat net ouni Emotioun, well ech fir mech selwer farnen, dass d'Verabschidung vun deem Gesetz - fir mech jiddefalls - en historesche Moment bedeit.

Firwat? Ma well ech zénter menger zäertlechster Jugendzäit - an ech schwätzen do vun dár Zäit vun 1961 un - als jonke Gewerkschafts-militant a jonke Gewerkschafts-funktionär ugefaangen hunn, praktesch an alle Rieden, d'Kodifizéierung vum Aarbechtsrecht ze fuer-deren, geneesou wéi meng Ge-werkschaft an aner Gewerkschaf-ten dat gemaach hunn.

Firwat? Ma well mir fonnt hunn, dass d'Bierger e Recht hunn déi Gesetzer, déi si betreffen, op eng Aart a Weis présentiéiert ze kréien, déi et hinne méiglech mécht se ze iwersinn an ze verstoen, d'Ze-summenhang ze gesinn, fir dass se hir Rechter - an d'Gesetzer - jo gemaach, fir dass se Rechter kréien - an natierlech och hir Flich-ten op eng liicht verständlech an erkennbar Aart a Weis zoudedroe kréien.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Glesener. Den nächste Riedner ass den honorablen Här Calmes.

Dëse Code du Travail - an duerno ergänzt iwwert de Code vun de Re-glementer - muss natierlech per-manent ugepasst ginn un all nei gesetzlech a reglementaresch Bestémung - dat ass och scho gesot ginn. Alles, wat also mat Aar-bechtsrecht ze dinn huet, muss sech dann do erémfannen. An d'O.P.A.-Gesetzgebung an deene Punkten, déi ech gëschter genannt hunn, zielt genesou dozou, wéi d'Sociétés européennes oder den Index an anerer och.

An dat énnersträcht, dass de Code, wéi all Code, eppes ganz Lieweges ass, wat also net eng Kéier votéiert gëtt an da starr wäh-ren Joren oder Jorzséngte bleift, mä lieweg ass an deem Senn, dass Changementer, déi antrieben - an de Rapporteur huet dat éineschters émschriwwen -, sech musse méiglechst schnell an deem Code erémfannen, fir dass en „up to date“ ass, dass en also deenen Eausfuerderungen an Erwaar-dunge gerecht gëtt, déi dann elo un e gestalt ginn.

An et geet awer elo och drëm - an ech riichte mech do ganz beson-nesch un den Aarbechtsminister -, dass dee Code du Travail beson-nesch de Salariéen zougänglech gemaach gëtt. Déi Professionell op Patronssäit oder d'Affekoten an anerer hu kee Problem, fir sech esou e Wierk unzeschafen an ze wëssen, wou se et fannen. Mäi Wonsch wär deen, dass den Aar-bechtsminister sech Gedanke mécht, wéi mer et färdeg bréngen, dass d'Mass vun de Leit, also d'Salariéen, déi an alleréischter Linn vum Code beträff sinn, deen Zugang erluchtet kréien.

An dobäi soll ee sech net op eLuxembourg oder eLëtzebuerg beschränken. De Statsrot huet zwar iergendwou gesot, dass den Internet déi beschte Plaz wär, wou een den Abléck kénnt kréien, mä dat géif awer bedeiten, dass mer, trotz alle Fortschritte, déi mer bei eLëtzebuerg gemaach hunn, ém-mer nach e Koup vu Leit vum Zugang géifen ausschléissen.

An dofir sollt een e Wee sichen, wéi een et am beschte ka maachen; an dat zesumme mat de Gewerkschaften, mat de Beruffscham-beeren, déi och do eng Responsabili-téit hu fir iwwer eventuell Begleet-material, ob dat elo Handbicher, Vademecum oder wat och ém-mer nach ass, déi Lektür ze vereinfachen, ze erklären, zesummenfaassen, fir dass effektiv jiddefalls déi Méiglechkeete kritt, déi mer am Code du Travail, als e wesentlech Handwerksgeschir fir d'Salariéen a fir all déi aner, gesinn an och gären hätten, dass et esou fonction-niert.

Erlaabit mer aus menger Siicht, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Projet de loi ass d'Endresultat vun enger enormer Aarbecht - et ass scho gesot ginn -, eng Aarbecht, déi all bestehend an och zukünftig Ge-setzer, déi sech mat Aarbechts-recht beschäftegen, soll regrup-péieren, kodifizéieren, an dëst no engem ganz klore System. Mä ech denken, datt deen Effort, dee ge-leescht ginn ass, gradesou grouss ass wéi deen, deen nach weider an Zukunft wäert ze leeschte sinn - et ass och schonn haut hei gesot ginn -, wat d'Kodifizéierung ubelaangt vun deenen nächsten, dat heescht vun deenen zukünftege Projeten.

Dozou wëll ech ganz kuerz an enger Minutt just dräi Remarqué maachen a mech och op dës dräi Remarqué beschränken.

An Zukunft heescht dat, datt bei all zukünftigem Projet de loi, wou an iergendger Form d'Aarbechts-recht mat impliziéiert ass, sief et an engem bestehende Gesetz wat of-geännert gëtt oder sief et an engem neie Gesetz, d'Aarbechts-kommission sech mat désem Sys-tem vu Kodifizéierung muss be-faassen. Iwwert de Wee vun der Aarbechtskommission gëtt dann och herno d'Kodifizéierung à jour gehalen.

Dést verlaagt dann och eng enk, oder vläicht méi eng enk Kollabo-ratioun téschent de verschidene Ressorten. Or, mir hunn et elo schonn e puer mol erlieft a ver-schiedenen Aarbechtsgesetzer, datt et munchnol u Koordinatioun gefeiert huet respектив d'Aarbechts-kommission net fir hiren Avis gefrot ginn ass oder heiansdo im Nachhinein gewuer ginn ass, datt eppes geschafft ginn ass, wou mir an der Aarbechtskommission net emol doriwwer informéiert gi wa-ren.

Wéi zum Beispill, ech nenne just e puer Ressorten, mat deene mer, mengen ech, an Zukunft am meeschten zesumme schaffe müssen an deem Kontext vun der Kodifizéierung: Dat ass d'Economie, d'Formation professionnelle, awer och d'Sécurité sociale oder d'Santé.

Zweete Remarque: Dës Kodifizéierung mécht némme Senn, wa se och direkt accessibel ass fir all Salarié - an enger aktualiséierter Form - oder all Concerneierte vun deem Aarbechtsgesetz. Dat ass net on-wesentlech, well de Code du Tra-vail ass ebe par définition eppes wat permanent changéiert a wat och permanent adaptéiert gi muss.

Wichteg ass - an do riichten ech mech och un den Aarbechtsminister -, elo eng Informatiouncampagne ze lancéieren, fir datt all Concernéierten oder potenziell Concernéierte Bescheed weess iwwert déi verschidde Méiglechkeeten, déi an Zukunft existéiere wäerten, wou ee sech dann och ka klug maachen iwwert de Stand vum Aarbechtsrecht, sief et iwwer Internet, Legilux oder och nach aner Méiglechkeiten.

Drëtt a lescht Remarque: Wichteg ass et elo, fir wierklech jiddferengem et méi einfach ze maachen, datt datselwecht an esou séier wéi méiglech och mat deene Reglementer geschitt, an dat virun allem um Niveau vun de Reglementer wou een dach awer nach séier wéineg den Duerchbléck esou einfach huet.

Voilà, dëst gesot, Här President - ech hat gesot ech géing dat an enger Minut maachen -, wéll ech den Accord vu menger Fraktiouen ginn an dem Rapporteur Merci soe fir séi Rapport.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. D'Wuert huet elo den Aarbechtsminister, den Här François Biltgen. Oh, pardon, den Här Jaerling!

M. Aly Jaerling (Indépendant).- Ech hat gemengt, Dir hätt dat ebe gesot.

M. le Président.- Här Jaerling, ech hat lech net gesinn, well Der an Diskussioune waart.

(*Interruption et hilarité*)

M. Aly Jaerling (Indépendant).- Här Minister, ech sinn haut fei mat lech, de Mueren nach, de Mëtten net méi.

Bon, Här President, Merci dem Här Rapporteur fir sain explizite Rapport. Mä ech wéll awer och net vergiessen, dem Här Ali KAES Merci ze soe fir säi Rapport vu gëschter. Ech hat dat gëschter vergiess, an ech wéll déi Geleeënheet hei awer net verfeelen, fir dat haut awer nozehuelen - soss mécht hie mer erém en Ouer doënneñ an der Buvette.

(*Hilarité*)

Dëst ass e Gesetz, wat technesch ass a wat némnen zum But huet, eng Panoplie vu Gesetzer vum Aarbechtsrecht an engem Code ze vereenegen. Esou kénnt een dat am Fong mat einfache Wieder soen.

Mä et ass net esou einfach, et stécht wahnsin neg vill Aarbecht derhannert, an duerfir ass et och wichteg, dass all déi Leit, déi dorunner geschaft henn, besonesch och d'Beamten, emol Merci gesot kréie fir déi Aarbecht, well dat war net esou evident.

Dëse Code mécht souuel de Salarié wéi och de Betriber et méi einfach fir sech an dår grousser Welt vum Aarbechtsrecht erémfannen an och fir d'Aarbechtsrecht ze interpretéieren. Ech wéll awer hei drop pochen - an ech henn dat och schonn an der Kommissioune gesot -, dass et muss selbstverståndlech sinn, dass, wann dëse Code du Travail fäerdegg ass, en all Salarié an all Betrib gratis muss zougänglech gemaach ginn, well dann eréischt ass et och e Recht, wann all Salarié an all Betrib e ka kréien.

An ech wéll dës Geleeënheet och net verfeelen, Här Minister, fir nach eemol un eng Fuerderung vu mir ze erënneren, fir och eng zentral Stell ze kreéieren, wou d'Salariéen Zougang zu alle Kollektivvertrag kréien, dat souuel fir déi betreiblech, déi sektoriell wéi och besonesch déi allgemeng verbindlech, well vill Salariéen einfach keng Méiglechkeet henn, fir un hire Kollektivvertrag ze kommen.

Am Gesetz vum 24. Mee 1989 steet wuel dran, dass all Salarié

misst deen Dag, spéitstens deen Dag wou hien an e Betrib anträtt, e Contrat de travail kréien, mä et steet net dran, dass dat och fir d'Kollektivvertrag gültig ass. Dat heescht, hie kritt wuel e Contrat de travail, mä hie kritt vum Patron net automatesch e Kollektivvertrag ausgehändegt. Ech mengen, dat misst och onbedéngt e Recht fir de Salarié ginn, sief et, dass entweder d'Aarbechtsgesetz esou ausgleucht gëtt, dass hien d'office ee muss vum Patron kréien, oder sief et, dass dofir gesuergt gëtt, dass all Salarié awer e Recht kritt, dass hien iergendeng Plaz huet, wou hie kann un dee Kollektivvertrag kommen, deen hie betrëfft.

Dat misst e Recht sinn, an duerfir wéll ech nach eng Kéier dorunner appelléieren, an och dass mer eng Kéier misste kucken, fir do eng Méiglechkeet ze schafen, dass dat och fir all Salarié e Recht gëtt, dass niewent dem Code du Travail och all Salarié kann e Recht op säi Kollektivvertrag henn.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Elo huet den zoustännege Minister, den Här François Biltgen, d'Wuert.

M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.- Merci, Här President. Sot mer direkt wéi vill Minuten ech henn.

(*Hilarité*)

M. le Président.- D'Regierung huet zéng Minuten.

M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.- Da wäert ech mech drun halen, Här President.

M. le Président.- Dat wier ganz léif.

Une voix.- Juppi!

M. le Président.- D'Chamber ass lech dankbar.

M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.- Dir Dammen an Dir Hären, ech wéll awer och mam Merci un de Rapporteur, de Marc Spautz, ufänken, deen et hei wierklech a kuerzen an a verståndleche Wieder fäerdegg bruecht huet, de Prinzip vum Code ze erklären. Well dat kléngt ganz einfach, mä et ass, wéi et schonn e puermol gesot gouf, net émmer einfach fir jiddferengem dat ze erklären. Mir wäerten och doudsécher eng Informatiouncampagne esou oder esou maachen, fir de Leit eben ze erklären, wéi dat an Zukunft fonctionnéiert. An da ginn ech jo dovunner aus, dass deen een oder deen anere vun lech, ugefaange mat Ärem Rapporteur, dem Marc Spautz, och do matmaache wäert, fir dat heiten énert d'Leit ze bréngen.

Ech muss éierlech soen, dass a mengem politesche Liewen deen heitegen Dag mat ee vun deene schéinstens ass, well dat heiten eppes ass, wat ech mer direkt

1999 virgeholl hat, wéi ech Aarbechtsminister gouf, ze maachen, an elo hu mer et duerchgesat. D'lescht oder d'verlësch Woch stoung am „Lëtzebuerger Land“ en Artikel: „Codex aureus imagunculae“. Dat heescht: De goldene Code vum klänge Bildchen. Ech muss soen, ech henn dat als éierevoll emfonnt, well dat heite wierklech eppes ass, wat mer ganz vill Freed mécht, dass mer dat maachen.

An et ass eng laangjähreg Fuerderung gewiescht. Ech mengen, de John Castegnaro huet vu senger Erfahrung geschwat - hien ass jo laang derbäi - fir dat ze fuerderen. De Marc Spautz huet hei déi grouss Éier eigentlech och eppes mat kénnen ze realiséiere wat säi Papp, eisen Éierechamberspresident, och émmer an därselwechter Zäit gefuerert huet. Dat heescht, et ass émmer erém gefuerert ginn an et huet laang gedauert, bis dass

mer et elo endlech henn. An et war och net einfach dat ze maachen.

Ech wéll dofir - et ass schonn e puermol anonym gesot ginn - déi Leit och hei ernimmen, deenen ech vill ze verdanken henn, dass mer dat esou hei elo do stoen henn. Dat waren déi dräi Consultanten, déi ech consultéiert hu fir Iddien ze kréie wéi mer sollen un déi Saach erugoen: Dat war de Romain Schintgen, eise Riichter op der Cour de Justice, ale Mataarbechter vum Haus, dat war de Marc Feyereisen, dee jo vill an deem Domän aktiv war an deen éischt Virstellungen heizou schonn hat, déi ech fonnt hat am Haus, op deene mer da weidergeschafft henn, an dat war de Rémy Schwartz aus dem franséische Conseil d'Etat, deen dee Spezialist a Frankräich ass vun der Kodifikatioun. Mir henn eis also hei ganz franséisch inspiriéiere geolooss. Duerno hu mer déi Iddien émgesat.

An och do wéll ech Leit Merci soen: dem Maître Guy Castegnaro, deen hei praktesch all déi Klengaarbecht gemaach huet mat senge Leit, awer och de Leit bei mir am Ministère: virun allem dem Nadine Welter a sengem Mataarbechter, dem Gary Tunsch. Merci dem Statsrot, well hien huet eis wesentlech no vir bruecht. Merci awer dann nach eng Kéier och der Chamberskommissiouen, hirem Sekretär, dem Martin Bisenius, hirem Rapporteur an, ech mengen, wierklech all deenen Deputéierten, déi hei geschwat henn, well dat war alles gutt, wat se gesot henn, an, ech mengen, mat enger ganzer Partie Suggestiounen. Et war keng schlecht Suggestioun dobäi; ech wäert se all mat ophuelen.

A kuerze Wieder. Wat ass dëse Code? Dëse Code ass e Code-loi, also e Gesetz, a kee Code-compilation. Dat war deen éischt Problem, deen ech émmer erém hat, de Leit ze erklären, déi soten: Mä et gëtt jo Coden, wéi déi vum Service central de Législation; hei ginn et Coden, do ginn et Coden. Dat si keng richteg Coden: Do sinn d'Gesetzer hannereneen opgerefert ginn, mä et war keng Struktur dran.

Dat heescht, hei maache mer eppes, wat den Napoleon ugefaangen huet a wat a Frankräich elo métterweil ganz à la mode ass - bei eis eigentlech net vill -: Mir maachen e richteg Code, dee strukturéiert ass. Mir henn därf, ofgesi vun deenen ale Coden: Code civil, Code de Procédure civile, Code pénal, Code de Procédure pénale, ganz wéineg. Et fält mer just de Code des Assurances sociales eigentlech als déckt Dokument an, wat och esou strukturéiert ass. Mä an der neierer Zäit hu mer dat net méi gemaach. Dat hei ass also eng éischte Kéier, dass mer dat doten erém eng Kéier maachen.

D'Virdeeler vun deem Code sinn: 1. den Zougang, 2. d'Kohärenz.

Zougang doduerch, dass een an engem Buch ka bliederen, an dass een dat automatesch erémfénnt. A wa mer dat bis online hunn, dann ass et mam Suchautomat nach vill méi einfach sech do iwwerall erémfénnt, wou ee gären eppes hätt. Dat ass also fir d'Praktiker vum Recht extrem wichtig. A wann ech soe Praktiker vum Recht, denken ech net némnen un d'Affekoten; ech denken un d'Betriebschefen, ech denken un d'Gewerkschaftler. D'Delegatiounen, déi kréien also hei hir Aarbecht vill méi einfach gemaach.

Ech henn zu Paráis op der Uni geléiert - esou sot mäi Professer -: «Le droit doit être à la portée de la femme de ménage.» An dat ass eppes, wat mer oft erém vergiesen. Mir maachen esou kompliziert Texter, wou een eben de Problem huet, dass een emol net

weess, wou se stinn. Elo wësse mer, wou se stinn.

Kohärenz: Mir hu festgestallt, wéi mer dee Code hei gemaach henn, dass de Législateur all puer Joer erém hei eppes mécht an do eppes mécht a sech selwer oft net bewosst ass, dass seng Texter kénne kontradiktioresch sinn. Dat waren also e puer Punkten, op déi mer hei opmierksam gi sinn. Et war Kontradiktioun. Wa mer dat alles an engem Code henn, hu mer an Zukunft vill manner eng Gefor vu Kontradiktioun.

Also nach eng Kéier: Zougang a Kohärenz, dat sinn déi zwee wenslech Virdeeler.

D'Prinzipien, wéi mer et émgesat henn:

Droit constant, ganz kloer, mir henn hei náischt geännert. Mir hu missem Arbitragé maachen. Et därf een net e Code benotze fir Gesetzer ze ännern, soss gëtt ee souwéissou ni fäerdeg.

Zweetens, d'Numérotaion. D'Numérotaion huet zwee grouss Virdeeler. Si ass vläicht am Ufank net verståndlech, well mer net hei mat engem Artikel 1 ufärken, mä mam Artikel 111. Mä d'Numérotaion ass wichteg, well mer kénnen dee Code elo - et ass vum John Castegnaro gesot ginn e muss lieuen-duerch déi Numérotaion liewe loossen an erém nei Kapitelen draamaachen. An d'Numérotaion bréngt dann och erém eng Kéier vill méi Liesbarkeet eran.

Notamment och wat d'Reglementer ubelaangt. Well d'Reglementer, déi mer jo och wëllen am Hierscht iwwert d'Voie de règlement grand-ducal hei virschloen, déi kénne mer elo ganz einfach zesummebündelen. Dat heescht, ech huellen den Artikel 121-1 iwwert de Contrat de durée déterminée.

Deen huet e Règlement d'exécution. Elo kritt dee Reglement d'Nummer R. 121-1. Dat heescht, fir een, deen eppes nozesichen huet, dee weess ganz séier an Zukunft wou e Reglement komm ass a wou kee komm ass. Also, dat doten ass och ganz wichteg.

Dann ass natierlech och d'Legistik wichteg, dass mer hei versicht hu Saachen zesummenzemaachen.

A wat de Statut unique ubelaangt, hu mer elo hei eigentlech schonn de Statut unique. Mir hu just déi puer - am Droit du Travail sinn et der net esou vill - Énnerscheeder, wou notamment d'Employé-priveen en anere Regime hu wéi am Allgemengen, hei gekennzeechent, esou dass mer awer do schonn eng grouss Viraarbecht gelesen henn.

Eng Diskussiouen, déi mer haten, de Marc Spautz ass un déi erucomm, dat ass déi vum Champ d'application. Mir wollten e vill méi breet maachen, ebe fir de Rechtspraktiker méi Zougang ze ginn, wat si wäit oder breit géif interesséieren. De Statsrot sot: Neen, maacht dat net! Gitt do op de Core business vun lech zréck - dat ass also de Code vum Aarbechtsminister.

Gutt, ech mengen, dass mer domadder liewe kénnen. Et ass nach net alles geléist, mä mer kénnen domadder lieuen. De Virdeeler ass awerdeen - elo kommen ech drop zréck, wat d'Viviane Loschetter gesot huet -, dass et an Zukunft vill méi schwierig ass, dass den Droit du Travail court-circuitéiert gëtt. Mir henn émmer erém Gesetzer fonnt, déi CDDe verlängert hu géint d'Aarbechtsrecht. An dat ass a sektorelle Gesetzer geschitt, wou den Aarbechtsministère emol náischt dovunner matkritt huet. Dat ass an Zukunft net méi de Fall. Dat kréie mer an Zukunft besser énner Kontroll.

Wat mer hu missten, dat ass wéi a Frankräich Codes pilotes a Codes suiveurs. Déi léisen esou déi Problémer vum Champ d'application vun den enzelne Coden.

Dat heescht: Wat brauche mer? Mir brauche méi Coden. An ech hoffen op eng Décisioun, déi iwwregens

nach an der viregter Regierung geholl gouf, „better regulation“ huet déi geheescht, also „besser Gesetzgebung“. An därf Décisioun vun der Regierung steet dran, dass de Code du Travail en éischt Pilotprojekt wär, an dass een an Zukunft all déi aner Beräicher och kodifiziéiere soll. Da gëtt den Droit wierlech méi liesbar fir eis Leit.

Da mäi leschte Punkt: Wéi maache mer deen elo zougänglech? Et ass ganz kloer, dee Code trëtt den 1. September a Kraaft a mir wäerten och do eng Partie Publicitéit ronderém e maachen. Ech mengen, haut kréien déi mannste Leit mat, dass mer do dee Code gemaach henn, well mer virun der Vakanz sinn a well awer nach vill aner Saache méi diskutéiert gi wéi dése Code.

Wichteg ass fir e Code, dee lieft, dass mer e vun Ufank un - an do sinn d'Gespréicher scho gelaf - mam Service central de Législation iwwert de Wee vu Legilux zougänglech maachen. Well dee lieft jo, dat heescht, deen ass jo net figéiert, an dee muss dann émmer erém do consultéiert ginn. Mir sinn amgaang fir eise Ministère en neie Site ze maachen, eisen ass net ganz brillant, muss ech als ehemalegen eLëtzebuerg-Minister soen. Mir sinn amgaang en neie Site ze maachen. Do maache mer dann och Linke mat Legilux. Mä an Zukunft kritt een dann iwwer Legilux den direkten Zougang dozou.

Legilux - also de Service central de Législation, besser gesot - wäert selbstverständliche och eng Partie Pabeiverstiounen op de Maart ginn, wéi et eben och elo scho bei anere Publikatiounen de Fall war. Also, do si mer och mat dem Service central de Législation amgaang ze kucken.

An da ginn ech dovunner aus, dass d'Chambres professionnelles, an esou wäit ech op d'mannst d'Chambre des Employés privés kennen, sinn déi schonn amgaang - ech henn net mat hinne geschwat, mä ech weess awer wéi aérde déi sinn -, fir och egee Bro-schüren ze maachen.

Well da kénnt jo nach eppes Neies: Den Droit, d'Gesetz selwer muss jiddferengem zougänglech sinn.

Mä d'Commentaireen dozou, wat dat bedeit, och wat d'Jurisprudenz bedeit, dat ass eng intellektuell Aarbecht, déi Auteure maachen. An ech hu mat vill Satisfaktiouen festgestallt, dass métterweil - géif ech mengen, well et ass elo nach en neit Buch erauskomm - op d'mannst eng hallef Dosen Auteuren am Droit du Travail schaffen, wat jo och flott ass. Och dat ass eppes, wat eppes Zousätzleches bréngt.

An ech mengen déi, déi och wäerte versichen dat un hir Leit ze bréngen, dat sinn eis Gewerkschaften, déi jo Centre-de-formatiounen henn, do wäerten d'Déléguierten dat scho gewuer ginn. Selbstverständliche wäert ech och mat der École supérieure du Travail schwätzen, dass och do esou séier wéi méiglech dat do weidergeet.

(*Coups de cloche de la Présidence*)

Här President, et sinn zéng Minuten a zwou Sekonne vergaangen. Ech halen elo op. An da wéll ech dem Här Marcel Glesener soen, dass ech dat vun der Sozialcharta mathuelen. Dat ass eng Saach, déi den Aarbechtsminister net eleng ka maachen, mä mir wäerten et op den Ordre du jour vun engem nächste Regierungsconseil setzen.

Ech soen lech Merci.

Ordre du jour

1. Communications
2. 5595 - Proposition de révision de l'article 10 de la Constitution
3. 5596 - Proposition de révision de l'article 16 de la Constitution
(Déclaration de recevabilité)
4. 5533 - Projet de loi
 - 1) relatif à la lutte antitabac;
 - 2) modifiant la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;
 - 3) modifiant la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;
 - 4) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 concernant la sécurité et la santé des travailleurs au travail;
 - 5) abrogeant la loi modifiée du 24 mars 1989 portant restriction de la publicité en faveur du tabac et de ses produits, interdiction de fumer dans certains lieux et interdiction de la mise sur le marché des tabacs à usage oral

(Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale - Discussion générale - Amendements - Votes et dispense du second vote constitutionnel - Motion - Résolution)

4. 5558 - Projet de loi portant renforcement des structures de direction des administrations fiscales
(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

5. 5346/5420 - Projet de loi portant introduction d'un Code du Travail (suite)
(Vote et dispense du second vote constitutionnel)
6. 5518 - Projet de loi portant
 1. transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique;
 2. transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;
 3. modification des articles 8 et 13 de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées;
 4. abrogation de l'article 6 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum

(Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi - Discussion générale)

7. Hommage à Monsieur Niki Bettendorf
8. Projet de loi 5518 (suite)
(Discussion générale - suite - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

9. Demandes en naturalisation

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Fernand Boden, Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo et Claude Wiseler, Ministres.

Début de la séance publique à 14.31 heures

M. le Président. - D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen? Här Minister, huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Mars Di Bartolomeo, Minstre de la Santé et de la Sécurité sociale. - Neen, Här President.

1. Communications

M. le Président. - Ech hu folgend Kommunikatiounen ze maachen:

«Notre amour de la liberté ne doit pas nous entraîner à ignorer les problèmes qu'engendrent ses abus.»

Avec cette citation du philosophe Karl Popper, à la fin du débat sur le rapport intitulé «Allégations de détentions secrètes et de transferts

Commission temporaire du Parlement européen sur l'utilisation alléguée de pays européens par la CIA pour le transport et la détention illégale de prisonniers; ainsi que M. Terry Davis, Secrétaire général du Conseil de l'Europe.

Ont été présents à cette troisième partie de la session ordinaire de 2006 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe qui s'est tenue à Strasbourg, du 26 au 30 juin 2006: M. Marcel Glesener, Président de la délégation, MM. Norbert Haupert et Jean Huss ainsi que Mme Anne Brasseur, suppléants. Se sont excusés: Mme Lydie Err, Vice-Présidente, et M. Charles Goerens, membres effectifs.

Lors de cette session Mme Brasseur a été nommée Vice-Présidente de la Sous-commission de la jeunesse et des sports de la Commission de la culture, de la science et de l'éducation.

Après l'ouverture de la première séance de cette troisième partie par le discours du Président de l'Assemblée, M. René van der Linden, il est procédé à la vérification des pouvoirs des nouveaux membres de l'Assemblée, à l'adoption du procès-verbal de la réunion de la Commission permanente à Moscou en mai 2006 ainsi qu'à l'approbation du rapport d'activités du Bureau et de la Commission permanente.

Ensuite l'Assemblée est passée à l'ordre du jour, dont les autres points culminants des huit séances ont été les suivants:

- mise en œuvre de la Résolution 1480 (2006) sur la contestation des pouvoirs de la délégation parlementaire d'Azerbaïdjan;

- relations extérieures du Conseil de l'Europe;

- élection de Mme Päivi Hirvelä, au titre de la Finlande, comme juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme avec mandat du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2013;

- élection de Mme Isabelle Berro-Lefevre, au titre de Monaco, comme juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme avec mandat du 27 juin 2006 au 26 juin 2012 et

- élection de M. Giorgio Malinverni, au titre de la Suisse, comme juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme avec mandat du 19 janvier 2007 au 18 janvier 2013;

- contribution de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) au développement économique en Europe centrale et orientale avec l'intervention de M. Jean Lemierre, Président de la BERD;

- droits fondamentaux des migrants irréguliers avec l'intervention de Mme Nouzha Chekrouni, Ministre déléguée auprès du Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération du Maroc, chargée des Marocains résidant à l'étranger;

- liberté d'expression et respect des croyances religieuses avec le discours de M. Recep Tayyip Erdoğan, Premier Ministre de la Turquie;

- suivi du Troisième Sommet des chefs d'État et de Gouvernement des États membres du Conseil de l'Europe (Varsovie, 16-17 mai 2005) avec

a) la mise en œuvre des décisions du Troisième Sommet,

b) les migrations, les réfugiés et la population dans le cadre du Troisième Sommet,

c) la priorité à la coopération culturelle;

- les parlements unis pour combattre la violence domestique con-

tre les femmes avec l'intervention, entre autres, de Mme Yakin Ertürk, rapporteur spécial des Nations Unies sur la violence contre les femmes,

- position de l'Assemblée parlementaire à l'égard des États membres et observateurs du Conseil de l'Europe n'ayant pas aboli la peine de mort,

- évolution de la procédure de suivi de l'Assemblée (mai 2005-juin 2006),

- la prévention des incendies de forêts et

- liberté académique et autonomie des universités.

Au cours de cette troisième session de 2006 l'Assemblée a pu suivre

- la communication du Comité des Ministres faite à l'Assemblée parlementaire par M. Alexandre Grouchko, Ministre adjoint des Affaires étrangères de la Fédération de Russie et

- l'allocution de M. Sergueï Mironov, Président du Conseil de la Fédération de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie.

En plus se sont tenues deux discussions selon la procédure d'urgence: l'une sur la réforme constitutionnelle en Bosnie-Herzégovine et l'autre sur les conséquences du référendum au Monténégro.

L'Assemblée a adopté dix recommandations et onze résolutions en rapport avec les sujets à l'ordre du jour.

«D'après la loi des dominos, la région dans son ensemble pourrait basculer dans une spirale dangereuse.»

Avec ces mots Monsieur Vuk Drašković, Ministre des Affaires étrangères de la Serbie, a appuyé sa mise en garde contre le fait que des puissants de ce monde pourraient proclamer sur le territoire de la Serbie un nouvel État albanais dans les Balkans, le Kosovo. Les Serbes du monde entier, et pas seulement en Serbie, percevaient une telle décision comme une humiliation nationale et des forces politiques rétrogrades prenaient probablement le pouvoir à Belgrade. Pour celles-ci, l'UE, les Etats-Unis et l'OTAN sont des ennemis. Le ministre a aussi précisé que suite à une telle décision la Serbie remettait en cause sa demande d'adhésion à l'Union européenne.

Bien que la capture du général Ratko Mladić soit une condition indispensable pour les négociations sur l'adhésion de la Serbie à l'UE, M. Charles Goerens, Président honoraire de l'Assemblée et copariteur pour la Serbie de la Commission de suivi de l'Assemblée du Conseil de l'Europe, a déclaré lors d'une conférence de presse commune avec M. Drašković avoir été frappé au cours d'une récente visite à Belgrade par le refus des jeunes Serbes de servir d'otages à la capture de Mladić.

À la première partie de la 52^e session de l'Assemblée le l'Union de l'Europe occidentale, qui a eu lieu à Paris du 19 au 21 juin 2006, le Luxembourg a été représenté par le Président de la délégation, Monsieur le Député Marcel Glesener, et Monsieur le Député Charles Goerens, Membres effectifs, ainsi que par le Député Monsieur Norbert Haupert, Membre suppléant, les membres Mmes Lydie Err et Anne Brasseur ainsi que M. Jean Huss s'étant excusés.

Les principaux thèmes figurant à l'ordre du jour de la susdite session ont été

- les nouveaux défis d'une politique européenne étrangère, de sécurité et de défense commune – Réponse au rapport annuel au Conseil,

- les relations entre l'Assemblée de l'UEO et le Parlement européen,

- les aspects de la PESD – Réponse au rapport annuel au Conseil,

- l'opinion publique et la mission Althea: un an après,

- la sécurité et la stabilité dans la région méditerranéenne,

- les forces européennes en Afghanistan: leçons à tirer,

- les régimes de pensions dans les organisations coordonnées,

- projet de budget de l'Assemblée pour 2006 – Avis du Conseil,

- la recherche en matière de sécurité en Europe – Réponse au rapport annuel au Conseil,

- le déploiement d'armements dans l'espace,

- le rôle de la Force de gendarmerie européenne et

- la non-prolifération des armes de destruction massive.

En outre, l'assistance a pu suivre

- au cours de la première séance de lundi après-midi les discours

- de M. Pierre Masseret, Président de l'Assemblée,

- de M. Karel De Gucht, Ministre des Affaires étrangères de la Belgique, Président entrant du Conseil de l'UEO et

- de M. Seppo Kääriänen, Ministre de la Défense de la Finlande, représentant la Présidence entrante de l'UE;

- au cours de la deuxième séance de mardi matin le discours

- de M. Vuk Drašković, Ministre des Affaires étrangères de la Serbie;

- au cours de la troisième séance de mardi après-midi les discours

- de Mme Dora Bakoyannis, Ministre des Affaires étrangères de la Grèce,

- de M. Hikmet Çetin, Haut représentant civil de l'OTAN en Afghanistan;

- au cours de la quatrième séance de mercredi matin l'intervention

- de M. Hendrik Daems, Président de la Commission des relations extérieures de la Chambre des représentants belge, représentant le Président de la Chambre.

L'Assemblée a adopté lors des quatre séances de cette première partie de sa 52^e session 2 directives et 10 recommandations au Conseil.

2. 5595 - Proposition de révision de l'article 10 de la Constitution

5596 - Proposition de révision de l'article 16 de la Constitution

Déclaration de recevabilité

Esou wéi den Artikel 57 (1) vum Chamberreglement et virgesäit, hunn d'Fraktojunspräsidente sech dofir ausgeschwät, dass d'Revisionsvirschléi 5595 a 5596 iwwert d'Artikelen 10 a 16 vun der Verfassung fir recevabel erkläret ginn.

Ass d'Chamber domat averstanen?

Une voix. - Jo, Här President.

M. le Président. - Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zur Diskussiou vum Projekt de loi 5533. D'Riedezäit ass nom Modell 3 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Stein, den Här Bettendorf, den Här Huss, den Här Gibéryen, den Här Jaerling, d'Madame Arendt an d'Madame Brasseur. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projekt de loi, déi honorebel Madame Lydia Mutsch. Madame Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

3. 5533 - Projet de loi**1) relatif à la lutte anti-tabac;****2) modifiant la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat;****3) modifiant la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;****4) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 concernant la sécurité et la santé des travailleurs au travail;****5) abrogeant la loi modifiée du 24 mars 1989 portant restriction de la publicité en faveur du tabac et de ses produits, interdiction de fumer dans certains lieux et interdiction de la mise sur le marché des tabacs à usage oral****Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale**

Mme Lydia Mutsch (LSAP), rapportrice. Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn haut ganz frou, dass ech als Rapportrice dëse Projet an och de Rapport vun der Kommission iwwert d'Lutte antitabac ka virstellen. Et ass e Sujet, dee mir perséinlich um Häerz läit, an ech sinn och virun allem ganz zefriden iwwert d'Evolutioun vun dësem Projet an iwwert déi Adaptatiounen a Verbesserungen, déi mir als Chamberskommissiou konnten era;bréngen.

Dass Fëmme schiedlech ass, dass Fëmmen ofhängig a krank mécht, ass gewosst. Méttlerweil gëtt et émmer méi Etüden, déi och bewiesen, dass dat passiüft Fëmme, d'Anootme vum Tubaksdamp vun deenen aneren, extrem schiedlech ass. D'Weltgesondheetsorganisatioun geet dovunner aus, dass Leit, déi regelméisseg a jorelaang dem Tubaksdamp ausgesat sinn, net némnen eng zwou- bis dräifach erhéichte Probabilitéit hunn, fir chroneschen Houscht, Bronchiten oder Asthma ze kréien, mä och vill méi e grosse Risiko droen, fir Longekribs ze kréien. Och virun deem Hannergrond ass de Projet de loi 5533 iwwert d'Lutte antitabac ze gesinn.

Et geet virrangeg drëms, fir den Tabagisme passif ze bekämpfen, an et geet virrangeg drëms, fir déi Jonk virum Tubak ze schützen an ouni falsch Moral oder gehuewene Fanger en Émfeld ze schafen, dat si dovunner ofhält, fir iwwerhaapt mat Fëmme unzefänken. Mir müssen alles drusetzen, fir ze verhënneren, dass weider Leit, a virun allem jonk Leit, an d'Fal vun der Tubakssucht geroden. Ech si ganz optimistesch, dass dëse Projet de loi dozou bäidréit an erreecht, dass d'Netfëmme émmer méi d'Norm gëtt an d'Fëmme scho bei deene Jonken net méi als cool, mä als einfach net méi zäitgeméiss ugesi gëtt.

D'Fëmme soll an därt Logik net als Genoss oder als Senn ugesi ginn, déi ee sech emol gënne kann oder och net gënnt, well dat ass et nämlech net. Fëmme soll als dat ugesi ginn, wat et ass: eppes wat ofhängig mécht an eppes wat krank mécht.

Mat dësem Gesetzesprojet iwwert d'Lutte antitabac kënnt Lëtzebuerg verschiddenen internationale Verflchtungen no. Eist Land ännert net némme säi bestehend Tubaksgesetz vun 1989, mä mir setzen och mat dësem Projet d'Direktiv 2003/33/CE iwwert d'Publicitéit fir Tubaksproduiten ém. Eise Projet

geet an deem Zesummenhang méi wäit wéi dat, wat vun der Direktiv virgesinn ass, well mer virrangeg deenen Emergementer nokomme wëllen, déi mer viru gutt engem Joer mat der Ratifizéierung vun der Kaderkonventioun vun der Weltgesondheetsorganisatioun agaange sinn.

Dës OMS-Kaderkonventioun, déi Lëtzebuerg de 16. Juni 2003 énnerschriwwen huet an déi mer hei an der Chamber de 4. Mee d'lescht Joer gestëmmt hunn, war an ass en Engagement, fir mat engem ganze Package vu méigleche Measuren den Tabagisme ze bekämpfen. Et si verschidden Handlungsfelder, déi ugeschwat ginn, zum Beispill: de Schutz vun de Mineuren, de Verbuet vun der Publicitéit, d' Verfügbarkeet vun den Zigaretten am Allgemengen, d'Protektioun vun den Non-fumeuren, net némmen, mä och op der Aarbechtsplaz, d'Präisser vun den Zigaretten, d'Tubakssteier an d' Begleitung vun de Fumeure beim Entzuch.

Mam virlerende Gesetzesprojet gi mer eis déi néideg legislativ Instrumenter, fir deene Verflchtungen, déi sech aus der OMS-Konvention erginn, och nozekommen. Souwält fir de Kader vum Projet de loi e bëssen ze émräissen.

Ech kommen dann elo zu den Detailler vun de Mesuren a Regelungen, déi am Projet de loi virgesi sinn. Fir d'éisch, fir nach ee Moment dobäi ze bleiwen, de Verbuet vun der Publicitéit. Wéi scho gesot, geet de Projet méi wäit wéi dat, wat an der Direktiv virgesinn ass. Duerch d'Direktiv an den 90er Joren iwwert d' „Télévision sans frontières“ ass schonn haut d'Publicitéit fir d'Tubaksproduiten op der Televiisoun verbueden. D'Direktiv 2003/33 imposiert e Verbuet fir d'Publicitéit fir Tubaksproduiten an de Printmedien, um Radio an um Internet, grad ewéi de Sponsoring an de Parrainage vu Manifestatiounen mat enger „dimension transfrontalière“.

De Projet de loi, ém deen et haut hei geet, féiert e globaal Werbeverbuet an, esou wéi dat am Artikel 13 vun der Kaderkonventioun vun der OMS virgesinn ass. Eng kleng Ausnahm wäerte mer bannent den ausgewisen Point-de-venté maachen, direkt do, wou d'Tubaksproduite verkauft ginn.

Wa mer dëse Projet de loi haut hei stëmmen, da bleiwe just nach Däitschland, Spuenien, d'Tschesch Republik an Ungarn, déi d'Direktiv net oder net komplett an nationaalt Recht émgesat hunn. Däitschland hat jo e Recours um europäesch Gerichtshaff géint d'Direktiv agereecht. No der Recommandatioun vum Avocat général un de Gerichtshaff, fir de Recours zréckzeweisen, huet Däitschland sech awer elo bereet erkläert, fir d'Direktiv émzeseten. D'Kommissioun huet géint all dës Länner Prozeduren engagéiert, freet Erklärungen a verlaagt eng konform Émsetzung. Gutt, dass mer do net dobäi sinn!

Wann all déi europäesch Memberstaten d'Direktiv émgesat hunn, da wäerten d'Énnerscheeder op deem Niveau an och den eventuelle Risiko vun enger Benodeeleung vun den Entreprisen an deenen entspreechende Länner, déi d'Émsetzung gemaach hunn, ganz verschwanden. Et bleibt, dass Lëtzebuerg nom Vote vum Projet méi eng streng Regelung wäert hu wéi seng Nopeschlänner. A grad do riwwer kann een zerfridde sinn; et ass positiv, dass grad an deem wichtegen a sensible Beräich Lëtzebuerg d'Roll vum Virreider iwwerhélzt. Ech hoffen a sinn iwwerzeegt, dass iwwer kuerz oder laang eist Beispill wäert Schoul maachen, sou dass émmer méi Länner op dee Wee wäerte goen.

De Verbuet vun der Publicitéit fir d'Tubaksproduiten ass wierklech e wichtegt a staarkt Signal. A wa gesot gëtt, dat hätt kee Wäert, fir d'Publicitéit ze verbidden, well den

Afloss oder d'Auswierkunge vun der Publicitéit net erwise wären, da muss ee sech wierklech froen, fir wat dann esou vill Entreprises esou vill Suen dofir ausginn. D'Äntwert ka jo jidderee sech da selwer ginn.

An Zukunft wäert et och - an och hei e ganz staarkt Signal - verbueden sinn, fir Tubaksproduiten u Jonker énner 16 Joer ze verkafen. Och dat ass eng ganz wichteg Measure, well se deene Jonken den Zougang zu den Zigaretten an dem Tubak erschwéiert a se hoffentlech drun hënnert, fir iwwerhaapt mat Fëmmen unzefänken. Et kann ee wuel argumentéieren - an dat wäert och kommen -, dass fir déi Jonk grad dat, wat verbueden ass, nach méi e Reiz huet. Dat ass net ganz falsch, mä wat ass d'Alternativ?

Wann een de Verkauf vun Tubaksproduiten u Jonker énner 16 Joer net verbitt, dann ass dat jo awer eng regelrecht Invitatioun. Den Tubak an d'Consommatioun vum Tubak gëtt weider banaliséiert, an da seet ee sech als Jonken: Et ka jo näisch Schlëmmes dru sinn! Mat deem Wëssen am Hannergrond ass et kloer, dass dann de Verbuet awer déi eendeteig besser Lösung ass.

Een zweete wichtegen a groussen Deel vun dësem Projet de loi betrifft de Fëmmverbuet op enger ganzer Rei vu Plazzen. Dorënner fallen énner anerem all öffentlech Gebailechkeeten a Gebaier, déi dem Stat, de Gemengen, engem Établissement public gehéieren, vun hinnen oder fir si géréiert ginn. D'Kommissioun huet eng Regelung fount, déi virgesait, dass och de Flughafen an d'Garen heirënner fallen.

Weider gëllt de Fëmmverbuet a sämleche Schoulgebaier an an der Enceinte vun deene Gebaier, an de Sportshallen, an de Galerie-marchandë grad ewéi an de Gebaier, wou Kino an Theateren dra sinn; och an de Wartesäll vu sämleche Gesondheetsberuffer a -servicer ass: D'éi ganz grouss Majoritéit vun der Populatioun steet hantert dësen neie Bestëmmungen!

En officielle Rapport huet, ee Joer no der Aféierung vun den Antitubaksbestëmmungen an Irland, Bilan gezunn. 96% vun den Ire fannen, dass dat neit Gesetz eng Réussite ass, énnert de Fumeure sinn et émmerhin 89%. Dat huet mech perséinlich gewonnert. 89% souguer vun de Fumeure sinn därt Meenung! Och an Italien, wou et zénter Ufank 2005 en Antitubaksgesetz gëtt, ass den Echo an der Populatioun ganz positiv. Et geet also!

Et ass meng perséinlich Iwwerzeegung, dass et zu Lëtzebuerg wäert d'selwecht goen. Dat weist och de Fait, dass entre-temps, an nach ier se vum Gesetz dozou obligeert sinn, och bei eis schonn eng ganz Rei vu Restauranté fräiwelleg „Non-fumeur“ affichéiert hunn. Dat beweist, dass et och zu Lëtzebuerg e grousse Potenzial u Clienté gëtt, déi dat appréciéieren a grad dowéinst verstärkt an déi fëmmfräi Restauranté wäerte goen.

Ganz besonnesch frou sinn ech, dass mer - zesumme mat den zoustännege Ministeren a Chamberskommissiounen - um Enn elo awer eng ganz gutt Regelung am Projet de loi hunn, wat de Lieu de travail ubelaangt, an dat souwuel fir de Secteur privé wéi och fir de Secteur public. Heino muss de Patron an Zukunft obligatoresch mat enger Obligation de résultat dofir suergen, dass hie säi Personal virun Zigarettendamp vun anere schützt. Iwwregens falen och d'Restauranten, d'Caféen an d'Discoen énnert déi Dispositiounen, déi elo mat alle Sozialpartner diskutéiert ginn an en musique gesat ginn, an e Règlement grand-ducal soll d'Detailmodalitéité gegebenfalls regelen, an dat ass och gutt esou.

Ech wollt op dëser Plaz d'Beispill vun der Spuerkeess ervirsträichen, déi net op de Vote vun dësem Projet de loi gewaart hunn an uganks dëst Joer 2006 e Fëmmverbuet an all hire Gebaier ausgesprach hunn.

Terrain? Do fonctionnéiert et ganz gutt an et gëtt akzeptéiert.

D'Fëmmverbuet gëllt och an de Caféen, déi Platen zerwéieren, an dat zu deenen Zäiten, wou gemen-gerhand - bei eis am Land zumindest - lessen zerwéiert gëtt, nämlech téscht 12 a 14 Auer mëtties an téscht 7 an 9 Auer owes. Et bleibt ze énnersträichen, dass dës restriktiv Bestëmmungen, och bei Restaurannten, net fir oppen Terrassé gëllen, wat virun allem elo am Summer vu ville Restaurateuren als Fro an de Raum gestallt gi war.

Et ass virun allem d'Regelung, déi d'Restauranten an d'Caféen betréfft, déi am Virfeld vun dëser Debatt fir vill Gespréichsstoff gesuergt hat. De Secteur vun der Horesca mécht sech Suergen, si géifen domadder e groussen Deel vun hirer Clientèle ganz einfach verléieren. Dobäi muss een awer fir d'éisch emol bedenken, dass, no den neisten Zuele vun der Fondation luxembourgeoise contre le cancer, iwwer 73% vun der Populatioun net fëmme. Iwwer 73% vun der Lëtzebuerg Populatioun fëmme net! Si hunn, menge mer, als Éisch e Recht, net müssen den Damp vun de Fëmmerten anzeootmen.

Doriwwer eraus kann een dovunner ausgoen, dass dës 73% - dat sinn émmerhi bal dräi Véirel vun der Population - éischter frou wäerte sinn, wann d'Restauranté fëmmfräi sinn an dass si bestëmmt duerch dës Regelung méi oft an de Restaurant gi wéi virdrun. An dat gëllt émsou méi, wa se Kanner hu fir matzehuelen.

D'Beispill vun Irland, dat jo zénter 2003 e generell Fëmmverbuet agefouert huet, weist, dass dat esou ass. Déi Responsabel vun de Restauranten a Pubé soten, si hätten zénterhier zwar wuel e klengen Deel vun hirer Clientèle verlier, mä dofir awer och eng nei Clientèle amplaz gewonnen. Dat Wichtigest dobäi ass: D'éi ganz grouss Majoritéit vun der Populatioun steet hantert dësen neie Bestëmmungen! En officielle Rapport huet, ee Joer no der Aféierung vun den Antitubaksbestëmmungen an Irland, Bilan gezunn. 96% vun den Ire fannen, dass dat neit Gesetz eng Réussite ass, énnert de Fumeure sinn et émmerhin 89%. Dat huet mech perséinlich gewonnert. 89% souguer vun de Fumeure sinn därt Meenung! Och an Italien, wou et zénter Ufank 2005 en Antitubaksgesetz gëtt, ass den Echo an der Populatioun ganz positiv. Et geet also!

Et ass meng perséinlich Iwwerzeegung, dass et zu Lëtzebuerg wäert d'selwecht goen. Dat weist och de Fait, dass entre-temps, an nach ier se vum Gesetz dozou obligeert sinn, och bei eis schonn eng ganz Rei vu Restauranté fräiwelleg „Non-fumeur“ affichéiert hunn. Dat beweist, dass et och zu Lëtzebuerg e grousse Potenzial u Clienté gëtt, déi dat appréciéieren a grad dowéinst verstärkt an déi fëmmfräi Restauranté wäerte goen.

Wat elo d'Gebailechkeete vu Stat, Gemengen an Établissements publics ubelaangt, esou steet am Text: «dans les halls et salles». Dës Formulatioun ass gewielt ginn, fir ze soen, dass all Espaces publics communs viséiert sinn, ausser eventuell déi individuell Büroen, déi de Législateur net primär viséiert huet. Si falen énnert d'Obligation de résultat de santé vum Employeur.

- Da weider an de Galerie-marchandies an do wou Liewensmëtteler verkaeft ginn;

- an de Restauranten an an de Salons de consommation vu Pâtisseries, mat der Méglechkeet, fir mat speziellen, strengen Oploen en Espace fumeur anzerichten;

- an de Cafés, déi Platen zerwéieren, an der Zäit téscht 12 a 14 Auer mëtties an téscht 7 an 9 Auer owes, mam generellen Hiweis, dass et op den Terrassé vu Caféen a Restauranté weider erlaabt wäert sinn ze fëmme.

Nach e Wuert zu den Avisé vun de Chambres professionnelles an deenen anere consultéierten Organismen. Hei kann ee vun zwou groussen Tendenzen schwätzen. Eng grouss Majoritéit vun Avisen - déi vum Collège médical, der Association des Médecins et Méde-

cins dentistes, der Fondation luxembourgeoise contre le cancer an der Union des Consommateurs, fir némme si ze nennen - ware ganz positiv wat d'Zilsetzung vum Projekt ugaangen ass. Au contraire, si hu souguer gläichzäiteg gesot, dass den initialen Text vum Regierungsprojet hinnen net wäit genuch geing goen, virun allem wat d'Bestemmunge fir d'Ariichtung vu Fumoiren an de Restauranten ugeet oder och wat de Schutz op der Aarbechtsplatz betrëfft. Dëse Kritiken, déi och am Conseil d'Etat sengem Avis formuléiert goufen, huet d'Kommissiou mat hiren Amendementer Rechnung gedroen.

Op där anerer Säit stoung a stet d'Meenung, dass d'Gesetz ze wäit géif goen, virun allem wat de Verbuett vun der Publicitéit ugeet, mä och a Saache Fëmmverbuett an de Restauranten an esou weider. Zu dëser Tendenz gehéiert och e minoritären Avis vum Statsrot souwéi d'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers. Och de Conseil de Presse hat verständlecherweis Bedenken, wat de Werbeverbuet betrëfft, verständlecherweis dowéinst, well bei der Publicitéit geet et ém eng wesentlech Source vun hire Recetten. Hei weist d'Entwicklung, wou mer histieieren, well d'Publicitéit an de Printmedié fält énnert d'Bestemmunge vun der EU-Direktiv.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer um Enn nach e puer Iwwerleeungen a mengem eegenen Numm mat op de Wee ze ginn. Iwwerleeungen, déi awer vun enger grousser Majoritéit vun de Membere vun der Santéskommisious gedeelt ginn.

Et ass schonn zénter enger Zäit hei am Land e Mentalitéitswiessel amgaangen. Dëse Projet de loi, iwwert dee mir haut diskutéieren, notzt, stäupt an énnertstz dëse Mentalitéitswandel. Émmer manner Leit fëmme bei eis am Land. Émmer méi Leit packen et, fir opzehale mat fëmme bei eis am Land, an émmer méi Leit, déi net fëmmen, insistéieren op hirem Recht, fir net musse passiv matzefëmmen. Si solle virrange geschützt ginn. Si solle gehollef kréien, fir zu hirem Recht ze kommen, nämlech op d'Recht op e gesond Liewensémfeld, net méi an net manner. Parallel dozou soll verhennert ginn, dass d'Leit a virun allem Jonker iwwerhaapt emol ufänke mat fëmme.

D'Émsetzung vun dësem Projet wäert eis all e Plus u Liewensqualitéit bréngen an eng grouss Akzeptanz an Énnerstzzung vu Säite vun der Population mat sech bréngen. Dat weisen d'Beispiller vun Irland an Italien ganz gutt, an dat weisen och d'Beispiller vun deene Restauranten an aner privaten an öffentlechen Acteuren hei zu Lëtzebuerg, déi schonn elo hei matmaachen.

Ech hu mer iwwregens vun enger ganzer Rei vu laangjährege Fuemeure soen a bestätige gelooss, dass si léiwer net géife fëmmen, an dass déi meesch vun hinne wéilten, si hätten ni ugefaangen. Si mengen och, wann et heiansdo net einfach wäert sinn, esou wäre si awer eigentlech heemlech vrou, dass si an Zukunft e bësse gezwonge ginn, fir manner oder guer net méi ze fëmmen.

Op där anerer Säit gëtt et awer och Leit, déi mengen, dëse Projet géif d'Fräiheit vun deenen Eenzelne beschneiden, mir géifen de Fuemeuren hire Pléséier net gënnen an esou weider. A mengen Ae sinn dës Kritiken net némme naiv, mä si droen der Gravitéit vum Problem net Rechnung a weisen e ganz grousse Mangel u Respekt vis-à-vis vun enger ganz grousser Zuel vu Leit, fir net ze soen der Majoritéit vun eiser Population.

Ech soen et hei nach eng Kéier, och op de Risiko hin, mech ze widheruelen: Fëmmen ass net einfach némme eng schlecht Gewunnecht, et ass net némme eng kleng Senn, déi ee sech heiansdo gënt, e klengen Pléséier. Fëmmen

ass ee Suchtstoff, deen extrem séier ofhängeg mécht an dee krank mécht - net némme deen, dee fëmmt, mä och déi Leit ronderém, déi dësen Damp musse mat anootmen.

D'Fräiheit vum Fëmmert fir ze fëmmen, wann ee bei enger Sucht iwwerhaapt vu Fräiheit ka schwätzen, hält do op, wou dem Netfëmmert seng Fräiheit a säi Recht op eng propper Loft ufánkt!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Mënsche si Gewunnechtdéieren, dat wësse mer.

(Hilarité)

Si si grësstendeels resistant géint all Changement, dee si zwéngt, eppes un hire Gewunnechten ze ännernen. Bis elo war et, bis op e puer Ausnahmen, normal, dass an öffentleche Gebaier, Caféen, Restauranten, iwwerall gefëmmt gouf. Elo muss ee sech, bis op e puer Ausnahmen, eben ém gewinnen. Munchem wäert dat méi liicht fallen, anere wäert dat méi schwéier falen. Et wäert eng Zäit brauchen, bis dat als normal ugesi gëtt, wat eigentlech scho laang esou misst sinn. Ech sinn iwwerzeugt, dass mir zu Lëtzebuerg ganz séier mierken a frou doriwwer wäerte sinn, dass dëst neit Gesetz eis Liewensqualitéit am Alldag ganz enorm wäert verbesseren.

Mäi Merci a meng Unerkennung als Rapportrice a Presidentin geet ofschléissend un eis ganz Santéskommisious, déi an dëser net einfacher Matière an a permanenter Presenz vum Gesondheetsminister a senge Mataarbeiter konstruktiv an engagéiert matgeschafft huet. Den Accord zu dësem Projet bréngen ech am Numm vun eiser ganzer Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Rapportrice. Als éischt Riednerin ass ageschriwwen d'Madame Martine Stein-Mergen. Madame Stein-Mergen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Stein-Mergen (CSV).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wann den Tubak géif haut entdeckt ginn, da géif weder seng Produktion nach säi Konsum toleréiert ginn oder och némme erlaabt ginn. Dat ass awer net de Fall.

Amerikanesch Indianer haten d'Kultur an de Konsum vun Tubak sät 2.000 Joer ongefíer kannt. Et war de Christoph Kolumbus, deen op Kuba Raacher fonnt huet, an hien huet den Tubak mat an Europa bruecht. Him goufen nämlech déi Zäit medikamentös Eegeschaften zougeschwat. Esou huet d'Maria vu Medici hir Kanner, wa se krank waren, mat Tubakspudder behandelt. Ech huuen un, dass déi, wéi déi Zäit d'Leit allegueren, och net ganz laang gelieft hinn.

(Hilarité)

Säit dem 16. Jorhonnert gëtt Tubak och an Europa ubebauet, a vun hei aus ass e virugaangen an Indien, a Japan an an all d'Länner vun der Welt. Dat war déi Zäit sécher eng "success story".

Am 17. Jorhonnert ass a Frankräich eng éischt Tax op den Tubak agefouert ginn - och dat huet also Geschicht -, an de Kinnek hat e Monopol op der Vente an op der Fabrikatioun.

Während der Franséischer Revolutioun 1791 ass dunn de Verkauf liberaliséiert ginn, mä den Napoleon huet schon 1811 erëm de Statsmonopol rétabléiert. Hien hat sécher erkannt, dass domat Geld ze verdéngé wier. Esou kann ee sech iren, an dat während Jorhonnerten!

(Interruption)

Eréischt an de spéide 60er Jore vum leschte Jorhonnert huet d'Medzin erkannt, wat fir Folgen de

Konsum vun Tubak huet, an ugefaang no Moossnamen ze froen. Mir kennen haut den Asaz vun der WHO an och vun der Europäischer Kommissioun, déi mat hirem Programm «Europe contre le cancer» net némme, mä och géint dës Pandemie ukämpft. Kolleginnen a Kollegen, nodeem d'Madame Mutsch hei an hirem excellente schriftechen a mëndleche Rapport ausenanergeluecht huet, wat fir eng Viraarbecht net némme vun der Kommissioun, mä och vun allen aneren Acteure geleescht ginn ass, dass mer dëse Projet haut kënne stëmmen, wäert Der verstoen, dass et keng Floskel ass, wann ech hir haut, am Numm vun onser Fraktioun, villmoos Merci soen.

Si huet et schonnes gesot: Et war der aktueller Regierung en Uleies, net némme d'Direktiv 2003/33 émzeseten, mä op dësem Gebitt eng vill méi restriktiv Politik duerchzéien, sou wéi dat am Regierungsprogramm festgesat war.

De Minister huet sech dann och mat ganz vill Asaz drugemaach, de Projet ze préparerieren, esou dass mer en am Januar dëst Joer an d'Kommissioun kruten. Wann een dat mat villen anere Gesetzer vergläicht, da kann ee soen, dat wier eng Rekordzäit, vu Januar bis Juli, besonnesch wann ee matkrit huet, wat fir e Gedäisch dëst Thema dobausse gemaach huet. Et gëtt en fait wéineg Gesetzer, iwwert déi esou vill an esou kontrovers diskutéiert a gestridde ginn ass.

Ech wéll lech e Beispill soen. Eng Zäit laang hutt Der am Google en Chatroom fonnt, wou iwwert d'Gesetz diskutéiert gouf. An ee vun den Chatter huet dann d'Population dozou opgeruff, op guer kee Fall méi engem vun de Membere vun der Santéskommisious eng Stërm bei de Wahlen ze ginn. Mä et war awer net erauszfannen, ob hie frottet huet, dass d'Gesetz net wäit genuch géif goen, oder ze wäit.

Dëse Projet huet ons Population oder Deeler dovun an zwee Campen agedeelt, déi Fanatesch-Dofir an déi hu sech dann och oft an ausgiebeg zu Wuert gemellt. Déi méi Gemässégt melle sech jo leider net esou oft. Ech sinn der Meenung, dass duerch dës Leit, och wann et némme e Brochdeel vun onse Matbierger ass, dat ganzt Gesetz zäitweis a Fro gestallt war. Mat Fanatismus kann ee keng Gesondheetsan och allgemeng keng Politik maachen.

Mir haten an dësem Zesummenhang och an onser Fraktioun eng Rei vu Sätzungen, an och bei ons ass zum Deel méi haart a méi hëtzeg iwwert dëse Projet debattéiert ginn. Mir waren ons all eens, dass d'Onkloerheet, wat fir eng Grondphilosophie de Projet eigentlech hätt, zu enger ganzer Rei Malen-tendü geféiert hat, esou wéi dat sech och an deenen éischten Avisé répercuteert hat.

Och déi Meenungen, déi een dobaussen esou opgefaangen huet, ware ráichlech konfus. Et ass notammt drëm gaangen, dass d'Fëmmeen op der Aarbechtsplatz widderpréchlech behandelt ginn ass.

Mir hinn ons dunn an der Kommissioun drugemaach, d'Spree vum Weess ze trennen, an aus dësen Diskussiounen, an Zesummenarbeit zwëschent de Ministere Biltgen, Di Bartolomeo a Wiseler, déi jo kompetent net némme fir de gesondheets- mä och fir den aarbechtsrechtlichen Deel sinn, ass et dunn zu deenen zwee énnerschiddelechen Undeeler vum Gesetz komm: deen een, dee sech ém d'Émsetzung vun der Direktiv an och d'Fëmmverbuett op verschidde Plazen ausspréch, an

deen aneren iwwert d'Handhabung vum Fëmmet op der Aarbechtsplaz. Ech wäert herno dorop zréckkommen.

Aus dësen Ursachen eraus, mä och énnner Berücksichtigung vu groussen Deeler vun den Avisen, déi erakom sinn, war also d'Gesetz émstrukturéiert ginn. Et ass fir ons elo haut kohärent, an Dir wäert all gesinn, dass et ons am Kampf géint den Tabagismus e grousse Schrëtt virubréngt.

Et ass jo net esou, Dir Dammen an Dir Hären, dass um Terrain nach náischt geschitt wier. A verschidene Spideeler, en fait, ech menge, an allegueren haut, gëtt et schonnes sät Joren d'Regel «Hôpital sans tabac», an ech kann lech soen, dass dat net esou ouni weideres iwwert d'Bühn gaangen ass virun zéng Joer, wéi dës Diskussionsioun zum Beispill bei ons am Spidol ugaangen ass. Ech kenne keng Plaz, wou d'Leit iwwert d'Folge vum Fëmme besser informéiert sinn a wou méi gefémmet ginn ass wéi an de Spideeler.

Dir hutt och schon all déi Leit gesinn, déi an oder vill méi virun de private Betreiber um Trottoir stinn, Summer wéi Wanter, an do hir Zigarett fërmenden. A ganz ville Boîte gëtt nämlech schon haut a scho laang net méi gefémmet. A ville Restaurants ass och schon haut net méi gefémmet ginn. Vill Restaurateuren hu scho vu sech aus an och op Demande vun hire Clientë Fumoiren ageriicht.

Une voix.- Dái meesch.

Mme Martine Stein-Mergen (CSV).- All dës punktuell Observatiounen féieren zu enger ganz wichtiger Feststellung: Iwwerall fëmmen ass net méi esou selbstverständliche, d'Rapportrice huet et scho gesot. Den Trend aus den USA, d'Fëmmeen ze verdäiliwen, huet och hei an Europa seng Friche gedroen, ouni awer bis elo déi Auswuchs mat sech ze féieren, wéi dat doiwwer de Fall ass. Wann et nämlech an de Vereenegte Staaten a verschidene State verbueden ass, a sengem Auto d'Fénster opzemaachen, wann een eng fëmmt, fir dass den Damp dobausse kee belästegt, freet ee sech, wat esou Moossnamen nach mam Schutz vum Netfëmmert ze dinn hinn, an ob et do net besser wier, d'Waffen op der Strooss am Platz d'Fëmmeen ze verbidden.

Une voix.- Ganz richteg!

Mme Martine Stein-Mergen (CSV).- Wann een esou wäit wéllt goen, Kolleginnen a Kollegen, da muss een de Verkauf vun Tubaksproduitié ganz einfach verbidden. Dat wéllt awer hei an elo keen.

(Interruptions)

Ech hoffen, dass mer ons heibannen alleguer eens sinn, dass, och wa mer ons hei iwwert déi Fortschrëtter freeën, déi duerch dat heitegt Gesetz zustane wärete kommen, et net därf hei bei ons an Europa zu därf Hexeuegd kommen, wéi dat an den USA a verschidene Staten de Fall ass.

Iwwert de Schutz vum Fëmmert a vum Netfëmmert ewech sollte mer duerch dëst Gesetz léieren, wéi ee sech kann énnernener eens ginn, fir een deen aneren net ze belästegen. Toleranz a Respekt sinn Zauberwörter, déi mer hei musse beméien.

Och op där anerer Extremitéit fénnt een Extremismus. Wien haut nach behaapt, Tubak wier iwwerhaapt net schiedlech, deem ass einfach net ze hellefen! Besonnesch falsch, awer heefeg zitéiert, ass och de Vergläch mam Alkoholkonsum, well vill Leit stéiert et anscheinend vill méi, wann een nieft hinne sëtz, deen ze vill gedronk huet, wéi wann een nieft hinne fëmmt. Nun ass et awer esou, dass deem enge sain Alkohol deem aneren náischt kann undoen, während mer sät ongefíer 15 Joer sécher wéss-

sen, dass passiven Tubakkonsum - „environmental tobacco smoking“ heescht dat op Medezinesch - och amstand ass, am richtigte Verhältnis déiselwecht Krankheeten ervirzerufe wéi beim Raacher.

Verschidde vun onsen Nopeschlänner hinn ons de Wee gewisen. Deenen engen hire war méi kategoresch, anerer hu méi labber Fëmmgesetzer gestëmmt a Moossnamen an d'Wee geleet, déi och ganz allgemeng op gutt Echoe gefall sinn.

Den Enjeu, ém deen et hei nämlech geet, ass derwäert fir pondéreréiert ze ginn. Mir hinn ons all an deene leschte Méint zesumme Gedanken driwwer gemaach, wéi ee fir onst Land d'Regele kann opstellen, fir éischtens méiglechst vill Jonker ze iwwerzeegen, net unzefänke mat fëmmen, méiglechst ville Raacher ze hellefen, fir opzehalen, an drëttens déi, déi net raaichen, optimal géint de passive Konsum ze schützen.

Deen éischt vun dësen dräi Punkten, Dir Dammen an Dir Hären, Här President, dat ass fir mech dee we sentlechen. Ech wäert en dofir och e bësse méi laang behandelen.

Wat fir Moossname sinn amstand ons Kanner dovun opzehalen, unzefänke mat fëmmen? Fir een, deen nach ni gefémmet huet, oder fir een, deen eng Kéier probéiert huet an deem et net geschmaacht huet, ass et einfach, iwwer Antitabaksmesuren ze schwätzen. Et ass awer vill méi schwéier fir domat opzehalen, wann een nun eemol ugefaangen huet - an ech weess vu wat ech schwätzen.

Dës Suchtproblematik ass sécher ähnlech wéi déi vun den Drogen, vun deene mer déi lescht Woch geschwat hinn. Och wann een de Risiko vun Alkoholismus, besonnesch wat d'Envergure vum Problem ubelaangt, net sollt énnerschätzen, esou ass de Suchtpotenzial vun der Zigarette - an d'Madame Rapportrice huet och schon dovunner geschwat, an ech soen express Zigarette an net Tubak - vill méi héich an duerhaus mat deem vun den illegalen Drogen ze vergläichen.

Mir haten déi lescht Woch gesot, dass haut den Haschisch net méi mat deem ze vergläichen ass, deen d'Hippié viru 35 Joer gedämpft hinn. A gradsou wier een naiv, wann ee sech net bewosst wier, dass d'Zigarettenhiersteller Potenzierungsmittel an aner Stoffer dem Tubak bämischen, fir esou schnell wéi méiglech eng Ofhänggekeet ervirzeruffen.

Une voix.- Très bien.

Mme Martine Stein-Mergen (CSV).- Den Trick ass och dann deen, déi Drogenhändler och uwenden, wéi se et mat de Kanner maachen: Fir d'éischt losse se probéieren, a wa se bis Gouté dru fonnt hinn, da gëtt d'Schrauf zugezunn an da gëtt den Dreck verkauft. Gradsou soll et mat verschidde Zigarettefirmen an der Drëtter Welt oflafen.

Dëse Message also, Accro ass Accro, dee musse mer kënne vermëttelen, well en 12-Jährige betreucht Longekriibs an Häerzinfarkt als eng Krankheet vum héijen Alter, woubäi ee muss wëssen, dass, och wann een dat mat 30 Joer kritt, fir en 12-Jährigen en 30-Jährigen een am héijen Alter ass.

(Hilarité et coups de cloche de la Présidence)

D'Bild vun de Laangzäitfolgen an de Schoulen ze zeechen ass also sécher net dat, wat wäert eleng an dësem Domän zu Resultater féieren. Am Iwwregen ass dësen Thema scho sät Joren e feste Bestandteil vun de Schoulprogrammer.

E sensibelt Unhiewe vum Präs vun den Zigarette respektiv eng Er schwéierung vun der Beschafung, an en allgemengt Émdenke vun der Bevölkerung.

D'Fémme soll als almoudesch, sténkeg an oncool gällen. Allgemeng gëtt enger soziologescher Approche méi Succès zougetraut wéi punktuelle Mesuren, wéi zum Beispill eng Offre de sevrage.

Ech wéll dofir awer d'Aide au sevrage net schlechtrieden, mä ech wéll hei de Point de vue vum Epidemiolog vertrieben: Hei geet et net ém den Eenzelnen, mä ém d'Pandemie.

Dat Émdenken hét vill Zait - d'Madame Mutsch huet et och scho gesot -, mä gewëssen Tendenzen an dës Richtung si festzestellen.

Déi aner Mesure gëtt an désem Gesetz unditungsméissig émgesat. De Verbuet vun der Vente u Jonker énner 16 Joer wäert et net onmëiglech, awer wesentlech méi schwéier maachen, sech Zigetten ze beschafen.

Och wann de Präs vun den Tubaksprodukten iwwert déi lescht Jore konstant an d'Luucht gaangen ass, wier eng substanziel Verdeierung vläicht e finanztechnesche Risiko fir onst Land, vläicht eng onzial Moosnam, well dann némnen déi Räich sech kënnnten Zigarette leeschten an déi aner net méi. Mä dëst wier wahrscheinlech vun alle Moosnamen déi effikast, net némme fir Jonker vum Tubak ewechzehalen, mä och fir e weidet Argument bei deene Leit ze bréngen, déi wëllen ophale mat fëmmen.

An England sinn d'Ufánker énnert de Jugendlechen eréischt dunn eroftgaangen, wéi de Präs vum Pak Zigaretten op aacht Euro émgerechent an d'Luucht gaangen ass. Affaire à suivre.

De Verbuet vun all Werbung, deen hei an onsem Gesetz wesentlech méi wäit geet, wéi d'eupræesch Direktiv et virschrifft, ass ganz sécher e Wee an d'Richtung vun der Onattraktivitéit vum Fëmmens.

Mir hunn an der Fraktioune och laang iwwert dése Punkt diskutéiert. Et ass e Fait, dass duerch e Werbeverbuet ons national Hiersteller wäerte benodeelegt ginn. Mir wëssen, dass d'Publicitéit mat den auslänneschen Zeitungen iwwert d'Grenz kënnnt an dass mer doru selwer náischt kënnnen änneren. Mä et gëtt Hoffnung: An deene leschte Woche kënnnt et an Däitschland - d'Madame Mutsch huet schonn iwwert d'Émsetzung vun der Direktiv geschwat, déi lescht Bastioun vun de Fémmobbyisten - zu allerhand Bewegung an désem Dossier, an et ass unzehuelen, dass och si deemnächst gesetzlech Moosname géint d'Tubakswerbung wäerten émsetzen.

Souwält d'Primärpreventioun. Wéi ass et mat der Sekundärprevention, dat heescht mam Sevrage? Dëst Wuert gëtt émmer erëm am Passiv gebraucht, mä en fait ass de Sevrage eng Aktivitéit, eng aktiv Prozedur, déi vum Sùchtege selwer duerchgezu gëtt. Wat mir kënnen ubidden, dat ass eng Hëllef beim Sevrage, sief dat a Form vu Ge spréicher, vu verschidde Medikamente, deenen hir Wirkung al lerdéngs net méi esou sécher ass, wéi et nach virun dräi Joer gesot ginn ass, mat enger Nikotinsubstitution oder awer enger Kombination vun dése Moosnamen. Et ass awer nach émmer de Patient selwer, deen de Welle muss opbréngen.

Fir dat ze maachen, brauch hie fir d'alleréischt emol déi richteg Argumenter. Et ass d'Aufgab vu sengem Dokter oder vum Beroder, fir dës Argumenter ze bréngen:

Mir wëssen, dass d'Fëmmens iwwer méi wéi 20 verschidde Weeë kann émbréngen oder krank maachen. En gros sinn et awer dräi Kategorië vu Krankheeten, déi d'Fëmmens no sech zitt: Déi eng si cardio-vasculaire: Arteriosklerose, Härzinfarkt,

Hireschlag, ass déi éischt. Dann hu mer d'Longekrankheeten: Insuffizienz, chronesch Bronchite, Emphysem; a schliesslech déi verschidde Kriibszorten.

E Fëmmert verléiert, statistesch wuelverstanen, ongefíer 20 bis 30 Joer Liewenserwaardung par rapport zu engem Netfëmmert. Ongefíer d'Halschecht vun de Raacher stierwen un de Folge vun hirer Sucht. Dat wésser mer haut. Dat misst eigentlech jidderee wéssen.

Bei «Europe contre le cancer», wou ech onst Land jorelaang am Grupp vun de Generaliste vertrueden hunn, ass awer festgestallt ginn, dass dëst Wëssen net duerget.

De Prozess, deen zum Sevrage féiert, ass bei jiddferengem anescht, an oft kënnnt dat verdrängtent Wëssen ém d'Gefor dann zum Virschäin, wann et engem net esou gutt geet. Et gëtt also fir den Dokter keng besser Geleeënheit wéi zum Beispill eng Bronchite, fir mat sengem Patient vum Sevrage ze schwätzen.

Duerfir ass an deene meeschte Fäll de Sevrage keen nationalen a kee Gruppphenomeen, mä opportunistesch, am englesche Senn vum Wuert, an individuell; e verleeft an e puer Etappen a féiert an ongefíer 30% déi éischt Kéier zum Zil; mä et kann ee jo nach eng Kéier probéieren, an dann nach eng Kéier.

Aus menger berufflecher Erfahrung weess ech och, an ech hunn et an der Kommissioun och gesot, dass et net wichtig ass, dass Substitutionproduiten iwwert d'Krankeese bezuelt ginn, well d'Létzebuerger Mentalitéit „Wat náischts kascht, dat ass náischts“ géing do zu engem weideren Hindernis féiere fir deen, deen da motiviéert wier. Hie spuert jo da vill Suen, wann en net méi fëmmt, sou dass e sech déi Patche ka kafen.

Iwwert dat passiivt Fëmm gëtt et dann och haut genee Statistiken - d'Madame Mutsch huet dat scho gesot. Wann een och am Eenzelfall net ka mat Sécherheet soen, ob e gewësse Patient net och Longekribs kritt hätt, wann hien net exposéiert gewiescht wier - och därt wäert et ginn a gëtt et -, kann ee sech op Statistike stäipen, déi ausokräfteg sinn.

Déi bescht Beispiller sinn déi vun de Kanner, déi an hiren Elterenhäiser dem Damp ausgesat sinn, déi kreïe méi heefeg Asthma; a Frae vu Männer, déi doheem fëmmen, déi kreïe méi oft Longekribs.

Et ass also ubruecht, alles ze maachen, wat dozou féiert, dass Netraacher an enger dampfräier Atmosphär këinne liewen a schaffen.

Aus dëser Ursach gesäit d'Gesetz dann ebe Fémmverbueder op verschidde Plaze vir, am Artikel 6. Op dee wäert meng Kollegin Nancy Arendt zréckkommen. Ahem!

Une voix. - Oh, Fëmmerten! (Hilarité)

Une autre voix. - Profitéiert, well dat ass och geschwé verbueden!

Mme Martine Stein-Mergen (CSV). - Am Gesetz sinn dann och Sanktione virgesinn, wann ee sech net un dës Regelen hält. Dat schéngt ons als CSV-Fraktion eminent wichtig, mä mir wëlle betounen, dass esou Restriktionen némmen da sénnvoll sinn, wa se och kontrolléiert a sanktionéiert ginn. Mir wäerten also déi praktesch Émsetzung vun dësen Artikale mat der néideger Spannung an Opmiersamkeet verfollegen.

En anere Punkt, wou mer kategorisch dofir agetrude sinn, dat ass, dass de Lieu privé aus désem Gesetz erausbleift. Et ass richteg, dass mer domat keen Afloss hunn an deene Fäll, wou zum Beispill Kanner an hiren Elteren hirem Gal-

lem sätzen, mä fir d'CSV ass Privat Privat, an esou Virschréfte wiere letztendlech och net ze kontrolléieren. Déiselwecht Positioun hu mer dunn och vertruede wat d'Altersheemer betréfft, wou d'Leit jo och wunnen, oder och zum Beispill de Prisong, wou d'Leit jo eigentlech och wunnen, wann och net ganz fräiwelleg.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den zweeten Deel vun onsem Projet handelt dann, wéi gesot, vun den Aarbeitsplazien. Dat sinn d'Artikel 16 a 17. Hei gëtt an engem méi weide Konzept eng Obligation de résultat de santé fir d'Patronen agefouert, fir déi privat an déi öffentlech. Wéi scho gesot, hunn déi zweete zoustänneg Minister sech mat vill Engagement drusat, fir dass d'Interferenzen téschent Fémmverbuet an Aarbeitsplazregelung op eng kohärent Aart a Weis an dëst Gesetz kënnnten englobéiert ginn.

Dat ass och elo de Fall. Et wäert de Patronen iwwerlooss bleiwen, fir op därt enger Säit ze verhënneren, dass Netfëmmerten am selwechte Büro wéi d'Fëmmerte sätzen an eventuell a sengem Betrib selwer ze campagnen an eng Aide au sevrage ze offréieren, well mer jo net därfé vergiessen, dass onst Gesetz fir de Schutz vum Fëmmert a vum Netfëmmert antrëtt.

Mir wollten och ee Moment heizou eng Motioun présentierien, hunn awer an der Diskussioun décidéiert, dat net ze maachen, well mer an ons Ministere Biltgen a Wiser vollt Vertrauen hunn, dass dës Moosnamen och wäerten zum gegebenen Zätpunkt kontroléiert ginn an dass dann eventuell aner Mesuré wäerte virgesi ginn.

Haut de Moien, léif Kolleginnen a Kolleegen, hate mer op onsem Pult nach en zousätzlechen Avis vun der Chambre du Commerce. Wann ech nodréiglech iwwer verschidde praktesch Punkten nodeken, wéi onst Gesetz soll émgesat ginn, dann deet et mer eigentlech leed, dass ech - an ech schwätzen hei fir mech ganz eleng - mech net méi dofir agesat hunn, dass verschidde Iwwergangsregule virgesi wiere respektiv verschidde Punkten nach méi genee sollten definiert ginn.

Une voix. - Très bien!

Mme Martine Stein-Mergen (CSV). - Ech wéll den Délai uschwätzen, fir Fumoires opzériichten. Fir ons Restaurateure geet et elo extrem schétzeg,...

Une voix. - Très juste!

Mme Martine Stein-Mergen (CSV). - ...an dass et duerch de Congé collectif am Summer wäert schwéier ginn, déi Corps-de-métierze ze fannen, déi dës Aarbechten zur Zait können duerchféieren, dat weess jiddferen, deen eng Kéier am August eng Panne doheem hat. Ech mengan och net, dass en Délai vun dräi Méint der Kaz e Bockel geomach hätt, wann ee weess, dass déi gesondheetspolitesch Auswirkunge wa manner Leit fëmmen, zum Beispill op d'Morbidityts- an d'Mortalitéitsstatistiken u Kriibs, sech wäerten an ongefíer 20 Joer weisen.

D'Fro, déi d'Chambre de Commerce stellt, ob een dann am Privé ass, wann een e Restaurant oder e Centre culturel lount, eng Société close quasi, déi wäert da wuel op de Geriichter entscheet ginn. Well dës Lokaler gi jo eigentlech verlount, an dann huet deen, dee se lount, jo eigentlech dann och d'Recht fir do ze fëmmen.

Eng aner Proposition vun der Chambre de Commerce iwwert d'Englobéierung vun den Terrassé vun de Pâtisserie schéngt mer

awer superflue, well dobaussen ass dobaussen, a mir hei, wéi schonns gesot, keng amerikanesch Verhältnisser wäerten an därfé kreien.

Mir waren also an onser Begeeschterung vläicht e bëssen haseleg, mir hu vläicht e bësser bâcléiert, mä ech mengen, global kann een dést Gesetz als e Fortschritt gesinn. Ech hunn och Vertrauen an ons Gerichtsbarkeit, fir Décisiounen, déi da wuel wäerten op se zoukomen, an engem Geesch vun gesondem Mënscheverstand, Toleranz a Responsabilitéit ze léisen.

Wat meng Confrères Dokteren ubelaangt, esou kann ech lech soen, dass si mat Ongedold heiro gewaart hunn, well, och wa sech epidemiologesch Besserungen eréischt wäerten no ongefíer 20 Joer weisen, esou wäert et fir deen eenzelne Patient, dee mer dann elo zesummen iwwerzeugt kreien, fir opzehalen, ganz kloer zu enger Verbesserung vu senger Liewensqualitéit kommen.

Ech kann lech dann och zum Schluss mat op de Wee ginn, dass et émmer nach, och wann ee schonns laang gefémmt huet, zu enger Verlängerung vun der Liewenserwaardung féiert, wann een ophält. Et ass also ni ze spéit!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Madame Mutsch huet et scho gesot: D'Fräheit vun deem engen hält do op, wou d'Fräheit vun deem aneren ageschränkt gëtt. An deem Senn bidden ech lech, dëst Gesetz ze stëmmen, a bréngen den Accord vu menger Fraktiouen.

Merci.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. le Président. - Merci, Madame Stein. D'Wuert huet elo den Här Bettendorf, deen am Numm vun der DP-Fraktiou d'Wuert ergräift.

M. Niki Bettendorf (DP). - Merci fir d'Wuert, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir schwätzen haut, kuerz virun der Summervakanz, och kuerz viru menger Pensioun, an nodeems scho méi wéi e Joer laang kontrovers an der Öffentlechkeet iwwert dëse Projet diskutéiert gouf, zum sou genannten Antitubaks- oder Antifémmersetzung. De genauen Term ass «Lutte antitabac»....

Une voix. - Très bien.

M. Niki Bettendorf (DP). - ...wat a sech e kämpfereschen, e radikal Term ass.

Et stëmmt, datt de Gesondheetsminister dem Tubak an de Fëmmerten de Kampf ugesot hat, och wann hien an der Zwëschenzäit e bësse méi konziliant ginn ass. De Minister huet émmer gesot: „D'Stoussrichtung ass richteg.“ Ass dat esou, Här Minister? „D'Stoussrichtung ass richteg.“ Mir perséinlech geet déi richteg Richtung duer. Et muss net onbedéngt d'Stoussrichtung sinn, wou jiddfereen, deen enger anerer Meenung ass, nidder- oder ewechgestouss gëtt. Et muss net esou sinn, wéi de Zizou um Terrain de Fransouse geschuet huet, wou hie mam Kapp gestouss huet.

Här President, den Term «Lutte antitabac» staamt vun der OMS-Kaderkonvention, déi Létzebuerg de 16. Juni 2003 - Här Minister, wann Der wëllt nolauschteren! -...

M. Mars Di Bartolomeo, Minstre de la Santé et de la Sécurité sociale. - Dir sollt net esou nervös sinn!

M. Niki Bettendorf (DP). - ...deemno nach énnert der viregter Regierung, énnerschriwwen huet, a wou de politesche Wollen ausgebréckt gouf, fir progressiv den Tubakskonsum weltwäit ze reduzéieren.

Ech war iwwerrascht - ech weess, Här Minister, Dir litt net.

M. Mars Di Bartolomeo, Minstre de la Santé et de la Sécurité sociale. - Ouh?

M. Niki Bettendorf (DP). - Dir litt net. Mä wann ech am «Quotidien» haut de Moie liesen: «Il faut préciser qu'il y a deux ans le Luxembourg refusait encore de signer la convention-cadre de l'Organisation mondiale de la Santé pour la lutte antitabac, alors qu'aujourd'hui il y a un consensus.» Ech huelen net un, datt Dir dat gesot hutt, mä datt dat carrément e Feele vum «Quotidien» ass. Dir géift lech jo net erlaben, eng Onwourecht ze soen, wou déi Convention-cadre énnert der Demokratescher Partei, wéi déi an der Regierung war, deemoools énnerschriwwen ginn ass. Ech weess, Här Minister, Dir litt net, dofir...

Plusieurs voix. - Ooohhh, aaahhh!!!

M. Niki Bettendorf (DP). - ...dëi Richtegstellung hei op dëser Plaz.

Mir als Chamber hunn d'lescht Joer dëser Kaderkonvention och zougestëmmt. Deemoools war dem Gesondheetsminister seng Intention, d'Fëmmens an de Restauranten ze verbidden, schonns bekannt, sou datt déi eenzel Partei sech schonns deemoools positionéiert hunn, och mir, d'Demokratescher Partei, a mir vertrieben eis Meenung vun deemoools och nach haut!

Mat dësem Gesetzesprojet soll, zu mindest dem Intitulé no, zum Antitubakskampf opgeruff ginn, woubäi et jo awer haaptsächlech ém e bessere Schutz vum Netfëmmert vis-à-vis vum Fëmmert geet. Dofir hate mir am Artikel 1 en aneren Text proposéiert, an zwar: «La présente loi a pour objet, dans l'intérêt de la santé publique, de promouvoir la protection des non-fumeurs et la lutte contre le tabagisme.» Eisen Amendement gouf verworf, mä mir mengen, mir wäre mat onsem Text méi crédibel gewiescht.

Här President, mat dem Objektiv, d'Netfëmmerte par rapport zu de Fëmmerten an hirem Tubakskampf allgemeng ze schützen, kann d'Demokratescher Partei némmer averstane sinn. Dat heescht awer net, datt mer eis mat allen Dispositiounen aus dësem Gesetz d'accord erkläre kënnen.

Et ass Usus hei am Haus, Här President, datt een dem Rapporteur Merci seet fir sái schriftelechen a mëndleche Rapport. Dat kënn munnechmol vun Härz, ass heiansdo awer net méi wéi eng héif-lech Floskel. Dëse Rapport vun der Présidente-Rapportrice, der Madame Lydia Mutsch, ass excellent geschriwwen an och mëndlech gutt exposéiert ginn, an ech soen hir dofir och e ganz grouss Merci. Ech wäert trotzdem spéider nach eng Kéier op de Rapport ze schwätze kommen, well menger Meenung no eng Rei Saachen an dësem Rapport net mentionnéiert ginn, eng Rei Saachen, déi doraner net figuréieren.

Ech wéll direkt am Ufank nach eng Kéier déi Énnerschließungen, déi de Gesondheetsminister Di Bartolomeo hei virun engem Joer vis-à-vis vun der DP an deem Dossier gemaach huet, vehement zréckweisen! Mir stiechen net énnert enger Decke mat der Tubaklobby!

M. Mars Di Bartolomeo, Minstre de la Santé et de la Sécurité sociale. - Och dat ass nei.

M. Niki Bettendorf (DP). - H

minimum de mesures pour protéger les non-fumeurs contre les méfaits de la fumée du tabac. Car le fait de fumer, plaisir pour les uns, peut devenir malheur pour les autres.

La prise de conscience par le fumeur de la gêne qu'il répand autour de lui et, ce qui est plus grave, des risques pour la santé qu'il fait courir au non-fumeur, devrait inciter à la réflexion tous ceux qui choisissent à l'encontre du bon sens de s'intoxiquer progressivement en continuant de fumer.

Si les mesures proposées sont comprises, elles devront aider les fumeurs à se rendre compte qu'ils n'ont pas le droit de transformer, avec les risques que cela comporte, les non-fumeurs en fumeurs malgré eux.

L'intoxication du fumeur passif, elle est indubitable si on l'oblige à séjourner longuement dans un local enfumé, non ou mal ventilé.

Il est ainsi suffisamment établi que la fumée de tabac provoque pour le non-fumeur des effets qui vont nettement au-delà de la simple gêne. Aussi les non-fumeurs peuvent-ils légitimement s'attendre à ce que les fumeurs s'abstinent de fumer dans certains lieux publics que l'on n'a pas le choix de ne pas fréquenter.

Op dëse leschte Punkt kommen ech nach spéider zréck.

Compte tenu vun deem, wat ech elo hei virgelies hunn a wat en DP-Minister virun 23 Joer geschriwwen huet, kann een net heihinner kommen a soen, eis Partei géif der Tubakslobby op de Läim goen. Och ass jo d'OMS-Kaderkonvention vun DP-Ministereen énnerschriwwen ginn.

Neen, Här President,...

(Interruption)

2003, Här Minister, ass déi énnerschriwwen ginn,...

M. Mars Di Bartolomeo,
Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.- Bis 2008.

M. Niki Bettendorf (DP).- ...wou d'Demokratesch Partei an der Regierung war. Här Minister, ech hunn elo grad gesot, Dir hätt net gelunn an der Zeitung, mä wann ech Är Reaktioune héieren, da froen ech mech, ob Der net awer wéssentlech am «Quotidien» haut de Moien nach d'Onwourecht gesot hutt.

(Interruption)

Neen, Här President, mir sinn net d'Partei vun engem Tubakslobby, mä et muss awer erlaabt sinn, wichteg Froen ze stellen. An elo sinn ech erém beim Rapport vun der Santékommission: Vlächt hätt d'Economieskommission och missen zu dësem Projet hiren Avis ofginn.

M. Mars Di Bartolomeo,
Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.- Elo kommt Der erém op de Buedem...

M. le Président. - Här Minister, et ass elo um Här Bettendorf!

M. Niki Bettendorf (DP).- Mir hunn eng national Tubaksindustrie hei zu Lëtzeburg, déi ronn 700 Aarbeitsplätze staark ass. Dat sinn och am Ganzen a mat allem ronderém wäit iwwer 1.000 Aarbeitsplazzen, an ech mengen, och dat soll een an dëser Diskusiuon net vergiessen.

Mir mussen och wéssen, datt mer iwwert den Droit d'accise autonome - némmen den Droit d'accise autonome - hei zu Lëtzeburg 50 Milliouen Euro an de Statssäckel erakréien, an datt iwwert d'Union économique belgo-luxembourgeoise mél wéi 422 Milliouen Euro verdéngt ginn, wouvu mir och e groussen Deel vun deene Suen an eise Statssäckel kréien. Dat ass e Fait, an dat huet náischt mat engem Tubakslobby ze dinn. Dat ass de

Lëtzeburger Stat, deen hei Suen akasséiert.

Iwwerhaapt, Accisen en général: Et muss ee wéssen, datt dem Lëtzeburger Stat sái Budget zu 25% am Ganze vun Accisë gespeist gëtt. Ech mengen also, hei wier et richteg gewiescht, datt och eng Economieskommission vun Wuert matgeschwat hätt.

Mä mir sinn hypocrite an déi Hypokrisie fénnt sech och op europäesch Niveau erém, wou den Tubak zwar verdäiwelt gëtt, glächzäiteg awer den Tubaksubau mat ronn engem Milliard Euro d'Joer subventionéiert gëtt. Dat muss ee sch emol virstellen!

M. Mars Di Bartolomeo,
Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.- Bis 2008.

M. Niki Bettendorf (DP).- Et wier ze wünschen.

Une voix.- Bis 2008.

M. Niki Bettendorf (DP).- De Volet Impakt op eis einheimesch Tubaksindustrie mat hire ronn iwwer 1.000 Aarbeitsplätze gëtt net emol ugedeit.

Här President, ech mengen, iwwert d'Risiken an d'Geforen, déi d'Femmé mat sech bréngt, ass haut jidderee sech bewosst. Jidderee, ob ee fémmt oder net fémmt, weess, datt den Tubak der Gesondheet schuet. Et kann haut kee méi behaapten, hien hätt net en connaissance de cause gefémmt. Wien ass haut nach esou naiv a gleeft u Slogane vu Fräheit, Virilitéit oder Feminitéit vun Tubaksreklamen? Een, dee fémmt an deen déi Erkenntnissen verdrängt, gëtt émmer erém op en Neits drun erénnert. D'Sensibilisierungscampagné late schonns sät Joren a gi mat der Zäit émmer méi schlagkräfteg.

Esou sollen an Zukunft net némme Texter op den Zigarettepäck ze liese sinn, wou op d'Geforen hi gewise gëtt, mä och ofschreckend Fotoen. Spoten, déi an hirer Gräisslechkeet kaum ze iwwertreffen sinn, lafen op der Televioun. Iwwert d'Créibilitéit an den Impakt vun esou iwwerdríwwene Spoten, och wa se gutt gemengt sinn, léisst sech diskutéieren, grad ewéi iwwert den Impakt vum Reklammeverbuet fir d'Tubaksprodukte, wat jo eng europäesch Décisioun ass.

Iwwregens, ech war iwwerrascht iwwert d'Europa-Décisioun: keng Reklamm. Kucken ech de Grand Prix vu Monaco, da gesinn ech, datt op de Ferrarié grouss „Marlboro“ dropstoung. Europäesch Direktiven, an awer Ausnahme matzen an Europa: Dat gëtt engem ze denken!

Wat mer brauchen, ass eng éierlech an eng seriö Opklärungscampagne iwwert d'Gefore vum Tubak. Déi bescht Method fir perséinlech dem Tubaksproblem, dat heescht der Tubakofhänggeket aus dem Wee ze goen, ass a bleift déi fir iwwerhaapt net mam Fémmen unzéfanken. Haapsächlech muss eis Jugend sensibiliséiert an informéiert ginn. D'Etüden an d'Realitéit weisen eis, datt vill Fémmerten émmer méi jonk mam Tubakskonsument ufánken, an datt d'Unzuel vun deene méi jonke Fémmerten émmer méi zouhëlt.

Et ass hei d'selwecht wéi mat dem Drogékonsument, deen ech virun zwou Wochen hei an der Chamber beliicht henn. Iwwregens, Dir alleguerten, Dir kommt hei an d'Chamber an Dir gitt heiansdo emol duerch d'Groussgaass en Tour maachen. Da wäert et lech och op falen, datt virun allem méi jonk Meedercher mat Zigaretten am Mond dorémmer lafen. Dat ass eppes, wou ech mengen ze mieren, datt mer mat eisen Opklärungsvis-à-vis vun der Jugend falsch leien. Mir musse weider Efforté maachen, fir ze verhënneren, datt eis jonk Matbierger an Tentatioun kommen, fir iwwerhaapt unzéfanken.

An deem Kontext ass och de Verkaufsverbuet u Jugendlecher énner 16 Joer ze begreissen. Mä wann ee weess, wéi einfach eis Jugendlech haut u Cannabis erukommen, da fäerten ech, datt de Verkaufsverbuet kee groussen Impakt wäert henn. Mä d'Signal, dat mer domadher setzen, ass sécherlech richteg. Weider Efforté müssen énnerholl ginn, fir deenen, déi tubaksofhängge sinn, an hirem Beméien, fir hirer Sucht lasszeginn, ze hëllefen.

D'Demokratesch Partei vertrëtt weiderhin d'Meenung, datt Substitutionsméttele wéi Nikotinspatche sollte vun der Krankeess rembourséiert ginn. Ech wollt do am Fong geholl eng Motioun erabréngen. Et sollt awer eng vun der Majoritéit kommen; an déi ass dann natierlech net komm. Meng Virriednerin, d'Madame Stein-Mergen, huet hei gesot, dat wier net de richetege Wee: Eppes wat náischt géif kaschten, dat wier och náischt. Si ass also der Meenung, datt een déi Patchen net soll rembourséieren. Dont acte.

Här President, ech kommen elo zu der Protektioun vun den Netfémmeren. Heibäi handelt et sech och, wéi schonns gesot, ém Privateegentum. Elo kann ee soen, eng Entreprise, e Spidol oder eng Schoul kann och Privateegentum sinn, okay, mä et kann een dat awer net mat engem Restaurant oder engem Brasserie vergläichen, wou een net onbedéngt muss higoen a wou een och némme eng kuerz Zäit verbréngt, ausser wann een do schafft.

Am Mäerz d'lescht Joer huet et dunn an enger Antwort op eng parlamentaresch Ufro vun eisem Kolleg Claude Meisch geheesch: «Des espaces fumeurs bien séparés pourraient être aménagés sous des conditions à définir.» De Minister war entre-temps schonns e besse méi verstänneg ginn.

D'DP énnerstézt all Mesure, déi zu engem bessere Schutz virum Tubaksdamp baidréit, wéi et d'Kaderkonvention vun der OMS och virgesäit. Mir sinn der Meenung, datt op deene Plazen, wou een de Choix net huet, fir net dohinner ze goen, et soll verbueden sinn ze fémmer. «Aussi les non-fumeurs peuvent-ils légitimement s'attendre à ce que les fumeurs s'abstinent de fumer dans certains lieux publics que l'on n'a pas le choix de ne pas fréquenter», huet den Emile Kries 1983 a sengem Projet de loi gefrot, am Exposé des motifs.

Mir kruten dat éischte Gesetz 1989, also méi wéi sechs Joer duerno. A wat aus deem Gesetz ginn ass, dat wësse mer: Et huet kee sech dru gehalen!

Wat d'Lieux publics intérieurs betréfft, esou besteet e Fémmeverbuet - ech hunn et schonns gesot - sät 1989. Hei handelt et sech ém öffentlech Gebaier wéi Post, Gare, Flughafen a méi. Allerdéngs gëtt de Fémmeverbuet net iwwerall, bal néierens agehalen.

De Schutz virum Tubaksdamp op der Aarbeitsplatz ass sécherlech eng vun den Haaptprioritéiten. Mat deene Mesuren hätt een eigentlech missen ufánken, ier een e Fémmeverbuet am Restaurant an an de Caféen annoncéiert. Och wann Der elo sot, et géif sech hei ém e Lieu de travail handele fir déi, déi do schaffen. Op der Schaff huet een de Choix net, fir dohinner ze goen oder net, an et bréngt een all Dag mindestens aacht Stonnen do zou. Datselwecht gëllt fir d'Schoul. Et ass kloer, datt hei d'Recht vun den Netfémmeren op propper Loft muss am Vierdergrond stoen. Hei muss op den éducativé Volet gepocht ginn.

Bei Caféen a Restauranten handelt et sech awer net ém öffentlech Raimlechkeete wéi eng Post oder eng Gare, et handelt sech och net

éém e Büro. Et handelt sech ém e Lieu de rencontre a privatem Eegentum, wou traditionell gefémmt gëtt a wou kee gezwunge gëtt, dohinner se goen.

Passivfémmeren ass - an dat henn ech schonns gesot - schiedlech; do däerfe mer net méi drun zweifelen. Ech mengen awer net, datt dee gréisse Schued an engem Restaurant entsteet. Wann een do fémmt, dat stéiert, hëlt engem de Plésiéier beim lessen an ass ganz einfach onhéiflich vun deem respektive Fémme. Dat mécht een net. Mä, emol éierlech: Kann een do wierklech vu systemateschem Passivfémme schwätzen?

Ass et net éischter dat regelméisseg passiüvt Fémme bei de Kanner oder engem Partner doheem, an den eegene véier Wänn, dat gesondheetsschiedlech ass? Hei misst ee méi geziilt d'Eltere responsabiliséieren, net a Presenz vun hire Kanner ze fémmer. Verbidde kann een hei natierlech náischt.

Am Restaurant gëtt et elo awer verbueden, ob de Patron wëllt oder net. An hei handelt et sech och, wéi schonns gesot, ém Privateegentum. Elo kann ee soen, eng Entreprise, e Spidol oder eng Schoul kann och Privateegentum sinn, okay, mä et kann een dat awer net mat engem Restaurant oder engem Brasserie vergläichen, wou een net onbedéngt muss higoen a wou een och némme eng kuerz Zäit verbréngt, ausser wann een do schafft.

Mä deen Aspekt gëtt elo och net vun dësem Gesetz kloer geregelt. Och däerf zum Beispill kee Garçon oder keng Serveuse an e Fumoar eragoen. Holland huet d'Distinctioun gemaach téscht deene Lokaler, wou Personal agestallt gëtt, an deenen, wou de Wiert oder de Patron eleng schafft. D'éti Distinctioun hu mir net gemaach.

A Spuenien gëllt d'Obligationen fir e Fumoar anzerüchte bei Restauranté vu méi wéi 100 m2. Restauranten, déi méi kleng sinn, müssen de Choix maachen téscht Fémme verbueden oder erlaben. D'éti Distinctioun hu mir hei zu Lëtzeburg och net gemaach.

An de Brasserie gëllt de Fémmeverbuet währénd verschiddenen Zäitplagen, wou lessen zerwéiert gëtt. Hei gëtt manifestement den Tubaksdamp op eng Géne während dem lesse reduziert, wat et jo un éischter Stell och ass.

Am Artikel 16, wou et ém d'Sécuritéit an ém d'Gesondheet op der Aarbeitsplatz geet, steet notamment: «L'employeur ... [prend] les mesures nécessaires afin que les travailleurs soient protégés de manière efficace contre les émanations résultant de la consommation de tabac d'autrui.»

E Règlement grand-ducal soll an deem Kontext d'Obligationen vun dem Employeur regelen. Dëse Règlement grand-ducal huet natierlech nach kee gesinn.

An eisem Rapport steet, datt dës Dispositioun och d'Caféen, d'Barren an d'Diskothéike betréfft. Wéi soll dat alt erém eng Kéier an der Praxis ausgesinn? Bréngt dat net indirekt e Fémmeverbuet och an de Caféen, wat jo déi éischte Intentioun vun eisem Gesondheetsminister war, mat sech? Do wäerten, no amerikaneschem Muster, Prozesser an d'Haus stoen.

Firwat dann net op de Wee vun engem Aféierung vu Fémmeverbueten op fräiwelleger Basis goen?

D'Demokratesch Partei kritiséiert och weiderhin, datt hei per Gesetz vun uewen eroft soll e Verbuet imposiert ginn. Firwat net méi Vertrauen an d'Horesca henn? Firwat net dem Beispill vun Holland oder Éisträich follegen an op de Wee vun engem Accord goen? Misst hei net nom Prinzip vun der Subsidiaritéit gehandelt ginn an een der Horesca d'Chance ginn, déi Saach selwer an de Gréff ze kréien?

D'Horesca selwer seet, datt 80% vun den Employeuren am Horesca-Secteur géint e Fémmeverbuet wären. D'éti concerneert Leit fäerte ganz einfach, datt se een net néglieable Deel vun hirer Clientèle verléieren, sinn awer bereet, Effortéen ze maachen, fir déi Leit, déi net fémmeren - an dat ass statistesch gesi jo émmerhin d'Majoritéit -, besser ze schützen.

Mir henn en Amendement préparéert, aus deem ervirgeet, datt den Exploitant ka fräi entscheiden, ob bei him gefémmt gëtt oder net, ob et e Fémmeverbuet an en Netfémmeverbuet gëtt. An deem leschte Fall muss en adequate Fémmeverbuet agericht ginn.

Mir henn am Amendement stoen: «Les exploitants des établissements de restauration, des salons de consommation, des pâtisseries et des boulangeries ainsi que des autres débits de boissons servant des plats du jour doivent clairement indiquer à l'entrée de leur établissement s'il s'agit d'un local fumeur, exclusivement non-fumeur ou bien mixte.

Afin de faciliter la coexistence de fumeurs et non-fumeurs dans les locaux mixtes, des fumoirs doivent être spécialement aménagés à cette fin par l'exploitant des lieux ou bien disposer de pièces séparées par des cloisons étanches, et qui sont spécialement signalées comme pouvant accueillir des fumeurs.»

An da schwätze mer, wéi esou e Fumoar muss ausgesinn: «système d'extraction ou d'épuration d'air», datt musse Schélder do sinn an esou weider an esou virun. Bon, dee wäert lech herno ausgedeelt ginn.

Mir froen och fir deen do Fall, Här Minister: «Une période transitoire d'une année à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi est destinée à permettre aux exploitants de locaux mixtes dont question au point ci-dessus d'effectuer les aménagements nécessaires, c.-à-d. l'aménagement de fumoirs ou d'une pièce séparée par des cloisons étanches.»

D'Antwort op eisen Amendement schéingen ech ze kennen, well Dir hutt och an engem "Tageblatt"-Interview gesot: Dat kënnt fir eis net a Fro. D'Gesetz trëtt direkt a Kraaft. Also: Mir probéieren et. Mir bréngen den Amendement eran, an d'Majoritéit mécht natierlech domat, wéi si et fir gutt fénnt.

Amendment 1

L'article 6 est amendé comme suit:

Le point 13 du paragraphe 1^{er} ainsi que le paragraphe 4 sont supprimés. Le paragraphe 3 aura la teneur suivante:

(3) Les exploitants des établissements de restauration, des salons de consommation, des pâtisseries et des boulangeries ainsi que des autres débits de boissons servant des plats du jour doivent clairement indiquer à l'entrée de leur établissement s'il s'agit d'un local fumeur, exclusivement non-fumeur ou bien mixte.

Afin de faciliter la coexistence de fumeurs et non-fumeurs dans les locaux mixtes, des fumoirs doivent être spécialement aménagés à cette fin par l'exploitant des lieux ou bien disposer de pièces séparées par des cloisons étanches, et qui sont spécialement signalées comme pouvant accueillir des fumeurs.

La pièce séparée doit être munie d'un système d'extraction ou d'épuration d'air. Les caractéristiques techniques du système d'extraction ou d'épuration d'air seront fixées par règlement grand-ducal.

La pièce séparée doit être installée de manière à réduire au maximum les inconvénients de la fumée vis-à-vis des non-fumeurs et ne peut être une zone de

Un ou plusieurs signaux rappelant l'interdiction de fumer dans les espaces réservés aux non-fumeurs doivent être posés de telle sorte que toute personne présente puisse en prendre connaissance.

L'exploitation de la pièce séparée est soumise à l'autorisation préalable du ministre ayant la Santé dans ses attributions, qui ne l'accorde sur rapport de l'Inspection sanitaire que si les exigences prévues au présent article sont remplies.

L'Inspection sanitaire veille au respect des exigences précitées.

Une période transitoire d'une année à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi est destinée à permettre aux exploitants de locaux mixtes dont question au point ci-dessus d'effectuer les aménagements nécessaires, c.-à-d. l'aménagement de fumoirs ou d'une pièce séparée par des cloisons étanches.

(s.) Niki Bettendorf, Anne Brasseur, Henri Grethen, Claude Meisch, Carlo Wagner.

Här President, mir sinn der Meenung, et soll een et dem Patron iwerlossen, ob a sengem Restaurant gefémmt gëtt oder net. Entweder et handelt sech èm e fëmmfräie Restaurant oder et däerf do gefémmt ginn. Dëst soll kloer an der Entrée affichiert ginn.

Mir sinn och fir d'Ariichte vu sou genannte Fumoires an deene Lokaler, wou Fëmmerten an Netfëmmerte solle koexistéieren. Mir sinn awer géint d'Imposéiere vun enger Maximalsurface fir dës Fumoiren.

Och menge mer, datt hei eng Période transitoire - an ech hunn et erkläert - misst gëllen, fir et den Exploitanten ze erläben, dës Fumoiren, déi effektiv sollen hermetesch zou sinn, mat enger adequater Entlüftung kënnen anzerichten.

Wéi soll dat Ganzt dann an der Praxis ausgesinn, wou dann och ee vu 16 Joer oder énner 16 Joer net däerf an esou e Fumoir eraugen? Muss de Patron, den Exploitant vun engem Restaurant, och elo an Zukunft nach en Türtsteher virun dee Fumoir stellen, fir datt do keen énner 16 Joer erageet?

Am Rapport vun der Gesondheetskommissioun steet, datt mat Satisfaktioun géif festgestallt ginn, datt èmmer méi Restauranten als Espace non-fumeur géifen émgewandelt ginn. Weist dat net, datt mer keng gesetzlech Zwangsjack brauchen?

An der Kommissioun hu mer öfters gesot kritt, datt e Restaurant zu Esch vill Succès hätt, well hien e fëmmfräie Restaurant wier. D'Leit géifen dohinner lafen. Mä tant mieux, wann dat esou ass! Da brächte mer jo och kee Gesetz. Da brächten némnen déi Leit, déi esou e Restaurant hunn, ze soen: „Bei eis gëtt net gefémmt“, an da lafen d'Leit dohinner. Genausou kënnst et sinn, datt een, deen e Restaurant huet, deen eng amer Clientèle huet, wou ebe gäre gefémmt gëtt, géif soen: „Bei eis gëtt gefémmt“, an da geet deen net méi doran, deen net wëllt, datt hie sech iergendwou befénnt wou ebe gefémmt gëtt.

Une voix. - Très bien.

M. Niki Bettendorf (DP). - Här President, wat d'Mise en vigueur vum Gesetz ubelaangt, do proposéiert d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei eng Période transitoire - ech hunn et gesot - zu dësem Punkt ebe just vun engem Joer.

An engem Bréif un de Gesondheetsminister huet d'Confédération luxembourgeoise du Commerce mat der Horesca Kloergaach, firwat eng Mise en vigueur différée vum Gesetz misst virgesi ginn, an dat well een net kann déi Dispositiounen, déi am Gesetz stinn, vun engem Dag op deen aneren èmsetzen.

Esou brauchen d'Geschäftsleit, déi Zigarettenautomaten hunn, dräi bis sechs Méint, fir dës Automaten èmzerüsten. Dat ass awer néideg, soss kérne sech Mineuren zerwéieren, an de Geschäftsmann ass schéllleg. Et ass onverantwortlech, wa mer keng räsonnable Délaien an engem Gesetz virgesinn.

An dofir, eisen Amendement, mengan ech, ass en Amendement de bon sens, an ech hoffen, datt mer dofir heibannen eng Zoustëmmung fannen. Do fält dach kengem eng Zack aus der Kroun, Här President, dofir eisen zweeten Amendement.

Amendement 2

L'article 9 sera complété d'un alinéa supplémentaire et aura la teneur suivante:

Art. 9. Il est interdit de vendre du tabac et des produits du tabac à des mineurs âgés de moins de seize ans accomplis.

Tout exploitant d'appareils automatiques de distribution délivrant du tabac et des produits du tabac est tenu de prendre des mesures empêchant les mineurs âgés de moins de seize ans accomplis d'avoir accès auxdits appareils.

Une période transitoire de six mois à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi est destinée à permettre aux exploitants d'appareils automatiques de distribution délivrant du tabac et des produits du tabac de prendre les mesures nécessaires afin d'empêcher les mineurs âgés de moins de seize ans accomplis d'avoir accès auxdits appareils.

(s.) Niki Bettendorf, Anne Brasseur, Henri Grethen, Claude Meisch, Carlo Wagner.

M. le Président. - Merci.

M. Niki Bettendorf (DP). - D'Confédération luxembourgeoise du Commerce huet och eng Informationscampagne an der Maach, fir hir Membere richteg an d'Bild ze setzen, wéi d'Gesetz muss gehandhaabt ginn. Och dofir brauchs i e puer Méint Zäit, och well jo nach d'Règlement-grand-ducalé mat den Ausféierungsbestëmmungen hei feelen.

Ech ka mech erënneren, datt eise Gesondheetsminister, déi Zäit wou hien an der Oppositioun war, an der Santéskommission èmmer gesot huet: Ech stëmme kee Gesetz méi, wann de Règlement grand-ducal oder d'Règlement-grand-ducalen net derbäilein. Hei verlaangt hie vun eis, datt mir solle e Gesetz stëmmen, wou nach eng Rei vu Règlement-grand-ducalen net geholl sinn!

Och zum Beispill muss de Commerciant seng Rechter kennen, fir den Alter vum jonke Mensch gewuer ze ginn, ob deen nach mannerjähreg ass oder net, ob hien him däerf Zigarette verkafen oder net. Wéi dat soll gehandhaabt ginn, wësse mer och net.

Datselwecht gëllt natierlech och fir d'Restaureurens, wat d'Installatioun vun enger Fëmmzon ueblaangt. Wéi muss dat geschéien? Wat sinn hei d'Virschréften? Och hei - ech hunn et schonns gesot - brauch ee räsonnable Délaien, och hei waarde mer op e Règlement grand-ducal, deen eis nach net virgeluecht gouf. Ginn d'Propriétairé vun de Restauranten am Virfeld vun der Publikatioun vun dësem Règlement grand-ducal an d'Bild gesat? Och hei brauch ee räsonnable Délaien, a virun allem feelen d'Ausféierungsbestëmmungen zum Gesetz. Wéini kommen déi noutwendeg Règlement-grand-ducalen?

Här President, d'Confédération luxembourgeoise du Commerce huet an hirem Bréif un de Gesondheetsminister dat geschriwwen, wat ech elo hei exposéiert hunn. An zum Schluss vun hirem Bréif, do steet: «Dans l'espoir, Monsieur le Ministre, de vous voir accorder une réponse favorable à la présente, veuillez agréer...» Ech wollt dofir

den Här Minister froen, ob hie schonns der Confédération luxembourgeoise du Commerce geäntwert huet op hire Bréif. Wann net, wat gedenkt hien ze äntworten? Oder ass hie mat eis averstanen, fir eng Période transitoire anzeféieren?

Här President, ech kommen elo zur Kontroll an de Contraventiounen. Am Mäerz vun dësem Joer hat de Claude Meisch, eise President vun der Demokratescher Partei, eng Question parlementaire notamment un de Gesondheetsminister, un de Justizminister an un de Finanzminister gerichtet, fir ze wëssen - well dee Moment war dat nach net kloer -, wien da géif d'Applikatioun vun dësem Gesetz kontrolléieren, ob d'Police an d'Douane eventuell déi Aufgab géifen iwwerhuelen. Déi zoustännege Ministeren, Justiz- a Finanzministeren, hunn deemoools net geäntwert.

Elo wësse mer, datt d'Police an d'Douane d'Éier hunn, dës Aufgab ze iwwerhuelen. Wéi wäert dat an der Praxis ausgesinn? Gëtt den Inspektor Schnüffel an d'Restauranten an an d'Brasserie geschéckt, fir d'Leit in flagranti mat der Zigarette am Bak ze erwëschen? Gëtt verbaliséiert, wann an engem Café um fënnnevir zwou schonns gefémmt gëtt, obwuel d'Gesetz d'Plage horaire, wou verbueden ass ze fëmmen zwëschent 12 an 2 an zwëschent 7 an 9 owes, festleet?

Et sollen déi, déi onerlaabt fëmmen, grad ewéi den Exploitant vun deem Lokal, wou onerlaabt gefémmt gëtt, bestrooft ginn. Et risquéiert een - an ech zitéieren den Här Gesondheetsminister - „säfteg Strofen“. «Avertissements taxés» tëschent 25 an 250 Euro ginn am Artikel 10 ugedréit, fir de Restaurateur 251 bis 1.000 Euro, wann an zwousch gefémmt gëtt wou et verbueden ass. Den Artikel 11 seit weider: «Le montant de la taxe ainsi que les modes de paiement sont fixés par règlement grand-ducal qui détermine aussi les modalités d'application du présent article.»

Ech weess et net, wéi dat do gehandhaabt gëtt! Kénn den Inspektor Schnüffel als Geheimen an de Café oder kënnst hien an Uniform? Wéini muss ee 25 Euro bezuelen? Wéini 50 Euro? Wéini 100 Euro? Wéini 150 Euro? Wéini 250 Euro? Kénnst dat op d'Zuel vun de Kippen un, déi an de jeeweilegen Äschentellere lieien, oder wéi gëtt dat gehandhaabt?

Här Minister, Dir laacht doriwwer, mä wou ass Åre Règlement grand-ducal? Firwat ass dëse Règlement grand-ducal net ausgeschafft? Et ass liicht, eppes an d'Welt ze setzen, mä fir dat an d'Praxis èmzesetzen, dat ass vill méi schwéier!

Dat huet d'Gesetz vun 1989 eis bewisen.

Ech mengen, ech hunn deslescht hei geschwät, datt d'Douane zum Beispill némmen eng limitiéiert Zuel vun Officiers de police judiciaire huet. Kritt se der elo derbäi, wat ech d'leschte Kéier gefrot hunn, fir déi Zuel aus dem Gesetz erauszehueelen,...

Une voix. - Leider net.

M. Niki Bettendorf (DP). - ...oder wäert et och an der Zukunft esou bleiwen, datt, wann en Douanier eng Infractioun feststellt, den Douanier da muss e Polizist ruffen, fir datt dee ka verbaliséieren?

Une voix. - Dee kënnst mam Helikopter.

M. Niki Bettendorf (DP). - Also Dir gesitt, Här President, hei feelt et nach vill un Ausféierungsbestëmmungen, a mir sinn nach laang net duerch de Bësch.

Ech kommen elo zum Schluss. Wéi seet eise Gesondheetsminister esou gären, an ech widderhuele mech: „D'Stoussrichtung stëmmt.“ Just mat senger Stoussrichtung hunn ech meng Schwierigkeiten. Ech sinn d'accord mat Propositionen, déi an déi richteg Richtung ginn, mä et soll net sinn, datt alles a jiddfereen, deen net der Majoritéitsmeuning ass, ewechgestouss gëtt. Dat geet menge liberalen Iwwerzeegungen dach ze wäit.

Et däerf net zu enger Stigmatisierung vun de Fëmmerten an eiser Gesellschaft kommen. Vill Leit, déi fëmmen, komme gären dovunner lass, hunn och schonns öfters probéiert, awer net all hu bis haut réusséiert. Mir wëlle vermeiden, datt et zu engem Clash kënnzt zwëschen Fëmmerten. Dat léist keng Problemer, et ginn der héchstens neier geschaften.

Ouni wëllen esou wäit wéi den Avis minoritaire vum Statsrot ze goen, esou huet eis Fraktioun awer e Problem mat d'r politischer Entwicklung, déi dozou féiert, alles wëlle per Gesetz ze regelen.

(Interruption)

Dat ass en Trend, deen op europäeschem Niveau èmmer méi Opdrift kritt, mä oft gi mir nach méi wäit, wéi dat vu Bréissel verlaangt gëtt. Den Individuum soll méiglechst effikass viru sech selwer geschützt ginn. Et bleift keng Plaz méi fir Eegeverantwortung.

Désor Zort vun „Legalismus“, bei deem d'Buschtawé vum Gesetz iwwer allem stinn, a wou d'Gesetzter geschwénn d'Liewen, souguer d'Privatliewe vum Eenzelne bis an de leschten Detail wëlle regelen, sti mir mat grousser Skepsis géintwier. Wéini dierfe mer keng Knippercher méi iessen? Wéini ass et mat den Hotdogs eriwwer? Lauter Froen, déi eis an der Zukunft hei wäerte beschäftegen.

Här President, compte tenu vun deene villes Onkloerheeten, déi eréischt spéider duerch e Règlement grand-ducal solle preziséiert ginn, a soltent eis Amendenten net zréckbehale ginn, wäert d'Demokratesch Partei sech bei dësem Projet de loi enthalten.

Ech soen lech villmoos Merci fir d'Nolaschteren.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Här Bettendorf.

M. Niki Bettendorf (DP). - Dir däerft och nach eng fëmmen allegueren.

M. le Président. - Nächste Riedner ass den honorabelen Här Jean Huss vun deene Gréngens. Här Huss!

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG). - Här President, Dir laacht doriwwer, mä wou ass Åre Règlement grand-ducal? Firwat ass dëse Règlement grand-ducal net ausgeschafft? Et ass liicht, eppes an d'Welt ze setzen, mä fir dat d'Gesetz vun 1989 eis bewisen.

Ech mengen, ech hunn deslescht hei geschwät, datt d'Douane zum Beispill némmen eng limitiéiert Zuel vun Officiers de police judiciaire huet. Kritt se der elo derbäi, wat ech d'leschte Kéier gefrot hunn, fir déi Zuel aus dem Gesetz erauszehueelen,...

Une voix. - Leider net.

Als Gréng hate mir am Kader vun enger Pressekonferenz virun zwee, dräi Méint eis Kritiken um Gesetz an eis Amendementsvirschléi on-mëssverständliche duergeluecht, an och kloer Fuerderunge formuléiert, op wat fir enge Punkten dat ursprünglich ganz schwaacht Gesetz misst verbessert ginn. Mir hunn och eis Amendementsvirschléi an d'Kommissiou eraginn; déi missten also hei virleien.

Wa mer déi haut op enger Rei vu Punkte verbessert Versioun hei virleien hunn, dann huet dat awer och ouni Zweifel a ganz wesentlech mat de rezente positive Beispiller aus dem Ausland ze dinn; Irland, Schottland, Italien, fir der némmen e puer ze nennen. Beispiller, déi och enger Partie vu Lëtzebuerger Politiker scheinbar méi Courage gemaach hunn, fir drop hinzwierken, fir den ursprünglechen Text wëllen ze verbesseren.

Dir Dammen an Dir Hären, wann déi Gréng sech herno beim Vote trotzdem wäerten enthalten, da sécher net aus deeneselwechte Grénn wéi d'DP. Am Géigendeel: An eisen Ae bleibt deen elo virleiden den Text an enger Rei vu Punkten inkohärenz an ongenügend, an op enger Rei vun anere Punkten hätte mir eis méi politische Courage an och méi Preventiounsberetschaft, an èmgekéiert manner faul Kompromésser erwart. Dés Punkte wéilte mer haut op dëser Tribün just nach eng Kéier kuerz résuméieren, well se am Fong zénter einer Pressekonferenz an der Öffentlechkeet bekannt sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Risiken an d'Gesondheetsgeföre vum Tubaksdamp sinn zénter Laangem bekannt; déi grouss Zuel vu Kranken a vun Doudesaffer plus ou moins och. Ech géif haut perséinlech net op all déi ronn 2.000 énnerschiddlech Schadstoffen agoen, déi am bloen Damp an engem befëmmte Raum do sinn an ageomett ginn. De Fait ass, datt dëse bloen Damp wéssenschaftlech a medezinesch noweisbar zu ganz villes Härzkreeslaerkrankungen, Oderproblemer, Härzproblemer, Härz- an Hireschlag ka féieren.

Bekannt ass och dee groussen Undeel dovunner beim Kriibs: net némme Longekriibs, mä och Kriibs am Mond- an Halsberäich, Kriibs vun den Otemweeër, Blosekriibs an esou virun. Vu méi banalen, méi lästegen Otemweeerkrankunge wéi chroneschen Houscht, Bronchiten, Halswei oder Asthma net emol ze schwätzen.

Dés Fakte weisen onmissverständliche, datt et sech beim Tubaksdamp net némme èm eppes handelt, wat ee just stéiert, wat just eng Géne, en Iergernis wier, well no engem Owend am bloen Damp d'Kleeder oder d'Hoer nom Zigarettenstinken. Neen! De bloen Damp - deen och vu munchen heibannen nach èmmer schéngt total ènnerschätzzt ze ginn - ass absolut net harmlos, mä carrement eng vun deene gréissste Gesondheetsgeföre iwverhaapt! A wa mer am Kontext vun der Gesondheetspolitik de Begréff „Prevention“ iwverhaapt nach wëlle seriö huellen, da misste mer eigentlech allegueren heibanne méi Konsequenz a méi politische Courage un den Dag leeën!

Dir Dammen an Dir Hären, wat op de Fëmmert selwer zoutréfft, op seng Gesondheetsrisiken, dat géilt no de wéssenschaftlechen Erkenntnissen aus deene vergaagene Jore leider och fir deen, dee selwer net fémmt, mä passiv zum Matanootme vum bloen Damp, dem sou genannte Passivfëmmern, gezwingt gëtt. Dat géilt evidenterweis bei schwangere Fraen och fir de Fötus während der Grossesse, well d'Schid vun der Mamm op de Fötus iwwerdroe ginn. An no enger rezenten èmfaassender Etüd vun der University of Southern California schueden d'Fraen, déi fëmmen, net némme hirm eegene Kand, mä anscheinend iwvert d'Schiedeung vun der Ierfsubstanz souguer

hiren Enkelkanner, zum Beispill durch eng méi gréisser Ufällegkeet beim Asthma.

Dir Dammen an Dir Hären, well iwwert déi villfältig Gesondheetsrisike vum sou genannte Passiv- oder Matfémme vu menger Virriednerin scho vill gesot ginn ass, wölle mer do net weider droploueden. D'Fakte sinn absolut kloer, an et kann een dorunner net méi laang zweifelen. An domadder sinn eben net némmen d'Fémmerite selwer a Gefor, mä och déi Leit, déi bis elo den Zigarettenstumpf vun hire Partner oder Kolleegen hu missen erdroen, och a grad doheem am Stot.

Dir Dammen an Dir Hären, wann déi grouss Gesondheetsrisiken eigentlech zénter Längerem bekannt sinn oder bekannt misste sinn - et steet jo souguer op all Zigarettenstumpf drop hautdésdags -, wéisou ass et dann esou, datt trotzdem ronn e Véirel vun der Bevölkerung an och eigentlech intelligent Leit weiderfémmeren?

Une voix.- Très bien!

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).- Wéi erklärert et sech, datt weiderhi ganz vill jont Leit, och vill jont Meedercher, scho ganz fréi ufänken ze fémmeren, wat fir eis zimlech beonrougeg ass?

Dir Dammen an Dir Hären, bei laangjährege Fémmerite spille sacerlech eng Rei vu Facteuren ze summen:

Éischtens, déi laangjähreg Gewunnechten.

Zweetens, énnerschiddlech ausgeprägten Ofhänggekeete vum Nikotin, woubäi haut méi oder wéineger och bekannt ass, wéisou Substanzen op eisen Neurotransmitterhaushalt awierke fir e Suchtverhalen ze konditionéieren.

Dröttens, nach émmer och d'Énnerschätzung vun de Risike fir déi egee Gesondheet, woubäi haut méi oder psychologesche Verdrängungsmechanismus wiersam gëtt, dee seet, datt engem selwer schonn náischt wäert passéieren: Déi aner kréie Kriibs, mä engem selwer wäert náischt passéieren.

Véiertens, fémmeren eventuell och zwecks Bekämpfung vu Langweil, vun Onwuelsinn, vun innerer Nervositéit oder Frust.

Fenneftens, dozou kënnt, virun allem bei Pubertéierenden a Jugendlechen, den insidieuxen, raffinéierten an dofir objektiv émsou méi wiersamen Afloss vun der Zigarettenwerbung, vun der Publicitéit, däi mer haut mat dësem Gesetz endlech wäitgehend den Hals wáerten ofdréinen, wat mir begréissen. Grad Pubertéierender a Jugendlecher insgesamt - dat weess d'Zigarettenindustrie - sinn an dëser schwiereger Liewensphas ebe ganz empfänglech fir Publicitéitsmessagen, déi Stäerkte weisen, déi Modern-Sinn, Erwusses-Sinn, Derbäi-Sinn, déi Selbstbewusstsein an Unerkanntsinn suggérerien; Saachen, mat deene 14-, 15- oder 16-Jähriger an a ronderm d'Pubertéit natierlech Problemer hunn.

Aus all dëse Grénn ass duerfir de Publicitéitsverbuet ee vun de Points forts vun dësem Gesetz. Kombinéiert mat kontinuéierlech erhéijten Taxatiounen vun Tubakprodukter losse sech doduerch, eiser Meenung no, sécherlech gréisser Erfollegger erzilen, fir Jugendlecher preventiv dovunner ofzehalen, iwwerhaapt mam Fémmeren unzefänken, an eleng dat wier och schonn e schéinen Erfolleg.

Dir Dammen an Dir Hären, an dëser Debatt gëtt vu munchen de Begréff vun der Fräiheit vum Fémmeren an d'Debatt erabruoch. D'Netfémmeren, déi émmerhin eng large Mehrheit vun der Bevölkerung ausmachten an déi sech iwwert de bloen Damp an iwwert den Zwang matfémme bekloen, kréien da virgeworf, si wieren intolerant, si wiere géint d'Fräiheit, si wiere souguer fundamentalistesch.

Am Avis minoritaire vum Conseil d'État gëtt dobäi an engem absolut groteske Sënn ausgeféiert, mat dësem Gesetz géife liberticides, also fräiheitsofdédidend a bal totalitäär Entwécklunge vun eiser Gesellschaft an d'Wéi geleet. Mir kënnen iwwer esou intellektuell Verirungen eigentlech nach just de Kapp résele!

Fir Fräiheit sinn heibannen eigentlech all Parteien, an iwwert d'Definitionen an den Inhalt vun deem Begréff däerf roueg gestridde ginn. Fir eis ass awer kloer, datt de Begréff Fräiheit net däerf glächgesat gi mam Recht vum Stäckeren, mat Egoismus oder Egozentrismus a mat rücksichtslosem Sech-iwweranerer-Ewechsetzen.

Trotzdem ginn et ènnert de Fémerten niewent ville ganz verstännege Leit, déi Rücksicht op déi aner Leit huelen, leider och Fémerten, déi just sech selwer gesinn. Déi mengen, si dierften iwwerall fémmeren, wou a wa si drop Loscht hätten, an och wann dat op Káschte vun anere Leit geet. Ass esou e Verhalen, esou eng Sucht jidderzäit iwwerall fémmeren ze wéllen, den Inbegréff vun enger neier, wichteger Fräiheit, oder ass et net éischter den totale Contraire, nämlech eng Ofhänggekeet?

Wéi fräi sinn da wierklech d'Zigaretten- oder d'Nikotinofhänggeger, déi net op eng regelméisseg zougefouert Dosis Nikotin oder bloen Damp kënne verzichten, well d'Zigarettenindustrie si iwwert d'Substanzbärmëschungen ofhängg gemaach huet? Wat och vun der Madame Stein-Mergen hei scho gesot ginn ass. Sinn Ofhänggeger op eng Kéier fräi? A wann esou Fémerten eng Nikotinofhänggekeet vu sech weisen, wéisou ass dann hiert Verhalen ze verstoen?

A Bistroen, Diskothéiken oder Restauranten während enger Stonn, zwou oder zwou an enger hallwer Stonn kënne si anscheinend net op d'Fémmeren an esou Rauchkeete verzichten. Dat ass zumindest awer komesch, well wann déiselwech Leit op Weltrees oder an d'Vakanz mam Fliger fléien, da schéngse se dach awer véier, fénf Stonne Fluch...

Une voix.- Zéng Stonnen!

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).- ...oder heiandsdo souguer zéng Stonne Fluch problemlos iwwer sech ergoe loossen an iwwerstozen ze kënnten!

Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt selbstverständlech d'Recht ze fémmeren.

(Interruptions)

Ob dat eng wesentlech Fräiheit ass, woen ech perséinlech ze bezweifelen. Mir Gréng sinn allerdéngs der Meenung, datt dës Fräiheit spéitstens do hir Grenzen huet, wou d'Fräiheit oder d'Recht vun den Netfémmeren ufánkt, an dat ass déi grouss Majoritéit.

Vill Leit, déi net fémmeren, fille sech op der Aarbeitsplatz, am Bistro oder Restaurant belästegt duerch den Zigaretten- oder den Zigarettenstumpf, deen nach den Dag duerno an den Hoer, an de Kleeder hänkt, an émmer méi Leit si sech an deene leschte Joren och de konkrete Gesondheetsrisike bewooss ginn, déi vum erzwongene Matfémmeren oder Passivfémmeren ausginn.

Déi sou genannte Fräiheit, zum Beispill an engem Café, engem Bistro oder an engem Büro zu jidder Zäit fémmeren ze dierfen, ass also e kloren Agréff an d'Recht op d'Gesondheet an d'Fräiheit vun deenen anere Leit, op esou Plazen normal, gesond, schadstofffräi ze schaffen oder sech gemittlech am Café treffen ze kënnten, ouni müssen ze färerten, der Gesondheet ze schueden. An déi Gesondheetsgeföre vum Passivfémme sinn, wéisou ech so gesot hunn, kloer genuch erwisen.

Aus all dëse Grénn, Dir Dammen an Dir Hären, menge mir jiddefalls,

datt de Begréff „Fräiheit“ am Kontext vum Zigarettekonsument net némme liicht falsch op der Platz ass.

Dést neit Gesetz, Dir Dammen an Dir Hären, ass op enger Rei vu Punkten awer, nodeem eis Kommissoun et staark nogebessert huet, ouni Zweifel e gréissere Fortschritt, obschonn et hannert méi klore Législatioune wéisou däi zum Beispill vun Irland oder Schottland zréckbleift.

Et ginn eng Rei vu positive Weiderentwécklungen, wéisou zum Beispill dee wäit gehende Publicitéitsverbuet, déi proposéiert Héllefsbugebuerder fir opzehalen, fir vum Nikotin lasszkommen, Sensibilisierungscampagnen a schlisslech de Kader vu Sanktioune bei Verstéiss géint d'Gesetz, an d'Plazen, wou net däerf gefémmt ginn, si par rapport zum Gesetz vun 1989 staark ausgedehnt ginn. Dat sinn natierlech sécher eng Partie positiv Entwécklungen.

Wa mir Gréng trotzdem net kënnen einfach esou derfir stëmmen, wa mer eis leider mussen enthalten, dann ass dat virun allem doduerjer, well an der leschter Kéier virum Zil de Regierungsparteie leider d'Loft oder den Otem ausgaangen ass a si sech op enger Rei vu Punkte mat sou genannte Kompromésser zerfride ginn hunn. Kompromésser virun allem am Horesca-Secteur a virun allem, zum Beispill, d'Méiglechkeet vu Fémertenofdeelung, vu Fumoiren a Restauranten oder Pâtisseren.

Ogresinn, datt d'Fémmeren och do gesondheetsschiedlech fir jiddferree bleift, bleiwei hei Problemer:

Éischtens: Eng total Étanchéitéit ass mat esou Fumoiren net méiglech, well beim Service, wann d'lessen oder d'Gédréinks zerwéiert gëtt, ganz oft d'Dieren op an zou musse goen.

An zweetens, wat méi wichtig ass, gëtt op esou enger Aarbeitsplatz d'Personal, wat zerwéiert, trotzdem dem Zigarettenstumpf dann ausgesat.

En total inakzeptable Komproméss, dee souguer un d'Lächerlechkeet grenzt, ass dee Paragraph, dee seet, datt a Bistroen an a Cafén erlaabt bleift ze fémmeren, oder ebe musse matzfémmeren, ausser téschent 12 an 2 Auer mëttes an téschent 7 an 9 Auer owes, wann an deenen Zäite kleng Molzechten zerwéiert gëifen.

Just eng kleng Fro, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären: Dee schiedleche bloen Damp, dee virudrin, deen téschent 10 Auer moies a fénnef vir zwielf oder téschent 2 Auer a fénnef vir siwen an de Raum geblose gouf an deen zum passive Matfémmeren zwéngt, ass dëse bloen Damp urplötzlech, wéisou vu Geeschterhand verschwonnen um Punkt zwielf Auer mëttes oder um Punkt siwen Auer owes? Wann dat esou wier, Här Minister, da misst Der eis do allerdéngs dat Wonnerrezept verroden, dat esou eppes Onglaubliches méiglech mécht!

Well et awer, Dir Dammen an Dir Hären, esou Wonnerrezepter net gëtt, handelt et sech do ebe ganz einfach ém dat, wat eenen nennt: mangelnde Courage oder faule Komproméss mat der Führung vun der Horesca.

Un d'Adress vun de Responsabele vun der Horesca och just e Wuert. Fuert emol eng Kéier zum Beispill an Irland oder a Schottland a schwätz do mat Restaurant- oder Pub-Beséutzer. Well deen an Aussicht gestallte Clientsverloscht, deen an Aussicht gestallte Ruin vun der irescher Gastronomie huet ganz einfach net stattfonnt! De Géigendeel ass souguer deelweis geschitt, well Bistroen, gutt an agréabel gefouert Bistroen a Restauranten, och ouni Tubak, oder

vlächst grad dofir, weiderhi beléifte Lieux de rencontre an Irland an a Schottland sinn a wäerte bleiwen.

(Interruption)

Une voix.- Très bien.

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).-

Dir Dammen an Dir Hären, fir eis Gréng bleiwen och absolut onverständlech, a vun engem seriöe Jugendschutz hier gesi bal skandaléis, d'Regelen am Beräich vun den Diskothéiken. Némmen an Diskothéiken, wou och Jugendlecher énnert 16 Joer Zougang hunn, soll d'Fémmeren verbueden sinn. Ofgesinn emol vun der Fro, wat fir Diskothéiken dat solle sinn - ass et vlächst dat, wat mer fréier emol Thé-dansanté genannt hunn? -, ass dës total Fräiheit ze fémmeren an de geschlossene Raim vun engem Bistro oder enger Diskothéik absolut skandaléis, wann ee weess, wéisou vill grad op deene Plaze gefémmt gëtt!

Verglächsanalysen, déi virun zwee, dräi Joer an Däitschland duerchgefouert goufen, hinn nämlech erginn, datt an Diskothéiken de loin déi héchste Konzentrationen vun Zigaretteschadstoffen gemoosse goufen, datt insgesamt erschreckend héich Konzentrationen vu Schadstoffen an der Otemloft vun Diskothéiken do waren. Här Minister, loosst dat emol wann ech gelift eng Kéier a Létzebuerger Diskothéiken nomoissen. Da géift Der gesinn, wat do u Schadstoffen an deene Raim enthalten ass!

A wann en do nach déi aner Nuiscancen, Facteure wéisou zum Beispill iwwerhaart Musek, Bléizer vum Stroboskop an eventuell Alkohol, dozourechent, da sinn esou Diskothéiken vum Gesondheetsrisiko hier absolut problematesch, an da kann een do net vu Jugendschutz schwätzen, wann en dann do d'Fémmeren weiderhin erlaabt. Et ass dofir an eisen Aen onverantwortlech, datt dee Fémmeren verbuet net och Diskothéiken émgräift!

Här Minister, als Gréng behale mer och Problemer mat däi elo virgesinnener Form vun der Aschränkung vum Tubak op der Aarbeitsplatz a geschlossene Büroen oder Raim. Ech betounen: mat der Form! Natierlech begréisse mir et, datt elo zum Schluss dach nach de Beräich Aarbeitsplatz, de Lieu de travail am privaten an am öffentleche Secteur, an d'Gesetz era-komm ass, am Énnerscheed zu deem, wat am ursprünglechen Text virgesi war. E Gesetz ouni den Aarbeitsberäich wier jo och eigentlech net méi wéisou eng Farce gewiescht.

Trotzdem behale mer mat däi elo proposéierter Form vun der Obligation de résultat de santé fir den Employeur eng Partie Zweifelen a Problemer. Wann am Prinzip eng Obligation de résultat fir den Employeur soll gëllen, op däi anerer Säit awer méi genau Bestemmungen iwwer Réglement grand-ducal solle kënne festgeluecht ginn, no Konsultatioun an Dialog mat de sou genannte Sozialpartner, da froe mir eis, ob dann do wierklech an alle Betriben dee glächchen, deeselwechte Schutz virum Passivfémmeren wäert kënne garantéiert ginn. Mir fäerte konkret, datt jee no Attitud vum jeeweilege Patron oder de Majoritésverhältnisser téschent Fémmeren an Netfémmeren an deenen énnerschiddleche Betriben oder Betriebsdelegatiounen de Begréff „obligation de résultat“ an ausräichende Schutz virum Passivfémmeren énnerschiddlech kann interpretéiert ginn.

A wann da gesot gëtt, datt dach de Salarié, deen net fémmt, a Fall vu Verstéiss géint säi Patron kéint kloen, da kléngt dat natierlech ganz schéin. Dat schéngt eis awer an Zäite vu Chômage a Schwierigkeiten, eng nei Aarbeitsplatz ze fanen, räichlech naiv a réalitétsfriem.

Une voix.- Très bien!

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).-

Mir Gréng hätten, wéisou muche Ge-werkschaft iwwregens, fir eng méi kloer an einfach Léisung plädéiert, nämlech eng einfach Interdictioen vu Fémmeren an allen zounen Aarbeitsraim, an alle Lieux de travail fermés, wat mer an engem Amendement och esou formuléiert hunn, wat eigentlech och eent vun eisen Haaptamendementer ass, déi mer erabruoch hunn.

Fir esou eng méi kloer Léisung hinn iwwregens och d'Fondation contre le cancer an d'Dokteschorganisatiounen plädéiert, an et ass wierklech schued, datt dësen einfache Wee net gewielt gouf.

Mir si jiddefalls méi wéisou gespaant op déi éischt Konflikter a juristesche Affären, déi an eisen Ae mat dëser Regelung riskéieren ze kommen. Eng einfach a kloer Regelung wier an eisen Ae méi logesch gewiescht an hätt och méi schnell kënnen émgesat ginn, fir ze verhënneren, datt déi gesetzlech nei Bestemmungen op däi enger oder op däi anerer Plaz schlächend énnershielegt kënne ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, all Gesetz ass némmen da gutt, wann et och agehale gëtt. Dofir, an dat begréisse mer natierlech, sinn an däi elo neier Versioun vum Gesetzestext bei Infracstiounen géint d'Gesetz Avertissements taxés oder Amendé virgesinn. An et gëtt och definéiert, wien déi Infracstiounen soll feststellen. Dat kléngt gutt.

Ech erlabe mer allerdéngs, am Géigendeel zu deem wat den Här Bettendorf hei gesot huet, ze soen, datt dat hei zu Létzebuerg och an anere Gesetzer énnerschidlech festgeschriwwen ass, ouni datt an der Vergaangenheit allerdéngs an der Realitéit do vill geschitt wier. Denkt zum Beispill un d'Kaméidisgesetz oder Infracstiounen par rapport zur Émwelt, Infracstiounen bei Dépassémenter vu Grenzwärter.

Ugesiichts vun de grousse Gesondheetsgeföre vum Fémmeren hoffe mir jiddefalls, émgekéiert zur DP, datt am Énnerscheed zum Gesetz vun 1989 Kontrollen a Sanktioune ganz eesch wáerte geholl ginn, ganz eesch musse geholl ginn, fir datt et wierklech zu Verbesserungen op dësem Gebitt ka kommen.

Insgesamt, Dir Dammen an Dir Hären, erklären all dës Lacunen a Problemer vun dësem Gesetz awer, fir wat mir Gréng trotz muche Fortschritte net kënne fir dëst Gesetz stëmmen. Mir wäerten eis enthalten. Mir hoffen, datt et mat dësem némmen deelweis zefridde stellende Gesetz net eriwwer ass, an dofir invitierere mer an enger Motioun d'Regierung, fir ee Joer no Publikatioun vum Gesetz eng Evaluatioun vun de konkrete Resultater vum Gesetz ze maachen, fir da spéitstens déi noutwendeg Nobeserungen um Gesetz virzehuelen.

Här President, hei ass déi Motioun.

Motion 1

La Chambre des Députés, considérant:

- que la loi relative à la lutte anti-tabcac prévoit l'interdiction de fumer dans certains lieux ainsi que l'installation de fumoirs dans certains types d'établissements;

- que cette même loi

suite à l'entrée en vigueur de la loi, et ce spécialement en ce qui concerne la protection des non-fumeurs et des jeunes;

- à évaluer les moyens mis en oeuvre pour garantir le respect des dispositions prévues par la loi;

- à évaluer également les expériences recueillies en matière d'amendes et d'avertissemets taxés;

- à revoir, au cas où les résultats ne s'avéreraient pas satisfaisants, les dispositions relatives à la protection des non-fumeurs et des jeunes dans les lieux accessibles au public ainsi qu'au lieu de travail.

(s.) Jean Huss, Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Henri Kox.

Wann elo gesot gëtt, dat wier an engem Joer net méiglech, et bräicht ee vläicht annerhalleft Joer oder zwee Joer fir dat ze maachen, dann hätte mer och domadder kee Problem. Mir menge just, datt esou eng Evolutioun relativ schnell soll geschéien, an da wäerte mer feststellen, datt münches vun deem, wat mir hei gesot hunn, net falsch ass, an datt eng Partie Nobeserungen néideg wäerte sinn.

An da ganz zum Schluss, Dir Dammen an Dir Hären, hunn ech och nach en aneren Text, nämlech eng Resolutioun. Eng Resolutioun, déi d'Chamber u sech selwer adresséiert. An déser Resolutioun geet et drëms, dem Land ze weisen, datt dës Chamber sech selwer seriö hëlt a mam gudde Beispill wëllt virgoen. An duerfir proposéieren déi Gréng, datt et vun elo u soll verbueden sinn, an alle Raimlechkeete vun déser Chamber ze fëmmen.

Résolution 1

La Chambre des Députés, constatant:

- le vote de la loi relative à la lutte anti-tabac par la Chambre des Députés;

- que le danger que constituent le tabagisme et le tabagisme passif pour la santé est largement reconnu;

- que les locaux de la Chambre des Députés constituent un lieu de travail et un lieu public;

- que la Chambre des Députés dans sa fonction de représentante du peuple se doit de montrer l'exemple;

décide

- qu'il sera désormais interdit de fumer dans tous les locaux de la Chambre des Députés.

(s.) Jean Huss.

Här President, ech iwverreechen lech och dës Resolutioun hei.

(Hilarité)

Si huet am Moment just eng Ënnerschrëft. Ech loosse ganz gär Kollegee vun anere Fraktiouen hei d'Méiglechkeet se mat ze ënnerschreiwen a mat ze droen. Et ass op jidde Fall esou, datt se genuch Ënnerschrëfte vun deene Gréngé géif kréie wa keen aneren dozou bereet wier.

Bei däർ Resolutioun, déi mer un eis selwer adresséieren, Dir Dammen an Dir Hären, geet et an eisen Aen èm net manner wéi èm d'Glaubwürdegkeet vun déser Chamber. Well wann dës Chamber mat Majoritéit anere Leit op anere Lieu-pubicen oder Aarbechtsplaze verbit - zu Recht - ze fëmmen, fir d'Fëmmerten, mä och d'Netfëmmerten, déi passiv mat musse fëmmen, ze schützen, da kann et net sinn, datt et an déser Chamber, wat och e Lieu public an e Lieu de travail ass, soll erlaabt ginn, virunzefëmmen! Et geet also do èm net méi an net manner wéi eis eege Glaubwürdegkeet als Deputéierte vun déser Chamber. An ech hoffen, datt mer dës Resolutioun hei unanimément herno wäerte stëmmen.

Dat gesot, Dir Dammen an Dir Hären, kommen ech zum Schluss. Här Minister, mat enger ganzer Partie vu Saachen, déi an dësem Gesetz sinn, kënne mir natierlech d'accord sinn, well wierklech Fortschritte do ze verzeechne sinn, mä insgesamt menge mir awer, datt hei Chancé verpasst gi sinn, fir wierklech Neel mat Käpp ze maachen, fir e wierklech preventive Gesondheetsschutz op allen Domäner vun dësem Gesetz kënnen ze realiséieren.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Huss. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt e Wuert un d'Madame Lydia Mutsch als Rapportrice fir hire Rapport, dee se gemmaach huet, och wann ech kann direkt soen, datt déi Recommandatioun, déi aus deem Rapport ervirgeet fir d'est Gesetz ze stëmmen, vun eisem Grupp net wäert gedroe ginn.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

D'Tubaksgesetz, wat mer haut hei zur Diskussioun an zur Ofstëmmung hunn, ass e Gesetz, wat an deene leschte Wochen a Méint ganz staark an der Öffentlechkeet diskutéiert ginn ass. D'Fëmmerten an d'Netfëmmerten sinn an haarden Diskussiounen auserneegaangen. Dat huet sech selbstverständliche net némmeenn ènnert de Bierger ofgespillet, mä et huet sech virun allem och an de politesche Parteien ofgespillet, wou dat och ganz kontradiktoresch diskutéiert ginn ass.

D'Fëmmen ass gesondheets-schiedlech, souwuel dat aktivt wéi dat passiiv Fëmmen. Dat ass de Mëtte schonn hei gesot ginn. Dat gëtt och vu kengem Mënsch méi contestéiert. An der Europäischer Unioun stierwe schätzungsweis an engem Joer 660.000 Mënschen un de Folge vum Fëmmen, bei 15% vum Total vun de Stierfäll ass den Tubak als Ursach uginn. Et ass also richteg an och wichteg, datt d'Politik sech mat deem Thema ausanersetzt, an datt et ee vun den Haaptsubjekten an dem gesondheetspoliteschen Débat muss sinn.

D'Fro ass awer: Wéi wäit kann oder wéi wäit muss d'Politik an dësem Beräich goen?

Et gëtt vill Beräicher vu Sucht: Och d'Drénken ass bei Leit eng Sucht. An och opgrond vun der Drénksucht hunn d'Krankekeese vill Dépense ze maachen. Och d'lesson huet bei verschidde Leit Konsequenzen, déi mer bei der Krankekeess herno erém musse riichtbien. D'Drogészucht, déi mer schonn des Öfteren hei haten - de Kolleg Niki Bettendorf huet nach viru 14 Deeg hei eng Interpellatioun dorriwwer gemaach; ech hat eng viru véier, fënnef Joer heibanne gemaach -, huet grouss Konsequenzen. An et gëtt och nach eng Spillsucht, niewent anere Suchten iwewall.

Mä d'Differenz vum Fëmme vis-à-vis vun all dësen elo opgezielte Suchten ass, datt d'Sucht vum Fëmmen net deen Enzelnen eleng betrëfft, mä et betrëfft och déi Leit, déi passiv musse matfëmmen. All déi aner Suchte betreffen d'Person selwer, awer net onbedéngt hiren Entourage. Et ass duerfir wichtig, datt mer eis mat deem Problem ausanersetzen, awer och émmer a Verbonnenheit mat der Fro, wou d'Fräiheit vun deem engen ufänkt a wou d'Fräiheit vun deem aneren ophält.

D'aktiv an d'passiv Fëmmerte sti sech hei vis-à-vis. Woubäi ee muss soen, datt déi meesch Fëmmerte systematesch Rücksicht op d'Leit huelen, déi net fëmmen. Déi meesch Fëmmerte fëmmen d'ofice net an engem Restaurant a si

hueelen déi Précautioun fir eben an engem Restaurant anere Leit keen onangenehmen Ablack zouzemudden. Et dierf also net zu enger Juegd op d'Fëmmerte kommen.

Och datt mer als Partei, als Gesellschaft, als Stat aus Prinzip alles maachen, fir datt esou mann wéi méiglech gefémmt gëtt, ass e richetege Prinzip. Virun allem bei deene Jonke musse mer intervenéieren, fir se eben net deem Fléau ze énnerwerfen. Et ass selbstverständliche ganz normal, datt mer Informationscampagnen a Sensibilisierungscampagnen vum Stat aus musse maachen.

D'Gesetz, wat mer haut hei virleien hunn, zielt a sengem Artikel 6 (1) alleguer déi Plazen op - an et sinn der 16 am Gesetz virgesinn -, wou et an Zukunft wäert verbueden sinn ze fëmmen. Als ADR si mir mat dem groussen Deel vun deenen Opzielungen d'accord.

Datt net méi a Spideeler gefémmt gëtt, schéngt eis eng Normalitéit ze sinn an och heibannen e Konsens ze hunn. Datt an den allgemeine Raimlechkeete vun Altersheimer net gefémmt gëtt, idem. An datt mer awer deene Pensionären an Altersheimer, déi jo en Zémmer gelount hunn, also do bei sech dohem sinn, erlaben ze fëmmen, huet och den Accord an der Kommissioun fonnt. Dann, datt an de Salle-d'attenté bei Dokteren, Zäandokteren, Laboratoire net méi gefémmt gëtt, mengen ech, ass haut scho praktesch am Aldeeglechen eng Normalitéit; et gëtt elo just hei am Gesetz festgeschriwwen. D'Realitéit huet dat awer. Dat selwecht gëllt an den Apdikten.

Datt an alle Schoultypen net méi gefémmt gëtt, schéngt eis och kloer ze sinn, souguer mat den Extensiounen, den Alentoure vun de Schoulen. Sécherlech muss een awer wëssen - ech wëll elo net vun de Schüler schwätzen, do schéngt et mer normal ze sinn -, datt mer Enseignant hunn, déi awer chronesch Fëmmerte sinn, déi elo mat dësem System hei wäerten e Problem kréien. An et wäert net esou kommen - wéi mir jonk waren, si mer heemlech op d'Toiletté fëmme gaang -, datt elo op eemol Professer heemlech fëmme gi fir awer hirer Sucht nozekommen. Mä, wéi gesot, et ass eng Regelung, déi eis Zoustëmmung fénnt.

Datt an alle Lokaler, wou Jugendlécher ènner 16 Joer sech ophalen, net däerf gefémmt ginn, a Kinoen, Theater, Muséeën, Galerien a Bibliothéiken, an allen Halen a Säll vu Stat a Gemeng: Alles dat fénnt eis Zoustëmmung genausou gutt wéi wat den öffentlechen Transport, Flughafen oder Eisebunnsgebaier ubelaangt.

Problemer hu mer, Här President - an de Kolleg Niki Bettendorf huet dat mat treffende Wiederhei gesot -, domat wat am Artikel 6 (1) 13 steet, wat d'Restauranten an d'Caféen ubelaangt. An ech verweiseen och do op deen Avis complémentaire, dee mer haut de Moien zougestallt kritt hu vun der Chambre de Commerce. Ech mengen, si huet doudsécher Recht wa se drop hiwest, datt d'Gesetz iwwert d'Chambres professionnelles vun 1924 dem Stat eng gewëssen Obligation operleet, fir déi eenzel Chambre-professionnelles èm hir Meenung ze froen, wann et èm Sujecte geet, déi si direkt betreffen, datt een hei hätt missen deen Exercice maachen a virun allem och den Avis ofwaarden.

Et geet net duer, wéi d'Madame Stein-Mergen dat de Mëtten hei gesot huet: Wa mer deen Avis éischter kritt hätten, muss ee vläicht haut soen, hätte mer an eiser Kommission aneschters iwewerlecht. Ech mengen, dat ass keng gutt legislativ Prozedur an et

muss ee sech och dorriwwer Fro stellen.

Wann een och ka mam Prinzip, datt an engem Restaurant net soll gefémmt ginn, d'accord sinn, esou muss een dach awer d'Fro opwerfen, wéi et hei mat der Fräiheit vum Propriétaire op d'Eigentumsrecht ass, wéi et bei him mat der privater Propriétéit ass.

Mir hätten als ADR léiwer eng aner Formule gehat, an zwar datt een higaange wär an et hätt een den Exploitanté fräigestallt, mä obligéiert, datt se hätte missen affichéieren, ob an hiren Etablissementen géif gefémmt ginn oder net gefémmt ginn. Domadder hätt jiddferee, deen esou en Etablissement betratt hätt, gewosst, wann en erageet, a wat fir eng Situations datt e sech begëtt. Eventuell hätt een och kënne higoen, datt ee gesot hätt, bei gréissere Restauranten müssen et zwee Säll sinn. All Client hätt dann, wéi gesot, genau d'Konditiounen vun der Stee kannt, wann en eraange wär.

Ech sinn iwverzeegt, datt de Maart sech selwer geregt hätt, well fir déi Restauranten, déi fir Netfëmmerte sinn, d'Demande émmer méi grouss gëtt, well och eng Rei vu Fëmmerte léiwer an engem Restaurant zu Mëttag iessen, wou net gefémmt gëtt, an hir Zigar oder hir Zigarett herno anzwousch aneschters fëmme ginn.

Haut maache mer elo e System hei, wou mer musse Kontrolle maachen. Et muss ee sech dat virstellen, datt elo do Straítpunkten entstinn, datt Clienté géint aner Clienten eng Plainte maachen, oder datt de Wiert muss do agéiere vis-à-vis vu senge Clienten, oder datt d'Police oder d'Douane musse Kontrollen a Restaurant maache goen. Et muss ee sech dat alles virstellen, wou mer hei als Gesellschaft hiestieren, an e Land, wou mer de Bierger émmer méi kontrolléieren, em émmer méi Konditiounen octroyéieren, a wou en herno praktesch keng eenzel Fräiheete méi kann hunn.

An deemselwechten Zesummenhang muss een dann och déi Bestëmmungen hannerfroen, déi mer hei henn. Wa mer soen, wann an engem Restaurant gefémmt gëtt, muss et en zweete Sall ginn, d'accord. Mä datt mer dann och nach higim a mir schreiven an d'Gesetz, datt dee Sall net méi wéi 25% vun der ganzer Fläch muss hunn, do muss ech d'Fro stellen, wou een do kann esou ee genaue Kritär an e Gesetz aschreiven. Mir wëssen, datt mer haut scho vell Restauranten hunn, déi zwee Raim henn. Wann elo awer dat Verhältnis 25:75 net besteet, müssen dann déi Leit, déi am Fong scho preventiv a wierklech mat Rücksicht hei Investitiounen gemaach hunn, elo erém émbauen oder musse se deen een Deel, dee méi wéi 25% huet, kieren?

Wann dat Gesetz hei a Krafft trëtt - an de Kolleg Niki Bettendorf huet dat gesot -, gëtt et nach kee Reglement. Wat ze bedaueren ass, datt mer esou e wichtegt Gesetz, wou den Detail wierklech an de Reglementer herno wäert kommen, stëmmen an dat Gesetz och a Krafft setzen, ouni datt d'Reglementer do sinn. A wann déi Reglementer net do sinn, da spilt d'Gesetz, an d'Gesetz seet ganz kloer: Et gëtt net an engem Restaurant gefémmt. Dat heescht, soulang wéi kee Reglement do ass, kann och kein anere Sall opgemaach ginn, och wann e 25% huet, well ebe keng Bestëmmungen do sinn, a well och do am Gesetz steet, datt eng speziell Demande muss un de Minister geriicht ginn, deen dann d'Gesetz aschreiven. Mir können dach net hei am Fong e ganze Secteur Horesca als mannerjähreg erklären, wéi wann déi net selwer capabel gewiescht wären, fir dee Problem ze léisen. Mir können dach net hei am engem Stat sinn, wou mer e kompletten Dirigismus vun uewen eroft maachen, wou d'Leit némme méi virgeschriwwen kréien, kontrolléiert kréien, verbueden kréien a herno och nach protokolliert ginn.

Genausou wou een do muss d'Definitioun fannen, wat iwverhaapt Platë sinn. Fält eng Hameschmier drodrénner? E Croque-Monsieur, fält deen dodrénner? Oder muss et e waarmt lesse sinn? Oder wéi ass d'Konditioun? Alles dat steet am Ablack nach net fest.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virun allem an deene Punkten do, wat d'Restauratioun an d'Caféen ubelaangt, hu mer also eng Situations geschaf, wou mer eis Problemer siche ginn a wou mer hei am Fong e ganze Secteur Horesca als mannerjähreg erklären, wéi wann déi net selwer capabel gewiescht wären, fir dee Problem ze léisen. Mir können dach net hei am engem Stat sinn, wou mer e kompletten Dirigismus vun uewen eroft maachen, wou d'Leit némme méi virgeschriwwen kréien, kontrolléiert kréien, verbueden kréien a herno och nach protokolliert ginn!

Wa mer elo nach higinn, an den Transportminister ass amgaange sech ze iwverleeën, fir d'Promillgrenz erofzesetze vun 0,8 op 0,5%, da si mer geschwénn an enger Situations, datt mer besser soen: Ma de Stat verbitt hei an deem Land nach iwverhaapt, datt

d'Leit iessen an drénke ginn, a mir maachen domadder de Risiko grouss, datt mer e ganze Secteur wärtlekt maachen. Duerfir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ass dat do e Punkt, mat deem mir enner kengen Emstänn können d'accord sinn.

Och déi Bestëmmung vu Jugendlechen énner 16 Joer, déi ass doudsécher richteg, mä wann een déi Bestëmmung assetzt an et leet een awer net fest, énner wat fir enge Konditionen datt dann och deen, dee verkeeft, ka kontrolléieren, wéi e Jugendlechen, net méi énner 16 Joer, kann un Zigarette kommen, wa mer d'Affär vun den Zigarettenautomate kréien, déi mer net kenne vun engem Dag op deen aneren émbauen, da gesäit een, datt dat hei wahrscheinlich fir de Gesondheetsminister e Prestige ginn ass, fir dést Gesetz ebe mor dikus nach musse virun der Summervakanz ze stëmmen, egal wéi d'Konsequenzen herno an der Exekutioun vun deem Gesetz hei wäerte sinn.

Wat d'Personal ubelaangt, Här President, ass dat eng grouss Diskusioun, déi vun alle Säite vum Salariat, vun de Gewerkschafte scho während Joren diskutéiert gëtt. Mä och hei hu mer eng Formule gesicht, déi an der Praxis einfach net ka fonctionnéieren. Mir ginn hei dem Patronat eng Obligation de résultat a mir soen am Gesetz ganz kloer: «...en prenant les mesures nécessaires afin que les travailleurs soient protégés de manière efficace contre les émanations résultant de la consommation du tabac d'autrui.»

Dat ass de Prinzip, deen am Gesetz steet. An da soe mer hannendrun: Et kënnt e Reglement wat da seet, wéi dat an der Praxis ka fonctionnéieren.

M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi. - Neen! Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen (ADR). - Da sot direkt, Här Minister, wéi et da geet.

M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi. - Mir soen, de Reglement ka preziséieren. Dat ass eng wichteg juristesche Nuance. Well mer námlech net wéllen op dee Wee goen, wéi et an der Belsch geschitt ass, wou eigentlech e Reglement herno d'Prinzipien erém ennerhielegt huet. Dat heesch, de Prinzip ass am Gesetz, an d'Reglement kann némme kommen, fir op deem engen oder anere Plang, wann dat sollt néideg sinn, Consignes d'application ze ginn. Mä de Prinzip läit am Gesetz an e kann net vum Reglement ennerhielegt ginn. An duerfir steet ganz däitlech do «peut préciser» an net «mettra en œuvre».

M. Gast Gibéryen (ADR). - Voilà.

M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi. - Dat heesch, d'Gesetz ass vu sech aus directement applicabel.

M. Gast Gibéryen (ADR). - Dat ass genau dat, wat ech gären héieren hätt, och vum Här Minister, well dat dat confirméiert, wat ech gesot hunn. Dat heesch, wann de Prinzip am Gesetz steet, da ka muer an engem Café oder an engem Diskothéik - déi sinn ausgeschloss hei-, mä wann do Personal dobannen ass, däerf kee méi fémme.

M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi. - Dat steet och erém net am Gesetz.

M. Gast Gibéryen (ADR). - Dach, dach!

M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi. - Neen.

(*Interruption*)

M. Gast Gibéryen (ADR). - Soulaang wéi kee Reglement do ass...

M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi. - Neen.

M. Gast Gibéryen (ADR). - Dach.

M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi. - Neen, Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen (ADR). - Dann erklärt eis dat nach eng Kéier, well dat ass námlech e we sentleche Punkt.

M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi. - Ech wollt herno eigentlech nach eng Kéier dorop zréckkommen.

M. le Président. - Här Minister, mir si frou, do eng Explikatioun ze kréien.

M. Gast Gibéryen (ADR). - Jo, ech si frou, wann den Här Minister eis dat direkt erklärt.

M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi. - De Punkt ass, dass den Employeur eng Obligation kritt, seng Leit ze schütze géint d'Femm vun aneren. Do huet hien eng Obligation de résultat. Déi Moyenen, déi hien assetzt, mussen esou effikass wéi méiglech sinn.

Dat heesch, hie muss all Situations enzel evaluéieren. Dat heesch, do muss een och de Risiko evaluéieren, deen op där enger oder op där anerer Plaz ass. Dat, wat mir mat der «Obligation de santé de résultat» mengen, ass net «Interdiction de fumer», mä wéi kenne mir am beschten, vu les circonstances, déi do sinn, d'Leit schützen.

Et ass richteg, dass och an engem Café en Employeur sech muss mat där doter Fro auserneesetzen. Mä et ass falsch ze soen, opgrond vun där doter Bestëmmung wär automatesch eng Interdiction de fumer, well deemno op wat fir enger Plaz ee schafft de Risiko jo och anesc ters ass wéi anzuwosch anesc ters. Well soss wär et jo vill méi einfach, wann ee kënnt den «Lieu du travail», wéi Verschiddener et gär gehat hätten, définéieren. Deen ass net ze definéieren. Et kann een net op alle Plazen datselwecht maachen.

Ech ginn herno a menger Antwort nach eng Kéier dorobber an. Dat heiten ass eng Approche, déi net dat mécht, wat Verschiddener gären hätten, fir radikal ze soen: Fémmerverbuet. Mä et ass eng Approche, déi vill méi wäit geet, wéi dat, wat zum Beispill och den Här Huss elo gefrot huet, well se námlech all Lieu de travail considéréiert an net némme verschidde Lieux de travail.

M. Gast Gibéryen (ADR). - Här President, déi Erklärung...

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG). - Ech hinn alles verbueden, ech froen e Verbuet fir alles!

(*Coups de cloche de la Présidence*)

M. le Président. - Wann ech gelift, Här Huss!

M. Gast Gibéryen (ADR). - Jo, Här Huss, Dir wëllt alles verbidden, dat hate mer verstanen.

(*Hilarité*)

M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi. - Echhoffen awer, dass den Här Huss net alles wëllt verbidden!

(*Interruptions*)

M. Gast Gibéryen (ADR). - Fir dat nach eng Kéier kloer ze ennersträchichen, dat hate mer verstanen.

M. le Président. - Här Gibéryen, fuert Dir weider, well e fänkt u giel ze ginn.

(*Brouaha général*)

M. Gast Gibéryen (ADR). - Merci, Här President. Ech ginn do vun aus, datt déi siwe Minuten, déi den Här Minister elo geschwatt huet, mir net ugerecht ginn. Ech versichen awer trotzdem a men ger Zäit ze bleiben.

Här President, ech mengen d'Änt wert vum Här Minister huet awer kloer bewisen, datt déi Interpretatioun, déi ech ginn, net esou vun der Hand ze weisen ass. Well wann an enger Diskothéik Leit schaffen a si soen zu hirem Patron, Dir musst dat Beschtméiglech fir mech hei banne maachen,...

Une voix. - Da muss d'Femm verbueden sinn.

M. Gast Gibéryen (ADR). - ...da muss hien d'Femm verbi den, well mir wéissen, mengen ech, wéi vill dobanne gefémmt gëtt.

(*Interruption*)

Jo, jo. Dir hutt elo hei eng Interpretatioun ginn, wou Der sot, all eenzeline Betrib oder Patron an engem Café oder Restaurant oder Disco muss deen enzelne Fall, wann d'Demande do ass, duerchdiskutéieren, fir ze kucke wat dat Beschtméiglech ass. A wat mengt Der, wat fir eng Interpretatiounen a wéi vill Kaméidi datt do erauskënnt, soulaaing wéi kee Reglement do ass, wat dat «peut», wéi Der dat nennt, preziséiert - an et weess och nach kee wat do erauskënnt.

Ech soen lech, déi dote gesetzlech Bestëmmung féiert zu fuerchbar vill Kaméidi; do kenne mer Prozes ser kréien an alles. An d'Resultat ass dat heiten: Wann d'Gesetz à la ligne appliziéiert gëtt, da kann ee muer weder an engem Café nach an enger Diskothéik fémme. Dat ass esou wéi mir et interpretéieren, an ech hu jo och festgestallt, datt Der relativ Problemer hat, fir eben och elo kenne dat doten hei ze erklären.

Une voix. - Uh!

M. Gast Gibéryen (ADR). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir gesinn also wou de Problem hei läit, a mir gesinn, datt dat Gesetz hei net ausgeräfft ass. An duerfir wär et besser gewiescht - an an der leschter Législationsperiode ware mer eis zum Beispill hei an de Chamber eens ginn -, datt keng Gesetzer méi géife gestëmmt ginn, wann d'Reglementer net vir um Vote géifen do leien.

Hei gëtt eng Kaz am Sak gestëmmt.

(*Interruption*)

Dach! Haut gëtt hei e Gesetz gestëmmt, an da kommen duerno Reglementer, wou kee Mënsch weess, wat drasteet.

(*Interruption*)

An d'Gesetz ass prezis an d'Gesetz seet ganz kloer, datt eng Obligation de résultat fir de Patron do ass, ouni datt et definéiert, wat dat ass. A wa se net definéiert ass, dann ass se absolut, mat deene Konsequenzen, wou ech elo hei gesot hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, iwwert d'Publicitéit nach vläicht ee Wuert. Wat deen Amendement ubelaangt, dee vun eis an och vun der Demokratescher Partei eragereeht ginn ass, do si mer frou, datt d'Regierung an d'Majoritéitsparteien och op dee Wee gaange sinn, datt een op de Point-de-vente ka Publicitéit maachen. Well mir eis eens gi sinn, datt domader, wa mer d'Bestëmmung esou am Gesetz stoe gelooss hätte wéi se war, de Létzebuerger Pro

duzent sécherlech benodeelegt gi wier, well mer ebe wéissen, wei d'Point-de-vente vun den Zigaretten an Zigaren opgebaut sinn a wou dann eben auslännesch Konzerner e Virdeel vis-à-vis vun en gem nationale Konzern kritt hätten.

Domadder wieren net manner Zigaretten oder méi Zigarette verkauft ginn, mä et wieren anerer verkauft ginn, a mir hätten eisen nationale Produzenten domadder geschuet. Wat déi Regelung ubelaangt, déi mer elo hei agebaut hinn, datt ee kann eng Publicitéit maachen op de Point-de-venten, do fanne mer et richteg, datt mer doriwwer konnten e Konsens fan nen.

M. le Président. - Här Gibéryen, kommt zum Schluss, wann ech gelift.

M. Gast Gibéryen (ADR). -

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hinn uganks gesot, datt dat Gesetz hei eis keng Satisfaction gëtt. Et sinn eng Rei vu Punkten dran, wou mer kenne wierklech domadder averstane sinn, mä et sinn der awer och dran, wei gesot, wat d'Restauranten an d'Caféen ubelaangt, do kenne mer mat d'r Formuléierung, déi hei am Gesetz ass, énner kengen Emstänn averstane sinn. Duerfir wäert eis Partei entweder deelweis sech enthalen an och dergéint stëmmen.

M. le Président. - Merci, Här Gibéryen. Den nächste Riedner ass den Här Aly Jaerling. Här Jaerling, wann ech gelift.

M. Aly Jaerling (Indépendant). - Merci, Här President. Och der Madame Rapportrice Merci fir hien explizite Rapport, deen eis hei soll e Gesetz schmackhaft maachen, wat no enger leschter Zigarette richt, déi schonn dräi Deeg am Äschebecher läit.

Haut ass en historeschen Dag, awer kee mémorabelen, well haut ginn déi éischt Schrëtt an d'Diktatur ageleet.

Hilarité

De Stat mëschkt sech an d'Privatsphär vu senge Bierger an, esou wéi e sech och an déi intern Gestioune vun de Betriber amësch. D'Lutte antitabac soll mat dësem Gesetz bedriwwen ginn. Wann ech dat mat menge minime Franséisch kenntnisser iwwersetzen, dann heesch dat: de Kampf dem Antitabac - eng Kontradiktoun schonn u sech.

Wat bekämpfe mer dann elo? Den Tubak, eng Planz, där hir Récolte Millioune Mënschen Aarbecht an Akommes garantéiert, an dat och an engem Betrib hei am Land mat 700 Aarbeitsplazen? Oder bekämpfe mer den Tubaksdampf, deen anscheinend esou mäerde resch ass, datt en alles ronderém sech kriibsbeschiedegt?

Zeg Mënsche sollen um direkte Konsum vun Tubakprodukté stierwen - dat ass net aus der Welt ze weisen -, an dann och eng ganz Rei um passive Matfëmme, dat ass bewisen oder et soll bewise sinn, mä ass dat och esou evident?

Wann ech en Aarbechter huelen, dee gefémmt huet a säi Liewe laang bei den Héichuewen oder Elektrouewe geschafft huet an do iwwert dem Schlakekulang dagdeeglech Ammoniakgas iwwert dem flëssege Goss geschléckt huet, a wann deen dann u Longekriibs stierft, wie kann dann eeschaft haapten, dass en un de Folge vum Fémme gestuerwen ass? Oder een, deen an der KokschARGE geschafft huet a während senger Schicht méi Kuelestébs geschléckt huet wéi Sauerstoff? Et ass also alles relativ.

Ech wëll déi wéssenschaftlech Etüden net a Fro stellen an ech wëll och d'Gefor vum Fémme hei net minimiséieren, mä ech kann einfach net d'accord sinn, dass medezinesch Erkenntnisser elo mässbraucht gi fir propagandistesch

Zwecker géint d'Femmerten, fir en onsnennnegt Gesetz duerchzeboxen.

Wann d'Regierung der Meenung ass, dass d'Femm schiedlech ass an onweigerlech zum Doud féiert, da soll se consequent sinn an da soll se e Gesetz virleeën, wat d'Femm definitiv verbitt. Mä dat wäert se awer ni maachen.

Engersäits aus finanztechnesche Grénn - dat huet den Här Bettendorf hei kloer unhand vu Chiffere gewisen - an anerersäits well mer genau wéissen, dass d'Prohibition nach émmer an d'Box gaangen ass an de Schwarzhandel doderch gefördert ginn ass.

Här President, d'Diskussioune ronderém d'Antitubakgesetz huet d'Land net némme gedeelt, mä elo schonn zu enger regelrechter Stigmatisierung vun de Fémme gefouert. Eng wichteg Fro an deem Dossier hei ass bis elo awer während d'r ganzer Diskussioune weder opgeworf ginn nach am Fong diskutéiert ginn: Wat wier dat Éischt gewiescht, wat d'Regierung hätt misse maachen, fir esou e Gesetz wéi dat hei ze vermeiden?

Si hätt emol misse versichen, de Fémme ze héllefen, vun hirer Sucht lasszekommen. Well et ass eng Sucht, genau wéi den Alkohol an aner Drogen. Wat huet d'Regierung bis elo gemaach, fir de Leit ze héllefen opzehale mat fémme? Guer näisch Konkretes!

Wat ass bis elo, vun un dass den Tubak besteiert gëtt, mat deene Steiersue geschitt? D'Steiersuen, déi d'Femmerten ivver Jore bezuelt hinn an haut nach bezuelen, huet d'Regierung bis elo och némme ee Frang dovunner direkt an d'medezinesch oder an d'pharmazeutesch Recherchen investéiert fir Weeér ze fannen, de Fémme ze héllefen, vun hirer Sucht lasszekommen?

Huet d'Regierung bis elo mat all deene Steiersuen, déi vun de Fémme bezuelt goufen a ginn, och némme engem Fémme déi Medikamente oder Traitementer bezuelt, fir de Fémme bei sengem Versuch ze énnerstézzen, vum Fémme lasszekommen? Neen, huet se net! Mécht se et mat dësem Gesetz? Neen, och net!

Duerch d'Steieren an d'Accisë sinn ivver Joréngte Milliouen a Milliouen Euro erakomm, déi a kengem Vergläch dozou stinn, wat d'Zigarettenindustrie investéiert, fir d'Fémme süchteg ze maachen a se süchteg ze halen. An déi huet souguer eegen Departement - dat ass bewise ginn -, fir ze analyséieren, wat et géif u Plainten abrénggen a wat et géif kaschten, wann en neie Produit dem Tubak énnergemësch gëtt, fir dass d'Leit méi fémme.

Wat huet déi heite Regierung, an all déi virdrun, opweises, fir d'Recherche an déi aner Richtung ze steieren an ze versichen, mat Géigeméttelen de Schued ze vermeiden an de Fémme virun esou enger rücksichtloser Lobby, där e Mëschelieren egal ass, ze schützen? Well ausser timiden Informationscampagnen huet dës Regierung, an all déi virdrun, nach glat guer näisch gemaach!

Ma mengt Dir dann, d'Fémme géifen aus purem Spaass un der Freed émmer méi Sue fir hir Sucht ausginn? Si kenne net anescht! An all fräie Moment, an all Plaz, souguer am Reen an am Schnéi, gëtt genotzt, fir eng Plaz ze fannen, fir kenne eng ze dämpfen.

lästegen. Och dat muss emol eng Kéier kloer gesot ginn.

Et ass awer kee capabel, hinne richteg ze héllefen, an et schéngt och kengem opzefalen, dass déi Leit wierklech krank sinn. An elo soll e Gesetz dobäi och nach déi Leit total aus der Gesellschaft ausgliedern. Si sollen aus de Restauranten erausgehäit ginn. Et gëtt hinnek en elementaart Recht geholl. Mä net némmer hinnek! Och de Restaurateuren, déi net méi däerf selwer bestëmmer, wie si bei sech als Gäscht däerfen empfänken. A wou ee sech d'Fro muss stellen, ob dëst Gesetz an deem Senn net verfassungswiddreg ass an a Contradictiou ass zum Artikel 11 (6) vun eiser Verfassung, dee seet: «La loi garantit la liberté du commerce.»

E Restaurant ass e Lieu ouvert au public, mä en ass awer nach émmer de Besétz vun engem Propriétaire oder vum Gestonnair vun deem Lokal. Mat wat fir engem Recht gëtt hei déi fräi Ausübung vu kommerziellen Aktivitéiten, esou wéi eis Verfassung et garantéiert, violéiert?

Den Artikel 16 vun eiser Verfassung seet zum Beispill och: «Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique.» Wou gëtt et an dësem Fall eng Utilité publique? Wann eis Verfassung de Schutz vun der Propriétéit garantiert, wéisou kann dann hei esou e Gesetz gestëmmt ginn, iwwert dat de Stat bestëmmt, wat an der Enceinte vun engem private Commerce ze geschéien huet?

Virgeschriwwé gëtt och, dass kengem Männerjähregeen énner 16 Joer Zigarette verkäuft däerfe ginn. Ech mengen, domat huet och keen e Problem. Do ass och jiddfereen absolut domat d'accord. Mä wat huet de Commerçant awer fir legal Méiglechkeeten, den Alter vun enger Persoun ze kontrolléieren? Et sollen anscheinend Automate mat Jetonen agesat ginn, fir dass de Konsument muss beim Commerçant virspriechen, fir e Jeton ze kréien. Mä wie bezilt dann d'Fraisë vun däer substanzieller struktureller Émännerung? De Stat? Ganz sécher net.

Et solle kënnen hermetesch ofgeschlosse Fumoiren erméiglecht ginn - wa méiglech nach ouni Fénsteren an ouni Dieren? Wie bezilt dat? A wéi ass dat technesch émsetzbar? Wéi ass dat ze réalisieren, wann de Minister keen Dé-lai gëtt, fir dat émzeseten?

Dat sinn d'Suerge vun der Confédération du Commerce, déi dat an engem expliziten Avis duergeleucht huet. En Avis, deen awer anscheinend ignoréiert ginn ass, well et ass keng Reaktiou drop komm.

Och ass vu Säite vum Statsrot en Avis minoritaire verfaasst ginn, deen uprangert, dass individuell Fräiheete vum Mensch, an dësem Fall vum Fémert, ageschränkt ginn, an dass dat och a Contradicition zu eiser Verfassung stieet.

Här President, d'Fémert sollen an dëser Gesellschaft ganz einfach marginaliséiert ginn. Dat ass de But vun dësem Gesetz, wat op Drock vun enger intoleranter Lobby duerchgebootscht soll ginn. A wa mer dann d'Fémme scho welle praktesch kriminaliséieren, da missen mer jo och déi an de Prisong setzen, déi um Handel mat den Zigarette verdéngten an direkt oder indirekt dovunner profitéieren. Déi, déi mat däer do Logik dann als Aller-éisch misste gestrooft ginn, wären net némmer d'Zigarettenhiersteller, mä och hir Dealer, iwwert den Tabakshändler, de Steierbeamten an d'Douanier bis zur Regierung. All déi also, déi mam Andreiwe vun deenen aus gesondheetsschiedleche Produitë stamende knaschtege Suen eppes ze dinn hunn.

Et wier, abstrakt formuléiert, souguer jiddfereen, deen hei am Land wunnt oder d'Land betrëfft, well wie seet, dass mat iwwer Tabak akasséierte Steieren net indirekt eng

Strooss bezuelt gëtt, e Gleis oder e Stéck Tarmac um Flughafen?

Verschidde vun deenen, déi ech elo grad opgezielt hinn, missten zumindest vun engem moralesche Standpunkt aus effektiv an de Prisong, engersäits pour «non-assistance à personne en danger», well hinnek jo all bewosst ass a se selwer öffentlech proklaméieren, dass d'Fémert déidlech ass, awer och, well se net verantwortlech mat deene Suen émgaange sinn, déi se dem Fémert ofgehol hinn an nach émmer ofhuelen.

Wat ass dat fir eng Hypokrisie, eng Hannerléschtegkeet vun dëse Régierungsverantwortlechen! Géife si et éierlech mengen, da wär scho sät Joréngten all Steiersou, deen direkt oder indirekt duerch den Tubakskonsum erakomm ass, an déi véier folgend Domäner investéiert ginn: Preventioun, geziilte Recherche, Suchtbehandlung a Behandlung vun de Méssbrauchfolgen. Bis op dee leschte Volet ass dat bis elo awer nach ni konsequent gemaach ginn, wann een emol vun e puer eenzelen „good-will actions“ ofgesäit.

Wa mer eleng dee Volet vun der medezinescher Prise en charge betreuechten, steet all Drogen- an Alkoholofhänge jiddefalls vill besser do wéi e Fémert, an dat obwuel se eppes gemeinsam hinn: Si hu Schwierigkeiten, fir vun hirer Sucht lasszekommen, an hinnek muss onbedéngt gehollef ginn.

Dat gesot, ier een also nach némmer déi geréngsten Exklusioun, Restriktioun oder Stigmatiséierung vu Fémerten décidéiert, muss ee sech iwwerleeën, wat ee bis elo gemaach huet, fir deene Leit ze héllefen, mam Fémert opzehalen. Ier also e Gesetz gestëmmt gëtt, dat de Fémerten nach méi Fräiheeten hält, sollt een emol während e puer Joer all Sou, deen duerch d'Accisen eraként, an déi medezinesch a pharmazeutesch Recherche investéieren, mä awer och an d'Medikamenter an an d'Therapien, déi et bis elo scho gëtt.

Wa mer net fir d'éischt versicht hinn, de Leit éierlech ze héllefen, fir mat fémert opzehalen, a wa mer bis elo némme kasséiert hinn, ouni eis Responsabilitétié seriö ze iwwerhuelen, hu mer weder moralesch nach legitim dat Recht, d'Leit mat hirer Sucht elo och nach ze marginaliséieren an ze bestrofen. Eréischt dann, wa mer selwer als Gesellschaft op deem Gebitt do eppes opweisen hinn, konkret Resultater an effikass Therapien, däerfe mer ufänken, Exklusiounen a Repressioun ze bedreiwen. Alles anescht ass hannerléschteg an hypokritesch.

Bis dohinner solle mer et bei engem Appel beloossen. Wann een a sengem Etablissement oder Geschäft wëllt fémme loessen, da soll hien dat och weider nach kenne maachen. An een, deen net wëllt, dass a sengem Geschäft oder a sengem Etablissement gefémmt gëtt, soll dat och kenne maachen. Wann et dann e Marché gëtt fir dampfräi Restauranten an Akafsgalerien, gleeft mer, da schwätz dat sech séier erém an da gëtt et och méi wéi een, deen un deem Marché wëllt Geld verdéngten. D'Restauranten an d'Akafsgalerie kennejo e Schéld op hit Dier hänken op deem steeet: Opgepasst, an dësem Lokal gëtt gefémmt - oder net. Mä dat muss hinnek iwwerlooss bleiwen. Da steet et jiddferengem fräi, do eranzegoen oder net.

Här President, elo zur Diskussioun iwwert d'Fémert op der Aarbechtsplaz. Do soll een dat, menge Meenung no, am beschte sekitoriell kucken. Et gëtt Secteuren an Aarbechtsplazen, wou et effektiv méiglech ass, d'Fémert an aner Raim ze verleeën. Et gëtt awer Aarbechtsplazen, wou dat net geet. Dofir soll een de Sozialpartner dat iwwerloossen, dat ze regelen, an net légiféréieren, well dat némme Komplikatiounen bréngt.

Wat d'Restauratioun oder de gesamten Horesca-Secteur ubelaangt, weess jiddfereen, deen dohinner schaffe geet, wat en erwaart. A wann hien net wëllt an enger Ëmgéigend schaffen, wou dauernd gefémmt gëtt, da soll hie keng esou Aarbechtsplaz unhueulen.

D'Diskussioun iwwert de Schutz vum Salarié a senger Gesondheet op der Aarbechtsplaz ass eng wichteg Diskussioun a muss gefouert ginn, mä si däerf net aus engem Globalkonzept erausgerappt ginn a sech elo just op d'Fémme focaliséieren. Wann elo hei mat deem Gesetz den Employeur responsabel ass fir d'Gesondheet vu senge Mataarbechter, wat dat passiiv Fémert ubelaangt, da muss en et och si fir all aner Schied, déi op der Aarbechtsplaz laueren. An da kënnt Der sécher sinn, da maache mer geschwënn all Industriebetrieb zou.

Wa mer eis awer an déi do Diskussioun legislativ och némmer am Geréngsten amëschen, da musse mer och de Courage hinn, ganz op déi Suen aus dem Tubaksgeschäft ze verzichten. Oder mir müssen domat rechnen, selwer iergendwann am Prisong ze sätzen, well et kann elo kee méi soen, dass hien net weess, wéi geféierlech d'Fémert ass, a wann hie mat kasséiert, dann ass hie matschëleg, an zwar ouni Circonstance atténuante, awer mat Préméditation. A wie wéissentlech Leit émbréngt, an de surcroît och nach do vunner profitéiert, dee gehéiert definitiv an de Prisong. Iwwerleet lech also gutt, wat Der elo maacht! Dir kënnt selwer eng Kéier aus deenen Ursaache virum Kadi stoen.

Här President, vun Ufank u vun deem Gesetz hei ginn ech de Verdacht net lass, dass den Här Gesondheetsminister verschidden Deeler vun dësem Gesetz geschriwwen huet, wéi en déi éischt Entzugserscheinunge gespürt huet nodeem en opgehalen huet mat fémerten.

Wann dat de Fall sollt sinn, Här Minister, dann huet déi Säite wou Der d'Fräiheit vun de Bierger a vun de Restauranten aschränkt aus deem Gesetz an e bëssen Tabak an dréint lech e puer Zigaretten dorau. Fémmt se, da kritt Der vlächt erém den Duerchbléck.

(Interruption)

Mä haalt wann ech gelift op, d'Fémerten ze marginaliséieren an de Restaurateure virzeschriwwen, wie si an hirer privater Enceinte dulden a wien net.

Dat gesot, ass et kloer, dass ech dat onsénnegt Gesetz hei, wat méi Problemer schaft wéi et der léist, op kee Fall ka stëmmen. Ech wäert mech och net enthalen, ech wäert konsequent dergéint stëmmen.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Dái nächst Riednerin ass d'Madame Arendt. Madame Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nancy Arendt (CSV).- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, seele war eng Thematik esou emotionell gewiescht wéi dës. An dat ass och net verwonnerlech, well bei dësem Gesetz si mir alleguerete betraff: déi, déi fémert, an déi, déi et net maachen. A jiddfereen verdeedegt seng Fräiheit. Dái eng, well se do, wou se bis elo konnte fémert, weider welle fémert, déi aner, well se net vun dësem Damp welle gestéiert ginn, zumools net méi sätdeem et wëssenschaftlech bewisen ass, wéi schiedlech dëse bloen Damp ass.

Et ass also kee Geheimnis, datt dëst Gesetz fir vill Leit vun enormer Wichtegkeet ass, well et hei èm dat

wichtegst Kapital geet, wat mir al legueren hinn, an dat ass eis Gesondheet. Dräi Véirel vun de Leit - an et ass scho virdrun ugeklungen -, déi bei eis am Land wunnen, fémmer net. A vill vun hinnek hinn elo Hoffnung an eis gestach, fir datt mir elo hei no 20 Joer endlech an dëser Matière légiféréieren an dat och esou maachen, datt et en Ênnerscheed mécht zu deem, wat mer virdrun haten.

An ech ka kaum verstoppen - an eis Presidentin, d'Madame Mutsch, huet et och scho gesot - wéi enorm et eis alleguerete freet an der Santéskommissioun, datt dëse Projet nach wesentlech verbessert ginn ass - fir all déi, déi énner enger Verbesserung eng méi restriktiv Versioun verstanen hinn.

Et huet ee ganz däitlech an deene leschte Méint an den Diskussiounen gemierkt, datt déi, déi de Gesetzestext méi wäit wollten hinn, all Kéiers déi Statistiken ervirbruecht hinn, déi am héchsten d'Konsequenze vum Fémert an och vum passive Fémert ervirbruecht hinn, wat cardio-vasculaire Krankheiten, Hireschléi, Allergien, Asthma, Fréigebuerten, Mort-subiten a selbstverständliche Mort-kriibs - net némme Longekriibs, wéi den Här Huss scho gesot huet, mä verschidde Kribsarten - ubelaangt.

An déi, déi den Text manner wäit wollten, déi hinn déi énnescrt Skala vun de medezinesche Resultater an hire Konsequenze geholl. Fakt bleibt awer, datt, egal wat fir eng een ervirbréngt, den Tabak an d'Konsequenze vum Fémert, ob aktiv oder passiv, enorm schiedlech sinn an och bleiwen. A kee ka méi ofstreiden, datt den Tabak émbréngt. Et steet jo och net fir násicht op all Pak eenzel drop.

An Däitschland zum Beispill: 140.000 Mënschen am Joer; wäit méi wéi Alkohol, Aids, Heroin an Accidenter am Strosseverkéier zesusammen. An enger vun deene leschten „Spiegel“-Editionen, wou e groussen Artikel énnert der Iwwerschrëft „Rauchen, das Ende der Toleranz“ ze fannen ass, steet: „5 Millionen ihrer besten Kunden schicken die Tabakunternehmen der Welt jedes Jahr in den Tod. Mindestens die gleiche Anzahl müssen sie jedes Jahr wieder neu rekrutieren, was ihnen am ehesten unter den Jugendlichen gelingt.“ An dat geschitt och nach émmer mat groussem Succès.

Aus enger ILReS-Émfre, déi am Oprag vun der Fondation luxembourgeoise contre le cancer gemaach gouf, geet däitlech ervir, datt et grad déi Jonk sinn, virun allem déi jonk Männer téschent 18 a 24 Joer, déi un der Spëtz vum Peleton vun de Fémerte leien, nämlech 48% vun hinnek fémme schonn an esou engem jonken Alter. An och bei de Fraen ass et déi nämlech Alterskategorie, nämlech déi jonk Fraen also, déi deen héchsten Taux opweisen. Si kommen op 33%. Besonnesch schued ass bei de Fraen, an awer och heiansdo bei de Männer, festzestellen, datt der vill vun hinnek wéilte Schlussmaache mam Fémert, mä net ophalen, well se mengen hient Ge wicht esou besser énner Kontroll ze halen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Wann een dann nach weess, datt nach geziilt Moyenen agesat ginn, fir d'Gloscht ze verstäerken, da muss ee sech wierklech Froe stellen. Ech zitéieren eng leschte Kéier den „Spiegel“-Artikel: „Um die Nachfrage nach Zigaretten zu steigern, geben die Hersteller außerdem Ammoniak oder Harnstoff in den Tabak. Diese Substanzen wirken wie ein Turbo auf die Chemie des Rauchs: Sein pH-Wert steigt, daher absorbiert die Lunge wesentlich mehr Nikotin, es flutet schneller im Gehirn an, und so erlebt der Raucher einen weitaus stärkeren Nikotinflash.

Eng japanesch Studie, déi och d'Relationen téschent dem passive Fémert an dem Longekriibs däitlech mécht, an déi schone 1981 am „British Medical Journal“ publizéiert gouf mam Titel „Non smoking wives of heavy smokers have a higher risk of lung cancer“, kënnt ganz genau zur nämlech Konklusioun wéi déi Etude virdrun. Et ass also ganz kloer, datt een net méi duerckénnt mat deem bekannte Sproch: Si huet ni an hirem Liewen eng Zigarette ugepaakt oder gefémmt an ass awer u Longekriibs gestuerwen.

Well, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et brauch ee guer keng Zigarette unzepaken oder eng eenzeg ze fémmer, et geet duer

wann ee mat engem liefet oder sech op enger Aarbechtsplaz befénnt, wou vill gefémmt gétt an deem net entweiche kann, fir datt de Longekribs drastesch klémmt.

Den zweete Problem vum Fëmmen oder passive Fëmmen ass deen, datt vill Leit déi gesondheetlech Konsequenze praktesch net mierken, op alle Fall net direkt mierken. An dat mécht dës Sucht jo grad esou geféierlech, virun allem erém fir déi Jonk. Hinnen ass et oft egal, wa si elo eppes maachen, wat eréischt an 20 oder 30 Joer Konsequenze bréngt. Et ass hinnen dee Moment egal, wéi si mat 60 sinn. Mä wann een awer lues awer sécher op déi 60 lassgeet, da gétt ee sech op eemol bewosst, wéi liewenswäert dann d'Liewen nach ka sinn, mä dann ass et leider oft ze spéit.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, émmer méi Länner maache sech op de Wee vum Verbuet vum Fëmmen, an de Rhythmus, wou se légitéréieren, ass enorm an net méi ze bremsen. Oft héiert ee souguer, datt se nach net laang en Antitubaksgesetz gestëmmert hunn a sech déi positiv Répercussionen esou bemierkbar maachen, datt nach weider Schrëtt an eng verschärfte Versioun souguer folgen.

Déi extrem Zefriddeheit bei de Leit mécht dést méiglech, souguer och oft bei deenen, déi selwer fëmmen.

Sou erlaben ech mer dat positivt Beispill - et ass schonn e puermol ugeklungen - vun Irland ervirzebréngen, wou zénter e puer Joer e strikt Fëmmverbuet ass an de Restaurants an an de Caféen, de sou genannten Irish Pubs, wou souguer en iwwerzeegtenen Netfëmmert seng Zweifelen drun hat, ob dat da kéint funktionéieren.

Een, dee sech némme viru Joren an esou e Pub eragetraut huet, weess vu wat ech schwätzen. Ouni bal op engem Meter dicht sái Partner fréier kénnen ze erkennen, tréppelt een elo an en nach méi gefélltene Café eran, mä dampfräi. Et gétt méi laang bliwwen an et gi méi Sue beim lessen ausginn, zénterdeem datt dést Gesetz a Kraakt ass. An ech denken, datt d'Horessa sech hei vill Suerge mécht, déi net onbedéngt begrénnnt sinn.

De leschte Sondage iwwert d'Zefriddeheit bei den Iren no der Émsetzung vun dësem Gesetz weist drop hin, datt 93% - oder 96% hat d'Madame Mutsch, menge ech, gesot - vun hinnen et elo vill besser gefält, et méi propper fannen a méi gesond fannen - Fëmmert oder net. An ech zitéieren aus dem Avis vun der Chambre de Travail: «L'interdiction irlandaise est exemplaire, car non seulement la loi est respectée, mais 93% des Irlandais approuvent les mesures prises et ceci malgré la très forte polémique qui a secoué ce pays au moment de l'interdiction. Cette interdiction n'a eu aucune conséquence négative sur le commerce, l'année 2004 a même été en Irlande une année record sur le plan touristique.»

En anert Beispill ass dat vun New York, wou en totaalt Fëmmverbuet an de Restaurants énner anerem ass a wou zénter dësem strikte Fëmmverbuet 23% vun hirer Klientell méi oft erékommen, vis-à-vis vu 4%, déi elo manner fréquentiéieren. Sou schreift d'Aarbechterkummer an hirem Avis, datt, sätdeem d'Gesetz a Kraakt ass, New York zweemol méi Ouverturé vu Restaurants ze verzeechnen huet wéi Fermeturen, an 53% vun den New Yorker soe genee wéi an Irland, datt si elo méi Suen ausgi bei de Molzechte wéi éier dést Gesetz a Kraakt getrueden ass.

A Länner, wou ech vill gelieft an och deels laang gewuntt hunn, ass e strikt Fëmmverbuet scho längst acquis. An Amerika, Neuseeland, Australien oder Kanada si strikt Fëmmverbueder zénter Joren Usus. A wann een no enger Zäitchen erém heemkénnnt, kann ech

lech soen, da kann ee sech némme wonneren,...

Une voix.- A wéi enger Provénz datt mir liewen!

Mme Nancy Arendt (CSV).- Vläch net gradsou schlëmm.

...wéi et méiglech ass, datt mer...

La même voix.- Wann et esou schlëmm ass, kénnt Der auswanderen.

Mme Nancy Arendt (CSV).- Do si mer nach net.

(Interruption)

Une voix.- Fréier ass gesot ginn, op déi aner Sät.

Une autre voix.- Mä et gétt jo elo méi schéin.

Mme Nancy Arendt (CSV).- Okay.

Et kann ee sech némme wonneren, wéi et méiglech ass, datt mir do nach net scho laang nogezunn hunn. Et brauch een némmen hei zu Lëtzebuerg an de Kino wëllen ze goen, da kénnt engem schonn entschéllegt den Ausdruck, Här President - den Zigarettegestank entgéint. An náisch richt propper a gesond a ville Gebaier hei zu Lëtzebuerg.

A villen amerikanesche State gi se souguer esou wäit, datt et souguer e Verbuet vum Fëmmen an der opener Loft gétt; op den Terrassen, op den Trottoiren, op de Plagen, an de Parken, op de Golfterrainen - Här Grethen, souguer och - däerf net méi gefémmt ginn.

(Interruption)

Neen, Här Grethen. Mir géifen lech och vermëssen.

An amplaz datt aner Länner soen, dat wäre jo déi komesch Amerikaner, zéien aner Länner no; Australien, Neuseeland, Südafrika, Kenia an Uruguay zéien no - vläch och, well den uruguayesche President Onkolog ass; hie weess also, vu wat e schwätz. Et war anscheinend eng Saach aus déifstem Härz, wéi hei d'öffentlech Fëmmen den 1. Februar verbueden ginn ass.

Mä mir si jo net, Här President, an Uruguay an och net an Australien an och net an Amerika, mir sinn hei zu Lëtzebuerg.

(Interruption)

Net an der Provénz, mä zu Lëtzebuerg. An do war d'Philosophie eng aner. De Regierungswunsch war eng Opzielphilosophie, wou een déi Plaze géif eraushuelen, wou net méi gefémmt soll ginn an der Zukunft, an dat ass och respektéiert ginn. Mir gi jo meeschten mat méi klenge Schrëtt hei zu Lëtzebuerg. Mir huele jo net oft esou e grousse Risiko - „Langsam kommt man auch ins Ziel“ - a meeschten fuere mer och nach gutt esou.

De Courage, fir op eng Proposition ze goen, déi méi strikt gewiescht wár, wéi d'Fondation contre le cancer se proposéiert hat, fir de Verbuet vun de Lieux publics an de Lieux de travail fermés et couverts ze fuerderen, wou praktesch alles dra gewiescht wár a wou just e puer Ausnahmen hätte misse gemaach gi fir Privatwunnengen oder Substitutwunnengen, wéi an den Altersheimer, an de Fleegeheimer, am Prisong an de private Büroen, war hei zu Lëtzebuerg nach net dran.

Och en interministerielle Rapport, deen am Optrag vun der franséischer Regierung am Numm vu verschidde Ministéieren, wéi d'Ministère vu Gesondheet, Education, Emploi, Finanzen, Tourismus, Industrie an Economie, vun der Madame Rousille gemaach gouf, iwwer e strikte Fëmmverbuet vu sämtlechen öffentleche Plazen, ass och zur námlechter Konklusioun komm, datt en einfachen a strikte Verbuet ouni Fumoien déi beschte Chancen hätt, émgesat ze ginn, an

och dee gréissste Succès ze verzeechnen hätt.

Esou Gesetzer funktionéiere schonn einwandfrei a ville Länner op der Welt an émmer méi Länner kommen derbäi, souguer och schonn an Europa. Schweden, Spuenien, Finnland, Norvegen an d'Schwäiz an och Schottland an anerer nach beweisen, datt esou eng strikt Haltung eng Vereinfachung bei der Émsetzung bréngt.

Den 13. Abrëll 2005 sinn d'Recommandatioun vu Limassol erauskomm, fir eng global Législation en faveur d'un environnement sans fumée. Dës basiéiere sech op d'Resultater, déi an Irland, Italien an Norvegen gemaach gi sinn, an aus deene sinn och alt erém déi nämlecht Konklusiounen erauskomm, datt dat déi beschte Léistung wär.

Selbstverständliche ass och an deene Länner, wou esou e strikte Verbuet funktionéiert, vill méi e grosse Prozentsaz vu Leit ze verzeechnen, déi opgehalen hu mat fémmeen.

Mä elo erém zréck op Lëtzebuerg an zu eiser Philosophie, der Opzielphilosophie, an dat, wat mir do raus gemaach hunn.

An do wéilt ech e grosse Merci un déi Kollege riichten, déi hei mat gehollef hunn, dëst Gesetz ze verbesseren. Allem viraus e grousse Merci menger Fréndin, der Madame Mutsch, net némme fir hiren excellente Rapport - dat ass ee jo gewinnt vun hir -, mä virun allem fir hir virbildech Aarbecht, déi si als Presidentin vun déser Kommission gelesen huet, fir ni de Courage ze verléieren, fir weider drun ze gleewen, datt mir dést Gesetz méi wäit kréien, wéi dat am Ufanks-text proposéiert war.

Mir können also elo mat grousser Satisfaktiouen feststellen - an ech gi just nach op déi Punkten an, well se scho virdrun e puermol ugeklunge sinn, déi mer wierklech wichteg sinn -, datt elo sämtlech Schoule fëmmfräi sinn, Schoulhäff an d'ganz Enceinte mat abegraff. Ech hat den Här Tarrach nach d'lescht Woch um Gesondheetslaf gesinn zu lechternach beim Triathlon, an hien huet sech och terribel gefreet, datt seng Uni och énner eist Gesetz fält.

D'Spideeler an hir Enceinte sinn eigentlech komplett fëmmfräi; et gétt just d'Méiglecheet vun engem Fu-moir, dee strikt fir déi Patiente reservéiert ass, déi dann och eng Demande maachen, fir dohinner däerfen ze goen. Selbstverständliche ass och d'Entrée vum Spidol virun der Dier elo eng fëmmfräi Zon. Perséinlech muss ech lech éierlech gestoeten, hunn ech dat émmer wierklech e schlecht Bild fonnt, datt, wann een an esou e Gesondheetssecteur eragaangen ass, wou krank Leit leien, dann an der Entrée virdru sech Leit sammele fir ze fémmeen.

Dréttens - an Dir kénnt lech jo denken, datt dat mir ganz vill Spaass mécht -, sämtlech Sportsgebaier, a permanent, hu mer elo erakritt, net némme also, wéi dat am Ufanks-project war, während de Sportsmanifestatiounen, si si permanent dran, an am Rapport ass selbstverständliche spezifizierte, datt och déi Caféen, déi sech dann do an deene Sportsmanifestatiounen befannten, fëmmfräi sinn.

D'Restauranten an d'Pâtisserie si fëmmfräi, ausser et léich dann en Agrément vum Santéministère vir, deen dann no engem Règlement grand-ducal beschriwwen gétt an, wéi ech verstane hunn, esou strikt beschriwwen gétt, datt sech do wahrscheinlech deen een oder anere muss iwwerleeën, ob en dat da wierklech wéllt maachen.

An de Caféen, wou ee Plat-du-jour zerwéiert kritt a wou een och

e Sandwich kann iessen, däerf net während den lesszäite gefémmt ginn, also net téschent 12 an 2 an och net owes téschent 7 an 9 Auer. Méi war net dran, Här Huss.

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).- Zu méi war net de Courage do.

Mme Nancy Arendt (CSV).- Jo, Net vu menger Säit.

Glécklech si mer driwwer, datt net némme Theatersäll oder Kinossäll...

(Interruptions)

Ech hu meng Kolleegen do net all kénnen iwwerzeegen.

Glécklech si mer driwwer, datt net némme Theatersäll oder Kinossäll, mä och d'Halen an d'Couloire mat dran elo sinn, also och déi Restaurants a Caféen, déi op sinn an an déi Couloire eraleden. A last but not least och do, wou Tickete verkauft gi fir an de Kino, ass mat erakomm. Do wou also vill Jonker zirkuléieren.

D'Gäng an d'Säll vu Stats- a Gemengegebaier si komplett fëmmfräi. D'Gemengerezeptiounen also och, esou wéi ech et interpretéieren.

Une voix.- Et ass och hei d'Chamber!

Mme Nancy Arendt (CSV).- Ech kommen dozou!

Sämtlech Établissement-publicen, egal wien d'Gérance hei dréit.

De Flughafen an d'Gare, eis Chamber an d'Rockhal zum Beispill och, wuelverstanen awer d'Säll an d'Hall.

Iwwerall do, wou lesse verkauft gétt, an de Gebaier vun de Supermarchéen, also och do hannert der Keess, wou emol deen een oder deen anere sái Pättchen drénkt, fir op deen aneren ze waarden, deen akeeft.

An de Galerie-marchanden, grad do, wou sech vill Famillje bewegen, däerf ee berouegt an Zukunft mat de Kanner sech op eng Terrasse sätzen, déi an déi Galerie leet, ouni sech müssen ze verteidegen, fir fëmmfräi ze iessen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci dem Statsrot, deen e puermol drop opmierksam gemaach huet, datt wéi Lëtzebuerg engagéiert huet, Mesuren ze adoptéieren an och ze applizéieren, déi d'Protektioun virum Zigaretterausch virgesinn, virun allem op der Aarbechtsplaz, am Transport public, de Lieux publics, an de Statsrot huet souguer resultéiert, datt déi physesch Intégritéit vum Netfëmmert verletzt gétt, an dat awer e fundamentaalt Aarbechtsrecht ass.

Et ass wierklech traureg, datt mer hei Schlussliicht an Europa sinn, fir de Verbuet op der Aarbechtsplaz ze légitérer, well Finnland, Zypern, Estland, Italien, Lettland, Irland, Litauen, Holland, Spuenien, Malta, Polen, Schweden, Slowenien, England, Schottland, Norwegen an d'Schwäiz schonn all e strikte Fëmmverbuet op der Aarbechtsplaz hunn! Griichenland an Ungarn hunn e Fëmmverbuet, erlaaben awer Fumoien.

Schued ass virun allem, datt grad eis direkt Noperen och net an déser Thematik glänzen. D'Belsch gi manner wäit wéi de Verbuet mat hirer Gesetz, nämlech némme wann et zu kengem Averstándnis téschent Fumeur an Nétfumeur kénnt an de Büroen, muss den Employeur den Netfëmmert protegéieren. Den Netfëmmert kritt also Prioritéit.

Frankräich wéll ech net gären ziéieren, well hiert Gesetz gétt net émgesat esou wéi et misst, an den Här Chirac huet och hei elo schonn zousätzlech Moossnamen annonciert. An eis däitsch Nopere si mat den Eisträicher als absolut Voiture-balai an déser Matière ze con-

sideréieren, mä och do rumouert et déck an de Chamberstribünen an an de Fraktiouen.

Une voix.- Jo!

Mme Nancy Arendt (CSV).- Traureg sinn ech driwwer, datt eis Iwwerzeugungsarbecht net duergaangen ass, fir d'Discoen ouni Altersgrenz eranzehuelen. Némme déi, wou Jonker énner 16 Joer sinn, si fëmmfräi. Ech froe mech, wat fir Discoen dat da sinn?

Une voix.- Jo! Wat ass dat?

Mme Nancy Arendt (CSV).- D'Schouldiscoen? Mä déi si jo souwisou fräi, vu que datt et an der Schoul ass. Wann ee weess, datt hei 80% vun deenen, déi an eng Disco ginn, téschent 16 an 23 sinn, denken ech, wäre vill Eltere frau heiwwer gewiescht, wann do e Fëmmverbuet gegollt hätt. Virun allem, well mer festgestallt hunn, datt grad an den Discos vill Jonker ufänke mat fëmmen.

Une voix.- Jo.

Mme Nancy Arendt (CSV).- D'lescht Woch hunn ech awer e bekannte Patron vun enger Disco um Radio héieren, dee gesot huet, hie géif dat gutt fannen, wann an der Disco net méi géif gefémmt ginn, an ech zielen dann drop, datt hien dat a senger Disco aféiert, an hoffen, datt aner Patronen et nommaachen. Iwwregens sinn ech och iwwerzeegt, datt dat e volle Succès géif ginn, a souwuel och Jonker wéi méi Eelerer vun déser Offerte gäre wäerte profitéieren. Indirekt si jo souwisou elo och schonn d'Caféen, d'Discoen an all aner Aarbechtsplaz dran, dank eise Ministere Biltgen a Wiseler.

Merci fir den Aspekt vun der Aarbecht an dést Gesetz mat afléissen ze loissen, dat op sämtleche Plazzen, wou Leit schaffen, de Schutzvirum passive Fëmme elo matbréngt. De Patron soll elo Moossnamen ergräifen, fir seng Leit virum Passivfëmmen ze schützen, mat enger Obligation de résultat. An ech trauen eise Ministeren och zou, datt si dat am Accord mat de Ge-werkschaften émgesat kréien.

Merci awer selbstverständliche och eisem Minister Mars Di Bartolomeo fir sái Courage a sái Wuertthalen an déser Matière! An ech wollt him och ganz besonnesch Merci soen, datt en den Artikel 8 an d'Gesetz mat erageholl huet, wou ech en an enger Question parlementaire drop opmierksam gemaach hat, nämlech de Verbuet vun de Schokelas-zigaretten an de Knätschzigaretten. Hei wár wierklech d'Zigaretten banaliséiert ginn, an d'Kanner gewinnt ginn, vu ganz klengem Alter un de Geste vum Fëmmen nozeahmen, fir zukünfteg Clienten aus hinne ze maachen.

Merci nach eng Kéier all deenen, déi hei op iergendeng Aart a Weis gehollef hunn, dëst Gesetz ze verbesseren. Et ass e faire Kompromëss, an ech sinn iwwerzeegt, datt et vill Leit eng Erlüchterung ass, wa se an Zukunft an d'Restauranté kénne goen, an op vill aner Plaze kénne goen, ouni datt se

sen, déi elo schonns suspekt sinn,...

Plusieurs voix.- Ooohhh!

Mme Nancy Arendt (CSV).- ...an déi, wa mer erëmkommen am Hierscht an dëst Gesetz a Kraaft ass, wäerten eng gewësse Schwierigkeit vlaicht kréien, fir sech drun ze halen.

Mä ech adresséiere mech awer och un lech, Här President, als bekenne Fëmmexpert, wéinst Äre perséinlechen Aussoen, déi een émmer méi oft a leschter Zäit héieren huet an déi émmer méi däitlech erkenne loessen, datt Dir probéiert, och Ärem Fëmmen en Enn ze maachen!

Une voix.- Très bien!

M. Henri Grethen (DP).- De Wee an d'Häll ass voll gudder Virsätz!

(*Hilarité*)

Mme Nancy Arendt (CSV).- Net méi spéit wéi virgëschter huet eise President mir dat nämlech mat engem déterminanten Tou erém fréisch bestätigt, datt hie gäre géif ophale mat fëmmen!

(*Interruptions*)

Une voix.- Dir bezuelt him d'Nikotinpatchen!

Mme Nancy Arendt (CSV).- Also, Här President, meng Énnerstëtzung hutt Der honnert Prozent! A wann Dir dat sollt wierklich packen, da war dëst Gesetz schonn eleng dowéinst e grousse Succès!

(*Interruptions et hilarité*)

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Arendt. Domat ass d'Debatt ofgeschloss. Elo héiere mer d'Stellungnahm vun de Membere vun der Regierung. Fir d'éischt den Här Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Regierung huet am Beräich Schutz virum Tubak Wuert gehalen. D'Tubakgesetz ass do. Et ass en zolidd Gesetz, dat d'Prioritéit op de Gesondheetschutz leet, an et ass der Regierung eescht gemengt, fir dat Bescht aus dësem Gesetz ze maachen, fir déi, déi net fëmmen an net wëlle matfëmmen, ze schützen.

Et ass virdrun an allen Nuancë gesot ginn, wat d'Gesetz bewierkt oder wat et beinhalt. Ech ka mech doduerch relativ kuerz faassen.

D'Gesetz verbitt d'Publicitéit an alle Forme fir den Tubak, verbitt de Sponsoring. D'Gesetz dréit deemonno der EU-Direktiv méi wéi Rechnung, déi d'Publicitéit am grenziwwerschredende Verkéier an der Press wéilt limitiéieren. D'Gesetz verbitt de Verkaf vun Tubak an Zigaretten u Mannerjähreger. D'Gesetz hält fest, dass Dampfräiheit d'Regel an de Restaurantë wäert sinn. Dat heescht an de d'Restaurantanté gétt an der Regel net méi gefémmt.

D'Gesetz verbannt den Tubak aus de Schoule fir d'Schüler an d'Enseignanter, well hei ganz kloer d'Beispillfonctionen ageklot gétt. D'Gesetz verbannt den Tubak aus de Galerie-marchanden, de grousse Geschäftszentren, de grousse Geschäfter, aus de Kinoen, net némmer aus de Säll, mä aus de Komplexer; aus den öffentleche Gebaier - gemengt sinn an dëser Phas déi öffentlech Halen, d'Säll - elo wësst Der schonn direkt awéfern dass dëst Gebai dovu beträff ass;- aus de Spideeler.

D'Gesetz mécht och eng ganz seriö Ouverture a Saache Schutz virum Tubak op der Aarbechtsplatz, wat eng Gemeinschaftsaarbecht

ass zwëschent deenen dräi concerneierte Ministeren: dem Gesondheetsminister, dem Aarbechtsminister an dem Minister fir d'Fonction publique; net ze vergiessen den Innenminister, dee fir d'Gemengen zoustänneg ass. Och d'Gemenge ginn an dësem Deel, wat d'Aarbechtsplatz ugeet, mat an d'Verantwortung geholl.

Ech wëll der Rapportrice, der Madame Lydia Mutsch, an der gesamter Chamberskommission Merci soe fir déi excellent Zesummenaarbecht, déi dozou gefouert huet, dass mer net némme gutt diskutéiert hunn, mä dass mer et zessumme fäerdeg bruecht hunn, e Gesetz ze maachen, dat de Buedem hält. Selbstverständlichkeit schléissen ech doran och d'Kolleegen aus der Aarbechtskommission an aus der Fonction-publique-s-Kommission mat an, déi eis am Endspurt gehollef hunn, fir dat heiten ze realiséieren.

D'Zesummenaarbecht huet also geklappt, eng gutt Zesummenaarbecht zwëschent der Regierung an dem Parlament.

Et kann ee sécher iwwert d'Wichtigkeit vun dësem Projet am Vergrach zu anere wichtige Projete streiden. Dat ass erlaabt. Et kann een d'Balance huelen a soen: Dat hei ass elo net dee weltémwerfende Projet. Mä et ass awer onbestreitbar, dass dëse Projet fir d'Gesondheet, wat jo och eigentlech dat Wichtigst ass wat mer hunn, immens wichtig ass wéinst sengem Inhalt - jo -, mä virun allem awer och wéinst däri Diskussion, déi dëse Projet ausgelést huet, a wéinst deem Mentalitéitswandel, deen dat Gesetz elo schonn ausgelést huet. Well den Terrain huet d'Gesetz antizipéiert: Ganz vill Beräicher a Verhalensweise si ganz staark beaflosst ginn. Ech wäert nach dorop zréckkommen.

Mir wünschen eis jo émmer an dëser Chamber oder an der Regierung, dass, wa mer Reforme maachen, d'Leit mat diskutéieren an dass se sech mat beträff fillen. Hei ass ee vun deene Projeten, deen net iwwert d'Kapp vun de Leit ewechegaangen ass, a wou d'Leit sech mat ageschalt hunn, wou se drun interesséiert waren an op hir Aart a Weis mat diskutéieren. Elo kann ee soen: Jo, dat ass en Thema, dat einfach ass. Mä et ass awer en Thema, dat méi komplex ass wéi et heiandsdo duergestallt gétt. An hei si ganz kloer Meenungen erauskomm: geäussert an der Ausenanersetzung, geäussert a Sondagen a geäussert a Verhalensweisen. Et ass also e ganz gutt Beispill, wéi een d'Leit an eng Diskussion ka mat abannen.

Een, dee seet, dass hei iwwert de Kapp vun deene Beträffen ewechdiskutéiert gi wär, dee läit falsch. Well dee Projet hei huet e Wee gemaach wéi kaum en aneren an huet Plaz agebaut fir d'Konzertioun, och wann aus däri Konzertioun net an alle Punkten Eenegkeet erauskomm ass. Mä et war awer Versteedemecho do fir déi eenzel Standpunkt, an ech menge mir hunn eis och hei op e Wee ageschwuer, dee Chancen op Erfolg huet.

De Projet ass e Bekenntnis fir d'Gesondheet an e Kloren Engagement fir sech engem vun deenen Haaptkrankmécher an - et soll een esou soen, wéi et ass - Haaptkiller an de Wee ze stellen. Den Tubak - an dat gétt net oft genuch gesot - ass dat eenzegt gängegt Produkt, dat d'Halschent vun deenen, déi e genéissen, fréizäiteg émbréngt. Dat muss ee sech emol eng Kéier esou duerch de Kapp goe loossten! Et ass dat eenzegt gängegt legala Produkt, bei deem, wann een et genéissst, ee 50% d'Chance huet, dass ee fréizäiteg stierft. D'Experte schätzen téshent zéng an 20 Joer, wou een éischter kann doru stieren.

Op d'Gefor hin eppes ze widderhuelen, wat allgemeng bekannt ass, awer leider oft net a Fleesch a Blutt iwwergeet, oder eréischt da

wann et ze spéit ass, muss ee soen, dass den Tubak krank an ofhängig mécht, dass, wéi ech virdu gesot hunn, wäertvoll gesond Lievensjore verluer ginn, dass néng vun zéng Longekriëbsen - an och dat muss ee sech erém eng Kéier an Erënnerung ruffen, net do wären, wann net gefémmt géif ginn.

An anere Wieder: Een eenzege Longekriëbs ass op eng Ursach zréckzeféieren, déi net den Tubak ass. 25% vun den Häerzkreelslaf-krankheete ginn op den Tubak zréck. Et stierwen all Joer duerch den Tubak vill méi Leit wéi duerch de Stroosseverkéier, illegal Drogen, Aids an et kéint ee weiderfuren, Selbstmord, an an an zesummen; méi wéi all déi Saachen, déi jo awer prioritar an eiser öffentlicher Ausenanersetzung sinn a wou mer net driwwer streiden, dass eppes do dergéint gemaach gétt.

Wann een dat also géintiwwerstellert, wat de Bilan ass vun deem engen a vun deem aneren, da muss een deem, wat vill méi Krankheet an Doudesfäll verursaacht, awer zu mindest dëiselwecht Prioritéit ginn, wéi deenen anere prioritaire Saachen.

Den Tubak - an dat ass hei gesot ginn - ass kee Symbol fir Fräiheit, mä e féiert pouliicht an d'Ofhänggekeet. An déi, déi den Tubak genoss hunn, déi wéssen dat, well si sinn net méi fräi fir kënnen Neen ze soen. Also huet et náischt mat Fräiheit ze dinn. Ech si fräi wann ech och fräi si fir kënnen Neen ze soen.

D'Regierungserklärung war kloer. Mir hu gesot, mir géifen e Projet bréngen, fir de Schutz vun deenen, déi net fëmmen, ze verbesseren. A mir hunn och gesot, dass mer glächzäiteg d'Méiglechkeete verbesseren, fir deenen, déi net méi wëlle fëmmen, ze hellefen, fir dovu lasszkommen. Dat, menge mer, géife mer mat dësem Projet wäitgehend méiglech maachen.

Mir hunn an deene leschten zwee Joer eng Evolution, och an der politescher Meenung, kritt. Ech wëll dofir e puer Beispiller ginn.

Et ass richteg, wéi den Här Bettendorf gesot huet, dass mer zu deenen Éischte gehéiert hunn, déi d'OMS-Konvention énnerschriwwen hunn. 2003 am Fréijoer hu mer se énnerschriwwen. Mir gehéieren awer zu deene leschten Europäer, déi se ratifizéiert hunn! An et ass dat, wat ech dem Journalist gesot hunn, dass mer net ratifizéiert hunn, obwuel mer et hätte kënnen, well schonn am September 2003 war de Projet prett.

Mä et ass gesot ginn an der dee-moleger Regierungskonstellatioun, dass mer sollte waarde bis de Recours géint d'europäesch Direktiv vidéiert wär, ier mer esou eppes géifen énnerschreiven. An dee Recours géint d'europäesch Direktiv, wat d'Publicitéit ueget, haten zwee Länner gemaach: dat war Däitschland an dat war Lëtzebuerg, dat sech dem Recours ugeschloss huet.

Déi jéztleg Regierung huet dee Recours virun engen ganzer Rei vu Méint no der Revisioun vun eiser Positionen zréckgezunn. Lëtzebuerg huet domat net méi zu deenen gehéiert, déi zur Pro-Tubak-Lobby gehéiert hunn, mä huet sech an d'Rei vun deenen agereit, déi gesot hunn: Tubak ass eng echt Gefor, a mir mussen eis däri Gefor stellen.

Zum Projet de loi hu mir eng ongewinnte Prozedur gewielt. Mir si mam Avant-projet, deen an der Regierung den "Go" kritt huet, an d'Konsultatioun gaangen. Mir hunn an engen Préphas alleguer d'Avisen erageholl. Mir hu mam Horesca-Secteur diskutéiert. Mir hunn och mat deenen anere Secteuren diskutéiert, a mir hu Piste fonnt, déi

et eis erlaabt hunn, net an alle Punkten - ech widderhuelen dat -, mä op enger ganzer Rei vu Punkten Iwwereneestëmmung ze fan-

Duerno ass aus dem Avant-projet e Projet de loi ginn. Deen ass am Januar deponéiert ginn an e gétt elo virun der Vakanz, hoffen ech, vun der Chamber gestëmmt.

Ech mengen, mer hunn alleguer en Undeel drun, dass déi Diskussion iwwert dee Projet vill bewierkt huet, och ier de Projet do war. Ech ginn lech och hei e Beispill:

D'Diskussion iwwert de Projet huet dozou bëigedroen den Tubakskonsum hei zu Lëtzebuerg ze senken. Sait déi Diskussion ugaangen ass, ass den Zigarettenkonsum hei zu Lëtzebuerg an engem Joer ém bal 10% zréckgaang, vu 6 Milliarden Zigaretten op 5,5 Milliarde verkaften Zigaretten. Dat sinn der nach émmer vill, mä dat ass awer an engem Joer e relativ starke Réckgang, net eleng duerch eis Diskussion, mä och doudher.

(*Interruption*)

Den Undeel vun deenen, déi fëmmen, un der Gesamtbevölkerung, dee stabil war iwwer 20 Joer a sech agependelt huet op iwwer 30% vun der Gesamtbevölkerung, wou mer europawäit zu de Spëtzereider gehéiert hunn, ass innerhalb vun engem Joer ém iwwer 10% zréckgaang, vun 31% Undeel un der Gesamtpopulatioun op 27%.

Wann een also dat klengt Déierchen aus dem Projet eraushélt a sech an der Diskussion dorop focaliséiert, soll een net vergiessen, dass dee Projet eng ganz Rei vu positive Saachen bewierkt huet, déi iwwer zéng, 15, 20 Joer an deem Mooss net dra waren. Ouni dass ech erwaarden, dass jiddferee Bravo jáizt, mengen ech, dass dat e wesentlechen Duerchbroch ass.

De Projet verbitt awer net némmer, mä en huet sech zum Zil gesat, fir ze sensibiliséieren iwwer Campagnen; déi sinn ugelaft, Dir hutt se gesinn, haapsächlech am Moment achséiert op de passiven Tabagisme. Ech mengen, déi Campagne ass gelongen, déi ass proper, an de Message ass ganz kloer. D'Campagne wäert an hir zweet Phas goen, wann elo d'Gesetz gestëmmt ass, fir d'Gesetz positiv ze begleiden.

Wann ech hei gefrot ginn, wat eis Reaktiouen op Bréiwer vun der Confédération du Commerce, op Reaktiouen vun der Horesca war, da kann ech lech soen, dass mir zwar net schrëtflech géantwert hunn, mä dass mer direkt mat deene Leit zessumkomm sinn. Mir waren déi lescht Woch mat der Confédération du Commerce zessummen, mir waren déi lescht Woch mat der Horesca zessummen, wou mer eng Rei vu Saache konnte klären.

Ech wëll zum Beispill soen - an do mengen ech, si mer eis alleguer eens hei, wat awer net esou prezis expressis verbis am Text drastoung -, dass et jo wäert an Zukunft erlaabt sinn, op den Terrassen, an der frëscher Loft, ze fëmmen. Dat ass net esou kloer aus dem Gesetz ervirgaang. D'Horesca huet gesot: Mir hätte gär Prezisiounen dozou. Mir hinn déi dote Prezisiounen ginn a mir wäerten och domat weiderfueren doduerch, dass mer alle Partner prezis Informatiounen ginn, wéi d'Gesetz émzesetzen ass. D'Prioritéit läit bei de Restauranten a bei de Caféen, gefollegt vun dem Commerce, Commerce, dee jo och direkt beträff ass, dann d'Schoule fir den Hierscht, d'Spideeler, wou mer schonn amgaang sinn, dat ze maachen, d'Gemengen an d'öffentlech Administratiounen.

D'Preventioun steet nach wie vor am Vierdergrond. Een, deen net ufänkt mat fëmmen, brauch net opzehalen! „Looss se also stiechen!“, dat ass deen Haaptmessage, wou een un déi soll riichten, déi nach net ugefaangen hunn. An ech men-

gen, an där Diskussion an der Tripartite ass kloer gesot ginn, dass präslech Adaptatiounen un den Tubaksprodukte - an ech schwätzen hei virum Budgetsminister - keen Tabu sinn, an dass déi och an d'Gesondheet erafléissen, direkt oder indirekt.

An et ass och e Konsens do, dass, wann Adaptatiounen kommen, déi sech net am Index erëmschloen. Dat wär jo eigentlech geckeg, wann ee géif soen, mir adaptéieren d'Taxen aus Gesondheetsursachen, an da géife mer den Index weiderlafé loossen.

Da schaffe mer zesumme mat de Krankeese Programmer aus, fir de Sevrage tabagique ze begleeden an och déi accessoire Mëtteleen, Medikamente, kënnen ze rembourséieren. Dofir brauche mer keng Motiounen. Mir si mat de Krankeeesen amgaang seriö driwwer ze diskutéieren, fir net allgemeng elo mat der Stränz Patchen oder Knätsch iwwert d'Leit ze verdeelen, mä dann, wann et wierklech uewe gefunkt huet, wann d'Décision gefall ass, fir lasszkommen, wann ee sech berode geëloos huet an dem spezialiséierten Zentrum. Déi vun der Ligue a bei der psychologescher Berodung vun der Fondatioun, wou ech net genuch kann énnersträichen - wann hei gesot gétt, et wären net genuch Informatiounen, Sensibiliséierung gemaach ginn -, wat fir eng Roll d'Fondation contre le cancer an deene leschte Jore gespillet huet, fir d'Sensibiliséierung hei am Land! Wa mer haut beim Projet ukomm sinn, ass dat och e grouße Verdéngsch vun der Fondatioun géint de Kriibs.

Do ass iwwer Joren, iwwer Jor-zéngte geschafft ginn an deem dote Beräich, de Relais geholl gi vun de successivé Gesondheetsministeren, déi Campagné gemaach hunn, fir ze informéieren. Et läit also sécher net dorun, dass net genuch Campagnen a Sensibiliséierung gemaach ass, mä dass vlaicht dat gefeelt huet, wat den Déclic gétt: kloer Spillregeln. Kloe Spillregeln, an ech kommen herno nach ganz kuerz dorop zréck.

Mir organiséiere Formationsyklu fir Dokteren. Déi lafen am September un, an Zesummenaarbecht mat de Cancérologen ém dé Guy Berchem, deem mer en häerzleche Merci soe fir sain Engagement.

Mir sinn amgaang Réseauen opzebauen, fir um Terrain dat heite Gesetz ze implementéieren. Mir hinn e Réseau „Hôpital sans tabac“, deen excellent fonctionnéiert mat de Leit zessummen. Mir sinn amgaang de Réseau „Ecole sans tabac“ opzebauen, zesumme mat deene Responsabelen an de Schoulen.

Et geet námlech net drém, fir elo ze soen: Wéi strofe mer? Neen! Wéi kënnen mer iwwerzeeghen, dass d'Gesetz klappt? Mir sinn amgaang e Réseau zesumme mat dem Kolleg vun dem Travail, dem Biltgens Fräenz, an dem Wiseler Claude Opzebauden, fir «Entreprise sans tabac», well mir hinn elo hei Texter, an eis Servicer, sief dat d'Santé au travail, sief dat d'ITM, sief dat d'Fonction publique, déi mussen Hellefstellung kréien, fir dat doten ze maachen. Do si Servicer amgaang mateneen ze diskutéieren, an dat leeft excellent.

Mir si sécher net um Zil ukomm mat dësem Projet, mä et ass - an dat soll een émmer énnersträichen - eng wesentlech Etapp.

Et sinn eng Rei vu Kritiken an der Diskussion komm. Ech wëll net op déi Kolleginen a Kollegen aus der Majoritéit agoen, déi gesot hunn, si wären nach gär méi wäit gaang. Wann eng grouss Majoritéit hei an der Chamber eens gewiescht wär, fir méi wäit ze goen, da wäre

dass niewent der Zilsetzung vu Gesondheet och d'Zilsetzung vu Solidaritéit an esou Diskussiouen net onwesentlech ass an een net émmer ka soen: C'est pas moi, c'est l'autre. Hei ass iergendeng Kéier tranchéiert ginn, an do hu mer eng kloer Positioun a mir sollen och zu där kloer Positioun hei stoen.

Ech hunn op dem Här Bettendorf seng Interventioun preziséiert, dass ech net d'Énnerschréft vun der OMS-Konvention gemengt hunn, mä dass ech ganz kloer nach d'Differenz ka maachen zwésschen Énnerschréft a Ratifikatioun, an ech kann lech versécheren, dass ech dat esou och gesot hunn. A wann dat falsch interpretéiert sollt ginn, je m'en excuse, mä ech bleiben awer bei all deenen anere Saachen, déi ech als Prinzip festgeluecht hunn.

Remboursement vu Patchen, hunn ech drop geántwert.

Zur Kontroll vun der Anhalung vum Gesetz: D'Kontroll ass wichteg. Am Virfeld, an deemselwechte Senn wéi mer d'Diskussiouen, den Dialog mat deene Betraffene gesicht hunn, hu mer den Dialog an d'Diskussioune mat der Polizei gesicht. Mir hunn och d'Diskussioune an den Dialog mam Parquet gesicht. Net elo fir - mir kénne jo net deenen Injonctione ginn an hinne soen, si missten, mä awer fir ze kucke mat hinnen zesummen, wéi een dat Gesetz ka begleeden.

An ech kann lech soen, dass d'Beretschaft op deenen zwou Säiten ass, fir deen heite Projet mat däri Seriositéit ze begleeden, wéi dat nouwendeg ass. Sécher net iwwer Joren an all Restaurant en Uniformierten. Mä doduerch, dass een dat seriö am Ufank kontrolléiert, weist een, wéi eescht engem dat gemengt ass.

(Coup de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Minister, wann Der erlaabt, ech wéll lech just op d'Riedezäit vun der Regierung hiwiesen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Jo, et sinn eigentlech dräi Gesetzesprojekte fir d'Regierung, Här President, mä ech komme ganz schnell zum Schluss.

M. le Président.- Der Chamber ass et egal, mä den Här Biltgen, mir wéissen, dass hien och émmer gär seng Zait an Usproch hält.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ech kommen elo ganz schnell zum Schluss.

(Interruption)

Lëtzebuerg reit sech mat dësem Gesetz an d'Rei vun deene Länner an, wéi Italien, Irland, Groussbritannien, Norwegen, Schweden, Dänemark, mat Nuancen....

(Interruption)

...an deenen enge Punkte méi wäit, an deenen anere Punkte manner wäit, a waart, dass déi Länner ronderém sech och bewegen, Däitschland, Frankräich, wat d'Diskussioune méi einfach mécht. Et wäert...

(Coup de cloche de la Présidence)

M. le Président.- E bëssen Opnierksameet fir de Minister, wann ech gelift!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Et wäert an deenen nächste Méint drop ukommen, dass mer dat Gesetz respektéieren an dass mer mat upaken. Iwwregens, heibanne si ganz vill Leit aus de Gemengen, déi ech ganz léif géif invitéeieren eis ze héllefien, fir e wesentlech Element vun dësem Gesetz um Terrain ze réaliséieren.

Ech hunn nach just vergiess, Här President, op deen Awand angoen, bei deem Projet do wären e ganze Koup Règlement-grand-ducale, déi net géife virleien. Vu dass dat Gesetz dat viregt Gesetz iwwerholl huet, si bei deenen Artikelen, wou Règlement-grand-ducale virgesi waren, déi Formulatiounen báibehale ginn. Déi Règlement-grand-ducale sinn awer schonn do. Et feelen zwee Règlement-grand-ducale: deen iwwert den Avertissement taxé, wou mer eis inspiréiert hunn un der Regelung vun engem anere Projet, an deen iwwert d'Extraktionsanlage fir den Damp bei Fumoiren, wou mer eis un eng DIN-Norm wäerten uschléissen. Et ass also keng Hexerei fir déi dote Reglementer ze maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéll als Konklusioun soen, dass dat Gesetz hei eis extrem vill Moyené gëtt, fir an eisem Asaz fir d'Gesondheet vun de Leit weiderzekommen.

Kommt mir notzen déi a mir focaliséieren eis net op dat, wou mer eis vlächt gewéntscht hätten, dass mer nach hätte kénne méi maachen. Ech behaapten émmer, dass et zwésschen dem Alles an dem Näisch nach en drëtte Wee gëtt: deen effektiven, dee pragmatische, wou mer oft méi wäit komme wéi an anere Beräicher. Duerfir soen ech lech dann och schonn am Viraus e ganz häerzleche Merci, dass Der eis héllefet fir de Projet émzesetzen.

Déijéineg, déi mengen, si kéinten de Projet énnerlafen, maache sech eigentlech e Bierendéngscht, well se Waasser op d'Millen, net vun deenen, déi de méttlere Wee si chen, werfen, mä vun deenen, déi alles mat engem totale Verbuet wéile maachen. Déijéineg, déi d'Gesetz hannerginn, müssen awer och mat säftige Strofe rechnen.

(Interruption)

Als Konklusioun, Här President, wéll ech lech als Éischten eis Signalisation iwwerreechen, fir d'Gebaier ze kennzeichne wou net méi gefémmt gëtt no dësem Gesetz. Wann ech gelift!

(M. le Ministre Mars Di Bartolomeo dépose une documentation sur le bureau de la Présidence)

(Interruptions)

Ech vertrauen dem Éischte Bierger als Éischten déi dote Dokumentatioun un.

Villmools Merci.

Une voix - Weist eis et emol.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Dái riicht sech net un d'Regierung.

Une autre voix.- Ech weess dat.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Villmools Merci.

M. le Président.- Sou, den Här Minister François Biltgen huet d'Wuert.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Merci, Här President. Iwwregens dat, wat mäi Kolleg Mars Di Bartolomeo virdru gesot huet, dass heiten, iwwert dat ech schwätzen, en extrae Projet de loi ass, ass richteg, well dat war de Projet de loi 5241,...

(Interruption)

...a wa mer dee fir sech hei gestémmt hätten, hätt ech op d'mannst zéng Minuten zegutt.

(Interruption)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech haut schwätzen, ass dat emol eng Plaz, wou ech mer bewosst sinn, dass, wann ee

sech Aarbechts- a Beschäftigungsminister nennt, do heiansdo Kontradiktioune sinn zwésschen Aarbecht a Beschäftegung; ech wéll dat och hei soen. Als Aarbechtsminister sinn ech ganz frou iwwert dat wat mer hei maachen, well alles, wat d'Gesondheet vun de schaffende Leit op der Aarbechtsplaz schützt, schützt net némmer hier Liewen, mä bréngt och iwwerhaapt um Betrib eng besser Liewensqualitéit an dauerch och eng besser Produktivitéit fir d'Betriber.

An deen Senn huet et och eng positiv Auswirkung op d'Beschäftigung, well mer ganz genee wëssen, dass all Joer Leit wéinst Krankheet ausfallen, och Leit stieren op der Aarbechtsplaz dauerch, dass se gefémmt hunn.

Op däri anerer Säit wéll ech awer och hei soen, dass een dat weess, wa mer hei iwwer Chômage schwätzen, well jo émmer esou einfach Ursachen an esou einfach Léisunge kommen. Mir müssen och dovunner ausgoen, dass hei e grosse Lëtzebuerg Betrib op alle Fall net dierft an Zukunft bâlbauen. E Betrib, dee bis elo émmer vill Leit vun eiser ADEM agestallt huet. An déi Bedenken, déi dee Betrib huet, déi muss een och seriö huelen. Ech wäert och bei Geleeënheet do nach eng Kéier drop zréckkommen.

Ech wéll an däri kuerzer Zait, déi ech hunn, op véier Saachen agoen, déi ech och während den Diskussioune dobaussen émmer héieren hunn, an déi e bësse riichtstellen.

Éischt Saach, déi ech émmer héieren hunn: D'Regierung huet näischt virgesi fir de Schutz op der Aarbechtsplaz. Dat ass falsch, well mer nämlech schonn zu Lëtzebuerg kommen, fir den Employeur ze zwéngen, seng Leit ze schwätzen. Dat ass meng Intim iwwerzeegung. Also, wéi gesot, mir ginn hei vill méi wäit wéi gesot gëtt an et kénnt eng regelrecht Obligation.

Dann drëttens, wat richteg ass -

wat e puermol hei gesot ginn ass -, dat ass, dass d'Portée Fall fir Fall muss ugekläert ginn. Dat heesch, et ass keng Gebrauchsanweisung hei an deem Text: Wéini gëtt et verbueden? Wéini gëtt et net verbueden? Mä do wéll ech drop hiwiesen, wéi wichtig et ass mat däri Obligation de résultat de santé, dass do de Betriebschef seng Verantwortung iwwerhélkt. Hie kritt Rechter.

Zum Beispill kritt en d'Recht, eng Interdiction de fumer ze maachen, wat elo net esou evident war, ausserhalb vun däri heiter. Notamment kennen ech vill Betriber, déi wollte méi wäit goen, wou Problemer awer waren, dass d'Delegationen dergéint waren. Hei kritt der Betriebschef net némmer eng Obligation, e kritt och d'Méiglechkeet et ze maachen.

Natierlech muss en deenen eenzelne Risiko Rechnung droen. An engem Bürosgebai, wou zéng Leit zesumme schaffen an engem Büro, ass et vill méi einfach, dass e seet, carrément Interdiction de fumer, wéi an engem Café, an engen Disco, wou de Risiko awer ass, well do Clientë kommen, déi fémmer. Do ass et en anere Risiko, also muss hien do aner Moosnamen huelen, déi vu dee Risiko esou effikass wéi méiglech sinn.

D'Chambre des Métiers an d'Chambre de Commerce hunn den 29. Mee 2005 deen heiten Text aviséiert an déi hinn dat och gutt fonnit. Déi hu Folgendes gesot: «Les deux chambres professionnelles estiment que la gestion de ce problème doit relever de l'organisation interne de l'entreprise. L'employeur doit ainsi pouvoir régler librement le problème de l'inhalation passive de la fumée de tabac par les travailleurs non-fumeurs, eu égard à la situation spécifique de l'entreprise et notamment eu égard aux revendications des salariés non-fumeurs ou du consensus éventuel trouvé à cet

Déi heite Saach, déi mer maachen, dass mer all Employeur eng Obligation de résultat de santé ginn, fir seng Leit esou gutt wéi méiglech, ugesichts de Problemer um Terrain, ze schwätzen, déi bréngt eng Obligation mat op alle Lieux de travail. Dat dierft een net vergies sen.

Ech wéll besonnesch op d'Industrie hiwisen, well an der Industrie ass de Problem vill méi grouss wéi zum Beispill an de Banken. Nämlech et sinn eng ganz Partie grouss Banken, déi et schonn elo ganz verbueden hu respektiv déi amgaange sinn et ze maachen. Mä an der Industrie ass dat net esou einfach, well notamment och bei den Aarbechter, déi op Schichte schaffen, d'Ofhängegeket vum Fémm ganz grouss ass. Et kann een also dat net esou einfach hei émsetzen.

Dat, wat mer maachen, déi Obligation de résultat de santé, dat ass eppes wat et a Frankräich gëtt. A Frankräich gëtt et keen Text iwwert d'Fémmen op der Aarbechtsplaz, mä et gëtt d'Jurisprudenz, an déi huet just déi dote Notioun développéiert. Ech hu keng Zait fir drop anzegoen. Ech kann lech soen, do gëtt et en Artikel an der Revue «Droit Social» vum 11. November 2005, Säit 971, vum Jean Savatier, «La protection contre le tabagisme sur les lieux du travail», deen eng Analys mécht vun dem Cour-de-Cassatioun-Uerteel vum 29. Juni 2005, ACME géint d'Madame Lefèvre, déi just déi dote Obligation festgeluecht huet, ouni Text.

Ech menge souguer wa mer net eisen Text haut géife stëmmen, dass opgrond vum 1994er Gesetz iwwer Gesondheet a Sécherheet op der Aarbechtsplaz nawell och kéinten esou Jurisprudenz schonn zu Lëtzebuerg kommen, fir den Employeur ze zwéngen, seng Leit ze schwätzen. Dat ass meng Intim iwwerzeegung. Also, wéi gesot, mir ginn hei vill méi wäit wéi gesot gëtt an et kénnt eng regelrecht Obligation.

Dann drëttens, wat richteg ass - wat e puermol hei gesot ginn ass -, dat ass, dass d'Portée Fall fir Fall muss ugekläert ginn. Dat heesch, et ass keng Gebrauchsanweisung hei an deem Text: Wéini gëtt et verbueden? Wéini gëtt et net verbueden? Mä do wéll ech drop hiwiesen, wéi wichtig et ass mat däri Obligation de résultat de santé, dass do de Betriebschef seng Verantwortung iwwerhélkt. Hie kritt Rechter.

Zum Beispill kritt en d'Recht, eng Interdiction de fumer ze maachen, wat elo net esou evident war, ausserhalb vun däri heiter. Notamment kennen ech vill Betriber, déi wollte méi wäit goen, wou Problemer awer waren, dass d'Delegationen dergéint waren. Hei kritt der Betriebschef net némmer eng Obligation, e kritt och d'Méiglechkeet et ze maachen.

Natierlech muss en deenen eenzelne Risiko Rechnung droen. An engem Bürosgebai, wou zéng Leit zesumme schaffen an engem Büro, ass et vill méi einfach, dass e seet, carrément Interdiction de fumer, wéi an engem Café, an engen Disco, wou de Risiko awer ass, well do Clientë kommen, déi fémmer. Do ass et en anere Risiko, also muss hien do aner Moosnamen huelen, déi vu dee Risiko esou effikass wéi méiglech sinn.

D'Chambre des Métiers an d'Chambre de Commerce hunn den 29. Mee 2005 deen heiten Text aviséiert an déi hinn dat och gutt fonnit. Déi hu Folgendes gesot: «Les deux chambres professionnelles estiment que la gestion de ce problème doit relever de l'organisation interne de l'entreprise. L'employeur doit ainsi pouvoir régler librement le problème de l'inhalation passive de la fumée de tabac par les travailleurs non-fumeurs, eu égard à la situation spécifique de l'entreprise et notamment eu égard aux revendications des salariés non-fumeurs ou du consensus éventuel trouvé à cet

égard» an esou weider, «en interdisant par exemple la consommation du tabac à l'intérieur de l'entreprise, sans être par ailleurs obligé d'aménager un fumoir pour les travailleurs fumeurs ou être obligé d'autoriser ces derniers à faire des pauses cigarettes à l'extérieur des locaux.»

Ech mengen, dat ass ganz wichteg. Dat muss Fall fir Fall an de Betriber kénne geléist ginn. Richteg ass, dass...

Une voix.- Wéi ass et am Régierungsrat?

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Majo, den Här Di Bartolomeo wäert dat elo op den Ordre du jour setzen.

(Interruption et hilarité)

Och am Ausland ginn do Differenze gemaach: zum Beispill an der Schwäiz téschen „generelles“ an „absolutes Rauchverbot“. Ech ginn elo net drop an, well meng Zait leeft hei fort.

Dann nach ee Wuert zum Réglement...

(Interruption)

Ech hu mer zéng Minutte geholl, Här President, esou war et ofgeamaach.

Une voix.- Dái sinn elo schonn eriwwer.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- E Réglement grand-ducal ass also net do, fir e Gesetz iwwerhaapt a Krafft ze setzen, mä fir ze héllefien do wou ze héllefien ass.

Dat heesch, wat kann ech mer virstellen? Mir ruffen am Hierscht d'Sozialpartner zesummen a mir froe se: Gitt Der mat däri Obligation hei eens ouni Réglement oder net? Oder kann e Réglement lech héllefien, fir zum Beispill eng Partie Plazen ze definéieren, wou d'Reglement kéint soen: „Do ass e Fémmverbuet op deene Plazen“? Dat ass eng Méiglechkeet. Dái aner Méiglechkeet ass fir ze soen: Wann Der e Fumoir macht, ma hei gi mer lech d'Beschreibung, wéi gesot esou e Fumoir muss sinn.

Dat sinn d'Diskussioune mat de Sozialpartner. Mä dat Gesetz gëtt hei obligatoiresch vum éischten Dag un an et brauch net deen dote Réglement grand-ducal an dee kann och net d'Gesetz zréckschrauben. Dat heesch, dee Réglement grand-ducal kann ni soen, op deenen dote Plazen dierft der fémmer. Dat dierft en net.

Ech wéll nach eng Kéier soen, an der Belsch ass et liicht aneschters, mä mir hunn dat belsch Gesetz studéiert, an do fénnt een eng Partie Elementer, déi ee kéint do op den Dësch leeën.

Véierten a leschte Punkt, Här President: Wat oft vergiess gëtt, dat ass, dass an de Betriber scho ganz vill geschitt. Et si ganz vill Betriber, déi maachen zénter Joren eng aktiv Politik. An dat net némme fir dat passiiv Fémm besser an de Gréff ze kré

(Coups de cloche de la Présidence)

Et geschitt ganz vill um Terrain. Ech sinn natierlech iwwerzeegt, dass mer hei elo nach méi „best practices“ kréien, an dofir mengen ech och, dass et e gutt Gesetz ass, wat Der haut stëmmt.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi. Ech géif proposéieren, dass mer fir d'éischt iwwert déi zwee Amendementer géifen ofstëmmen, déi den Här Bettendorf am Numm vun der demokratescher Fraktioune abruet huet.

Fir d'éischt geet et ém den Artikel 6, deen amendéiert gëtt, esou wéi am Text, deen den Här Bettendorf eis virgeluecht huet.

Amendement 1

Mir stëmmen of iwwert den Amendement 1.

Vote

Den Amendement 1 ass ofgelehnt mat 37 Nee-Stëmmen, bei 14 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Claude Meisch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marcel Oberweis), MM. Ali Kae, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Aly Jaerling.

Amendement 2

Dann den Amendement 2, och vum Här Bettendorf, betreffend den Artikel 9, dee complétéiert soll ginn. Wann d'Elektronik esou wält ass, da stëmme mer of.

Vote

Den Amendement 2 ass ofgelehnt mat 38 Nee-Stëmmen, bei 15 Jo-Stëmmen a 7 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel (par M. Claude Meisch), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Henri Grethen), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marcel Oberweis), MM. Ali Kae, François Maroldt, Paul-Henri

Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Mir stëmmen dann iwwert den Text selwer vum Gesetz of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5533 ass ugeholl mat 37 Jo-Stëmmen, bei 2 Nee-Stëmmen an 20 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Ali Kae, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

Ont voté non: M. Jean-Pierre Koepp;

M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: MM. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Claude Meisch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

Plusieurs voix.- Neen, Här President!

M. le Président.- Ech gesinn, dass et awer eng Majoritéit hei-banne gëtt, dofir ass dat dann esou décidéiert.

Motion 1

Mir kommen elo zur Motioun, déi den honorablen Här Huss age-reecht huet. Kënne mer dorriwer par main levée ofstëmmen?

Interruption

Den Här Huss freet de Vote électro-nique, dann huele mer de Vote électronique.

Interruption

Jo. Mir kommen den Hierscht do-robber zréck, Här Grethen. Dir kënnt Äre Kapp a Rou leeën.

Hilarité

Mir kommen dorobber zréck!

Vote

D'Motioun 1 ass ofgelehnt mat 52 Nee-Stëmmen, bei 7 Jo-Stëmmen an 1 Abstentioun.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marcel Oberweis), MM. Ali Kae, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Mir mengen also aus deenen dote Grënn, datt hei d'Glaubwürdegekeet vun der Chamber um Spill steet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Den Här Fayot huet d'Wuert gefrot.

M. Ben Fayot (LSAP).- Här President, ech wollt just soen, dass mer dës Resolutioun net stëmmen, aus zwee Grënn.

Eischtens emol hu mer elo just e Gesetz gestëmmt, an deem mer déi Mëttelen hunn, fir ze décidéieren, wat am Lieu public, deen d'Chamber duerstellt, geschitt; wou et also e Fémmverbuett gëtt.

Wat de Lieu de travail ugeet, hu mer och d'Mëttelen am Gesetz, déi Obligation de résultat, déi eben am Gesetz ageschriwwen ass.

Ech wollt soen, dass mer e Gesetz hunn, wat de Kader bitt fir d'Instanze vun der Chamber, dat ze décidéieren. An ech muss soen, déi gréng Kolleegen, déi sech jo bei deem Gesetz enthalten hunn, sinn a mengen Ae schlecht placéiert, fir ons do Lektiounen ze ginn.

Hilarité et brouaha général

Une voix.- Très bien!

M. Ben Fayot (LSAP).- Ech fannen, wa se hir Responsabilitéit hätte wëllen huellen, dann hätte se dat Gesetz, wat mer hei gemaach hunn a wat eng wichtig Avancée ass um Gebitt vun der Santé publique, mat gestëmmt.

Une voix.- Sou ass et!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech denken, dass mer allegueren domat d'accord sinn, dass d'Chamber hei dat Gesetz, wat se viru fënnef Minutte gestëmmt huet, an all sengen Dispositiounen respektéiere wäert. Voilà!

Plusieurs voix.- Aaaahhh!

M. le Président.- Dës Resolutioun hat némmen eng Énner-schrëft. Si gouf nach vun den Hären Adam, Bausch, Gira a Kox énnerschriwwen. Elo komme mer zur Ofstëmmung. Mir stëmme par vote électronique of, och wann en net gefrot ginn ass.

Vote

D'Resolutioun 1 ass ofgelehnt mat 53 Nee-Stëmmen, bei 7 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Ali Kae, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

Interruption

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).- Dat heescht also, d'Leit dobausse géifen net verstoen, wann hei sech géife Saachen erausgeholl ginn, déi mer anere Leit dobausse ver-bidden!

Interruption

Une voix.- A gär!

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).- Dat heescht also, d'Leit dobausse géifen net verstoen, wann hei sech géife Saachen erausgeholl ginn, déi mer anere Leit dobausse ver-bidden!

Interruption

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).- Dat heescht also, d'Leit dobausse géifen net verstoen, wann hei sech géife Saachen erausgeholl ginn, déi mer anere Leit dobausse ver-bidden!

Interruption

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).- Dat heescht also, d'Leit dobausse géifen net verstoen, wann hei sech géife Saachen erausgeholl ginn, déi mer anere Leit dobausse ver-bidden!

Interruption

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).- Dat heescht also, d'Leit dobausse géifen net verstoen, wann hei sech géife Saachen erausgeholl ginn, déi mer anere Leit dobausse ver-bidden!

Interruption

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).- Dat heescht also, d'Leit dobausse géifen net verstoen, wann hei sech géife Saachen erausgeholl ginn, déi mer anere Leit dobausse ver-bidden!

Interruption

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).- Dat heescht also, d'Leit dobausse géifen net verstoen, wann hei sech géife Saachen erausgeholl ginn, déi mer anere Leit dobausse ver-bidden!

Interruption

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).- Dat heescht also, d'Leit dobausse géifen net verstoen, wann hei sech géife Saachen erausgeholl ginn, déi mer anere Leit dobausse ver-bidden!

Interruption

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).- Dat heescht also, d'Leit dobausse géifen net verstoen, wann hei sech géife Saachen erausgeholl ginn, déi mer anere Leit dobausse ver-bidden!

Interruption

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).- Dat heescht also, d'Leit dobausse géifen net verstoen, wann hei sech géife Saachen erausgeholl ginn, déi mer anere Leit dobausse ver-bidden!

Interruption

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).- Dat heescht also, d'Leit dobausse géifen net verstoen, wann hei sech géife Saachen erausgeholl ginn, déi mer anere Leit dobausse ver-bidden!

Interruption

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).- Dat heescht also, d'Leit dobausse géifen net verstoen, wann hei sech géife Saachen erausgeholl ginn, déi mer anere Leit dobausse ver-bidden!

Interruption

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).- Dat heescht also, d'Leit dobausse géifen net verstoen, wann hei sech géife Saachen erausgeholl ginn, déi mer anere Leit dobausse ver-bidden!

Interruption

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).- Dat heescht also, d'Leit dobausse géifen net verstoen, wann hei sech géife Saachen erausgeholl ginn, déi mer anere Leit dobausse ver-bidden!

Interruption

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).- Dat heescht also, d'Leit dobausse géifen net verstoen, wann hei sech géife Saachen erausgeholl ginn, déi mer anere Leit dobausse ver-bidden!

zu enger hierarchescher Direktioune, anzeféieren, an dofir hat de Projet am Fong geholl virgesinn, fir dee Comité de direction do anzeseten.

An déi drëtt Mesure war déi vun enger verwaltungsiwwergräifender Zesummenaarbecht, déi iwwert d'Afierung vun engem Koordinatiounscomité vun de Finanzverwaltunge soll assuréiert ginn.

D'Beruffschamberen, d'Chambre des Employés privés, d'Chambre de Travail hunn de Projet favorabel aviséiert a si hu besonnesch ernimmt, datt déi Neierung vun dem Gesetz soll eng besser Zesummenaarbecht téscht deenen dräi Verwaltunge assuréieren, an dat am Senn vun enger administrativer Vereinfachung a besonnesch awer vun enger besserer Bekämpfung vun der Steierhannerzéitung.

D'Chambre des Fonctionnaires et des Employés publics gëtt och hinen Accord zu désem Projet, mä si mengt, datt elo d'Responsabilitéit an d'Gestioun vun de Finanzverwaltunge op eng Rei vu Schéllere verdeelt ginn - engersäits den Direkter a seng Adjointen, angersäits den Direktiounscomité an op der drëtter Stell dee Koordinatiounscomité -, a si freet sech, ob de Projet net e Risque vun enger Atteinte un d'Autonomie vun deenen dräi Verwaltunge kéint mat sech bréngen, an och datt den Afloss iwwert dee Comité de coordination, dee jo soll vum Minister oder vun engem vu senge Beamte presidéiert ginn, kéint als eng Entrave un de Kritäre vun Objektivitéit a vun der Onparteilechkeet ugesi ginn, déi d'Arbechte vun de Finanzfonctionnairé guidéiere sollen.

De Statsrot war der Meenung, éischtens, datt d'Struktur vun engem Direktiounscomité net op d'Statsverwaltunge géing passen.

Zweetens freet hie sech, ob eng kollegial Direktioune enger organisatorescher Noutwendegkeet géing entspriechen.

Drëttens seet hien, datt de proposéierten Text net am Aklang ass mat der Prozedur, déi an der Abgabenordnung - d'Abgabenordnung ass am Fong geholl d'Loi-cadre vun der Steierverwaltung - virgesi war. Ech wëll just hei ernimmen, datt d'Abgabenordnung vun 1940 u besteet, dat heesch, si ass mat der däitscher Invasioun hei an eisem Land agefouert ginn an zenterhier ass se nach net verbessert ginn.

A véiertens seet de Statsrot, datt déi kollegial Struktur net am Aklang mat den hierarchesche Rapportéier, déi am Statut général vun der Fonction publique virgesi sinn. Dofir huet hien och eng Oppositioon gemaach, déi d'Chamberskommisioun als eng Opposition formelle verstanen huet. D'Chamberskommisioun huet a sech déi Initiativ vun der Regierung begréisst, fir d'Stateverwaltung mat moderne Gestionsstrukturen ze dotéieren. D'Kommissioun huet awer och bedauert, datt de Statsrot net an d'Richtung vun der Regierung matgaangen ass.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

D'Kommissioun ass trotzdem der Meenung, datt den amendéierte Projet, wéi en hei virläit, eng éischt Etapp ass an eng méi intensiv Zesummenaarbecht vun deenen dräi Verwaltunge. D'Kommissioun hätt gehofft, datt ee vun der personeller Emsetzung an der Direktioune vun zwou vun deenen dräi Verwaltunge - dat heesch der Steierverwaltung an dem Enregistrement - hätt profitéiere kënne, fir déi Strukturreform méi wält ze dreiven, a si invitéeert och d'Regierung, eng Fusion vun deenen dräi Verwaltunge net aus den Aen ze verléieren.

D'Kommissioun hofft anersäits, datt d'Verståerung vun der Direktioune vun der Verwaltung duerch zusätzliche Directeur-adjointen dozou báidréit, d'Autoritéit vun der

Direktioune garantéieren, besonnesch wat eng méi eenheetlech Applikatioun vun de Gesetzestexte iwwer sämtlech Steierkontrollen uechtert d'Land ubelaangt, an dat am Intérêt vun enger méi grousser Steieréquitéit bei eis am Land.

D'Kommissioun proposéiert der Chamber den amendéierte Text, esou wéi en hei virläit, ze stëmmen, an ech ginn och domadder den Accord vun eiser Fraktioune.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. le Président. - Merci, Här Rapporteur. Ageschriwwen ass den Här Claude Meisch. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Meisch (DP). - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech erlabe mer dem Rapporteur, dem Norbert Haupert, ze félicitiéiere fir sái schréftlechen an och sái mëndleche Rapport hei. Hien ass op dat agaanget, wat am Projet de loi steet. Do kann ech mer et dann erspueren, fir nach emol den Text ze erklären.

Et geet jo eigentlech drëms, fir d'Direktiounsstruktur vun de Steierverwaltunge ze renforcéieren an och nei ze strukturéieren. Dat ass ze begréissen. D'Demokratesch Partei huet mat Sécherheit náischéint eng méi enk Zesummenaarbecht och vun deene Verwaltunge a géint eng besser Ausstafféierung um personelle Plang vun den Direktioune vun deene Verwaltunge.

Iergendzwousch huet een dann awer d'Impressioun, wéi wann hei vun hannen no vir geschafft gi wär, wéi wann hei den Daach vum Haus géing gebaut ginn, gezémmt ginn, éier d'Stützmaueren da gegoss waren oder Zill fir Zill openee geluecht waren, well et geet mat Sécherheit net némnen drëms, fir ze kucken, wéi d'Direktiounen vun eise Steierverwaltunge fonctionnéieren. Eigentlech sollte mer eis jo och d'Fro stellen: Wéi kënne se nach méi enk zesummeschaffe respektiv wat fir eng Steierverwaltunge brauche mer haut am 21. Jorhonnert?

Wa mer zréckkucken op eis Steierverwaltunge, sou wéi se haut fonctionnéieren, dann hu se eigentlech schon d'selwecht an de 60er Jore vum leschte Jorhonnert funktionéiert, a mir wéssen awer, d'Ekonomie haut eng aner ass, datt d'Stateverrecht haut en anert ass, an dofir solle mer och mat désem Usaz vu Reformäifer net dobäi stoe bleiwen a mir solle weider iwwerleéen iwwert déi nächst Joren, wéi mer d'Stateverwaltunge grondleeénd kënne reforméieren.

Eng Rei vun Usätz sinn do gemaach ginn, námlech an der leschte Legislaturperiod ass de sou genannten „Common Assessment Framework“ agefouert ginn, deen net némme gëllt fir d'Stateverwaltunge, mä fir sämtlech staatlech Verwaltunge, wou et eigentlech drëms geet, fir eng Auto-Evaluatioun vun der Verwaltung selwer ze kréien, wou d'Verwaltung selwer ka kucken, wou si der Meenung ass, datt se gutt fonctionnéiert, wou si der Meenung ass, wou d'Verwaltung kéint reforméiert ginn. Meng Fro un de Minister ass eigentlech déi, ob méttlerweil och do konkret Konklusiounen vun deem „Common Assessment Framework“ fir d'Stateverwaltunge virleien, déi dann als Basis keínt déngent, fir eng grondleeénd Strukturreform vun eise Steierverwaltunge ze envisagéieren.

En zweete Volet, iwwert dee mer scho laang schwätzen hei am Haus, a ganz besonnesch am Laf vun deene leschte Méint, wou mer iwwert déi finanziel Situatioun vum Stat geschwat hunn, dat ass d'Prévisibilitéit vun eise Steierrecetten.

Mir sinn der Meenung, datt eng seriö a laangfristig orientéiert Finanzpolitik némmen ze maachen ass, wann een och kann ofschätzen, wat d'Recetté vum Stat genee sinn,

wann een och kann ofschätzen, wat d'Inzidenze vun dár enger oder anerer Mesure, déi hei gestëmmt gëtt, zum Beispill am Steierrecht oder wat d'Steiertauxen ubelaangt, op d'Recetté vum Stat wierklech duerstellen. An och duerfir si mer der Meenung, datt mer d'Stateverwaltunge müssen esou ouilleiere mat Persounen, mat Personal, awer och mat Systemer, fir méi prezis Previsione vun de Recetté kënneen ze maachen.

Selbstverständeich gehéieren zu de Reformen och Iwwerleeungen, wat d'Formationen vun de Steierbeamten ubelaangt, wat och d'Formation continue ubelaangt. Wéi gesot, mir sinn an engem Domän, deen haut aneschters ass wéi nach virun zéng, 20 Joer, also musse mer och kucken, datt mer de Leit, déi an de Steierverwaltunge schaffen, deen néidege Bagage mat op de Wee ginn, datt se hirer Aufgabe kënne gerecht ginn.

D'Fro ka sech och stellen, awéiwäit et vläicht sénnvoll wär, iwwerhaapt iwwert de Fonctionnement - fundamental - vun der Steierverwaltung nozedennen, an awéiwäit een net och kënnt op de Wee goen, fir wierklech zu enger Verschlankung och vun deenen dote Verwaltunge kënne báziedroen, zum Beispill iwwert de sou genannten „self assessment“, wou eigentlech eng vereinfacht Steiererklärung kann ofgeluecht gi vun de Leit selwer, wou se hir ege Steierlaascht kënne selwer berechnen, selbstverständeich mat de Mesuren och am Fall wou sech sollte Stéchprouwen erginn, datt d'Leit gefuddelt, bewosst gefuddelt hätten. Dat géing mat Sécherheit zu enger grondleeénder Entlaaschtung vun de Steierverwaltunge feieren an do Ressourcë fráimaachen, fir enger ganzer Rei vun aneren Aufgabe kënneen nozegoen.

Dat sinn déi Iwwerleeungen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi mir als Demokratesch Partei nach emol wollten heimat op de Wee ginn. Dir hutt et héieren: Mir stëmmen dése Projet, well mer doranner en éischté Reformusaz gesinn. Mir géingen awer wierklech en Appel maachen un d'Regierung an och hei un d'Chamber, fir et net bei deem Usaz do ze beloessen, mä fir weider Iwwerleeungen unzestrenge, wéi mer d'Stateverwaltunge kéint an Zukunft reforméieren.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. le Président. - Merci, Här Negri. Nächste Riedner ass den Här Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. Roger Negri (LSAP). - Merci, Här President. Här President, Dir Häre Ministeren, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'éischt dem Rapporteur, dem Norbert Haupert, Merci soe fir sái guerde schréftlechen a mëndleche Rapport.

Mir als LSAP begréissen dése Projet de loi als en Deel um Wee zu méi Steiergerechtekeet vis-à-vis vum Bierger, notamment fir d'Lutte géint d'Fraude fiscale ze verbesser, d'Simplifikatiounen vun de fiskale Prozeduren unzestriewen a virun allem d'duebel Emploien am gesamte Steierberäich ze eliminéieren.

1997 huet den heitege Minister Jeannot Krecké a sengem Rapport iwwert d'Fraude fiscale verschidde Pisten opgezeechent. Notamment war do eng Kompensatiounsprozessdur proposéiert ginn: Déi verschiddenen Detten a Créancen, déi de Steierzuerler vis-à-vis vun deenen dräi verschidde Steieradministratiounen huet, sollte kompenzáiert ginn, esou dass de Steierzuerler just nach d'Differenz ze bezuelen hätt beziehungweis just

nach d'Differenz géing zréckréien.

Dat hätt dee Virdeel, dass d'Administration vill méi schnell géife mierken, wann eppes net klappt, an et hätt och Virdeeler fir de Steierzuerler, deen heiansdo a finanziell Enkpásse geréift, well hie bei dár enger Administration eng déck Zomm muss bezuelen, während en enger anerer Steieradministration nach Sue schéllleg ass.

Mir schwätze scho sät ville Joren dovunner, wéi een deene klengen Entrepreneuren d'Liewe kéint vereinfachen, oder wéi een deene jonke Leit de Sprong an d'Onofhängegeet schmackhaft kéint maachen. Dëse sou genannten „netting fiscal“ wär e sénvvollen a richtege Schrëtt an déi Richtung.

Här President, et geet hei ém de Gläichheitsprinzip vum Steierzuerler vis-à-vis vum Stat. Firwat soll deen, dee censéiert ass, sain Akommes ze deklaréieren, besser ewechkomme wéi deen, deen d'Steierdirekt vu senger Pai ofgehale kritt? Et muss d'Zil sinn, dass jiddferee seng Steieren en temps réel ze bezuele kritt an net eréisch dräi Joer méi spéit, wou eventuell d'Firma scho laang Faillite ass an dann náischéint méi ze huelen ass.

Als LSAP bedauere mir, dass de Conseil d'État net mat op de Wee wéllt goen, fir d'Schafe vun engem Comité de direction souwuel an der Steierverwaltung wéi am Enregistrement. Här President, aus deem Grond fuerdere mir mat Nodrock d'Regierung op, e Projet de loi auszeschaffen, fir d'Kreatiounen vun engem Comité de coordination des administrations fiscales, deen d'Kooperatioun verbessere kann énnert deenen dräi Steierverwaltung, dem Enregistrement an der Douanesverwaltung.

Wéi ech scho beim Budgetsrapport gesot hunn, musse mir konsequent eis dorém bekümmeren, d'Steiere mat Zäit erém anzedreiwen. Et ass demno dréngende politeschen Handlungsbedarf ugesot, an ech gi fir déi éischt Etapp an dës Richtung den Accord vun eiser Fraktioune zu désem Projet de loi.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. le Président. - Merci, Här Negri. Nächste Riedner ass den Här Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Här President, ech wollt soen, datt ech den Accord bréngé vun eiser Fraktioune, dem Rapporteur Merci soen an natierlech mat Spannung op déi Debatt waarden, déi awer endlech méi spéit eng Kéier kënnt, námlech wou mer déi zwou Verwaltunge wéllen enger gréisserer Reform énnerezéien, fir virun allem eng méi enk Zesummenaarbecht téscht deenen zwou Verwaltunge ze kréien. Op déi Debatt waarden ech mat Spannung, virun allem och well dat jo am Fong nach Grondiddié sinn, déi zréckzeféiere sinn op e Rapport vum Här Krecké, deen hien am Optrag gemaach huet vum Här Juncker.

Da musse mer emol kucken, wéi dann d'Konklusiounen deemoobs vum Här Krecké gezu sinn, deen haut jo an der Regierung ass, mam Här Juncker zusummen, wéi déi da wäerten ausfalen.

M. le Président. - Merci, Här Bausch. Dann huet elo d'Regierung d'Wuert. Här Minister!

M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget. - Jo, Här President, ech géing och gären am Numm vun der Regierung dem honarabelen Här Haupert Merci soe fir déi gutt Aarbecht, déi zu déser Diskussioun haut féiert, och déi Aarbecht, déi an der Kommissioun

gemaach ginn ass.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

D'Regierung ass der Meenung, datt dat hei eng Verwaltungsreform ass, déi sécher net Welten ännert, mä déi awer dozou féiert, datt déi Verwaltungen, déi eng grouss Responsabilitéit hunn - well et si schlussendlech déi Verwaltungen, déi kucken, datt d'Sue fir de Stat erakommen -, kënneen déi enorm komplizéiert an émmer méi komplizéiert Aarbecht op eng professionell Aart a Weis maachen.

D'Regierung ass der Meenung, datt, wann een eng gréisser Direktioune huet, déi dat Ganzt kann ze summen diskutéieren, dat op eng méi effikass Aart a Weis ka gemaach ginn. Mir haten eis virgestallt, datt déi dat och hätt kenne maachen an der Form vun engem richtege Comité de direction, wéi dat eben a groussen Entreprises de Fall ass. Och wann dat net an désem Gesetz steet, wäert et an Zukunft esou sinn, datt vill méi Sujets zusummen diskutéieren ginn téscht deenen dräi Leit, déi un der Spëtz vun deenen zwou Verwaltunge sinn, engersäits. Dat brauch een net onbedéngt an engem Ge setz ze schreien.

Dat anert wär vläicht méi kloer gewiescht, mä gradsou wäerte mer drop pochen, an déi kommen och e Méindeg schon zusummen, dee Comité de coordination téscht deenen zwou Steierverwaltunge. Dél zwee Ministeren aus de Finanzen, de Finanzminister an ech als Budgetsminister, hu scho fir e Méindeg déi zwou Verwaltunge geruff, a mir wäerten an Zukunft ganz vill a ganz oft zusummen diskutéieren, och en dehors vun engem gesetzleche Kader. Ech mengen, dat ass déi eng Saach.

Mir hätte gären, datt déi Verwaltunge méi zusummeschaffen an och zusummen Iwwerleeunge mat der Regierung maachen. Duerfir och d'Instauratioun vun deem Groupe d'analyse fiscale, vun dem ech géschter geschwatt henn, deen och vun der nächster Woch un tagt. Duerfir si mer frou, datt hei eng breet Zoustëmmung ass. Dat si grouss Verwaltungen, déi brauchen effikass Direktiounen. Dél Zäiten, wou een dat ganz eleng konnt féieren, si sécherlech eriwer. Duerfir mengen ech ass dat hei e Schrëtt fir eng modern, gutt geféiert Verwaltung ze erreechen.

Mä déi aner Appeller, déi hei gemaach gi sinn, déi deele mer. Heimader geet et net duer. Mir müssen also och kucken, fir déi Verwaltungen, wat ganz schwierig ass, well se och op engem ganz alen Text berouen, ze moderniséieren, och wat d'Prozeduren an d'Informatisatioun ubelaangt.

Merci.

Une voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Här Minister. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert dése Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5558 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spatz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. John Castegnaro), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agno (par M. Roger Negri), M.

Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Claude Meisch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koopp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidiert.

5. 5346/5420 - Projet de loi portant introduction d'un Code du Travail (suite)

Mir stëmmen elo of iwwert de Projet de loi 5346 betreffend de Code du Travail. D'Diskussioun, déi mer haut de Moie gefouertunn.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi iwwert de Code du Travail ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marcel Oberweis), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Ben Fayot), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Claude Meisch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koopp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidiert.

Mir kommen elo zur Diskussioun vum leschte Projet vun eisem Ordre du jour, eng Direktiv iwwert d'Gläichbehandlung op der Aarbecht, D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Ali Kaes.

Une voix.- Très bien.

6. 5518 - Projet de loi portant

1. transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique;

2. transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;

3. modification des articles 8 et 13 de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées;

4. abrogation de l'article 6 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

M. Ali Kaes (CSV), rapporteur. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Beruff an d'Beschäftegung sinn déi zwee Pilieren, déi d'Chancégläichheet téschten de Mënschen garantieren. Si droen dozoen bai, datt d'Mënschen um wirtschaftlechen, kulturellen a soziale Liewen deelhuelen.

Zénter Jorzéngte setzt sech d'EU fir d'Schafung vun engem Raum vu Fräiheit, Sécherheet a Recht an. Dëst ambitiéist Zil, wéi och d'sozial Cohésion, kann duerch all Zort vun Diskriminatioun a Gefor bruecht ginn. Et ass duerfir net weider verwonnerlech, datt d'EU sech zénter Joren a Jorzéngte fir d'Chancégläichheet asetzt an all Form vun Diskriminatioun bekämpft. D'Charta iwwert d'Grondrechter vun der EU gesäßt iwwregens d'Eliminatioun vun all Form vun Diskriminatioun vir.

Et gëtt nach aner international Instrumenter vun deemselwechte Format, wéi d'Charta iwwert d'Grondrechte vun der UNO vun 1945. Dést Instrument verbitt zum Beispill d'Diskriminatioun opgrond vun der Rass, esou wéi och d'allgemeng Mënscherechtsverklärung vun 1948, fir just dës zwee Instrumenter ze nennen.

De Sommet vun Amsterdam ass décisiv gewiescht. Zénter dësem Sommet an dem Traité vun Amsterdam gehéiert de Kampf géint d'Diskriminatioun zu den europäesche Kompetenzen. D'EU huet sech mam Traité vun Amsterdam déi néideg legal Basis ginn, fir këne méi effizient géint d'Diskriminatioun virzegoen.

Konkret huet d'EU am Joer 2000 zwou Direktiven adoptéiert, déi eng Rei vu Grondsätz a minimal Ufuerderunge festleeën. D'EU-Bierger sollen allegueren an de Genoss vun engem minimale Schutz géint d'Diskriminatioun kommen.

Et kann een u sech nach ervirhiewen, datt an dësem Beräich, an obschonns d'Zil ganz ambitiéis war an nach émmer ass, d'EU-State relativ schnell en Accord fonntunn, am Géigesaz zu anere Beräicher, wou sech d'Négociatiounen heiansdo iwwer Joren hinziele respektiv net weiderkommen.

De virlerende Gesetzesprojet setzt dës zwou Direktiven an nationaalt Recht ém. D'EU-Bierger gi geschützt virun Diskriminatiounen opgrond vun der ethnescher Ofstamung oder der Rass, vun der Relioun oder vun den Iwwerzeegungen, opgrond vun engem Handicap, vun Alter oder vun der sexueller

Orientierung, an dëst an enger Rei vu Beräicher. Dozou gehéiert d'Beschäftegung an déi allgemeng wéi och déi berufflech Bildung, d'sozial Sécherheet souwéi den Zugang zu Wueren, Déngschleeschtungen a Wunnengen.

Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer nach eng kleng Remarque, wat de Werdegang vum Projet de loi ugeet, éier ech op déi wichtegst Punkte wéll ze schwätze kommen.

De virlerende Gesetzesprojet setzt souwuel d'Direktiv vum 29. Juni 2000 wéi och d'Direktiv vum 27. November vum selwechte Joer ém. An enger éischer Etapp hat d'Regierung décidéiert, déi zwou Direktiven iwwert de Wee vun zwee verschidde Projeten émzesetzen: de Projet 5248 an de Projet 5249.

De Statsrot huet awer dës Apéroche vun der Regierung a sengen Avisé kritisier an d'Regierung opgefuerert, en eenzegt Gesetz iwwert de Gläichbehandlungsgrundsatz ze deponéieren, dat all d'Motiver vun der Diskriminatioun soll zréckbehalen. D'Regierung huet dunn dem Avis vum Statsrot Rechnung gedroen. De virlerende Gesetzesentwurf entspréicht enger intégréierter Approche vun der Problematik „Diskriminatioun“.

De virleindene Text deckt de Champ d'application of vun der Direktiv vum 29. Juni 2000, dee méi vaste ass wéi dee vun der Direktiv vum November vum selwechte Joer, déi sech just op den Emploi an den Travail bezitt, an en intégréiert d'Diskriminatiounsmotiver vun deenen zwee Instrumenter.

Zur Informatiou: D'Direktiv vum Juni 2000 bezitt sech just op rassistesch an éthnesch Diskriminatiounen, am Géigendeel zu der Direktiv vum November 2000, fir déi zum Beispill den Alter oder d'Relioun en Diskriminatiouns faktor ka sinn. D'Auteure vum Text hu sech also net un eng strikt Transposition vun den europäeschen Texter gehalen, wat awer kee Problem duerstellt. D'EU-State si jo verflift, minimal Regelen anzhalen, mä si këne selbstverständliche méi favorabel Dispositiounen an hirem Nationalrecht virgesinn, wat hei de Fall ass.

Jiddfereen ass u sech vun den Dispositiounen vum virleindene Text concerneert, souwuel physisch Leit wéi och sou genannte Personnes morales. Derbäi kann een nach ervirhiewen, datt et sech bei de Personnes morales souwuel ém privat Betriben wéi och ém öffentlech Organismen handelt. D'Statsbeamte si vum Champ d'application vum virleindene Text ausgeschlossen.

Dat, Dir Dammen an Dir Hären, war iwwregens e ganz besonnesch émstriddene Punkt. De Statsrot huet a sengem éischten Avis souguer mat enger Opposition formelle gedroht, falls den Text d'Ausschleissung vun der Fonction publique géif weider virgesinn.

D'Kommissioun war awer der Meenung, et misst een dëse Punkt bai behalen. De Projet de loi 5583, dee vum Minister vun der Fonction publique viru kuerzem deponéiert gouf a viraussichtlech am Hierscht wäert këne gestëmmt ginn, regelt d'Fro vun der Diskriminatioun an der öffentlecher Funktioun.

Fir de Statsrot ass d'Tatsaach, datt en anere Projet de loi de Volet Diskriminatioun am Kader vun der Fonction publique regelt, a sech net zefridde stellend, ouni awer seng Opposition formelle baiizebhelen. Au contraire, de Statsrot mengt, an dësem Fall missten zu mindest déi zwee Projeten zesumme gestëmmt ginn.

Wéi ech et schonns gesotunn, de Projet de loi 5583 wäert eréischt am Hierscht këne gestëmmt ginn. De Statsrot huet dëse Projet awer

zimlech negativ aviséiert. Et gëtt nach e puer Punkten, déi am Kader vun dësem Projet de loi gekläert musse ginn.

D'Kommissioun ass awer der Meenung, datt een net muss bis am Hierscht waarden, fir de virlerende Projet ze stëmmen. Si gëtt ze bedenken, datt d'Concomitance vun deenen zwee Projeten, op déi de Statsrot hält, net heesch, datt déi zwee Texter deeselwechten Dag musse gestëmmt ginn. Fir d'Kommissioun geet et duer, datt déi zwee Projeten esou schnell wéi méiglech evakuéiert kënnne ginn.

Doriwwer eraus ass awer d'Kommissioun der Meenung, datt et besser gewiescht wier wann d'Regierung d'Problematik vun der Diskriminatioun am privaten an am öffentleche Secteur an engem eenzegen Text ugeschnidden a geregt hätt. Si fuerdert d'Regierung d'Ufuerderung d'Ufuerderung duerstellen, an déi ongläich Behandlung muss an engem Gesetz oder enger Praxis virgesi sinn, an dëst virun deem datt de virleindene Text a Krafft trëtt.

D'Diskriminatiounen opgrond vum Alter sinn och erlaabt, wa se de legitimen Objektive vun der Beschäftigungspolitik oder dem Arbeitsmaart zum Beispill entsprechen.

En anere wichtige Punkt, deen ervirgestrach ka ginn, ass d'Méiglechkeet fir kënnne spezifesch Moossnamen ze huelen, fir d'No-deeler vun engem Diskriminatiounsmotiv opzehiewen. An anere Wierder: De virleindene Text gesäßt d'Méiglechkeet vun de sou genannten „actions positives“ vir, notamt am Kader vun der Beschäftigung an der Formatioun vun de Behënnerten.

De virleindene Text begnügt sech net domat, d'Diskriminatioun ze definieren an ze verbidden, e gesäßt och Rekursméiglechkeete fir d'Affer vun Diskriminatiounen vir. Net némmer d'Affer selwer kann, am Fall vun enger ongläicher Behandlung, eng Klo viru Geriicht aarechen, mä och énner verschidde Konditiounen d'A.s.b.l.en an d'Ge-werkschaften.

Wann d'Affer déi éischt Indizien, déi eng Diskriminatioun présüméiere loessen, bewiese muss, esou ass et awer um Défendeure ze beweisen, datt him keng ongläich Behandlung kann nogewise ginn. De virleindene Gesetzesprojet inno-véiert um Gebitt vun der Charge de la preuve a stellt domadder sécher, datt d'Gesetz och an der Praxis wäert kënnen ugewannnt ginn.

Ech wéilt nach kuerz zwee wichtige Elementer vun Gesetzesprojet ervirhiewen, éier ech mäi mëndleche Rapport ofschléissen.

Wann de virleindene Text gestëmmt an a Krafft triede wäert, gëllen d'Diskriminatiounen, esou wéi se am Kader vum Gesetzesprojet 5518 definier ginn, als Strodot, a mir wäerten e Centre pour l'égalité de traitement schaffen, deen énner anerem fir d'Affer eng grouss Hélf wäert sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt mäi Rapport ofschléisse mam Hibleck op d'nächst Joer, d'Joer 2007, d'europeesch Joer vun der Chancégläichheet. Fir den EU-Kommissär Spidla ze zitéieren: „D'Joer 2007“, seet hien, „wäert den Ustrengunge fir eng onageschränkten Uwendun vun den Antidiskriminatiounsmoosname vun der EU en neien Impuls ginn.“

Ouni d'nächst Joer ofzewearden, léif Kolleginnen a Kollegen, kënnne mer eis schonn elo fir eng reell Gläichbehandlung am aldeegleche Liewe beméien, andeems mer de virleindene Text stëmmen.

Erlaabit mer nach eng lescht Bemerkung oder Appel: Ech wier vrou, wann de Projet de loi 5583 esou schnell wéi méiglech direkt am Hierscht keint gestëmmt ginn.

An ech fuerdere jiddfereen op, dee mat deem Text ze dinn huet, vlächt d'Vakanz dozou ze benotzen, fir intensiv um Text ze schaffen. Et ass wichteg, d'Diskrepanz, déi um Niveau vun der Diskriminatioun téschent dem privaten an dem öffentleche Secteur existiert, esou schnell wéi méiglech opzehiewen.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président. - Här KAES, ech bidden lech zum Schluss ze kommen.

M. Ali KAES (CSV), rapporteur. - Ech sinn domadder um Schluss.

Ech erlabe mer, wann den Här GRETHEN mer dat nach zougesteet, Merci ze soen der Aarbechtskommissioune, de Mataarbechter vun der Fraktioune, der Chamber an awer och vum Ministère. Et war e ganz komplizierte Projet. Ganz speziell wéilt ech do ernimmen d'Madame Rangan, d'Madame Welter an den Här Bisenius.

An deem Senn soen ech lech Merci fir d'Nolaschteren.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. le Président. - Merci, Här KAES. Den Här Spautz, wann ech gelift.

Une voix. - Sechs Minuten iwwerzunn!

(Interruptions)

M. le Président. - Jo, mir hu während deene leeschten zwee Deeg émmer de Rapporteuren d'Zäit vun de Fraktioune mat eriwer ginn. Fir den Hierscht kénnt eng kloer an eng däitlech Décision heiriwwer, ob d'Zäit vun de Fraktioune oder vun de Motioune däerf mat eriwwergeholl ginn, jo oder neen. Esou wéi et elo leeft, behandele mer nämlech kee Mensch gläich hei an deem Haus, an dat kann net sinn!

(Interruptions)

M. Henri Grethen (DP). - Elo huet deen aarmen Här Biltgen hei de Kapp gewäsch kritt!

(Hilarité)

M. le Président. - Jo, mä do gesitt Der, zu wat fir engen Inégaliéiten an Ongerechtegekeiten et féiert, wann een Exceptione mécht. Deementspriechend wäerte vum Hierscht u keng Exceptione méti stattfannen.

Elo huet den Här Spautz d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV). - Här President, Kolleginnen a Kollegen, Létzebuerg huet sech bei der Emsetting an dat nationaalt Recht vun deenen zwou Direktiven 2000/43 an 2000/78 - an dat kann ee praktesch bei all Direktiv soen - dach relativ vill Zäit gelooss. Dat ass allerdéngs net émmer vu Virdeel. D'Haaptaaach ass awer, datt elo endlech und de Volet vun der Netdiskriminéierung, also vum gläichen Traitemant, en Acquis gëtt, an dat a ville Beräicher, op déi ech op däser Platz net méi wéll agoen.

Mengem Kolleeg a Frénd, dem Ali KAES, wéll ech Merci soe fir sain ausfierleche schrëftleche wéi och mëndleche Bericht.

De Grondsaz, op deem d'Gläichbehandlung an de Verbuet vun der Diskriminéierung berouen, ass en Häerzstéck vum europäische Sozialmodell. Ouni dës Prémissen ass et quasi onméiglech, an engen Demokratie weiderzekommen. An dat gëllt och fir Létzebuerg. Eng gesellschaftliche Entwicklung no humanistesche Prinzipiën muss et sinn a muss et ginn.

Eng Persoun opgrond vun hirer Rass, hirer ethnescher Herkunft oder hirer Astellung, der Relioun oder de Wärter, no deene se lieft, dem Alter, der Behénnung oder hirer sexueller Veranlagung ze bieuerteelen an ze behandelen, ass net dat, wat ech énner Nächsteléit verstinn an och net énner Chancégläichheet.

Doduerch, datt elo d'EU déi Direktiv erløoss huet, a Létzebuerg se dann an hiert nationaalt Recht émsett, wa mir dat Gesetz hei stëmmen, ass awer nach net alles an

der Rei. D'Gesetz ass deen ee Vole, mä d'Realitéit ass eng aner. Et kann een awer dovun ausgoen, datt mat engem Gesetz d'Diskriminéierung weider misst ofhuelen, awer hei nach eng Hällewull vun Ustrengunge verlaagt sinn, well d'Gesetz eleng geet net duer.

Bei der Émsetting vum Gesetz an den Alldag, beim Développéiere vun deenen „actions positives“, ass et wahrscheinlich och guer net esou domm, emol ze kucken, wéi een am Beräich vun der Chancégläichheet vu Männer a Frae vergaangen ass. Zwar sinn och an deem Kontext nach vill Efforten néideg, ier ee vun engen allgemenger Gläichbehandlung schwätze kann, mä zumindest si mer um gudde Wee; op alle Fall hoffen ech dat.

Zénter elo méi wéi 30 Joer huet d'EU e ganze Gesetzeskader erløoss, fir d'Diskriminatioun téschent Männer a Frae beim Salaire, bei den Aarbechtskonditiounen a bei der sozialer Ofsécherung ze verbidden. An och den Europäische Gerichtshaff huet Säint dozou bai-gedroen, fir dës Approche ze énnerstëtzzen. Haut ass d'Gläichbe-rechtigung téschent Mann a Frae vun de Kärziler vun der Europäischer Unioun, andeems versicht gëtt, déi sou genannten „gender“-Politik an all Aktivitéité vun der EU ze intégréieren.

Ech erënneren op däser Platz dann och dorun, datt ouni all dës europäische Initiative Létzebuerg wahrscheinlich an dësem Beräich némme wéineg, fir net ze soe guer náischt opweises hätt. Dëst ass eng Tatsaach, op déi op däser Platz scho vill Leit, besonnesch während den Debatten zum 8. Mäerz - dem Internationale Fraendag -, un dësem Pult Stellung geholl hunn.

Am Beräich vun der Chancégläichheet téschent Männer a Fraen ass et dann awer och esou, datt hei zu Létzebuerg nach d'Émsetting vun zwou wichtegen Direktiven austee: éischtens, d'Direktiv 2002/73, déi sech mat der Neifaasung vun der Direktiv vun 1976 befaast, déi de Prinzip vun der Égalité de traitement entre hommes et femmes regelt; zweetens, d'Direktiv 2004/113, déi sech mam Grond-saz vun der Gläichbehandlung téschent Männer a Fraen am Beräich vun Zugang a Versuergung vu Gidder an Déngschtleeschtunge befasst.

An deem Kontext setzen ech mech och vehement derfir an, datt all déi Leit, déi eng schwéier Krankheet haten oder hinn, am Assurancé-wiesen net méi diskriminéiert ginn. E klenkt Beispill: Ech hat viru laange Jore Kriibs an hinn dofir och haut nach Schwierigkeiten. Net gesondheetlecher Natur, au contraire, ech sinn énner regel-méisseger medezinescher Kontroll, an Dir gesitt, ech sinn och nach émmer gutt drop. Awer ech hu Schwierigkeiten eng Liewens-versécherung, eng Assurance ze kréien. An esou wéi mir geet et dausenden, fir net ze soen zéng-dausende vu Leit, déi och eng Krankheet haten an elo erém kär-gesond sinn an déi nach émmer diskriminéiert ginn, well se vun den Assurancen d'Méiglechkeet net kréien, sech ofzesécheren. An ech hoffen, wann déi Direktiv bis kénnt, datt mer dann och dee Problem kenne léisen.

Kolleginnen a Kollegen, et sinn awer am Laf vun de Joren am Beräich vun der Chancégläichheet téschent Männer a Fraen zu Létzebuerg eng Rei Initiative gestart ginn, net némme um Plang vun der Regierung, de Ministären an de Verwaltungen, mä ganz konkret och bei de Sozialpartner.

Erlaabt mer vun däser Platz aus drun ze erënneren, datt déi zwou national representativ Gewerkschaften énnert der Leedung deemoos nach vum Fraeministère eng Initiativ énnerstëtzzt hinn an aktiv och dorun deelgeholl hinn. Och ech hat d'Chance deemoos derbäi ze sinn, an et ass nach eng Ma-

dame heibannen, déi och deemoos derbäi war.

(Interruption)

Mir hinn eis do intensiv mat Chancégläichheet an de Betriber beschäftegt, hinn dës Geleeënheet genotzt fir de Gläichheetsprinzip souwuel an d'Organisationen selwer wéi och an d'Delegatiounen vun de Betriber weiderzedroen. E weidere Schrëtt war dann och do d'Schafe vum Chancégläichheets-delegéierten am Privatsecteur. Ech hoffen, datt et bei deem sengem Rôle am Moment bleibt an datt en net nach awer Saachen dropgleucht kritt.

D'Gläichheet téschent Mann a Fra an der Aarbechtswelt ass allerdéngs nach laang net esou wäit, datt dës Delegéierte wéinst Énnerbeschäftegung kíente kloen. Wéi 2002 eng Etüd vum Ceps/INSTEAD gewisen huet, läit den onerkärbare Salairesénnerscheed téschent engem Mann an engen Fra zu Létzebuerg bei 12%. Dës Zuel ass fir een, dee sech émmer aktiv fir d'Interesse vun der schaffender Bevölkerung assetzt, net ze vertrieben. Dës Zuel klémmt souguer op 28%, wa mer d'Erzéungszäiten, de Be-ruffsstopp duerch Familljepausen, net erausrechnen. Hei si mir also vun der Chancégläichheet nach meilewáit ewech.

Fir awer elo de Volet vun der Chancégläichheet am engere Senn ze weidereren a vun Diskriminéierung allgemeng ze schwätzen, wat jo ee vun den Theme vum Projet de loi ass, esou ka gesot ginn, datt zénter der Métt vun den 90er Joren an der EU e Konsens entstanen ass, fir datt d'Diskriminatioun nom Geschlecht, no der Rass net méi däerf weidergoen. Hei hinn och déi sou genannten Zivilgesellschaft, d'Gewerkschaften, d'Europäische Parlament, d'ONGen eng wichteg Roll ze spiller. D'Resultat ass, datt souwuel de Vertrag vun Amsterdam wéi och dee vun Nice en Artikel géint d'Diskriminéierung beinhalten.

Et gesäßt een also, datt d'Émsetting vun den Direktiven, mat deene mir eis elo hei beschäftegen, d'logesch Suite ass vun engem schonns vill méi laang dauernde Prozess, an dëst gëllt fir d'gesamt Europäische Unioun. 25 onofhängeg Länner setze mat dësen Direktiven e Gesetzeskader an hiert nationaalt Recht ém.

Ier ech dëse Volet vum Réckbléck op den europäische Werdegang vun däser Antidiskriminéierungspolitik ofschléissen, wéll ech nach drop hiweisen, datt och an der sou genannter Agenda vu Lissabon eng vun den Zilsetzungen ass, datt déi Leit, déi bis ewell um Aarbechtsmarché énnerrepresentéiert sinn, eng Chance vun engen verstärkter Vertriebung solle kréien. Ech denken hei un déi eeler Matbierger an och un déi mat engem Handicap.

Här President, well jo an eiser heitiger Gesellschaft die Stellewäert vun engen Persoun sech och iwwer hir Aarbecht definéiert, ass et némme normal, datt sech d'Gewerkschaften an d'Sozialpartner mat der Thematik Diskriminéierung beschäftegen. An dozou gehéiert net némme d'Diskriminéierung, iwwert déi mir haut de Mëttet schwätzen, mä och déi téschent Männer a Fraen, besser bekannt énnert dem Numm vu Gläichstellungs-politik.

Kolleginnen a Kollegen, Létzebuerg ass zénter senger Industrialisierung émmer erém mat der Thematik vun der Immigratioun fir seng Betriber konfrontéiert ginn. Ech denken un déi italienesch a spéider un déi portugisesch Immigratioun. Dobái kann een och haut de ganze Volet vum Travail trans-frontalier mat abezéien. Mir hinn also zu Létzebuerg e vitalen Intérêt

drun, eis net Létzebuerg Matbierger esou ze behandelen an an der Aarbechtswelt ze intégréieren, datt si sech net diskriminéiert fillen.

Et ass jo net vun Topegeket, datt mer iwwerall gesinn, datt émmer méi Leit sech och fir déi Leit assetzen. Dobái muss awer genee opgepasst ginn, datt net némme déi direkt, mä och déi indirekt Diskriminéierung ofgeschaافت gëtt. Ech huelen némme als Beispill, a wéi engen Sprooch ech eng Sitzung ofhalen, oder wéi ech op rassistesch Witzer reagéieren.

Et gesäßt een also, datt an de Betriber vu Säite vun den Delegatiounen nach vill Aarbecht ze leeschten ass, wou si net némme vun hirren nationale Gewerkschaften énnerstëtzzt ginn, mä och vum EGB, dee schonns 1995 zesumme mat den europäische Patronatsorganisa-tionen d'Florenzer Erklärung iwwert d'Diskriminatioun ofgemaach huet.

Déi Haaptakzenter sinn dofir engersäits de gesamte Volet vun der Unerkennung vun de Qualifikatiounen, déi een am Ausland kritt. D'EU-Europäer hinn do keng grouss Problemer, well déi europaïsch Unerkennungsprinzipiën spiller. Mä fir déi Leit aus sou genannten Dréttländer ass et méi problematisch, wann net souguer on-méiglech, eng adequat Unerken-nung ze kréien.

Zwou aner Dispositiounen, déi Diskriminatioun begénschtegen, sinn déi sou genannten Auswahltester bei engen Astellung, an dann och d'Leeschtingsbeurteilungen, déi décidéieren, ob ee méi oder maner an der Pai kritt, ob een am Betrieb avancéiert oder och net. Bei dësen zwee Kritäre muss drop geuecht ginn, datt objektiv Kritären appliziert ginn an net aus dem Bauch eraus oder gefillsméissieg eng Décisioun fält. Dës Virgehensweis mécht nämlech der Diskriminatioun d'Dier op. Objektivitéit an och Novolléibarkeet vun engen Décisioun sinn hei noutwendeg.

Wichteg ass awer an dësem Kontext, datt d'Delegatioun drop uecht, datt, wa Plainten an dësem Beräich kommen, si och seriö geholl ginn. D'Leit dierfen net d'Impressioun kréien, datt hir Reklamatioun net zu engem Resultat féiert, mä au contraire, datt si nach méi Problemer am Betrieb kréie wéi virdrun. Hei gëtt och ganz kloer de Chef d'entreprise, also de Patron, an d'Verantwortung geholl.

Här President, Kolleginnen a Kollegen, an eisen Nopeschlänner Frankräich an der Belsch si se

schonn e bësse méi wäit wéi mir. Esou ass Frankräich mat senger Tradition vun der Immigratioun schonn zénter Laangem mat engen soziokultureller Gesellschaft konfrontéiert. D'franséisch Politik war émmer déi, sämtlech Gruppen ze integréieren, ob se elo aus Spuenien, Portugal oder awer aus Afrika, also deenen ehemolege Kolonien, komm sinn. Datt awer och a Frankräich d'Integratioun net zu 100% réusséiert ass, konnt een och viru kuerzer Zäit an de Banlieu vun de Stied wéi Paräis a Marseille feststellen. Dëst huet och domat ze dinn, datt een an den Etude gesäßt, datt besonnesch déi zweet Generatioun, déi jo d'franséisch Nationalitéit huet, sech diskriminéiert fillt.

Esou sinn dann am Laf vun de Joren 2001 an 2002 a Frankräich Ge-setzer gestëmmt ginn, déi d'Lutte géint d'Diskriminatioun besser virubrénge sollen, an dat nom Haapt-prinzip vun de Fransousen, dee vun der „égalité devant la loi“ ausgeet. Och wann zénter 2003 e Changement an der Politik a Frankräich ze gesinn ass, dee méi Wäert op d'Integratioun leet wéi op de Kampf géint d'Diskriminatioun, esou kann een awer soen, datt eist Nopeschlänner am Beräich vun der Gesetzgebung géint d'Diskriminéierung méi wäit ass a war wéi mir. Siegf et, datt si europäisch Di-rective méi schnell émsetzen, oder schonn dës Prinzipien an hiren na-

tionale Gesetzer verankert hinn. Dëst gëllt och fir de Beräich vun der Aarbechtswelt, wou et e ganzen Interventionsdispositif gëtt.

Des Weidere gëtt et eng national Télefontnummer, an zwar gratis, wou ee sech melle kann, wann ee sech als Affer vun engen Diskriminatiounen fillt oder och némme Zeie vun esou eng Affär gëtt. Ech wünsche mer, datt och Létzebuerg sech emol eng Kéier am Detail iwwert dës Infrastrukturen a Méiglechkeeten informéiert a gegebenfalls dës hei émsetzt.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

An dat ass och zu Létzebuerg de Fall, datt d'ONG, déi sou genannten Zivilgesellschaft an d'Gewerkschaften énnerstëtzzt ginn, mä och vum EGB, dee schonns 1995 zesumme mat den europäische Patronatsorganisa-tionen d'Populatioun fir dëst Thema ze sensibili-séieren. Duerch hiert Engagement an hir Mobilisierung sinn och bei eis Ännernungen am Verhalen a virun allem an der Opfaassung komm. E grousse Merci op dëser Platz fir all dëst Engagement!

En anert Beispill dofir, wéi d'Antidiskriminéierungspolitik sech artikuléiere kann, ass d'Belsch. Hei ass et mat dem Opkomme vum „Vlaams Blok“ an den 80er Joren zu engen Weiderentwécklung vun der Politik an der Gesetzgebung géint d'Diskriminéierung komm. Esou ass do en Zenter fir Chancégläichheit an de Kampf géint Rassismus grénnent ginn. An 2003 huet eisen Nopeschstat e relativ ambitionéiert Antidiskriminéierungsgesetz a Krafft gesat. Dëst Gesetzeswierk geet wäit iwwert d'Dispositiounen vun der europäischer Direktiv ewech.

Am flämeschen Deel subventionéiert d'Regierung elo um Niveau vun de regionalen Aktiounspläng Betriber, déi Action-positivé maachen, fir den Undeel un den Immigrante proportionell zu hirer Stäerk vun der Population an de Betriber eropzeseten. Do misst een och driwwer nodenken, ob een net esou Saache kann hei zu Létzebuerg émsetzen.

Interessant un dëser Politik ass nämlech, datt si a kengem Punkt um nationalen Niveau virgeet, mä datt si hei um Niveau vun den einzelne Betriber handelt, andeems Ureegunge fir eng Ausschaffung vun engem spezielle Plang gemaach ginn, déi dann och déi néideg Resultater souwuel fir déi Be-schäftegt wéi fir d'Betriber bréngen.

Dës Beispiller weisen, datt et méi wéi ee Wee gëtt fir dëse Projet de loi, dee mir hei stëmme sollen an hoffentlech och stëmme wäerten, mat Liewen ze fellen. Létzebuerg muss sech dann och sái Wee nach sichen, wéi mir an de Betriber an an der Gesellschaft mat der Diskriminéierung wëllen émgoen.

Här President, fir elo dann op de Létzebuerg Kontext zréckzkommen, esou wollt ech op déi eng an aner Remarque, déi eis Beruffskummeren an hire respektiven Avisé gemaach hinn, agoen.

D'Remarque iwwert déi Villfalt vun den Texter am Beräich vum Travail ass net vun der Hand ze weisen, awer nodeems mir jo haut de Code du Travail gestëmmt hinn, ass dëse Problem jo elo aus der Welt geschaافت. An dat ass och gutt esou. Ze begréissen ass, datt souwuel d'Salariats- wéi och d'Patronatssait de Prinzip vun esou engen Gesetzgebung énnerstëzzen. Et kann een also némme hoffen, datt dem Geesch vun dësem Gesetz och - wéi eis däitsch Nopere soen - „Taten

och en Aktionsprogramm mécht et méiglech, fir datt déi eenzel Nationalstate Sensibilisierungsprogrammer an och geziilt Aktiounen émsetze kënnen.

En nationaalt Gremium, deem an dësem Kontext och eng entscheedend Roll zoukénnt, ass de Centre pour l'égalité de traitement; den Ali KAES huet et scho gesot. Hei bedaueren ech allerdéngs, datt d'Regierung d'Optioun geholl huet, dësem Zenter och d'Kompetenz, fir d'Chancéglächheet téschent Mann a Fra ze begleeden, ze ginn. Et wier besser gewiescht, dat wieren autonom Gremié gewiescht.

Wéi ech schonn am Ufank vu menger Ried gesot hunn, ass am Beräich Egalitéit Männer a Fraen nach esou vill ze maachen, datt ze fäerten ass, datt souwuel d'Problematik vun der allgemenger Diskriminéierung wéi och déi vun der Chancéglächheet téschent Mann a Fra dann ze kuerz kommen, wann eng Verwaltung sech soll mat allem beschäftegen.

Wann awer all déi Leit sech esou vehement géint d'Diskriminéierung a fir d'Chancéglächheet setze wéi géint d'Fémmen, wat mer elo déi lescht Wochen an Deeg erlieft henn, dann, Dir Dammen an Dir Hären, leif Frénn, wäerte mer séier weiderkommen an da wäerte mer net méi laang misse vun der Diskriminéierung a vun der Chancéglächheet téschent Mann a Fra schwätzen, mä da wäert se jo och do ganz séier Realitéit ginn.

Ech hoffen och, datt d'Regierung hir Iddi, déi se an der Chômagegesetzgebung wéllt maachen, fir d'individual Rechter vum Chômeur ofzeschafen, opgëtt. Et ass e falscht Zeechen no baussen, wann iwwerall vun Individualiséierung vun de Rechter geschwat gëtt, a beim Chômage géif dat anescht gemaach ginn, andeems de Gesamtrevenu vun engem Ménage bei der Berechnung vun der individuelle Chômage-Indemnitéit ziele géif. Dat op alle Fall wier e falscht Zeechen, wa grad d'Regierung op dár Positioun géif bleiben a soen, datt do d'Individualrechter sollen ofgeschaافت ginn.

Loosse mer et upaken! Wou e Wëllen ass, ass och e Wee. An et ass wichteg, datt mir de séchere Wee a Richtung Chancéglächheet ginn.

Här President, Kolleginnen a Kollegen, am Numm vun der CSV-Fraktioun ginn ech heimat d'Zoustëmmung zu dësem Gesetz. Et ass e weidere Schrëtt an déi gutt Richtung, awer et geet nach laang net duer.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Här Spautz Merci. Als nächste Riedner ass den Här Bettendorf agedroen.

M. Niki Bettendorf (DP).- Merci, Här President. Ech hunn e puer Riedner, Här President: eng grouss, eng mëttel an eng kleng. Wat fir eng hätt Der gären?

Plusieurs voix.- Dái kleng!

(*Interruptions et hilarité*)

M. le Président.- Fánkt emol mat dár éischter un.

M. Henri Grethen (DP).- Dir kënnt se och allen dräi halen.

(*Hilarité*)

M. Niki Bettendorf (DP).- Ech mengen, ech huelen déi kleng.

Une voix.- Jo!

M. Niki Bettendorf (DP).- Ech loossen den Text op der Säit an ech huelen déi kleng.

Ech muss lech soen, dass mir als Fraktioun vun der Demokratescher Partei mat der Émsetzung vun dësen zwou Direktive voll a ganz averstane sinn. Mir si géint all Forme vun Diskriminatioun. Och

haut hu mer laang driwwer geschwat: géint d'Diskriminatioun vum Fémmert géint den Netfémert, an émgédredéint.

Ech muss lech soen, dass dést Gesetz de richtge Wee ass an déi richteg Direktioun, virun allem och well déi Ulafstell soll geschafe ginn, wou ee sech ka wende wann ee Schwieregkeete mat der Diskriminatioun huet.

(*M. Lucien Weiler reprend la Présidence*)

Dat gesot, Här President, nodeems den Ali KAES als Rapporteur eis esou genau an dëse Projet de loi agefouert huet, nodeems de Kolleg Spautz dat nach eng Kéier gemaach huet, wäert ech dann am Kader vu menger ganz kuerzer a leschter Ried lech alleguerte Merci soen, dass Der mer nogelauscht hutt, an Dir wäert mech op dëser Plaz net méi ze gesi kréien.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

(*Applaudissements*)

7. Hommage à Monsieur Niki Bettendorf

M. le Président.- Merci, Här Bettendorf, fir déi Intervention. Ech mengen, Dir hutt gemierkt um Applaus vun de Kolleggen heibannen, dass et eis alleguerte leed deet, lech net méi däerfen hei op dár Tribün ze gesinn. Mir allegueren henn lech während laange Joren do kënne verfollegen. Dir waarta, mengen ech, émmer e fairen Intervenant, och wann Der heiansdo e bësse Salz an Ä Riede gemaach hutt, wann et drëm goung, fir d'Regierung op dee richteg Wee ze féieren. Et war émmer ganz flott, et war émmer ganz interessant, a mir wäerten lech wierlech hei vermëssen.

Nach eng Kéier Merci am Numm vun der ganzer Chamber fir déi vill Aarbecht, déi Der während deene laange Joren hei an dësem Haus gemaach hutt am Intérêt vun all deenen - an deene vallen -, déi lech während all deene Joren émmer erëm och an de Wahlen hiert Vertrauen erwisen henn. Dat Vertrauen, wat Dir krut, esou laang krut an esou massiv krut, dat war verdéngt, verdéngt duerch Ä Riede.

An duerfir e ganz groussen, e ganz häerzleche Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Dann hu mer nach d'Madame Loschetter. Den Här...

Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).- Den Här Castegnaro.

M. le Président.- Jo.

Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).- Mäi Schicksal ass jo émmer, dass ech nom Här Castegnaro kommen.

(*Interruptions diverses*)

M. le Président.- Neen, den Här Castegnaro schwätzt net. Den Här Schneider huet d'Wuert fir eng ganz kuerz Intervention, esou wéi meng Parbeieren dat hei weisen.

8. 5518 - Projet de loi portant

1. transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique;

2. transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre

2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;

3. modification des articles 8 et 13 de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées;

4. abrogation de l'article 6 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum (suite)

(*Discussion générale (suite)*)

M. Romain Schneider (LSAP).- Här President, ech wäert mech och un eng kuerz Intervention halen. Virun allem woudeen Ofgang mat „standing ovations“ hei fir den Niki Bettendorf war, mengen ech, soll een och duerno kuerz an dezent bleiwen.

Ech géing fir d'ëischt emol dem Rapporteur, dem Ali KAES, Merci soe fir säi schriftelechen a virun allem och säi mëndleche Rapport haut. Hien huet als richtegen Eiseler bewisen, bei enger schwéierer Biergetapp vun der Chamber, datt een och an deene leschte Meter muss duerchdrécken. Hien huet dat gemaach hei bis zum Schluss, an duerfir meng Unerkennung an déi vun alle Memberen an der Chamber.

Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 5518 reggruppéiert also zwou Direktiven, den 2000/43 an den 2000/78, déi an engem Gesetz zesummegefaasst sinn, wat och eng gutt Saach ass. Ech mengen, de Kampf géint d'Diskriminatioun ass eent vun den Haaptziler vun dëser Chamber an och vun eiser Fraktioun, déi mer mussen an eiser Gesellschaft vertrieben a virundriewen.

Den Traité vun Amsterdam huet der Europäischer Unioun eng juristesche Base ginn, fir eng reell Politik géint all Zort vun Diskriminatioun ze développéieren.

Dés zwou Direktive sinn éischt Schrëtt an déi Weeër, wou minimal Ufuerderungen un déi eenzel State gestallt ginn, fir eng Politik géint d'Diskriminatioun ze maachen. Dat si minimal Schrëtt, wou all Stat natierech kann a wäert méi wält goen. Dat hoffen ech och vun eiser Säit aus, a mir sinn op deem gedde Wee doran.

De Rapporteur huet och déi eenzel Elementer vun dësem Projet opgezeechent, an ech wäert och net weider dorop agoen. Ech wäert mer dat erspuere fir eng aner Kéier méi no ze bréngen. Méi speziell gouf och preziséiert, datt de ganze Statssecteur vun dësem Projet ausgeschloss ass, wat den Emploi, wat den Accès douzou ugeet. Hei wäerte mer am Gesetzesprojet 5583 déi eenzel Punkten erëmfanden.

Ech bedauere genausou wéi de Conseil d'Etat, datt mer net parallel zu dësem Gesetz dat anert Gesetz och konnte virbréngen a votéieren, mä dat wäert an deenen nächste Méint da kommen. Et ass jo déposéiert ginn, an duerfir wäerte me an dëser Chamber dann och dëse Kader kënne maachen, fir datt och de ganze Statssecteur dës Dispositiounen wäert zréckbehale. Et ass awer wichteg, datt mer dës Direktiven émsetzen, well mer dann endlech eng Rei vun Direktiven aus de Féiss kréien. Et sinn der nach genuch, déi mer mussen émsetzen.

Et ass och flott, datt de Projet virgesait, datt positiv Aktiounen kënne gemaach ginn, fir virun allem Leit, déi vun Diskriminatiounen eventuell kënne beträff sinn, och wierklech

konkret Punkten ze weisen, fir zum Beispill d'Beschäftegung vun handicapierte Leit ze promouvéieren.

Dir Dammen an Dir Hären, Här President, bei der Exekutioun vun dësem Gesetz wäert deem nei geschafene Centre pour l'égalité de traitemen eng wichteg Roll zu kommen. An hei wäerte mer als Chamber och gespaant op deen éischt Rapport waarden, dee jo am Gesetz verankert ass, wou mer dann déi eenzel Aktiounen och kënne noliesen an noverfollegen.

Zum Schluss géif ech dann och den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet ginn, mat der Hoffnung, datt dést Gesetz och an der Praxis esou émgesat gëtt, wéi jo och eist Gesetz et virgesait a wéi de Geesch vun dësem Gesetz ass.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Schneider. D'Madame Loschetter huet d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).- Merci, Här President. Contrairement zum Här Bettendorf hinn ech némmen eng Ried, awer et ass eng kuerz.

Dëse Projet de loi 5518, dee mer haut solle stëmmen, a sain Zwillingssrudder aus der Fonction publique, de Projet de loi 5583, sinn e Musterbeispiel an eisen Ae fir eng verpasste Chance, fir endlech de Problem unzegoen, dass d'Fonction publique an de Privatsecteur d'selwecht solle behandelt ginn.

Grad bei der Émsetzung vun enger Direktiv - a speziell bei der Émsetzung vun enger Direktiv iwwert d'«mise en oeuvre du principe de l'égalité de traitement sans distinction de race» an esou weider an enger Direktiv «portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail» - fanne mir dat extrem schued.

Och d'Kommissioun war sech eens, dass dës Method vun Trennung téscht dem Privatsecteur an dem Secteur public haut net méi zäitgeméiss ass. Si huet och nach e Saz am Rapport bâigefügt, deen deem Rechnung dréit. Mä domadder hat et sech dann awer och.

Och de Statsrot huet oder hat - do trenne sech d'Geeschter - op dësem Punkt eng Opposition formelle ausgesprach. Mir als Gréng fannen allerdéngs d'Interpretatioun am zweeten Avis vum Statsrot e bësseen anescht wéi en am Rapport beschriwwen ass, nämlech dass mer elo soen: De Statsrot ass zwar net zefridde, mä en huet keng Opposition formelle méi. Ech weess net, ob een dee Saz vum Statsrot esou Kloer kann interpréieren, mä mir wäerten dat jo dann och gesinn, d'autant plus wou de Statsrot a sengem Avis vum Projet de loi 5583, nämlech dee vun der Fonction publique, och nach eng Kéier op déi Opposition formelle huet.

Dat ass, wéi mer alleguer wëssen, eng Émkierung vun der bishereger Rechtspraxis, eng awer dach bedenklich Haltung, déi sech do weist, déi mir, esou wéi se hei envisagéiert ass, net kënne matdroen. Et ass och aus deem Grond, woufir datt mir, obscho mer soss mat der Ausrichtung vum Projet d'accord sinn, eis bei dësem Projet enthalte wäerten.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Den Här Mehlen huet d'Wuert nach gefrot.

M. Robert Mehlen (ADR).- Merci, Här President. Just e puer Wuert. Eigentlech sollt mäi Kolleg Gast Gibéryen dës Position hei virdroen, mä e konnt awer elo zum Schluss net méi hei sinn, sou datt ech ganz kuerz wéll soen, datt mir d'Grondausrichtung vun dësem Projet selbstverständliche matdroen. Et ass keng Diskussion do riwwer.

Allerdéngs hu mer Schwieregkeete mat dár Bestëmmung iwwert d'Charge de la preuve, wou gesot gëtt, datt den Demandeur Premier-indicé muss bréngen, fir ze beweisen oder fir eng Aktioun kënne ze déclenchéieren, an dann ass et awer um Défendeur fir ze beweisen, datt keng Violation du principe de l'égalité de traitement stattfonnt huet.

Dat ass, wéi mer alleguer wëssen, eng Émkierung vun der bishereger Rechtspraxis, eng awer dach bedenklich Haltung, déi sech do weist, déi mir, esou wéi se hei envisagéiert ass, net kënne matdroen. Et ass och aus deem Grond, woufir datt mir, obscho mer soss mat der Ausrichtung vum Projet d'accord sinn, eis bei dësem Projet enthalte wäerten.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. De leschte Riedner ass den honorablen Här Jaerling.

M. Aly Jaerling (Indépendant).- Merci, Här President. Och dem Rapporteur Merci fir säi Rapport. Ech mengen, ech brauch hei kengem ze erklären, dass ech och géint all Diskriminéierung sinn, be sonnesch op der Aarbeitsplatz.

Ech wäert dést Gesetz awer net stëmmen, an zwar aus verschidde Ursachen:

Éischtens emol, well dëst e Gesetz ass, wat jo elo erêm eng Kéier just fir de Privatsecteur gëllt, a wou mer et net fäerdeg bruecht hunn, den öffentleche Secteur och mat an dat Gesetz ze integréieren.

Déi zweet Ursach, déi ass awer méi wesentlech. Dat ass well mat dësem Gesetz en elementare Rechtsprinzip op d'Kopp gehäit gëtt. Mat dësem Gesetz gëtt de Renversement de la charge de la preuve agefouert. Well d'Regierung awer Weltmeeschter ass am Verdréie vun den Tatsachen, nenne mer dat dann net Renversement de la charge de la preuve, mä Réaménagement de la charge de la preuve. Wéi se d'Austeritéitsmoosnamen an domadder d'Manipulation vum Index agefouert hunn, ass do jo och net vu Manipulation geschwatt ginn, mä et ass vu Modulation vum Index geschat ginn.

Här President, bis elo huet ee misse bewise kréien, dass ee schëlle ass, wann een eppes verbrach huet. Laut dësem Gesetz muss een elo beweisen, dass een onschëlle ass. Dat heesch, wann ee mech beschëllegt, ech hätt iergendeppe zu him gesot, wat him net passt, da kann e mech usichen, an da muss ech beweisen, dass ech näisch gesot hunn. Dat ass débile an dat feiert eis lues awer sécher an d'Richtung vun enger McDonalds-Rechtssprechung. Et feiert eis an eng Gesellschaft vun Hypokriten an Denunzianten.

Wann een der Blumme gehäit, da muss de oppassen, wann s de dech émdréins, dass en der net d'Vase an d'Genéck gehäit. Besonnesch op der Aarbechtsplatz wäert dat dote Gesetz fir vill Konfisioun a vill Problemer suergen. An deen, deen am Endeffekt drënner leide wäert, wäert dee sinn, dee mat dësem Gesetz soll geschützt ginn. Well wann dëst Gesetz scho bestanen hätt wéi ech nach op der ARBED geschafft hunn oder do war, dann hätt mäi Viraarbechter all mueres eng Plainte um Bockel gehat, well ech hu mech schonn émmer moralesch harceléiert gefillt wann ee mer eng Aarbecht ginn huet.

(Hilarité)

Mir müssen also oppassen, dass mer keng Instrumenter schafen, déi déi zwëscheménschlech Beziéungen onnéideg belaaschten, well se si scho schwierig genuch. Dofir wär et méi sénnvoll gewiescht, dem Employeur an de Personalvertriebungen d'Léise vun esou Problemer ze iwverloissen. Et ginn Instrumenter genuch, wéi d'Personaldelegéierten an den Délegué à l'égalité, fir esou Problemer ze léisen. Dofir sollten déi Delegéiert, déi fir Chancéglächheet zoustänneg sinn, emol besser geschult ginn, fir därf Aufgab och gerecht ze ginn. Well et ass nach émmer esou, dass déi meesch net wëssen, firwat dass se iwverhaapt do sinn.

Dat Gesetz hei geet fir mech ze wäit. Ech si bestëmmt deen Éischten, deen an der éischter Rei steet, wann et heesch d'Rechter vu Mënschen a besonnesch vum Salariat ze erkämpfen. Ech kann awer net mat engem Gesetz d'accord sinn, wou ech weess, dass et an der Praxis Schued uriicht, besonnesch bei de Salariéen. An et précarie-

séiert d'Zesummenaarbecht téschent Salariéen an Employeur. De Stat soll sech am Fong némmen do amëschens, wou wierklech keng aner Méglechkeet besteet fir anzegräifen.

Och den Zenter fir Gläichbehandlung, deen aus fënnef Leit mat Experienz am Beräich vun der Gläichbehandlung soll entstoen, ass fir mech net noutwendeg. An e wäert och ganz schnell iwwerlaascht sinn, wann dëst Gesetz ganz einfach d'Dieren opmécht fir all méiglech Plainten, wou déi meesch wäerten onsënneg an onnéideg sinn.

An, Här President, ech soen lech et: Wann een an dësem Land net méi dierf ongestroof zu engem Paillasse Paillasse soen, dann ass dëst Land net méi schéin.

(Hilarité)

Wann Der dat Gesetz hei stëmmt, dann erkläert deen heitegen Dag och als Niklosdag am Summer fir d'Affekoten, d'Hypokriten an d'Denunzianten, awer maacht et ouni mech.

Ech soen lech Merci.

M. le Président. - Merci, Här Jaerling. D'Wuert huet elo d'Regierung, den Här Minister François Biltgen.

(Interruptions et hilarité)

M. le Président. - Här Minister, Dir hutt zéng Minuten Zäit.

M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi. - Här President,...

M. le Président. - Mä et geet awer och mat manner!

(Hilarité)

M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi. - Här President, Dir sidd awer esou wéineg feinföhleg, dass Der mer elo hei mäin „effet boeuf“ futti gemaach hutt, well ech wollt lech soen, dass et e laangen Dag fir eis all war,...

Une voix. - Ah!

Une autre voix. - Jo!

M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi. - ...an dass mer all vill geschweesst hunn - ech méi wéi déi aner, well ech konnt net dauernd erauslafen aner Saache maachen, well ech hunn lech missen nolauschteren. Dat hunn ech och mat ganz vill Freed gemaach!

(Interruption)

Ech weess awer, wat geschitt ass dobaussen. Dir hutt mech do um Courant gehalen. Ech si mech jo heiansdo renseignéiere komm.

Also, ech wäert mech beschränken op dräi Mercien. Den éischte Merci geet un den Ali Kaes als Rapporteur, well hie war esou detailliéiert an all deem, wat e gesot huet, dass ech effektiv net méi brauch op d'Gesetz zréckzekommen. Eng Partie Remarquen, déi vun anere gemaach gi sinn, déi fannen eigentlech hir Antwort am schrëftlechen an am mëndleche Bericht vum Ali Kaes.

Une voix. - Très bien!

M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi. - Den zweete Merci geet un d'Riedner hei an un déi gesamt Chamberskommission fir déi Énnerstétzung, déi se mir och ginn hunn, fir an der Regierung duerfir ze suergen, dass niewent deem heite Projet dann och dee Projet de loi elo deponeiert a schonn aviséiert ass iwwert d'Émsetzung vun der Antidiskriminéierung am öffentleche Secteur. De Statsrot huet deen aviséiert. Dat, wat nach feelt, dat ass eng materiell Saach, dat ass, dass dat kopéiert gëtt och bei dem kommunale Secteur. Ech ginn hei wierklech d'Engagement vun der Regierung, dass dat geschitt, an dass mer da können direkt am Oktober, an der éischter Sitzung, déi Projeten hei stëmmen.

Ech well soen, dass et fir den Aarbechtsminister net einfach war, well ech hunn émmer erém an Zeitunge gelies, ech wär schonn iwwerfälleg. Mir hunn am Aarbechtsministère - meng Leit, déi sech vill Méi ginn hunn domadder - émmer misse Coordinateur spiller téschent dem Aarbechtsministère, dem Familljeministère, dem Justizministère, dem Statsministère, dem Ministère de la Fonction publique an dem Ministère de l'Intérieur. An dat ass bei vill esou Projeten - dann ass dat ganz blöd, wann den Aarbechtsminister eng Opposition formelle kritt vum Statsrot, well aner Ministèren nach net esou wäit waren. Mir hunn dat elo ganz séier gemaach, an ech kann lech dann nach eng Kéier d'Garantie ginn, dass dat geschitt, sou dass mer am Oktober de ganzen Arsenal hunn.

Ech wär awer ganz frou, wa jiddfer ee kint dése Projet hei stëmmen, wa jiddferen...

M. Charles Goerens (DP). - Sot, wéi ass et da beim Kultus?

M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi. - Et steet eng extra Dispositioun iwwert de Kultus dran. Ech erklären lech déi herno dobaussen.

(Interruption)

M. le Président. - Här Goerens, provozéiert net!

M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi. - Et ass also ganz wichteg, dass mer dat stëmmen, well mer nämlech och schonn iwwerfälleg sinn an Europa, an de Stat Lëtzebuerg géif riskéieren, condamnéiert ze ginn, wa mer elo och net dëse Projet hei stëmmen.

An ech mengen och, dass de Statsrot - ech mengen, mir si jo alleguer der Meenung, dass dat anert esou séier wéi méiglech soll geschéien, esou dass d'Regierung an d'Chamber am Oktober dat können noschéissen -, wéi ech sain Avis complémentaire verstinn, och keng Opposition formelle mécht.

Deen drëtte Merci, dee geet un den Niki Bettendorf, net wéinst senger kuerzer Ried - dat wär schonn e Merci wäert -, mä einfach wéinst därf gudden Aarbecht, déi ech mat him gemaach hunn, virun allem zénterdeem ech Minister sinn, Aarbechtsminister; dat sinn elo schonn iwwer siwe Joer. Als Mehrheetsvertreider elo, als Oppositounsvertreider an därf Kommissioun hunn ech émmer dem Niki Bettendorf seng Interventiounen wierklech gäre gehat, well den Niki Bettendorf huet émmer en connaissance de cause geschwatt an och émmer équilibréiert geschwatt, well e souwuel d'Problemer vun de Betriber wéi och d'Problemer vum Salariat, opgrond vu senger eegener Erfahrung, kannt huet.

An ech mengen, et si vill Saachen, vill Suggestiounen gewiescht, wou

mer do weiderkomm sinn duerch dat gemeinsamt Ping-Pong-Spill, wat mer émmer gemaach hunn. Duerfir dem Niki Bettendorf vu mir aus och - an ech mengen och, ech kann hei wierklech am Numm vun der Regierung schwätzen - Merci fir all déi laang Aarbecht hei an der Chamber!

Merci.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. le Président. - Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofsstimmung vun dësem Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5518 ass ugeholl mat 46 Jo-Stëmmen, bei 1 Nee-Stëmm an 11 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali KAES, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt);

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agno (par M. Alex Bodry), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydie Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Niki Bettendorf), Mme Colette Flesch (par M. Charles Goerens), MM. Charles Goerens, Henri Grethen et Paul Helming (par Mme Anne Brasseur).

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koëpp (par M. Jacques-Yves Henckes) et Robert Mehlen.

A voté non: M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidiert.

9. Demandes en naturalisation

Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn elo nach d'Naturalisatiounen ze behandelen. Duerfir muss ech de Huis clos aussprüchen.

(Le huis clos est prononcé à 19.17 heures et levé à 19.20 heures.)

De Huis clos ass opgehuewen.

D'Chamber huet an hirer net öffentlecher Sitzung 18 Demandes en naturalisation mat Dispens vum zweete Vote constitutionnel ugeholl.

Esou wéi d'Gesetz vum 7. Juni 1989 iwwert d'Nimm an d'Virnimm vun de Persounen, déi d'Lëtzebuerger Nationalitéit kréien, et virgesait, huet d'Chamber sech ebenfalls mat fënnef Ännérungs vum Numm oder Virnumm averstanen erklärert.

Liste des nouvelles demandes en naturalisation adoptées par la Chambre des Députés le 13 juillet 2006

1. BOCKEL Dirk Dennis, né le 18 octobre 1976 à Waiblingen (Allemagne), demeurant à Berbourg.

2. CABRAL DE BARROS Maria Fernanda, née le 24 février 1971 à Santo Amaro (Cap-Vert), demeurant à Rumelange.

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de DE BARROS Maria Fernanda.

3. DIMITROVA DANAILOVA Silviya, née le 3 octobre 1977 à Byala (Bulgarie), demeurant à Peppange.

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de DANAILOVA Silvia.

4. FRANÇOIS Joëlle, née le 1^{er} septembre 1962 à Saint-Avold (France), demeurant à Luxembourg.

5. GOMES VIEIRA Benjamin de Jesus, née le 8 octobre 1977 à São Miguel (Cap-Vert), demeurant à Marnach.

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de GOMES Benjamin.

6. KARANOVIĆ Pedrag, né le 26 juillet 1958 à Smederevo (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Beringen.

7. SOPIĆ Biserka, née le 13 avril 1961 à Smederevo (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Beringen.

8. MOURAO MACHADO Manuel Joaquim, né le 10 février 1961 à Ermelo/Mondim de Basto (Portugal), demeurant à Rodange.

La personne préqualifiée est autorisée à porter les noms et prénom de MOURAO MACHADO Manuel.

9. PANIĆ Srbijanka, née le 20 mai 1974 à Beograd (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg.

10. PORTEOUS Hilary Frances Helen, née le 9 août 1961 à Bridge of Allan (Grande-Bretagne), demeurant à Luxembourg.

11. POUILLEY Vincent Robert Antoine, né le 16 septembre 1966 à Bron (France), demeurant à Dadelange.

12. QIAN Qing, née le 5 novembre 1957 à Zhejiang (Chine), demeurant à Luxembourg.

13. ROY Cynthia, née le 4 août 1985 à South Thakurpara/Comilla (Bangladesh), demeurant à Alzingen.

14. ROY Suhash Chandra, né le 22 février 1957 à Comilla (Bangladesh), demeurant à Alzingen.

15. SARR Khalil, né le 30 septembre 1960 à Rufisque/Dakar (Sénégal), demeurant à Ettelbruck.

16. SHEN Liping, née le 16 janvier 1957 à Zhejiang (Chine), demeurant à Remich.

17. VIEIRA LOPES André Alexandre, né le 15 juin 1980 à Coimbra (Portugal), demeurant à Pétange.

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de LOPES André Alexandre.

18. WOJTAS Sylvia, née le 8 août 1980 à Sosnowiec (Pologne), demeurant à Esch-sur-Alzette.

Dir Dammen an Dir Hären, domat si mer um Enn vun enger laanger Sitzung, vun enger laanger Sitzungswoch. Ech wünschen lech allegueren eng ganz schéin, eng ganz erhuelsam Vakanz, an eisem Fréind a Kolleg, dem Niki Bettendorf, eng schéin, eng laang an eng zefridde Retraite.

Merci.

(Applaudissements)

Sommaire des séances publiques

5561 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à organiser des classes internationales préparant au diplôme du baccalauréat international	pages 577-580
Motion de Monsieur Claude Meisch sur la situation financière des communes	pages 580-581
5521 - Projet de loi portant approbation de l'Accord International sur la Meuse, signé à Gand, le 3 décembre 2002	pages 581-582
5565 - Projet de loi portant changement du nom de la commune de Remerschen en celui de Schengen	pages 582-583
Ordre du jour	page 583
5548 - Projet de loi portant modification	
1. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux et	
2. de la loi communale du 13 décembre 1988	pages 583-587
5346/5420 - Projet de loi portant introduction d'un Code du Travail	pages 587-589
Communications	page 590
5595 - Proposition de révision de l'article 10 de la Constitution	
et	
5596 - Proposition de révision de l'article 16 de la Constitution	page 590
5533 - Projet de loi	
1) relatif à la lutte antitabac;	
2) modifiant la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;	
3) modifiant la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;	
4) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 concernant la sécurité et la santé des travailleurs au travail;	
5) abrogeant la loi modifiée du 24 mars 1989 portant restriction de la publicité en faveur du tabac et de ses produits, interdiction de fumer dans certains lieux et interdiction de la mise sur le marché des tabacs à usage oral	pages 591-603
5558 - Projet de loi portant renforcement des structures de direction des administrations fiscales	
	pages 603-605
5518 - Projet de loi portant	
1. transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en oeuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique;	
2. transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;	
3. modification des articles 8 et 13 de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées;	
4. abrogation de l'article 6 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum	pages 605-607
	pages 607-608
Hommage à Monsieur Niki Bettendorf	page 607
Demandes en naturalisation	page 608

TABLE ANALYTIQUE

SESSION 2005-2006

Compte rendu N°1

Vérification des pouvoirs et assermentation de Madame Sylvie Andrich-Duval	page 1
Élection du Bureau et renouvellement de la nomination du Secrétaire général	pages 1-2
Composition des commissions parlementaires	page 2
Composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales	page 2
Communication	page 2
Déclaration de Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, sur les priorités politiques du Gouvernement	pages 2-5
Communications	page 6
Débat au sujet de la déclaration de Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, sur les priorités politiques du Gouvernement	pages 6-27

Compte rendu N°2

Communications	page 28
Retraits du rôle des affaires de la Chambre	pages 28-29
Ordre du jour	page 29
	page 31
	page 38
5442 - Projet de loi portant approbation du Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Protocoles annexés au Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Annexes I et II et de l'Acte final, signés à Rome, le 29 octobre 2004 - Second vote constitutionnel	
	pages 31-38
	pages 38-39

Ordre du jour

page 40

5424 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de dialogue politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Communauté andine et ses pays membres (Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou et Venezuela), d'autre part, signé à Rome, le 15 décembre 2003	
	pages 31-38
	pages 38-39

Ordre du jour

page 40

5424 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de dialogue politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Communauté andine et ses pays membres (Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou et Venezuela), d'autre part, signé à Rome, le 15 décembre 2003	
	pages 31-38
	pages 38-39

Dépôt d'une motion

page 41

5044 - Projet de loi concernant la production et la commercialisation des matériaux forestiers de reproduction	
	pages 42-43

5217 - Projet de loi concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement	pages 43-47
--	-------------

5445 - Projet de loi portant approbation du Protocole sur les registres des rejets et transferts de polluants, signé à Kiev, le 21 mai 2003	pages 47-48
---	-------------

5459 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets	pages 48-49
---	-------------

Compte rendu N°3

Communications	page 50
Retrait du rôle des affaires de la Chambre	page 50
Ordre du jour et dépôt d'une résolution par Monsieur Charles Goerens	pages 50-51

Présentation d'une liste de trois candidats pour le poste de Conseiller à la Cour des Comptes et renouvellement des mandats du Président, du Vice-Président et d'un Conseiller à la Cour des Comptes	page 51
--	---------

Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur la réforme de la psychiatrie	pages 51-54
--	-------------

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG sur la politique du logement	pages 54-58
---	-------------

5447 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Répu-	
--	--

blique de Bulgarie en matière de sécurité sociale, signée à Luxembourg, le 1^{er} décembre 2004

page 58

Accueil de Monsieur Anton Tabone, Président de la Chambre des Députés de Malte, accompagné d'une délégation

page 58

5451 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Roumanie en matière de sécurité sociale, signée à Bucarest, le 18 novembre 2004

pages 58-59

5149 - Projet de loi déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État

pages 59-61

Résolution de Monsieur Charles Goerens au sujet de l'Iran

page 61

5431 - Projet de loi portant approbation de l'Accord sur les priviléges et immunités de la Cour pénale internationale, fait à New York, le 9 septembre 2002

pages 61-62

Dépôt d'un projet de loi

page 62

Communications

page 62

Débat d'orientation sur la Stratégie de Lisbonne

pages 62-75

Motion de Monsieur Aly Jaerling relative à l'information des Députés au sujet des débats au cours des réunions tripartites

pages 75-76

Déclaration au sujet du projet de plan directeur sectoriel «Décharges pour déchets inertes», présentée par Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, et Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

pages 76-77

Compte rendu N°4

Ordre du jour

page 78

Déclaration de politique européenne et étrangère présentée par Monsieur Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration

pages 78-81

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de la Bibliothèque nationale

pages 85-87

Communications

page 88

Rôle des affaires de la Chambre

page 88

Composition des commissions parlementaires

page 88

Débat sur la politique européenne et étrangère

pages 88-98

Communications

pages 98-99

Ordre du jour

page 99

5500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2006

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget*

pages 99-103

- *Exposé du Ministre du Trésor et du Budget*

pages 103-106

- *Discussion générale (compte rendu N°5)*

pages 112-142

- *Vote et dispense du second vote constitutionnel*

page 142

- *Motions*

pages 142-143

5475 - Projet de loi portant approbation de la Décision des Représentants des Gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, concernant les priviléges et immunités accordés à l'Institut d'études de sécurité et au Centre satellitaire de l'Union européenne, ainsi qu'à leurs organes et aux membres de leur personnel, faite à Bruxelles, le 15 octobre 2001

pages 106-107

5484 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station d'épuration de Bettembourg

pages 107-110

Compte rendu N°5

Communications

page 112

Ordre du jour

page 112

4843 - Projet de loi relatif au nom des enfants;

5106 - Proposition de loi relative aux prénoms des enfants

et

3873 - Proposition de loi instaurant le libre choix du nom patronymique des enfants	pages 144-151	Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet de la situation des mineurs ainsi que du trafic de drogues au sein du Centre pénitentiaire de Schrassig	pages 214-217	gestion des déchets en provenance des ménages et des déchets assimilables des communes de la région de Diekirch, Ettelbruck et Colmar-Berg (SIDEC)
5398 - Projet de loi relative à l'affectation du résultat du compte général de l'exercice 2003	pages 151-152		pages 214-217	pages 254-257
5350 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2003	pages 152-155	Heure d'actualité demandée par le groupe ADR au sujet de la perquisition récente chez RTL et le respect de la liberté de la presse	pages 217-220	4673B - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention
Ordre du jour	page 155	5354 - Projet de loi portant:		pages 258-267
Compte rendu N°6		1. introduction notamment de l'instruction simplifiée du contrôle judiciaire et réglementant les nullités de la procédure d'enquête;		5510 - Projet de loi relative aux mécanismes de projet du Protocole de Kyoto et modifiant la loi du 23 décembre 2004
Hommage à la mémoire de Monsieur Jean-Pierre Schank, ancien Député	page 156	2. modification de différents articles du Code d'instruction criminelle, et		1. établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre;
Communications	page 156	3. abrogation de différentes lois	pages 220-221	2. créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto;
Dépôt d'une résolution par Monsieur Marco Schank	page 156	Communications	pages 222-223	3. modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés
Dépôt d'une motion par Monsieur François Bausch	page 156	Renouvellement de la nomination du Commissaire aux Comptes de la Société Nationale de Crédit et d'Investissement	page 223	pages 267-274
5437 - Projet de loi relatif au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection et		Dépôt d'une motion	page 223	page 281
5302 - Proposition de loi modifiant la loi du 3 avril 1996 portant création d'une procédure relative à l'examen d'une demande d'asile	pages 156-168	5325 - Projet de loi portant approbation du Protocole N°12 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, fait à Rome, le 4 novembre 2000;		Dépôt d'un projet de loi
Résolution de Monsieur Marco Schank relative à la politique de l'Iran	page 168	5422 - Projet de loi portant approbation du Protocole N°13 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, relatif à l'abolition de la peine de mort en toutes circonstances, ouvert à la signature, à Vilnius, le 3 mai 2002		page 275
5504 - Projet de loi portant		et		Dépôt d'une résolution
1. introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière;		5423 - Projet de loi portant approbation du Protocole N°14 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, amendant le système de contrôle de la Convention, ouvert à la signature, à Strasbourg, le 13 mai 2004	pages 223-230	4939 - Proposition de révision de l'article 68 de la Constitution
2. abrogation de l'impôt sur la fortune dans le chef des personnes physiques;		5463 - Projet de loi portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume d'Espagne, la République française et le Grand-Duché de Luxembourg relatif au Corps européen et au statut de son Quartier général, ainsi que de l'Acte final de signature, faits à Bruxelles, le 22 novembre 2004	page 230	et
3. modification de certaines dispositions de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu	pages 168-178	5505 - Projet de loi portant approbation de la Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques, adoptée à New York, le 14 décembre 1973	pages 230-231	4285 - Proposition de révision de l'article 69 de la Constitution
Débat de consultation au sujet des négociations au sein des réunions de la Tripartite ferroviaire	pages 178-189	Motion de Monsieur Lucien Clement relative à la réalisation du Centre de Conférences à Luxembourg-Kirchberg	pages 231-232	pages 277-281
5465 - Projet de loi modifiant		Interpellation de Monsieur Félix Braz au sujet de la politique nationale pour la promotion du trafic cycliste	pages 234-241	5405 - Projet de loi portant approbation
a) la loi du 29 juin 2004 sur les transports publics		5378 - Projet de loi portant approbation des amendements aux articles 25 et 26 de la Convention du 17 mars 1992 sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux, adoptés par les Parties à la Convention le 28 novembre 2003	pages 241-243	1. du Protocole établi sur la base de l'article 43, paragraphe 1, de la convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol) et modifiant l'article 2 et l'annexe de ladite convention, signé à Bruxelles, le 30 novembre 2000;
b) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu	pages 189-193	5493 - Projet de loi portant fixation du cadre du personnel du Service de contrôle de la comptabilité des communes et modifiant la loi du 16 août 1966 portant:		2. du Protocole modifiant la convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol) et le protocole sur les priviléges et immunités d'Europol, des membres de ses organes, de ses directeurs adjoints et de ses agents, signé à Bruxelles, le 28 novembre 2002; et
Communication	pages 193-194	a) modification de la loi du 31 mars 1958 portant organisation des cadres de l'administration gouvernementale;		3. du Protocole établi sur la base de l'article 43, paragraphe 1, de la convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol), modifiant ladite convention, signé à Bruxelles, le 27 novembre 2003
Heure d'actualité demandée par le groupe DP sur la mise en oeuvre du Protocole de Kyoto	pages 194-196	b) organisation des cadres de la Trésorerie de l'État, de la Caisse générale de l'État et du Service de contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics	pages 243-244	5412 - Projet de loi sur les équipes communes d'enquête
5146 - Projet de loi modifiant		5378 - Projet de loi portant approbation des amendements aux articles 25 et 26 de la Convention du 17 mars 1992 sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux, adoptés par les Parties à la Convention le 28 novembre 2003	pages 241-243	pages 282-283
1. différentes dispositions du Code des assurances sociales en matière d'assurance dépendance		5493 - Projet de loi portant fixation du cadre du personnel du Service de contrôle de la comptabilité des communes et modifiant la loi du 16 août 1966 portant:		5487 - Projet de loi relatif à la participation du Grand-Duché de Luxembourg
2. les articles 12, 92 et 97 du Code des assurances sociales		a) modification de la loi du 31 mars 1958 portant organisation des cadres de l'administration gouvernementale;		- à la 14 ^e reconstitution des ressources de l'Association Internationale de Développement;
3. la loi du 25 juillet 2005 modifiant 1) le Code des assurances sociales; 2) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'Etat et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois; 3) la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension		b) organisation des cadres de la Trésorerie de l'État, de la Caisse générale de l'État et du Service de contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics	pages 243-244	- à la 8 ^e reconstitution des ressources du Fonds Asiatique de Développement
4. la loi du 8 juin 1999 relative aux régimes complémentaires de pension	pages 196-201	5429 - Projet de loi relative à l'introduction des normes comptables internationales pour les établissements de crédit portant modification de la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes des établissements de crédit et transposition:		page 283
5478 - Projet de loi portant approbation de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO à Paris, le 17 octobre 2003	pages 201-205	- de la directive 2001/65/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2001 modifiant les directives 78/660/CEE, 83/349/CEE et 86/635/CEE en ce qui concerne les règles d'évaluation applicables aux comptes annuels et aux comptes consolidés de certaines formes de sociétés ainsi qu'à ceux des banques et autres établissements financiers;		
5485/5486 - Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat	pages 205-208	- des articles 5 et 9 du règlement (CE) N°1606/2002 du Parlement européen et du Conseil du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales;		
Discours de fin d'année de Monsieur le Président	page 208	- de la directive 2003/51/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2003 modifiant les directives 78/660/CEE, 83/349/CEE, 86/635/CEE et 91/674/CEE du Conseil sur les comptes annuels et les comptes consolidés de certaines catégories de sociétés, des banques et autres établissements financiers et des entreprises d'assurance	pages 283-284	
Compte rendu N°7		5460 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Lettonie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Luxembourg, le 14 juin 2004		
Dépôt de deux projets de loi	page 209	et		
Communication	page 209	5473 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Lituanie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 22 novembre 2004	pages 284-285	
Ordre du jour	page 209	Ordre du jour	page 285	
Déclaration de Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat relative à l'OPA de Mittal Steel sur Arcelor suivie d'un débat				
et				
Questions urgentes N°882 de Monsieur Henri Kox et N°884 de Monsieur Aly Jaerling relative à la reprise d'Arcelor	pages 209-214			

Compte rendu N°9

Dépôt d'un projet de loi	page 286
Communications	page 286
5546 - Proposition de révision de l'article 29 de la Constitution	page 286
Composition de la délégation luxembourgeoise auprès du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux	page 286
Ordre du jour	pages 286-287
Dépôt d'une proposition de loi	page 287
Établissement d'une liste de trois candidats pour un poste de conseiller d'État	pages 290-291
Heure d'actualité demandée par le groupe ADR sur la situation financière des communes et plus particulièrement sur le décompte du Fonds communal de dotation financière	pages 291-294
Résolution de Monsieur Robert Mehlen relative au camp américain de Guantánamo	pages 295-296
Déclaration sur la politique de coopération et d'action humanitaire, présentée par Monsieur Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire	pages 296-299
5512 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Belgique relatif aux échanges d'informations en cas d'incident ou d'accident pouvant avoir des conséquences radiologiques, fait à Eischen, le 28 avril 2004	page 299
5524 - Projet de loi relatif à l'ouverture du cadre de la carrière supérieure du STATEC	pages 299-300
5503 - Projet de loi portant transposition de la directive 2004/56/CE du Conseil du 21 avril 2004 concernant l'assistance mutuelle des autorités compétentes des États membres dans le domaine des impôts directs, et modification de la loi générale des impôts ainsi que de la loi du 15 mars 1979 concernant l'assistance administrative internationale en matière d'impôts directs	page 300
5489 - Projet de loi sur l'application des normes comptables internationales dans le secteur des assurances et portant modification:	
de la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative:	
- aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois	
- aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger;	
de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances	pages 300-301
5497 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'État d'Israël tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 13 décembre 2004	page 301
5498 - Projet de loi portant approbation de la Convention relative à l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République Slovaque à la Convention relative à l'élimination des doubles impositions en cas de correction des bénéfices d'entreprises associées et du Procès-verbal de signature y relatif, signés à Bruxelles, le 8 décembre 2004	pages 301-302
Débat sur la politique de coopération et d'action humanitaire	pages 302-304
	pages 304-314
Accueil de Monsieur Sali Berisha, Premier Ministre de la République d'Albanie, accompagné d'une délégation	page 304
3923B - Proposition de révision de l'article 11 paragraphe (2) de la Constitution	pages 314-318

Compte rendu N°10

Hommage à la mémoire de Monsieur Nic Birtz, Député honoraire	page 319
Communications	pages 319-320
Octroi du titre honorifique à un ancien fonctionnaire du Greffe	page 320
5553 - Proposition de loi portant réforme du droit de la filiation et instituant l'exercice conjoint de l'autorité parentale	page 320
Ordre du jour	page 320

Compte rendu N°10

Dépôt d'une motion par Monsieur Jean Huss	page 320
Ordre du jour	page 325
Interpellation de Monsieur Emile Calmes sur la gestion de l'eau	pages 327-334
5415 - Projet de loi relative aux abus de marché, portant transposition de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2003 sur les opérations d'initiés et les manipulations de marché (abus de marché), - la directive 2003/124/CE de la Commission du 22 décembre 2003 portant modalités d'application de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la définition et la publication des informations privilégiées et la définition des manipulations de marché, - la directive 2003/125/CE de la Commission du 22 décembre 2003 portant modalités d'application de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la présentation équitable des recommandations d'investissement et la mention des conflits d'intérêts, - la directive 2004/72/CE de la Commission du 29 avril 2004 portant modalités d'application de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les pratiques de marché admises, la définition de l'information privilégiée pour les instruments dérivés sur produits de base, l'établissement de listes d'initiés, la déclaration des opérations effectuées par les personnes exerçant des responsabilités dirigeantes et la notification des transactions suspectes	pages 334-335
Communications	page 336
Composition des commissions parlementaires	page 336
5386 - Projet de loi	
1) transposant la directive 2003/88/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail;	
2) modifiant la loi modifiée du 7 juin 1937 ayant pour objet la réforme de la loi du 31 octobre 1919 portant règlement légal du louage de services des employés privés;	
3) modifiant la loi modifiée du 9 décembre 1970 portant réduction et réglementation de la durée de travail des ouvriers occupés dans les secteurs public et privé de l'économie;	
4) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 concernant les services de santé au travail;	
5) modifiant la loi du 20 décembre 2002 portant	
- transposition de la directive 96/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 1996 concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services;	
- réglementation du contrôle de l'application du droit du travail	pages 336-344
Motion de Monsieur Jean Huss relative à la demande d'asile politique de la ressortissante turque Zubeyde Ersöz	pages 344-345
5474 - Projet de loi portant approbation de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), signée à La Haye, le 25 février 2005	pages 345-346
5509 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet	
1. le développement et la diversification économiques	
2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie	pages 346-348
5437 - Projet de loi relatif au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection - Second vote constitutionnel	pages 348-354
5531 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République du Tadjikistan, d'autre part et de l'Acte final, signés à Luxembourg, le 11 octobre 2004	page 354
Communication	page 355
Débat de consultation sur l'extension du réseau ferré léger dans la ville de Luxembourg et du réseau ferré en général	pages 355-366
5542 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2004	pages 366-367
Résolution de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes concernant les comptes de l'exercice 2004 de la Cour des Comptes	page 367

Compte rendu N°11

Ordre du jour	page 369
Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État	pages 369-375
Communications	page 376
Composition de la Chambre des Députés	page 376
Composition des commissions parlementaires	page 376
Rôle des affaires	page 376
5569 - Débat sur l'état de la nation	pages 376-389 pages 389-396
Ordre du jour	page 389
Motion de Monsieur Félix Braz au sujet du trafic cycliste	page 396
5540 - Projet de loi portant transposition de la directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition	pages 397-403
Compte rendu N°12	
Dépôt d'un projet de loi	page 404
Communications	page 404
Ordre du jour	page 404
Dépôt d'une proposition de loi	page 404
Interventions au sujet de l'organisation de l'heure de questions au Gouvernement et des questions parlementaires	pages 404-405
Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG relative au «1er Plan d'action en vue de la réduction des émissions CO2» du Ministère de l'Environnement	pages 407-410
5530 - Projet de loi portant approbation du Protocole, signé à Vilnius, le 3 juin 1999, portant modification de la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires (COTIF), du 9 mai 1980	pages 410-411
Interpellation de Monsieur Robert Mehlen au sujet de la politique agricole	pages 411-418
5551 - Projet de loi relatif à la troisième adaptation budgétaire du projet de construction Centre National Sportif et Culturel à Luxembourg-Kirchberg	pages 418-422
5461 - Projet de loi portant approbation de l'Accord sur la promotion, la fourniture et l'utilisation des systèmes de navigation par satellites de GALILEO et du GPS et les applications associées, signé à Dromoland Castle, Co. Clare, le 26 juin 2004 et de son Annexe;	
5462 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite (GNSS) à usage civil entre la Communauté européenne et ses États membres et l'État d'Israël, signé à Bruxelles, le 13 juillet 2004	
et	
5479 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite (GNSS) - GALILEO entre la Communauté européenne et ses États membres et la République populaire de Chine, fait à Pékin, le 30 octobre 2003	pages 422-424
5532 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Cap-Vert dans les domaines de l'éducation, de la culture et des sciences, signé à Praïa, le 20 novembre 1998	pages 424-425
5536 - Projet de loi portant approbation de la Convention relative à l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque à la Convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles, ouverte à la signature à Rome le 19 juin 1980, ainsi qu'aux Premier et Deuxième Protocoles concernant son interprétation par la Cour de justice des Communautés européennes, signée à Luxembourg le 14 avril 2005	page 425
4939 - Proposition de révision de l'article 68 de la Constitution	page 426
4285 - Proposition de révision de l'article 69 de la Constitution	page 426
5575 - Proposition de loi portant modification de 1) l'article 51 (7) de la Constitution	
2) la loi du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national	
3) la loi électorale du 18 février 2003	page 426

5547 - Débat de consultation sur la mise en oeuvre de l'IVL (Integratives Verkehrs- und Landesplanungskonzept) pages 426-437	Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet des problèmes de la prostitution au Luxembourg pages 485-489	5534 - Projet de loi portant modification de l'arrêté grand-ducal modifié du 8 octobre 1945 portant réorganisation du statut de la Chambre des Artisans pages 562-564
Hommage à la mémoire de Monsieur Roger Linster, ancien Député page 437	Déclaration de Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, au nom du Gouvernement, au sujet du projet de fusion entre Arcelor et Mittal Steel pages 489-494	Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution page 564
Communications page 437	Heure d'actualité demandée par le groupe CSV au sujet des pratiques commerciales de la Coditel pages 494-497	5576 - Projet de loi permettant aux Luxembourgeois nés à l'étranger de conserver la qualité de Luxembourgeois et abrogeant les articles 25,8° et 46 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise pages 564-565
Ordre du jour pages 437-440	Compte rendu N°14	Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution page 565
Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet des critères de promotion appliqués dans le cadre de l'enseignement secondaire et secondaire technique pages 440-443	5356 - Projet de loi relatif aux procédures d'identification par empreintes génétiques en matière pénale et portant modification du Code d'instruction criminelle pages 498-507	5352 - Projet de loi
5430 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et le Gouvernement de la République populaire de Chine, d'autre part, relatif aux transports maritimes, fait à Bruxelles, le 6 décembre 2002 pages 443-444	Heure d'actualité demandée par le groupe CSV au sujet des pratiques commerciales de la Coditel page 507	1. concernant la société européenne (SE), la société anonyme à directoire et conseil de surveillance et la société anonyme unipersonnelle;
Compte rendu N°13	Interpellation de Monsieur Niki Bettendorf au sujet du phénomène de la drogue au Luxembourg pages 507-517 pages 526-527	2. modifiant la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et certaines autres dispositions légales;
Hommage à Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, à l'occasion de l'attribution du prix Charlemagne page 445	5515 - Projet de loi portant approbation	3. modifiant la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises;
Communications pages 445-446	- du Traité entre le Royaume de Belgique, la République tchèque, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République d'Estonie, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, le Grand-Duché de Luxembourg, la République de Hongrie, la République de Malte, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République de Pologne, la République portugaise, la République de Slovénie, la République slovaque, la République de Finlande, le Royaume de Suède, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (États membres de l'Union européenne) et la République de Bulgarie et la Roumanie, relatif à l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne et	4. modifiant la loi modifiée du 30 mars 1988 sur les organismes de placement collectif;
Composition des commissions parlementaires page 446	- de l'Acte final signés à Luxembourg, le 25 avril 2005 pages 518-526	5. modifiant la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;
Ordre du jour page 446	Interpellation de Monsieur Marco Schank sur le tourisme pages 528-538	6. modifiant la loi du 25 juillet 1990 concernant le statut des administrateurs représentant l'État ou une personne morale de droit public dans une société anonyme;
Débat d'orientation sur l'Université et sur la politique d'innovation et de recherche à Luxembourg et	- (suite compte rendu N°15) page 544	7. modifiant la loi du 4 décembre 1992 sur les informations à publier lors de l'acquisition et de la cession d'une participation importante dans une société cotée en bourse;
Motion de Monsieur Claude Adam relative à l'Université du Luxembourg pages 451-464 pages 471-473	Compte rendu N°15	8. modifiant la loi du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sep-cav et assep pages 566-569
5513 - Projet de loi portant approbation de la Convention européenne du paysage, ouverte à la signature, à Florence, le 20 octobre 2000 pages 465-468	5435 - Projet de loi	
5328 - Projet de loi portant réorganisation du centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS) pages 468-471	1. complétant le statut de la société européenne (SE) pour ce qui concerne l'implication des travailleurs et	
5506 - Projet de loi portant approbation de la Convention sur le marquage des explosifs plastiques et en feuilles aux fins de détection, faite à Montréal, le 1 ^{er} mars 1991 pages 473-474	2. modifiant la loi modifiée du 6 mai 1974 instituant des comités mixtes dans les entreprises du secteur privé et organisant la représentation des salariés dans les sociétés anonymes pages 569-571	
5564 - Projet de loi portant approbation de la Convention, signée à Senningen, le 20 janvier 2006, entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française portant rectification de la frontière franco-luxembourgeoise suite, d'une part, à la Convention-cadre instituant la coopération relative au développement transfrontalier liée au projet Esch-Belval, et d'autre part à la Convention relative à la réalisation d'infrastructures liées au site de Belval-Ouest, signées le 6 mai 2004 à Esch-Belval et à Metz pages 474-475	5501 - Projet de loi modifiant	
3923B - Proposition de révision de l'article 11 paragraphe (2) de la Constitution page 475	1. la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1) création d'un fonds pour l'emploi; 2) réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;	
Communications page 476	2. la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs;	
Ordre du jour page 476	3. la loi modifiée du 23 juillet 1993 portant diverses mesures en faveur de l'emploi pages 571-576	
5580 - Projet de loi adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et des traitements et modifiant	Compte rendu N°16	
1. l'article 11 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État; 2. la loi modifiée du 27 mai 1975 portant généralisation de l'échelle mobile des salaires et traitements; 3. la loi modifiée du 20 juin 1977 ayant pour objet: 1) d'instituer le contrôle médical systématique des femmes enceintes et des enfants en bas âge; 2) de modifier la législation existante en matière d'allocations de naissance; 4. loi modifiée du 30 avril 1980 portant création d'une allocation de maternité; 5. loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales; 6. la loi modifiée du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire; 7. la loi modifiée du 1 ^{er} août 1988 portant création d'une allocation d'éducation; 8. la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales; 9. la loi du 28 juin 2002 portant création d'un forfait d'éducation pages 476-485	5561 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à organiser des classes internationales préparant au diplôme du baccalauréat international pages 577-580	
	Motion de Monsieur Claude Meisch sur la situation financière des communes pages 580-581	
	5521 - Projet de loi portant approbation de l'Accord International sur la Meuse, signé à Gand, le 3 décembre 2002 pages 581-582	
	5565 - Projet de loi portant changement du nom de la commune de Remerschen en celui de Schengen pages 582-583	
	Ordre du jour page 583	
	5548 - Projet de loi portant modification	
	1. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux et 2. de la loi communale du 13 décembre 1988 pages 583-587	
	5346/5420 - Projet de loi portant introduction d'un Code du Travail pages 587-589 page 605	
	Communications page 590	
	5595 - Proposition de révision de l'article 10 de la Constitution et	
	5596 - Proposition de révision de l'article 16 de la Constitution page 590	

- 5533 - Projet de loi
1) relatif à la lutte antitabac;
2) modifiant la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat;
3) modifiant la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;
4) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 concernant la sécurité et la santé des travailleurs au travail;
5) abrogeant la loi modifiée du 24 mars 1989 portant restriction de la publicité en faveur du tabac et de ses produits, interdiction de fumer dans certains lieux et interdiction de la mise sur le marché des tabacs à usage oral pages 591-603
- 5558 - Projet de loi portant renforcement des structures de direction des administrations fiscales pages 603-605
- 5518 - Projet de loi portant
1. transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en oeuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique;
2. transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;
3. modification des articles 8 et 13 de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées;
4. abrogation de l'article 6 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum pages 605-607 pages 607-608
- Hommage à Monsieur Niki Bettendorf page 608

Heures de questions au Gouvernement:**Compte rendu N°2**

- Question N°51 du 25 octobre 2005 de Monsieur Claude Meisch relative à la Foire d'Automne dans les Halls de Luxexpo - Luxembourg/Kirchberg, adressée au Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur pages 29-30
- Question N°52 du 25 octobre 2005 de Monsieur Jacques-Yves Henckes relative à la reconduction des demandeurs d'asile, adressée au Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration page 30
- Question N°53 du 25 octobre 2005 de Monsieur Niki Bettendorf relative à la réglementation en matière de médecine complémentaire ou non conventionnelle, adressée au Ministre de la Santé page 30
- Question N°54 du 25 octobre 2005 de Monsieur Robert Mehlen relative à la lutte contre la consommation d'alcool des jeunes, adressée au Ministre de la Santé page 30

Compte rendu N°4

- Question N°55 du 29 novembre 2005 de Madame Marie-Thérèse Gantenbein relative à une éventuelle évaluation de l'éducation précoce depuis son introduction et le début de l'obligation scolaire des enfants ayant fréquenté l'éducation précoce, adressée au Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle pages 81-82
- Question N°56 du 29 novembre 2005 de Monsieur Claude Meisch relative au chômage au Luxembourg, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi page 82
- Question N°57 du 29 novembre 2005 de Monsieur Marc Angel relative à la réorganisation du Centre socioéducatif de l'Etat à Dreiborn et les travaux de construction de l'Unité spéciale de sécurité, adressée au Ministre de la Famille et de l'Intégration page 82
- Question N°58 du 29 novembre 2005 de Monsieur Camille Gira relative à l'incident récent dans le réseau de la SEBES, c'est-à-dire la coloration inhabituelle de l'eau du robinet due à la présence de manganèse, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pages 82-83
- Question N°59 du 29 novembre 2005 de Madame Françoise Hetto-Gaasch relative à l'efficacité du réseau luxembourgeois de bus et de l'état d'avancement du plan sectoriel «Transports», adressée au Ministre des Transports page 83
- Question N°60 du 29 novembre 2005 de Madame Anne Brasseur relative au site d'implantation de l'U-

niversité du Luxembourg, adressée au Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche pages 83-84

- Question N°61 du 29 novembre 2005 de Monsieur Ben Fayot relative au congé pour travail à mi-temps accordé aux fonctionnaires d'Etat, adressée au Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative page 84
- Question N°62 du 29 novembre 2005 de Monsieur Félix Braz relative aux vols secrets de la CIA, adressée au Ministre des Transports pages 84-85

Compte rendu N°8

- Question N°63 du 13 février 2006 de Monsieur Marco Schank relative aux mesures préventives de protection d'eau de la part des communes et la coopération avec le secteur agricole dans ce domaine, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pages 246-247
- Question N°64 du 14 février 2006 de Monsieur Emile Calmes relative à l'introduction d'une taxe écologique, adressée au Ministre des Transports page 247
- Question N°65 du 14 février 2006 de Monsieur Roland Schreiner relative à la mise en application de différents aspects de l'accord salarial signé entre le Gouvernement et la CGFP en date du 31 mai 2005, adressée au Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative page 247
- Question N°66 du 14 février 2006 de Monsieur Claude Adam relative au soutien à la création d'un lycée Schengen à Perl dans le cadre d'une coopération entre la Sarre et Luxembourg, adressée au Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle pages 247-248

- Question N°67 du 14 février 2006 de Monsieur Marcel Glesener relative à la préservation des hauts-fourneaux d'Esch-Belval, adressée au Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche page 248
- Question N°68 du 14 février 2006 de Monsieur Robert Mehlen relative au régime de paiement unique des primes dans le secteur agricole, adressée au Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural pages 248-249
- Question N°69 du 14 février 2005 de Madame Claudia Dall'Agnol relative aux procédures d'intervention et de prévention en cas de survenance de méningite dans les écoles, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale page 249
- Question N°70 du 14 février 2006 de Monsieur Xavier Bettel relative à la fixation et à l'adaptation des loyers du Fonds du Logement, adressée au Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement page 249

- Question N°71 du 14 février 2006 de Monsieur Camille Gira relative au règlement grand-ducal type sur les bâtisses, les voies publiques et les sites, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pages 249-250
- Question N°72 du 14 février 2006 de Monsieur Robert Mehlen relative au lit de rivière de la Sûre, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 250
- Question N°73 du 14 février 2006 de Monsieur Gast Gibéryen relative à la situation financière du Fonds communal de dotation financière, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 250

Compte rendu N°9

- Question N°74 du 13 mars 2006 de Monsieur Marc Spautz relative à l'École Supérieure du Travail EST, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi page 287
- Question N°75 du 14 mars 2006 de Madame Viviane Loschetter relative à une lettre conjointe signée par le Président français et les Premiers Ministres suédois, danois, espagnol, finlandais et tchèque en date du 9 février 2006 à l'attention de la Présidence autrichienne et transmise à tous les membres du Conseil européen, adressée au Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration page 290
- Question N°76 du 14 mars 2006 de Monsieur Alex Bodry relative à la situation de la WSA et notamment sur les récentes rumeurs de fermeture de cette agence, adressée au Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration et

- Question N°77 du 14 mars 2006 de Monsieur Aly Jaerling relative à la situation de la WSA et notamment sur les récentes rumeurs de fermeture de cette agence, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi pages 287-288

- Question N°78 du 14 mars 2006 de Monsieur Ben Fayot relative sur l'état des travaux des groupes de travail interministériels chargés notamment de procéder à une refonte de la législation sur les registres de la population, de créer un numéro d'identifiant unique respectivement d'introduire des données biométriques dans les documents d'identité, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 288

- Question N°79 du 14 mars 2006 de Madame Anne Brasseur relative à l'ouverture au public du musée de la forteresse à Fort Thüngen, adressée à la Secrétaire d'Etat à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche page 288

- Question N°80 du 14 mars 2006 de Monsieur Claude Adam relative à l'organisation des classes internationales au Lycée technique du Centre, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle pages 288-289

- Question N°81 du 14 mars 2006 de Madame Anne Brasseur relative au programme de l'enseignement du français pour les classes du cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle page 289

- Question N°82 du 14 mars 2006 de Monsieur Claude Adam relative au profil professionnel des enseignants de l'enseignement secondaire et secondaire technique, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

et

- Question N°83 du 14 mars 2006 de Madame Anne Brasseur relative à la «redéfinition qualitative» de la tâche des enseignants de l'enseignement secondaire, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle pages 289-290

- Question N°84 du 14 mars 2006 de Monsieur Claude Meisch relative au développement d'un secteur de logistique au Luxembourg, adressée au Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur pages 294-295

- Question N°85 du 14 mars 2006 de Monsieur Claude Meisch relative à la recherche biomédicale au Luxembourg, adressée au Ministre de la Santé page 290

Compte rendu N°10

- Question N°86 du 3 avril 2006 de Monsieur Marc Spautz relative aux recrutements à l'Administration des Ponts et Chaussées, adressée au Ministre des Travaux publics pages 320-321

- Question N°87 du 4 avril 2006 de Monsieur Niki Bettendorf relative aux dispositions d'engagement de travailleurs handicapés, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi page 321

- Question N°88 du 4 avril 2006 de Monsieur John Castegnaro relative à la future affectation des terrains et dépôts de la WSA entre Bettembourg et Duedelange, adressée au Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur page 322

- Question N°89 du 3 avril 2006 de Monsieur Félix Braz relative à l'article 7 (2) de la loi sur l'aménagement communal et le développement urbain, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pages 322-323

- Question N°90 du 3 avril 2006 de Monsieur Lucien Clement relative à la procédure concernant les soumissions relatives à la construction du Musée d'Art moderne, adressée au Ministre des Travaux publics page 323

- Question N°91 du 4 avril 2006 de Monsieur Aly Jaerling relative à l'aide financière de l'Etat pour études supérieures, adressée à la Secrétaire d'Etat à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche page 323

- Question N°92 du 4 avril 2006 de Monsieur Alex Bodry relative à l'évolution des finances publiques, adressée au Ministre des Finances pages 323-324

- Question N°93 du 4 avril 2006 de Monsieur Claude Meisch relative à la restructuration de la flotte de la compagnie aérienne luxembourgeoise et réductions des effectifs, adressée au Ministre des Transports pages 321-322

- Question N°94 du 3 avril 2006 de Monsieur Marco Schank relative à l'application de la loi du 25 novembre 2005 concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement au niveau des communes, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pages 324-325

- Question N°95 du 3 avril 2006 de Monsieur Claude Adam relative à la construction d'un nouveau Centre d'accueil pour réfugiés sur le site de Marienthal dans la commune de Tuntange, adressée à la Ministre de la Famille et de l'Intégration page 325
- Question N°96 du 4 avril 2006 de Monsieur Marc Spautz relative à l'accès des étudiants luxembourgeois aux universités belges, adressée à la Secrétaire d'Etat à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche et
et
- Question N°98 du 4 avril 2006 de Madame Anne Brasseur relative à la homologation des diplômes de fin d'études secondaires luxembourgeois par les autorités de la Communauté française de Belgique, adressée au Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle pages 325-326
- Question N°97 du 3 avril 2006 de Monsieur Gast Gibéryen relative à la création d'emplois, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi page 326
- Question N°99 du 4 avril 2006 de Madame Anne Brasseur relative au plan quadriennal de l'Université du Luxembourg, adressée au Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche page 326
- Question N°100 du 4 avril 2006 de Madame Anne Brasseur relative à la présentation de l'étude-évaluation de l'OCDE du système luxembourgeois de la recherche et de l'innovation, adressée au Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche pages 326-327

Compte rendu N°12

- Question N°101 du 15 mai 2006 de Monsieur Marc Spautz au sujet du bien-être des salariés du Laboratoire National de Santé, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale page 405
- Question N°102 du 15 mai 2006 de Madame Anne Brasseur relative à l'élaboration d'un projet de loi permettant la création d'un cycle supérieur et de conférer au «Neie Lycée» le droit de décerner des diplômes de fin d'études secondaires, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle page 405
- Question N°103 du 16 mai 2006 de Monsieur Marc Angel relative au programme de construction de logements par le Fonds d'Urbanisation et d'Aménagement du Plateau de Kirchberg, adressée au Ministre des Travaux publics page 406
- Question N°104 du 16 mai 2006 de Monsieur Robert Mehlen relative aux intentions du Gouvernement quant à la politique salariale du secteur public, adressée au Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative page 406
- Question N°105 du 16 mai 2006 de Madame Martine Stein-Mergen concernant la pertinence de certains critères qu'une personne doit remplir pour pouvoir donner son sang, adressée au Ministre de la Santé pages 406-407
- Question N°106 du 16 mai 2006 de Monsieur Norbert Haupert relative à la réforme de la taxe sur les voitures automobiles notamment à la différence de traitement de voitures immatriculées avant et après 2001, adressée au Ministre de l'Environnement page 407
- Question N°107 du 23 mai 2006 de Monsieur Marcel Oberweis relative aux primes d'encouragement écologique, adressée au Ministre de l'Environnement page 443
- Question N°108 du 22 mai 2006 de Monsieur le Député Aly Jaerling relative au Service de protection de la Jeunesse, adressée au Ministre de la Justice page 443

Compte rendu N°13

- Question N°109 du 15 juin 2006 de Monsieur Marc Spautz relative à l'accès des étudiants luxembourgeois aux universités belges, adressée à Madame la Secrétaire d'Etat à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche et à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche page 448
- Question N°110 du 20 juin 2006 de Monsieur Paul Helminger relative au processus de ratification du Traité instituant une Constitution pour l'Europe, adressée au Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration pages 446-447
- Question N°111 du 20 juin 2006 de Monsieur Ben Fayot au sujet de l'agrément à accorder aux gestionnaires des maisons relais pour enfants, adressée à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration page 447
- Question N°112 du 20 juin 2006 de Monsieur Camille Gira au sujet des concentrations élevées en ozone, adressée à Monsieur le Ministre de l'Environnement pages 447-448
- Question N°113 du 19 juin 2006 de Monsieur Marco Schank au sujet de la qualité des eaux de baignade au Luxembourg, adressée à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 446
- Question N°114 du 20 juin 2006 de Monsieur Robert Mehlen au sujet des statistiques du taux d'alcoolémie en relation avec les accidents de circulation, adressée à Monsieur le Ministre des Transports page 448
- Question N°115 du 20 juin 2006 de Monsieur Roger Negri au sujet de l'organisation des premiers secours nationaux (ambulances, sapeurs-pompiers), adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pages 448-449
- Question N°116 du 20 juin 2006 de Monsieur Claude Adam au sujet de l'avant-projet de loi relative à la protection sociale des enfants, adressée à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration page 449
- Question N°117 du 19 juin 2006 de Monsieur Aly Jaerling relative au personnel du site WSA, adressée à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration;
- Question parlementaire N°1079 du 16 mai 2006 de Monsieur Marc Spautz concernant la fermeture et la suppression d'emplois à la WSA (Warehouse Service Agency) et
- Question parlementaire N°1055 du 4 mai 2006 de Madame Viviane Loschetter concernant l'affectation du site de la WSA (Warehouse Service Agency) à Bettembourg/Dudelange page 450
- Question N°118 du 20 juin 2006 de Monsieur Robert Mehlen au sujet du projet de loi relatif aux chiens, adressée à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural page 450
- Question N°119 de Monsieur Jacques-Yves Henckes au sujet des conditions de recrutement futures dans la carrière supérieure de l'Etat (quatre ou cinq ans), adressée à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative pages 450-451
- Question N°120 de Monsieur Camille Gira au sujet du développement des synergies entre les hôpitaux de Wiltz et d'Ettelbruck, adressée au Ministre de la Santé page 449

Questions avec débat:

- Question avec débat N°4 de Monsieur Jacques-Yves Henckes relative aux droits de représentation active et passive des salariés engagés en qualité d'employés dans le secteur public (compte rendu N°7) pages 233-234
- Question avec débat N°5 de Monsieur Fernand Diederich relative au bilan de la loi du 8 décembre 2000 sur le surendettement (compte rendu N°8) pages 250-251
- Question avec débat N°7 de Monsieur Roland Schreiner au sujet du suivi de l'accord de la tripartite ferroviaire de 2005 (compte rendu N°13) pages 464-465
- Question avec débat N°8 de Monsieur Patrick Santer relative aux négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne (compte rendu N°14) pages 527-528

Questions urgentes:

- Déclaration de Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat relative à l'OPA de Mittal Steel sur Arcelor suivie d'un débat et
- Questions urgentes N°882 de Monsieur Henri Kox et N°884 de Monsieur Aly Jaerling relative à la reprise d'Arcelor (compte rendu N°7) pages 209-214
- Question urgente N°886 de Monsieur Xavier Bettel relative à l'incendie au Centre pénitentiaire de Schrassig (compte rendu N°7) page 214
- Questions urgentes N°920 de Monsieur Jean Huss, N°921 de Monsieur Claude Meisch et N°922 de Monsieur Aly Jaerling relatives à la grippe aviaire (compte rendu N°8) pages 275-277

Questions parlementaires:

- Question N°117 du 19 juin 2006 de Monsieur Aly Jaerling relative au personnel du site WSA, adressée à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration;
- Question parlementaire N°1079 du 16 mai 2006 de Monsieur Marc Spautz concernant la fermeture et la suppression d'emplois à la WSA (Warehouse Service Agency) et
- Question parlementaire N°1055 du 4 mai 2006 de Madame Viviane Loschetter concernant l'affectation du site de la WSA (Warehouse Service Agency) à Bettembourg/Dudelange (compte rendu N°13) page 450

Demandes en naturalisation:

- Demandes en naturalisation (compte rendu N°2) page 49
- Demandes en naturalisation (compte rendu N°4) pages 110-111
- Demandes en naturalisation (compte rendu N°7) pages 244-245
- Demandes en naturalisation (compte rendu N°10) pages 367-368
- Demandes en naturalisation (compte rendu N°13) page 475
- Demandes en naturalisation (compte rendu N°16) page 608

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMpte RENDU N°16 / 2005-2006

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
1109	M. Claude Adam	Espace scolaire pour les besoins des formations éducatives et sociales à Mersch
1111	M. Aly Jaerling	Création d'un «Fonds européen d'ajustement à la mondialisation»
1132	M. Marcel Oberweis	Santé et sécurité au travail des jeunes
1146	M. Claude Adam	Pistes cyclables
1150	M. Xavier Bettel	«Interregionale Presse - Presse interrégionale»
1151	M. Aly Jaerling	Demande d'asile d'une personne provenant du Togo
1153	M. Aly Jaerling	Reconnaissance du catalan comme langue officielle du Parlement européen
1161	M. Félix Braz	Utilisation des nouvelles technologies dans les transports publics
1165	M. Jos Scheuer	Fermeture du centre d'examen pour le permis de conduire de Remich fin juillet 2006
1166	M. Jean-Pierre Koepp	Décharge du SIDEC
1167	M. Ali Kaes, M. Jean-Paul Schaaf et M. Marco Schank	Extension et modernisation du réseau ferré de la «Ligne Nord»
1172	M. Marcel Oberweis	Création du Conseil supérieur pour la protection de la nature et des ressources naturelles
1173	M. Marcel Oberweis	Prolongement de la ligne ferroviaire Bertrix-Virton vers le Luxembourg
1176	Mme Anne Brasseur	Heure de sport scolaire supplémentaire
1178	M. Xavier Bettel	Modification de l'horaire et de l'itinéraire de la liaison autobus Sarre-Luxembourg
1180	M. Claude Meisch	Pacte «logement» entre l'État et les communes
1181	Mme Anne Brasseur	Retards dans la distribution postale – Demandes d'inscription dans les lycées
1183	M. Jean-Pierre Koepp	Information des bénéficiaires sur les variations des montants des pensions et des rentes
1193	M. Aly Jaerling	Remboursement des vaccinations contre les maladies tropicales
1202	M. Félix Braz	Cours de luxembourgeois dans le préscolaire
1204	M. Aly Jaerling	Fermeture d'un site de production de DuPont de Nemours
1207	M. Ben Fayot	Allocation nouveau-né
1213	M. Claude Meisch	Décharge de déchets radioactifs de Bure

Question 1109 (6.6.2006) de M. Claude Adam (DÉI GRÉNG) concernant l'espace scolaire pour les besoins des formations éducatives et sociales à Mersch:

À Mersch, une partie des terrains de la CEPAL S.A. serviront à la construction d'un espace scolaire pour les besoins des formations éducatives et sociales.

- Quand est-ce que les premiers étudiants vont entamer leurs études à Mersch?

Le site du nouveau lycée est séparé de la gare de Mersch par un passage à niveau.

Un concept de mobilité pour la commune de Mersch et datant de mars 2005 indique que ce passage à niveau est fréquemment fermé pour un temps moyen dépassant les quatre minutes. Au total, des barrières baissées pendant cinq heures et cinq minutes entre 7 heures et 19 heures, soit 42% du temps. Des entrevues entre les responsables politiques locaux et les parties concernées ont eu lieu afin de fermer définitivement ce passage à niveau à la circulation et d'aménager un accès souterrain pour piétons et cyclistes, surtout pour des raisons de sécurité.

- Quelles sont les mesures que vous avez prévues à court, moyen et long terme pour garantir un accès sûr entre le nouveau site scolaire et les transports publics?

Réponse **commune (11.8.2006) de Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et de M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics:**

Ad 1) Les premiers étudiants vont entamer leurs études sur le site CEPAL à Mersch, dès la rentrée scolaire 2006/2007.

Ad 2) Pour garantir aux étudiants un accès sûr entre le niveau site scolaire et la gare respectivement les arrêts de bus, la société des CFL va installer à court terme un passage direct pour piétons entre le quai 2 de la gare de Mersch et le terrain CEPAL. En ce qui concerne une solution définitive, elle demande des études plus poussées quant à l'évolution du trafic en général dans ce secteur et la desserte du lycée en particulier.

Dès Fong soll mat 500 Milliounen Euro pro Joer dotéiert gi fir entloossene Salariéen ze héllefen erém Fouss ze faassen. Viséiert si Mesuren iwwert d'Reinsertiou, Zouschëss zum Revenu bei der Sich no Aarbecht, bei der Formatioun, der Beruffsorientierung asw. Niewent strukturellen Dispositiounen mussen awer 1.000 Salariéen innerhalb vu sechs Méint entlooss gi respektiv déi Entloosse mussen 1% vum regionalen Aarbeitsmaart ausmaachen, ier Utrecht op déi Énnerstëtzungen zougestane gëtt.

Kann den Här Arbechtsminister mer duerfir dës Froe beäntworten:

- Wéi steet d'Létzebuerger Regierung zu déser Reglementspropositioun, déi op Initiativ vun de Stats- a Regierungschechen zustane koum an elo an engem eischter Versioun virläit?

- Kénnen hei am Land beschäftegt Salarié vun deene Moossnamen am virzitéierten EU-Reglement profitéieren?
- Kénnent een dervun ausgoen, datt déi rezent massiv Entlösungen a verschiddene Sektoren Utrecht op eng EU-Hélfel opgrond vum virzitéierte Reglement kénnte ginn?

Question 1111 (7.6.2006) de M. Aly Jaerling (Indépendant) concernant la création d'un «Fonds européen d'ajustement à la mondialisation»:

Aus de Konklusiounen vum Sommet vun de Stats- a Regierungschehe vum Chréschtmount 2005 geet eng europäesch Reglementspropositioun ervir mam But e «Fonds européen d'ajustement à la mondialisation» - COM (2006) 91 - ze schaffen.

4. Wéi steet et zum Beispill mat de Salariéen, déi duerch Failliten entlooss ginn?

5. Wéi vill Salarié sinn an deene leschten dräi Joer duerch Failliten entlooss ginn, a géif déi Zuel net schon duergoe fir Utrecht op déi virzitéiert EU-Hélfelien ze ginn, wann dat Reglement a Kraakt ass.

6. Gedenkt d'Regierung deementsprechend anziewieren, datt och déi Salariéen, déi hei am Land beschäftegt sinn, kénne bei Entloossung op esou Hélfelien zréckgräifen?

7. Wier et net sënnvoll dat EU-Reglement esou opzebauen, datt déi an deenen eenzelnen EU-State gültig Regele bei Massenentloossung als Kritär gëlle misste fir Utrecht op déi EU-Hélfelien ze kréien, anstatt eng fest Zuel anzeseten an och nach regional Kritäre gëllen ze loosen?

Réponse (8.8.2006) de **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi:**

D'Initiativ fir de sou genannte «Fonds européen d'ajustement à la mondialisation» ass zréckzeféieren op ee Bréif vum 20. Oktober 2005 vum Här Barroso - President vum Europäischer Kommissioun - un d'Membere vum Conseil européen.

An de Konklusiounen vum 15. a 16. Dezember 2005 huet déi déizäiteg Présidence - am Numm vun alle Stats- a Regierungschechen - de Prinzip festgehalen, op Basis vun engen Propositiounen vun der Kommissioun esou ee Fong an d'Liewen raffen.

Den Débat énnert de Stats- a Regierungschechen iwwert de «Fonds européen d'ajustement à la mondialisation» ass gefouert ginn am Kontext vun engen Diskussiounen iwwert d'Solidaritéit vun der Europäischer Unioun vis-à-vis vun de Salariéen, déi hir Aarbecht verléieren, am Fall wou hir Entreprise sech wéinst onberechenbarem gravéierend schlëmme Konsequenze vun der Mondialisatioun upasse muss.

Zréckbehalten ass ginn - souwuel an de Konklusiounen vun de Stats- a Regierungschechen am Dezember 2005 wéi an dem Accord interinstitutionnel téschent dem europäischen Parlament, dem Conseil an der Kommissioun am Mee 2007 iwwert de Cadre financier pluriannuel 2007-2013 -, datt de Fong:

- gespeist soll gi vun engem Deel vum europäische Budget, deen déi Jore virdrun net ausgi ginn ass;
- ee maximale Montant vu 500.000.000 Euro pro Joer net iwwerschreiden därf.

An der Zwëschenzäit hat d'Kommissioun den 1. Mäerz 2006 dem EU-Ministeschconseil ee Gesetzesvorschlag iwwert de «Fonds européen d'ajustement à la mondialisation» énnert.

D'Létzebuerger Regierung huet prinzipiell d'Propositioun vun der Kommissioun begréisst an énnertztzt.

Sënngeméiss ass festgehale ginn, datt dat neit Instrument:

- ee Solidaréitsinstrument soll sinn, dat deene Leit, dei hir Aarbecht verléieren, an hirer Sich no enger neier Aarbechtsplaz eng ganz geziilten Hélfel brénge soll, an
- en Instrument ass, dat awer just agesat ka ginn am Fall vun onberechenbarem gravéierend schlëmme strukturellen Ännerunge vun der Weltwirtschaft.

Iwwert dat eraus war et kloer - an dat steet souwuel an de Konklusiounen vun de Stats- a Regierungschehe wéi an den offizielle Mat-

deelunge vun der Kommissioun, datt jiddfer Land - nodeems et de Kritären entsprécht - een Usproch op de «Fonds européen d'ajustement à la mondialisation» huet.

Prozedural gesi muss dat beträffent Land eng motivéiert Demande maachen, déi vun der Kommissioun analyséiert an duerno de budgetären Autoritéiten (europäesch Parlament a Ministeschconseil) énnertbreit gëtt.

Létzebuerg ass also och beträff an huet d'Recht esou eng Demande ze maachen.

Relevant sinn awer un alleréischter Stell d'Kritären, déi erfëllt musse sinn ier en État membre eng Demande un d'Kommissioun adreséiere kann.

De «Fonds européen d'ajustement à la mondialisation» kann némmen asprangen am Fall wou Leit hir Aarbechtsplatz verléieren:

- opgrond vun engem wirtschaftlichen Ajustement, deen zréckzeféieren ass op schwéierwiegend Veränderungen an der Struktur vum Welthandel, déi zu enger
- gravéierender Stéierung vun der Wirtschaft féieren.

De Projet vum Reglement seet näischt iwwert d'Form vun dem wirtschaftlichen Ajustement, an zwar aus dem einfache Grond, datt d'Hélfel, déi ugefrot ka ginn, sech net op d'Entreprise bezitt, mä direkt op d'Salariéen.

Sënngeméiss geet dorauz ervir, datt souwuel Salariéen, déi hir Aarbechtsplatz verléiere wéinst enger Faillite, wéi déi, déi entlooss ginn, nodeem datt hir Entreprise restrukturéiert ginn ass, énnert d'Dispositiounen vun der Propositiounen vun der Kommissioun kénne falen.

Wat d'Faillitë betréfft, sou kann ee soen, datt zu Létzebuerg d'lescht Joer insgesamt an alle Wirtschaftsbereicher zesumme ronn 1.800 Leit hir Aarbecht verluer hunn.

Opgerechent op déi dräi lescht Joer mécht dat - an all de Secteuren a fir all betraffe Privatentreprisen - insgesamt ronn 5.000 Persounen.

Eng Faillite zu Létzebuerg - esou wéi och an deenen anere Länner - ass awer némme relevant an deem Fall, wou se de Kritäre vun dem Reglement entsprécht; dat heescht, si muss zréckzeféieren sinn op eng schwéierwiegend Veränderung am Welthandel, déi zu enger gravéierender Stéierung vun der Wirtschaft féiert an dobäi e Minimum vun 1.000 Leit - an enger Entreprise (mat hire Sous-traitants) oder an engem einzelne Secteur betréfft.

Wat d'Massenentloossungen ugeet, esou huet d'Kommissioun virgeschloen, de Calcul op d'Dispositiounen vun der Direktiv iwwert d'Kollektiventloossungen (75/129/CEE) zréckzeféieren. Well déi Basis harmoniséiert ass, ass dat u sech dei eenzeg Mégleichkeet fir en objektive Verglach téschent de Situationsen an deene verschiddenen États membres ze zéien.

De Senn vum Instrument, dat d'Kommissioun proposéiert huet, ass net fir déi Dispositiounen ze erersetzen, déi am Kader vun der nationaler Aarbechtsmaartpolitik bestinn.

Eis Légalisation enthält eng ganz Rei vun esou Hélfelen, déi aktivéiert kénne ginn am Fall wou ee eng Aarbechtsplatz verléiert.

Well de «Fonds européen d'ajustement à la mondialisation» d'Zil huet, a bestëmmte gravéierend schlëmme Fäll kénnen ansetzrieden, huet d'Kommissioun virgeschloen, den Impakt vun enger struktureller Ännerung ze rechnen op Basis vun der Mindestzuel vun 1.000 verlueren Aarbechtsplazien.

Dozou ass ze soen, datt déi Zuelen, dei d'Kommissioun proposéiert huet, nach an der Diskussioun stinn. Aus Lëtzebuerger Siicht - esou wéi och aus Siicht vun aneren États membres - sinn déi Zuelen net ganz zefridde stellend a sollen an de Verhandlungen, déi ènner finnescher Présidence an deenen nächste sechs Méint stattfannen, nach adaptéiert ginn.

Question 1132 (26.6.2006) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant la santé et la sécurité au travail des jeunes:

L'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail vient d'initier sa nouvelle campagne d'information consacrée cette année aux jeunes et visant à garantir à ces derniers une entrée dans le monde du travail dans de bonnes conditions de santé et de sécurité. Il ressort d'un article du quotidien «Tageblatt» du 21 juin 2006, qui cite Monsieur Nikolaus van der Pas, Directeur général de la division Emploi, Affaires sociales et Égalité des Chances de la Commission européenne, qu'environ 714.000 jeunes âgés de 18 à 25 ans sont chaque année victimes d'un accident du travail. Toujours d'après Monsieur van der Pas la probabilité d'accident est deux fois plus élevée dans cette catégorie d'âge que dans les autres.

Dans ce contexte j'aurais souhaité poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Le Gouvernement dispose-t-il de chiffres précis concernant les accidents du travail de jeunes salariés âgés de moins de 25 ans?
- Quel est le pourcentage exact de ces accidents en comparaison avec les accidents qui surviennent dans d'autres catégories d'âge?
- Quelles sont les mesures que le Gouvernement met respectivement entend mettre en œuvre afin de sensibiliser (davantage) les jeunes au problème et réduire le nombre d'accidents du travail chez les jeunes?

Réponse (4.8.2006) de **M. François Biltgen**, Ministre du Travail et de l'Emploi:

Cette réponse se base sur les dosiers fournis par l'Inspection du Travail et des Mines et l'Association d'Assurance contre les Accidents.

Les chiffres concernant les accidents du travail en fonction des tranches d'âges pour l'année 2005 se présentent comme suit:

Âge	Accidents (tous)		Accidents du travail et maladies professionnelles		Accidents de trajet	
	nombre	%	nombre	%	nombre	%
0-25	3'533	16,91	2'550	15,91	983	20,18
26-35	6'455	30,89	4'655	29,05	1'800	36,96
36-45	6'552	31,36	5'178	32,31	1'374	28,21
46-55	3'697	17,69	3'096	19,32	601	12,34
56-65	638	3,05	530	3,31	108	2,22
66-80	21	0,10	17	0,10	4	0,09
Total:	20'896	100,00	16'026	100,00	4'870	100,00

Le taux de fréquence des accidents des jeunes travailleurs par rapport à tous les salariés pour l'année 2005 est le suivant:

	Nombre de Sal. Unités (*)	Taux de fréquence (**) (tous les accidents)	TF (accidents du travail et mal. prof.)	TF (accidents de trajet)
Tous les salariés	269.652	7,75	5,94	1,81
Jeunes (0-25 ans)	27.744	12,73	9,19	3,54

(*) Salariés-unité: Cette donnée est obtenue en divisant le total des heures de travail prestées par 2080, c'est-à-dire par le temps de travail moyen annuel.

(**) Le taux de fréquence (TF) des accidents est le nombre d'accidents par rapport à 100 salariés-unité occupés à plein temps.

Dans le cadre de la semaine internationale de la sécurité au travail pour l'année 2006, le Service de Prévention de l'Association d'Assurance contre les Accidents va lancer une campagne de sensibilisation des travailleurs de moins de 25 ans à la sécurité et à la santé au travail. Cette campagne se rallie à la campagne annuelle de l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail (OSHA) dont le thème de cette année est «Safe Start». La campagne comporte deux volets:

- Le premier volet concerne les entreprises où le Service de Prévention va élaborer une brochure. Cette brochure, destinée aux responsables de sécurité des différentes entreprises, leur permettra d'accueillir étape par étape les jeunes travailleurs en les rendant attentifs aux dangers qui peuvent se présenter sur leur nouveau lieu de travail.
- Le deuxième volet concerne les lycées techniques où le Service de Prévention vise les futurs jeunes travailleurs et qui a comme objectif de les préparer aux dangers pouvant se présenter dans leurs futurs métiers. Pour cette campagne, qui sera lancée en début de l'année scolaire 2006-2007, le Service de Prévention va élaborer différents modules, ciblés sur les cours techniques et donnant des informations et conseils sur la prévention des accidents. Ces modules, établis sous forme de présentations «Powerpoint», seront présentés aux professeurs des différents lycées. Par la suite, les modules seront disponibles sur le site Internet de l'assurance-accidents pour les professeurs désireux de participer à la campagne en les employant dans leurs cours respectifs. La campagne sera accompagnée d'un concours visant les élèves des classes terminales de ces lycées, où les trois meilleurs projets de groupe dans le domaine de la prévention des accidents vont être récompensés lors d'une remise de prix.

Au niveau national, l'Inspection du Travail et des Mines intervient en tant que promoteur du bien-être des travailleurs au travail sans distinction d'âge ou d'autres critères.

Les consultations tripartites régulières sont assurées par le Comité Consultatif de la Sécurité et de la Santé au Travail - Luxembourg (C.C.S.-LU).

Les outils et actions privilégiés sont:

- Le site Web avec le portail <http://www.itm.public.lu/>, ses liens nationaux et européens.

http://www.itm.public.lu/droit_travail/fiches_informatives/fi_protection_jeunes_travailleurs_01oct05.pdf

http://www.itm.public.lu/droit_travail/fiches_informatives/fi_occupation_etudiants_01oct05.pdf

http://www.itm.public.lu/droit_travail/fiches_informatives/fi_beschaffitung_schulern_und_studenten_01oct05.pdf

- Le site Web du Point Focal Luxembourg <http://lu.osha.eu.int/>, site initié par l'Agence européenne de la sécurité et de la santé au travail.

- La Newsletter expédiée régulièrement aux abonnés.
- Les tables rondes, les conférences, les symposiums, et les communiqués de presse en vue de sensibiliser tous les acteurs de l'environnement du travail.

Sur le plan européen en tant que Point Focal du Grand-Duché de Luxembourg de l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail avec comme actions principales:

- Les brochures ITM:
 - «Produits dangereux et jeunes travailleurs»;
 - «Premiers pas et droit du travail»;
 - «Passeport jobistes»;
- la divulgation du matériel d'information de l'Agence européenne;
- le pilotage des projets annuels de l'Agence européenne dont pour 2006 la campagne de sensibilisation de la population cible des jeunes travailleurs avec comme slogan «Débute en sécurité!»;
- l'identification, la documentation et la présentation de «modèles de bonnes pratiques», les entreprises ou associations qui de part leur engagement exceptionnel ont attiré l'attention du comité national tripartite;
- l'organisation d'une table ronde tripartite «SÉCHERE START FIR DÉI JONK LEIT OP DER AARBECHT»;
- la remise d'un diplôme et d'une trophée aux entreprises modèles;
- le communiqué de presse avec comme sujet la Semaine européenne 2006;
- la participation à la Foire de l'Étudiant.

quand est-ce que le tracé sera définitivement déterminé?

- Quelles sont les causes de ce retard?
- Quand les travaux pourront-ils commencer?

Une piste cyclable reliant la PC15 et la PC5 et partant de Cruchten vers Medernach semble être une option intéressante et demandée par les communes concernées.

- Est-ce qu'un tel projet est à l'étude?

Réponse commune (18.8.2006) de **M. Lucien Lux**, Ministre des Transports et de **M. Fernand Boden**, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:

Conformément à l'article 1 de la loi du 6 juillet 1999 portant création d'un réseau national de pistes cyclables, le Ministre ayant dans ses attributions les travaux publics est autorisé à ces fins à faire procéder à l'aménagement des infrastructures nécessaires.

Le Ministère des Travaux publics établit donc non seulement le calendrier des travaux mais fixe également les priorités de ceux-ci. Il en est de même pour l'aménagement et l'évolution des travaux de la PC5.

Sur la partie de la piste cyclable PC5 se trouvant sur le territoire de la Division des Services Régionaux de la Voirie – Arrondissement de Diekirch (DSR-D), le tracé est pratiquement déterminé. Il manque juste l'implantation exacte de cette piste dans la traversée de la localité de Medernach. Le collège échevinal ne s'est pas encore prononcé à ce sujet, de sorte qu'une date précise pour le commencement des travaux ne peut pas être donnée.

Du côté technique, il y a lieu d'équiper certains chemins entre Eppeldorf et Reisdorf d'un revêtement asphaltier alors que d'autres chemins sont à réaménager entièrement. Pour le tronçon final, l'avantage a été donné à un débouchement à Reisdorf et non pas à Dillingen comme antérieurement prévu, pour les raisons suivantes:

- la solution «Dillingen» comprend une descente très dangereuse et la jonction avec la PC3 ne pourrait s'y faire qu'au prix d'un nouvel ouvrage au-dessus de la N10;
- la solution «Reisdorf» permet d'utiliser certaines facilités techniques en place, dont un passage souterrain sous la N10, et présente l'avantage de constituer un point de jonction de trois pistes cyclables du réseau national, à savoir les PC16, PC3 et PC5.

Sur la partie de la piste cyclable PC5 se trouvant sur le territoire de la Division des Services Régionaux de la Voirie – Arrondissement de Luxembourg (DSR-L), des problèmes existent sur les trois parties restantes suivantes:

- 1. Le tronçon Soup - Koedange:

Cette section de la PC5 est assez complexe vu que le projet comprend, à côté de la piste cyclable proprement dite, la renaturation de l'Ernz Blanche sur toute l'assiette de la vallée, la réalisation de mesures anticrues servant à protéger le village de Larochette et la stabilisation partielle de l'assise du CR 119. Actuellement le projet technique de ce tronçon est en voie d'approbation.

Tous les problèmes d'emprise sont résolus.

- 2. Tronçon Koedange - Junglinster:

Actuellement plusieurs variantes de tracé sont en discussion. Le choix du tracé est fortement tributaire d'autres projets à réaliser par l'Administration de la Gestion de l'Eau. Une solution y relative est attendue dans un proche avenir.

3. Traversée de Junglinster:

La PC5 à l'intérieur de la localité de Junglinster ainsi que la liaison avec la PC2 (Luxembourg - Echternach) seront réalisées dans le cadre des travaux du contournement de Junglinster.

La loi du 22 juillet 1999 portant création d'un réseau national sur les pistes cyclables définit dans son article 4 les pistes qui forment ce réseau, une extension n'étant pas prévue actuellement.

La proposition de relier entre elles les pistes cyclables PC15 et PC5 ne manque pas d'intérêt. Il faut toutefois être conscient que son intégration dans le réseau national nécessite une modification de la loi.

Une telle modification de la loi ne peut se faire que sur base d'une reconsideration plus approfondie englobant d'autres raccordements possibles et redéfinissant le réseau dans son ensemble. À l'heure actuelle, le Gouvernement s'attache à la réalisation des tronçons qui sont encore en souffrance.

Question 1150 (5.7.2006) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant la «Interregionale Presse - Presse interrégionale»:

Dans un article de presse paru dans le quotidien «Tageblatt» en date du 5 juillet 2005 il a été affirmé que l'«Interregionale Presse - Presse Interrégionale», une association indépendante de journalistes professionnels de la Grande Région, devra cesser ses activités au plus tard mi-2007, ceci étant dû à un manque de subventions publiques.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les affirmations relatives ci-dessus?
- Dans l'affirmative, quels ont été les motifs pour cette décision?
- Monsieur le Ministre peut-il m'informer quels ont été les moyens financiers mis à la disposition de l'association en question par le Luxembourg?
- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'en vue de l'année culturelle 2007 il serait opportun d'assurer la pérennité d'une structure de communication de la Grande Région bien rodée?

Réponse (4.8.2006) de **M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'Etat:

L'IPI - Institut de la Presse interrégionale - a été enregistrée en juillet 1994 au registre des associations de Sarrebruck. C'est une association indépendante de journalistes professionnels de la Grande Région Sarre-Lorraine-Luxembourg-Wallonie-Rhénanie-Palatinat. Un secrétariat commun fonctionne depuis 1995 à Sarrebruck. Au cours des premières années de son existence celui-ci avait pu bénéficier d'un financement européen par le biais du programme Interreg.

Dans le cadre d'une visite officielle à Luxembourg (16 février 1999) de Monsieur Reinhard Klimmt, Ministre Président de la Sarre, il avait été convenu d'assurer un cofinancement sarro-luxembourgeois de base en faveur de l'IPI pour les années 2000 à 2002. Un appel fut lancé aux autres partenaires de la Grande Région afin de participer également au cofinancement.

Lors de la Présidence luxembourgeoise des exécutifs (2000-2001) l'ensemble des partenaires s'était mis unanimement d'accord pour assurer chacun un cofinancement de 20.000 euros par an. Le 6^e Sommet de Mondorf-les-Bains (12 novembre 2001) avait décidé de la répartition suivante pour l'année 2002: 20.000 euros pour la Sarre, la Lorraine, le Luxembourg, la Rhénanie-Palatinat et la Wallonie.

nanie-Palatinat et la Wallonie, soit un total de 100.000 euros.

Tous les partenaires reconnaissent être disposés à participer au financement à la condition que le travail de l'IPI puisse être considéré comme une mise en œuvre du faisceau d'actions défini au Point 2, Partie III (Informations, Relations publiques, Communications) de la Déclaration commune du 5^e Sommet de la Grande Région (Liège, 3 mai 2000).

En 2003 les partenaires ont contribué de la même façon à hauteur de 100.000 euros au budget de l'IPI. Celui-ci s'élevait à un montant global de 127.000 euros. Les membres du sommet réaffirmaient en même temps leurs attentes à l'égard de l'association.

Il s'est avéré au cours de cette même année 2003 que les travaux de l'IPI ne donnaient pas entière satisfaction à l'ensemble des partenaires. C'est pourquoi la décision fut prise à l'unanimité d'assurer un cofinancement dégressif pour les années 2004-2006. Cette décision avait comme but d'inciter l'IPI à trouver d'autres sources de cofinancement lui permettant une gestion autonome et à développer un concept porteur d'avenir.

En résumé, la participation du Gouvernement luxembourgeois en faveur de l'IPI a été la suivante: 810.000 luf en 2000, 50.000 euros en 2001, 20.000 euros en 2002, 20.000 euros en 2003, 16.000 euros en 2004, 10.000 euros en 2005, 5.000 euros en 2006.

Il convient de mettre en exergue le fait que le Gouvernement luxembourgeois a assuré un cofinancement de base pendant les années 2000 à 2002. De même, il avait réussi, au cours de sa Présidence des exécutifs de la Grande Région, de faire accepter par l'ensemble des partenaires un cofinancement réparti de manière égale. La déclaration du 6^e Sommet de Mondorf-les-Bains avait reconnu en 2001 l'essor pris par l'IPI qui avait «contribué de façon significative au renforcement de la coopération transfrontalière entre les journalistes».

Force est de constater que le Gouvernement luxembourgeois n'a pas manqué de soutenir activement l'IPI au cours des six dernières années. En regard à ce soutien et aux différentes contributions financières de l'État luxembourgeois, il est regrettable que l'IPI semble devoir cesser ses activités au cours de l'année 2007.

En ce qui concerne «Luxembourg et la Grande Région, Capitale européenne de la Culture 2007», il importe de préciser que cette association dispose de sa propre cellule d'information, de communication et de relations publiques. Elle sera à même d'assurer une couverture médiatique à la hauteur de l'événement.

Question 1151 (6.7.2006) de **M. Aly Jaerling** (*Indépendant*) concernant la **demande d'asile d'une personne provenant du Togo**:

D'Lëtzebuerger Regierung refuséiert de politeschen Asyl fir e Bierger aus dem Togo, an incarcériert de Befraffenen an de Prisong op Schraasseg, fir e kënne kuerzfristeg auszeweisen.

E récente Rapport vun de Vereerten Natiounen deklaréiert awer, datt d'togolesesch Regierung eng Strategie vun der Repression praktizéiert, besonesch géint togolesesch Bierger, déi an engem anere Land politeschen Asyl beantragt hunn.

Da geet aus engem Communiqué vun de Mënscherechtsorganisatioun FIACAT, FIDH an Amnesty International ervir, an och, datt déi togolesesch Regierung nach ém-

mer net déi néideg Reformen entaméiert huet a Richtung Rechtsstat a Respekt vun de Mënscherechter, déi vun de Vereerten Natioune vun hir verlaangt ginn.

Och sinn déi togolesesch Regierungs- a Sécherheitsunitéiten, déi extrajudiciaire Exekutiounen an do dernieft Folterunge vollzunn hunn, bis haut nach net vun den togoleschen Autoritéite sanktionéiert ginn.

D'est ass sécherlech de beschte Beweis, datt déboutéiert Asylbewerber, déi an den Togo zréckgefouert ginn, hiert Liewe riskéieren.

Kennen den Här Justizminister an den Här Ausseminister mer duerfir déi Froe beäntwerten:

1. Ass der Regierung bekannt, dass elo eng regional Sprooch, wat an der Regel en Dialekt ass vum Spueneschen, vun der EU als Sprooch unerkannt gëtt?
2. Wa jo, wat gedenkt d'Regierung ze énnherhuelen, fir dass och eis Sprooch als offiziell Sprooch vun der EU unerkannt gëtt, zumools well Lëtzebuerg ee vun de Grënnungsmembere vun der Europäischer Gemeinschaft ass?
3. Wat sinn d'Ursaache firwat d'Lëtzebuergescht bis elo net als offiziell Sprooch vun der EU unerkannt ginn ass?
4. Wier et net ubruecht, dass d'Regierung de chréschedemokratesche Vertriebler am EU-Parlament emol erkläre géif, dass Lëtzebuerg e souveränt Land ass, mat enger eegener Sprooch, an zwar dem Lëtzebuergeschen?

Réponse (9.8.2006) de **M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'Etat:

D'Décisioun vum Büro vum Europaparlament, déi virgesait, dass déi EU-Bierger, déi dat wënschen, sech neiderdéngs och kennen a katalanescher Sprooch un d'Europaparlament wennen, ass der Regierung wuel bekannt. Déi Texter, déi d'Bedéngungen an d'Konditioun festleeën énnert deenen e Bierger seng Kontakter zu den EU-Institutiounen an enger Sprooch gestalte kann, déi keng offiziell Sprooch vun der EU ass, sinn énnér Lëtzebuerger Présidence d'escht Joer zu stane komm a vum Conseil vun den EU-Ausseministeren den 13. Juni 2005 adoptéiert ginn. Dësen Texter no muss allerdéngs fir d'éischf e formelt Arrangement tésschen dem «État-demandeur» an den europäischen Institutionen getraff ginn, an deem sech den «État-demandeur» engagéiert fir all direkt an indirekt Käschten opzukommen, déi duerch d'Émsetzung vun déser Sproocheregelung entstinn.

D'Regierung weist drop hin, dass zwou vun eisen dräi administrative Sproochen, déi am Gesetz vum 24. Februar 1984 iwwert de Sproochregime zu Lëtzebuerg festgeschriwwen sinn, schonn haut offiziell EU-Sprooch sinn. D'Regierung stellt sech also d'Fro, wéi grouss de reelle Besoin zu Lëtzebuerg ass, fir sech op Lëtzebuergesch un d'EU-Institutionen, an notamment un d'Europaparlament, wennen ze kennen. D'est émsou méi well den EU-Institutiounen hir Äntwert op Lëtzebuergesch da geméiss de Konklusioun vum 13. Juni 2005 keng juristesche Valeur huet.

D'Regierung bleift weiderhin der Meenung, dass den administrativen a finanziellen Opwand, wann eis Sprooch als offiziell EU-Sprooch unerkannt ass, a kengem Verhältnis zum reellen Notze steet, deen dorauser entstoe kennt. Ausserdem wier et onvertriebar a kontradiptoresch d'EU opzefuerderen, dass all Texter sollten an eis Nationalsprooch iwwersat ginn, wou eis nationalen Gesetzgebung selwer net op Lëtzebuergesch formuléiert a publizéiert gëtt.

D'Regierung behält selbstverständlich och weiderhin d'Entwicklung an der Sproocheregelung am A an analyséiert wéi an Zukunft an der Unioùn allgemeng vun déser neier Regelung Gebräuch gemaach gëtt. Am Fall wou d'Développement dat géife verlaangen, wäert d'Regierung sech net verschlissé fir d'Sachlag énnert deenen neie Gesichtspunkten ze bewäerten.

E chréschedemokratesche Vertriebler am EU-Parlament huet d'Lëtzebuerger Sprooch a senger Interventioun iwwert d'Integratioun vun der katalanescher Sprooch, ofwàertend als regional Sprooch ofgestempelt. Him ass anscheinend net bekannt, dass Lëtzebuerg e souveränt Land ass.

Kann den Här Statsminister mir duerfir déi Froe beäntwerten:

1. Ass der Regierung bekannt, dass elo eng regional Sprooch, wat an der Regel en Dialekt ass vum Spueneschen, vun der EU als Sprooch unerkannt gëtt?

2. Wa jo, wat gedenkt d'Regierung ze énnherhuelen, fir dass och eis Sprooch als offiziell Sprooch vun der EU unerkannt gëtt, zumools well Lëtzebuerg ee vun de Grënnungsmembere vun der Europäischer Gemeinschaft ass?
3. Wat sinn d'Ursaache firwat d'Lëtzebuergescht bis elo net als offiziell Sprooch vun der EU unerkannt ginn ass?
4. Wier et net ubruecht, dass d'Regierung de chréschedemokratesche Vertriebler am EU-Parlament emol erkläre géif, dass Lëtzebuerg e souveränt Land ass, mat enger eegener Sprooch, an zwar dem Lëtzebuergeschen?

Réponse (9.8.2006) de **M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'Etat:

D'Décisioun vum Büro vum Europaparlament, déi virgesait, dass déi EU-Bierger, déi dat wënschen, sech neiderdéngs och kennen a katalanescher Sprooch un d'Europaparlament wennen, ass der Regierung wuel bekannt. Déi Texter, déi d'Bedéngungen an d'Konditioun festleeën énnert deenen e Bierger seng Kontakter zu den EU-Institutiounen an enger Sprooch gestalte kann, déi keng offiziell Sprooch vun der EU ass, sinn énnér Lëtzebuerger Présidence d'escht Joer zu stane komm a vum Conseil vun den EU-Ausseministeren den 13. Juni 2005 adoptéiert ginn. Dësen Texter no muss allerdéngs fir d'éischf e formelt Arrangement tésschen dem «État-demandeur» an den europäischen Institutionen getraff ginn, an deem sech den «État-demandeur» engagéiert fir all direkt an indirekt Käschten opzukommen, déi duerch d'Émsetzung vun déser Sproocheregelung entstinn.

D'Regierung weist drop hin, dass zwou vun eisen dräi administrative Sproochen, déi am Gesetz vum 24. Februar 1984 iwwert de Sproochregime zu Lëtzebuerg festgeschriwwen sinn, schonn haut offiziell EU-Sprooch sinn. D'Regierung stellt sech also d'Fro, wéi grouss de reelle Besoin zu Lëtzebuerg ass, fir sech op Lëtzebuergesch un d'EU-Institutionen, an notamment un d'Europaparlament, wennen ze kennen. D'est émsou méi well den EU-Institutiounen hir Äntwert op Lëtzebuergesch da geméiss de Konklusioun vum 13. Juni 2005 keng juristesche Valeur huet.

D'Regierung bleift weiderhin der Meenung, dass den administrativen a finanziellen Opwand, wann eis Sprooch als offiziell EU-Sprooch unerkannt ass, a kengem Verhältnis zum reellen Notze steet, deen dorauser entstoe kennt. Ausserdem wier et onvertriebar a kontradiptoresch d'EU opzefuerderen, dass all Texter sollten an eis Nationalsprooch iwwersat ginn, wou eis nationalen Gesetzgebung selwer net op Lëtzebuergesch formuléiert a publizéiert gëtt.

D'Regierung behält selbstverständlich och weiderhin d'Entwicklung an der Sproocheregelung am A an analyséiert wéi an Zukunft an der Unioùn allgemeng vun déser neier Regelung Gebräuch gemaach gëtt. Am Fall wou d'Développement dat géife verlaangen, wäert d'Regierung sech net verschlissé fir d'Sachlag énnert deenen neie Gesichtspunkten ze bewäerten.

E chréschedemokratesche Vertriebler am EU-Parlament huet d'Lëtzebuerger Sprooch a senger Interventioun iwwert d'Integratioun vun der katalanescher Sprooch, ofwàertend als regional Sprooch ofgestempelt. Him ass anscheinend net bekannt, dass Lëtzebuerg e souveränt Land ass.

Question 1161 (11.7.2006) de **M. Félix Braz** (DEI GRENG) concernant l'**utilisation des nouvelles technologies dans les transports publics**:

Ces dernières années, le Ministère des Transports s'est fortement intéressé à l'utilisation des nouvelles technologies pour améliorer la qualité des transports publics, pour faciliter l'accès aux usagers et les rendre plus compétitifs. Ainsi, l'information de l'usager en temps réel par SMS, l'horaire intégré, le projet d'information audiovisuelle, le centre d'appel automatisé ou encore la carte e-go ne sont que quelques exemples des projets qui sont en phase d'essai ou encore à l'étude.

Dans ce contexte j'aimerais savoir:

- Où en est concrètement l'introduction du nouveau titre de transport électronique surnommé carte e-go qui doit à terme être valable sur la totalité du réseau des transports en commun au Luxembourg?

Afin d'inviter les usagers à un changement de comportement et de favoriser l'introduction du billet électronique, il a été proposé que la Commission des Tarifs travaille sur de nouveaux produits qui permettent d'accompagner utilement l'augmentation du tarif des billets opérée le 1^{er} mars 2006.

- Où en sont les travaux de la Commission des Tarifs visant à introduire un billet pour familles ou pour groupes sur notre réseau de transports nationaux?
- Qu'en est-il des mesures devant inciter les familles à se déplacer davantage avec les transports publics comme la gratuité pour les enfants de moins de 12 ans accompagnés de leurs parents ou encore les tarifs préférentiels pour les week-ends?

Réponse (4.8.2006) de **M. Lucien Lux**, Ministre des Transports:

En 2002, le Gouvernement avait pris la décision d'introduire à titre d'essai sur un parcours déterminé du réseau des transports publics un système de perception tarifaire électronique.

Suite aux résultats concluants, la mise en place sur tout le réseau national du système, appelé e-go, a été préparé depuis 2003.

Ledit système tarifaire électronique fonctionne sur base d'une carte avec chip sur lequel sont chargés les titres de transport suivant le choix du voyageur. Sa validation se fait sans contact en passant près d'un oblitératuer installé soit sur les quais des gares, soit dans les autobus. La transmission des données se fait par radiocommunication. Des imprimantes branchées aux oblitératuer permettent d'émettre des billets également sous forme de papier dans les bus.

Actuellement, ces imprimantes fonctionnent déjà dans tous les autobus affectés au transport public régional du Grand-Duché. L'installation des oblitératuer dans les gares et dans les autobus étant également achevée, il reste à compléter certaines installations, telles que les machines de vente pour le chargement des cartes et les appareils de contrôle.

Monsieur le Député m'interroge sur les nouveautés prévues dans la gamme tarifaire actuelle, notamment pour la rendre plus attractive encore.

Il est vrai que l'introduction du nouveau système sur les transports publics de tout le Grand-Duché sera accompagnée de certaines mesures favorisant l'usage de ces transports par les familles, par les personnes âgées ou encore offrant des préférentiels les week-ends.

Question 1165 (12.7.2006) de **M. Jos Scheuer** (LSAP) concernant la **fermeture du centre d'examen pour le permis de conduire de Remich fin juillet 2006**:

Les auto-écoles viennent de recevoir une note de la part du Ministère des Transports qui les informe que le centre d'examen de Remich sera fermé fin juillet. À partir du 1^{er} août, les candidats de l'est du pays seront convoqués aux centres Findel et Luxembourg-Kalchesbruck. Seuls les candidats pour l'obtention du permis de conduire de la catégorie F pourront désormais se présenter dans la cour du service de secours à Remich pour leur examen pratique.

Selon cette note, le centre sera fermé à cause de «la dégradation continue des conditions dans lesquelles les permis de conduire doivent être délivrés dans le centre d'examen de Remich».

- Est-ce que Monsieur le Ministre pourrait me donner des précisions à ce sujet?
- Quelles sont les conditions qu'un centre d'examen doit remplir pour pouvoir fonctionner d'une façon satisfaisante? Qui est responsable pour créer des conditions qui permettent l'établissement d'un centre d'examen?
- Est-ce que Monsieur le Ministre estime qu'une réouverture du centre d'examen à Remich serait envisageable si de bonnes conditions étaient rétablies dans les meilleurs délais?
- Dans le cadre de l'aménagement du territoire, le Gouvernement souhaite encourager le développement régional et la déconcentration concentrée. Il semble dès lors regrettable qu'il n'y aura plus de centre d'examen dans l'est du pays. N'existe-t-il pas une autre possibilité d'offrir à nouveau un tel service dans cette région?

Réponse (18.8.2006) de **M. Lucien Lux**, Ministre des Transports:

Dans sa question, l'honorable député demande des précisions au sujet de la fermeture, avec effet au 1^{er} août 2006, du centre d'examen auxiliaire pour permis de conduire à Remich.

Depuis le début des années 1980, le centre d'examen auxiliaire dont question était abrité dans les locaux du service d'urgence de Remich. Cette situation ne pouvait pas être qualifiée d'être idéale dès le début, notamment en raison de l'absence des infrastructures et des équipements techniques nécessaires (ligne téléphonique, connexion au système informatique des permis de conduire, mobilier de bureau adéquat ...).

Au cours du mois d'avril 2006, cette situation déjà peu enviable se voyait dégradée par la transformation et l'aménagement, sans préavis aucun, du bureau des examinateurs en cuisine, amenant ces derniers à recourir à la salle de réunion adjacente des pompiers de Remich qui se trouvait dans un état encore plus rudimentaire que les locaux occupés auparavant.

En conséquence, j'ai marqué mon accord avec la proposition de Monsieur le Directeur de la Société Nationale de Contrôle Technique (SNCT), en charge de l'organisation et de la réception des examens pour l'obtention du permis de conduire, de fermer le centre d'examen auxiliaire de Remich qui n'offre plus les conditions, si modestes soient-elles, requises pour conférer à la délivrance d'un document tellement convoité, à connotation sociale indéniable, qu'est le permis de conduire, le sérieux minimal nécessaire.

Entre-temps, le dossier a connu une évolution positive en ce sens que des négociations sont en cours entre les autorités locales de Remich et les responsables de la SNCT en vue de trouver un local approprié pour les examinateurs de sorte à permettre, dans un avenir rapproché, la réouverture du centre d'examen auxiliaire de Remich. Le maintien d'une telle structure cadre par ailleurs avec un des objectifs de l'IVL, à savoir la promotion d'un développement décentralisé grâce à des centres régionaux vitaux.

Question 1166 (12.7.2006) de M. Jean-Pierre Koep (ADR) concernant la décharge du SIDEC:

An der Äntwert op eng parlamentaresch Fro mengersäits vum Januar 2003 a Saache SIDEC (*cf. compte rendu N°12/2002-2003 - question parlementaire N°1990*) krut ech deemoos net némme matgedeelt, datt d'Analys vu behennertem oder avortéiertem Véi vum Ëmkrees vun der Décharge um Fridhaff, den Experten no, erginn hätt, datt «les anomalies ne seraient en tout cas pas dues aux causes classiques de malformations animales ou d'avortements», mä och, datt déi zoustänneg Ministären de Centre de Ressources des Technologies pour l'Environnement (CRTE) zu Esch-Uelzecht chargéiert hätten «de suivre et de coordonner les investigations futures en la matière, y compris celles relatives à d'éventuelles suites dommageables pour la santé du personnel».

Duerfir folgend Froen:

- Sinn déi genannt „investigations futures en la matière“ antëschent komplett ofgeschloss, a wa jo, wéi eng Konklusiounen konnten aus deene Recherchë gezu ginn?
- Falls d'Ënnersichungen am Fall SIDEC nach èmmer lafen, wéi eng Tëschekonklusiounen kann een antëschent schonns zeien?
- Goufen dank dëse méi pous-séierten Ënnersichunge scho konkret Konsequenzen um Ter-rain gezunn, a wa jo, wéi eng?

Réponse (11.8.2006) de M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement:

A senger parlamentarescher Ufro vum 12. Juli 2006 beriffet den honorablen Députéierte Jean-Pierre Koep sech op eng Äntwert vum Èmweltminister op eng parlamentaresch Ufro vum Januar 2003.

An där Äntwert goufen d'Resultater vun den Etüden èmress, déi 2002 vum Èmweltminister an d'WEE geleet gi waren, gläich nodeems de Verdacht opkomm war, datt vun der Deponie Fridhaff gesondheets-schiedlech Emissioune komme kiéntent.

An engem gemeinsame Presse-communiqué vum Èmwelt- a vum Gesondheetsminister, deen am Januar 2003 an der Lëtzebuerger Press publizéiert gouf, waren dès Vermutunge souwuel vun der Èmweltverwaltung wéi vun der Gewerbeinspektioun a vun der Direktioun vun der Santé widderuecht ginn.

Fir an Zukunft esou Onsécherheete vum Public a vum Personal op der Deponie entgéintzkommen, gouf gemeinsam beschloss, den CRTE (Centre de Ressources des Technologies pour l'Environnement) vun Esch-Uelzecht mat der weiderer Begleedung vun den Aktivitéiten um Fridhaff ze chargéieren.

Als Tëschekonklusioun gouf an engem Rapport vum Juni 2004 vum CRTE festgehalen:

- datt en intégriert Ofwaasser-konzept vun den Anlagen um Fridhaff soll erschafft ginn, dat d'Ofwaasser vun den zwee Syndikater SIDEC a SIDEN abezitt. Konkret soll en neie

Kollekter parallel zum Kollektér vun de sanitären Ofwässe vun lerpeldeng gebaut ginn, an deem dann d'Ofwaasser souwuel vum SIDEC wéi och vum SIDEN (Soil-Concept) duerchgeleet ka ginn. Eng Demande fir d'Finanzéiere vun esou engem separate Kollektér gouf vum SIDEN un den zoustänne-gen Innenminister geriicht; - datt eng Impaktstudie fir Ge-roch a Bioaérosolé soll gemach ginn, an dár d'Emissioune vum SIDEN senger Klärschlamm-kompostierungsanlag betruacht ginn. Dës Etüd soll der Èmweltverwaltung deemnächst vum SIDEN zougestallt ginn.

Question 1167 (12.7.2006) de MM. Ali Kaes, Jean-Paul Schaaf et Marco Schank (CSV) concernant l'extension et la modernisation du réseau ferré de la «Ligne Nord»:

Dans le souci de garantir une mobilité optimale à l'ensemble de la population, le Gouvernement a accordé dans sa déclaration du 4 août 2004 une priorité absolue à l'extension et à la modernisation du réseau ferroviaire, de même qu'il s'est engagé à améliorer l'offre des transports publics.

Malgré les efforts déployés par les CFL tant sur le niveau de l'amélioration de l'offre dans le domaine des transports en commun que dans la modernisation des infrastructures ferroviaires, il est néanmoins un fait que le Nord de notre pays reste quelque peu défavorisé en ce qui concerne l'extension du réseau ferré et les liaisons ferroviaires avec la capitale.

Ainsi l'horaire des CFL ne prévoit toujours pas de train direct à une cadence de 30 minutes entre Luxembourg et Troisvierges.

En ce qui concerne les infrastructures projetées pour compléter le réseau ferré en place, il n'est pas prévu de mettre à double voie la ligne ferrée Ettelbruck-Burden-Michelau, ni celle de Clervaux à Troisvierges. Il en est de même pour l'extension des différents parkings «Park & Ride» installés le long de la Ligne du Nord.

Dans ce contexte nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Ne serait-il pas possible de faire circuler un train voyageur direct toutes les 30 minutes de et vers Troisvierges et Luxembourg?
- Monsieur le Ministre n'envisage-t-il pas dans un avenir proche de mettre à double voie la ligne ferrée Ettelbruck-Michelau respectivement celle de Clervaux à Troisvierges?
- Monsieur le Ministre ne prévoit-il pas une augmentation des possibilités de stationnement aux gares de Troisvierges, Clervaux, Kautenbach, Wilwerwiltz et Ettelbrück? Dans l'affirmative, quelles seraient les mesures précises à adopter?

Réponse (14.8.2006) de M. Lucien Lux, Ministre des Transports:

Par leur question parlementaire du 12 juillet 2006 les honorables Députés Marco Schank, Jean-Paul Schaaf et Ali Kaes se renseignent sur les possibilités de la mise en place d'un cadencement semi-horaire entre Luxembourg et Troisvierges, la mise à double voie du tronçon de ligne entre Ettelbrück et Michelau et de Clervaux à Troisvierges ainsi que de l'agrandissement des parkings d'accueil P&R en gares de Troisvierges, Clervaux, Kautenbach, Wilwerwiltz et Ettelbrück.

1. Mise en place d'un cadencement semi-horaire entre Luxembourg et Troisvierges.

L'horaire de base sur la Ligne du Nord se résume comme suit:

- un train régional par heure desservant tous les arrêts entre Luxembourg et Ettelbrück (circule seulement les jours ouvrables);
- un train régional par heure desservant tous les arrêts entre Luxembourg et Wiltz et
- un train InterRegio par heure desservant Mersch, Ettelbrück, Kautenbach, Wilwerwiltz, Drauffelt, Clervaux et Troisvierges.

Toutes les deux heures, les trains InterRegio sont prolongés vers Liège et Liers. Ceux limités à Troisvierges desservent aussi l'arrêt de Maulusmühle. Les trains régionaux de la relation Luxembourg-Wiltz sont dirigés vers Troisvierges après 20.00 heures.

Il ressort du tableau ci-dessus qu'il existe trois trains par heure entre Luxembourg et Ettelbrück ainsi que deux trains par heure entre Luxembourg et Kautenbach.

Tout en sachant que la desserte décrite ci-dessus est seulement le standard offert pendant toute la durée de la journée, il est évident que celle-ci est étroite pendant les heures de pointe. Dans ce contexte il y a lieu de relever que pendant les heures de pointe (le matin vers Luxembourg et le soir à destination de Troisvierges ou même prolongé jusqu'à Gouvy) et la pointe de midi (à destination de Troisvierges) il existe déjà un cadencement semi-horaire entre Luxembourg et Troisvierges du lundi au vendredi. À la fin de l'après-midi l'offre est même étroite par un train supplémentaire circulant du lundi au vendredi à destination de la capitale qui marque encore des arrêts supplémentaires au Sud de Mersch.

L'extension du cadencement semi-horaire aux heures creuses s'avère cependant difficile à cause de la capacité limitée de la ligne, d'une part, et de l'horaire des trains InterRegio dictés de la part de la SNCF, d'autre part.

2. Mise à double voie des tronçons Ettelbrück-Michelau et Clervaux-Troisvierges.

L'électrification de la ligne de Luxembourg à Troisvierges avait exigé la mise à voie unique de certains tronçons de ligne au vu du gabarit réduit des tunnels ainsi que leur succession avec des ponts.

Tout à fait conscient du manque de capacité sur la Ligne du Nord, le programme pluriannuel du Fonds du rail prévoit l'aménagement d'une voie d'évitement en gare de Michelau. Au vu de la situation financière précaire de l'Etat et tout en tenant compte des priorités du Gouvernement, la réalisation de celle-ci initialement prévue pour les années 2008 et 2009 a dû être reportée aux années 2011 et 2012.

Quant au tronçon d'une mise à double voie du tronçon de ligne de Clervaux à Troisvierges, il y a lieu de relever que la sortie Sud de la gare de Troisvierges dispose déjà de deux voies jusqu'au tunnel de Maulusmühle.

3. Extension des parkings d'accueil P&R longeant la Ligne du Nord.

En vue de l'extension des parkings d'accueil P&R longeant la Ligne du Nord diverses discussions ont été conduites avec les responsables locaux.

Parking d'accueil P&R Troisvierges.

Aucun accord n'a pu être trouvé avec les responsables de la commune de Troisvierges quant au financement d'une extension éventuelle du parking d'accueil en gare de Troisvierges.

Parking d'accueil P&R Clervaux.

Le parking d'accueil P&R a été agrandi en 2001. Actuellement l'assiette foncière permettant une extension supplémentaire de ce parking n'est pas disponible.

Parking d'accueil P&R Wilwerwiltz.

Aucun accord quant au financement d'une éventuelle extension du parking d'accueil P&R n'a pu être trouvé avec les autorités locales.

Parking d'accueil P&R Kautenbach.

Dans les environs de la gare de Kautenbach une station d'épuration est en train d'être aménagée. Après la finalisation de ce projet et la détermination des chemins d'accès à cette installation, une extension du parking P&R peut être envisagée.

Parking d'accueil P&R Ettelbrück.

Une extension de ce parking P&R ne peut être envisagée qu'après la définition du concept «Nordstad».

Question 1173 (17.7.2006) de M. Marcel Oberweis (CSV) concernant le prolongement de la ligne ferroviaire Bertrix-Virton vers le Luxembourg:

Récemment la SNCF a publié une étude sur les possibilités d'exploitation commerciale de la ligne ferroviaire Bertrix-Virton vers le Grand-Duché du Luxembourg. Il ressort de cette étude que, malgré le fait qu'il existe un potentiel de voyageurs, une perte d'exploitation est à craindre chaque année. Afin de diminuer le risque d'une perte d'exploitation, la SNCF a mis au point une proposition selon laquelle la ligne pourrait être exploitée avec les chemins de fer luxembourgeois.

Selon mes informations, les deux opérateurs SNCF et CFL auraient demandé une intervention de la part de leurs autorités de tutelle respectives afin de couvrir les pertes d'exploitation. En plus, les négociations entre les opérateurs des chemins de fer et les États belges et luxembourgeois seraient en phase finale.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces allégations?
- Dans l'affirmative quelles sont les raisons qui justifiaient une telle décision, étant donné les restrictions majeures des budgets à venir?
- Quel en serait le coût éventuel de la prolongation susmentionnée pour les CFL respectivement l'Etat luxembourgeois?

Réponse (9.8.2006) de M. Lucien Lux, Ministre des Transports:

Par sa question parlementaire du 14 juillet 2006 l'honorable Député Marcel Oberweis se renseigne sur les possibilités d'exploitation commerciale de la ligne ferroviaire Bertrix-Virton vers Luxembourg.

La réouverture des lignes 165 (Virton-Rodange) et 167 (Athus-Arlon) a fait l'objet de nombreuses demandes tant de la part des autorités locales que des associations d'usagers. Les études menées par la SNCF et les CFL montrent l'existence d'une clientèle potentielle estimée à 1.215 voyageurs/jour composée de 802 voyageurs sur l'axe Virton-Rodange et 413 voyageurs sur le sillon Arlon-Rodange. Les deux lignes susmentionnées sont à l'heure actuelle parcourues uniquement par des trains de marchandises. Au niveau voyageur, la gare d'Athus n'est actuellement plus desservie que par des trains des CFL de et vers Rodange.

La réunion des Gouvernements de la Belgique et du Luxembourg du 19 juillet 2006 a salué l'accord intervenu entre la SNCF et les CFL concernant la réactivation des lignes transfrontalières Virton-Rodange et Rodange-Athus-Arlon, ce qui permettra d'améliorer substantiellement la desserte de la ville de Luxembourg. Les nouveaux services de trains, qui bénéficieront d'une compensation financière des deux États en raison de leur caractère de mission de service public, circuleront à partir du 11 décembre 2006.

Les gares intermédiaires d'Hallanzy, d'Aubange et de Messancy seront desservies dans le courant de 2007 après la réalisation de travaux aux quais. L'accessibilité de ces gares sera perfectionnée, notamment via l'aménagement de parkings.

Question 1176 (17.7.2006) de Mme Anne Brasseur (DP) concernant l'heure de sport scolaire supplémentaire:

Dans sa réponse du 12 mai 2006 à une question parlementaire (*cf. compte rendu N°11/2005-2006*), Monsieur le Ministre avait fait savoir qu'il serait envisagé «de conférer dans le domaine scolaire également au sport la place importante, identique à celle des autres branches ou matières enseignées, à l'image de formations reprises dans le cursus scolaire par de nombreux pays européens».

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'état des concertations avec le Ministère de l'Éducation nationale en ce qui concerne une éventuelle introduction d'une heure de sport scolaire supplémentaire?
- Au cas où il serait envisagé d'introduire une heure supplémentaire de sport scolaire, Monsieur le Ministre peut-il indiquer si cette mesure aurait comme conséquence une extension de l'horaire scolaire? Au cas où l'horaire scolaire actuel serait maintenu, quelles seraient les matières enseignées affectées par l'introduction de cette heure supplémentaire?

Réponse (4.8.2006) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre des Sports*:

J'ai fait part à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle de mes préoccupations. D'après mes informations, Madame la Ministre fait analyser par ses services les possibilités d'extension de l'horaire d'éducation physique. C'est un processus délicat qui demande de prendre en considération de nombreux aspects.

Compte tenu du fait qu'il n'y a pas encore de décision quant au premier point, je ne puis vous donner de réponse aux questions subsidiaires que vous me posez.

Je donne copie de la présente réponse à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.

Question 1178 (17.7.2006) de **M. Xavier Bettel** (*DP*) concernant la **modification de l'horaire et de l'itinéraire de la liaison autobus Sarre-Luxembourg**:

Il me revient que les changements d'horaire et d'itinéraire des relations par autobus entre la Sarre et le Luxembourg ont mené à de multiples inconvénients (prolongation de la durée de parcours, suppression de l'arrêt à la gare) pour la plupart des utilisateurs de ces relations.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Quelles ont été les raisons pour modifier l'horaire et l'itinéraire de ces relations pour avantager la clientèle apparemment minoritaire descendant au Kirchberg au détriment des voyageurs ayant pour destination le centre ville ou le quartier de la Gare?
- Au vu des plaintes à ce sujet est-il prévu de remédier à la situation et d'offrir une solution de recharge d'un confort similaire aux voyageurs pénalisés par la mesure précitée?

Réponse (18.8.2006) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

Monsieur le Député se réfère à une ligne d'autobus transfrontalière Saarlouis-Merzig-Luxembourg, exploitée par l'entreprise sarroise RSW, laquelle avait été réorganisée le 1^{er} mai 2006.

Ladite réorganisation avait comporté un itinéraire uniforme sur le territoire luxembourgeois via Kirch-

berg - Centre ville - Centre hospitalier, ainsi que l'introduction d'un horaire cadencé fonctionnant toutes les heures entre 6.00 heures et 19.00 heures.

Avant le 1^{er} mai, cette ligne offrait trois itinéraires différents à Luxembourg. En plus, son horaire n'était orienté qu'aux heures de pointe:

Le trajet par Kirchberg, finalement retenu par l'exploitant, était proposé par le Ministère des Transports luxembourgeois.

Ce choix basait sur les bonnes conditions de circulation pour autobus qui existent sur le trajet Kirchberg-Centre ville, utilisé d'ailleurs par de nombreuses lignes publiques nationales, dont l'Eurobus.

D'après le rapport de l'exploitant RSW de Sarrebrück, la grande majorité de la clientèle concernée s'est exprimée favorablement pour ladite réforme. Le nombre d'utilisateurs a également augmenté sensiblement depuis.

Des plaintes, auxquelles se réfère Monsieur le Député, ont été enregistrées au début de la réforme du côté de voyageurs à destination du Centre ville.

Ces plaintes visaient des retards du nouvel horaire, dus au chantier à Bricherhof/Kirchberg et au Pèlerinage à l'Octave, lesquels perturbaient considérablement le fonctionnement des lignes publiques d'autobus dans la ville les premiers jours du mois de mai.

Lesdits problèmes n'existent plus pour l'instant. L'exploitant RSW a néanmoins annoncé de rendre plus directe encore la traversée de Kirchberg à partir du 1^{er} septembre 2006.

Question 1180 (18.7.2006) de **M. Claude Meisch** (*DP*) concernant le **pacte «Logement» entre l'Etat et les communes**:

Le 15 mai 2006, Monsieur le Ministre avait présenté lors d'une conférence de presse des mesures avec comme objectif une baisse des prix du foncier et de l'habitat. Selon les affirmations de Monsieur le Ministre, une des mesures principales consisterait dans la conclusion d'un pacte «Logement» entre l'Etat et les communes.

Dans ce contexte je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:

- Monsieur le Ministre peut-il indiquer dans quel délai les conventions annoncées dans le cadre du pacte «Logement» entre les communes et l'Etat pourront être signées?
- Selon Monsieur le Ministre, l'Etat serait disposé à accorder aux communes voulant considérablement augmenter leur population une aide en capital. Monsieur le Ministre peut-il préciser si la croissance des années passées sera prise en considération dans ce contexte? Dans l'affirmative, jusqu'à quelle date? Dans la négative, quelles en sont les raisons?
- Monsieur le Ministre peut-il indiquer si les mesures présentées dans le cadre du pacte «Logement» seront également applicables pour des projets de lotissements déjà entamés? Dans l'affirmative, quelle sera la date limite pour cette prise en considération?

- Lors de la conférence de presse, Monsieur le Ministre remarquait que le coût annuel des aides étatiques en faveur de communes était estimé à un total de 10 millions d'euros. Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer par quels moyens budgétaires seront financées ces mesures?

- En ce qui concerne les mesures en vue d'augmenter le nombre de logements à coût modéré, Monsieur le Ministre avait annoncé qu'à l'avenir 10% de la surface devraient être réservés à la réalisation de logements à coût modéré dans tout projet de lotissement dépassant une surface d'un hectare. Monsieur le Ministre peut-il préciser si cette obligation vaudra également pour les promoteurs privés?

Réponse (9.8.2006) de **M. Fernand Boden**, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*:

Le vendredi 28 juillet 2006, le Gouvernement en conseil a statué sur les conventions entre l'Etat et les communes pour affronter les problèmes qui se posent actuellement sur le marché du logement, annoncées par le Premier Ministre dans le cadre du discours sur l'état de la nation le 2 mai 2006 à la Chambre des Députés.

Par la suite, les Ministres du Logement et de l'Aménagement du Territoire contacteront les communes se proposant à contribuer à la création de nouveaux logements sur leur territoire dans la perspective d'augmenter par ce fait leur population d'au moins 15% sur une période de dix années, en vue de la conclusion d'une telle convention, dénommée pacte «Logement».

En contrepartie, l'Etat s'engage à accorder aux communes signant cette convention une contribution financière unique de 4.500 euros par habitant supplémentaire dépassant une croissance de 1% de la population au cours de l'année.

Pour les communes dont le développement est jugé prioritaire par l'IVL, cette contribution financière est majorée de 50%, si elles s'engagent à respecter certaines conditions supplémentaires.

Il est tenu compte des lotissements en cours ainsi que des autres projets de développement urbain et d'aménagement communal, dans la mesure où l'accroissement de la population constaté à partir du 1^{er} janvier 2007 est pris comme critère d'attribution de la contribution financière.

Pour ce qui est de l'origine des moyens financiers en faveur des communes, estimés à 10 millions d'euros par an, il y a lieu de souligner qu'ils seront inscrits au budget du Département du Logement.

Finalement, il y a lieu de noter que les communes seront invitées à procéder à la conclusion de conventions avec les promoteurs opérant sur leur territoire en vue de réduire le coût des terrains à bâtrir. Dans chaque lotissement réalisé, pour autant qu'il dépasse une surface d'un hectare, il sera réservé une partie de 10% de la surface à la réalisation de logements à coût modéré dont les conditions (par exemple vente obligatoire à des bénéficiaires d'une prime de construction) et les prix de vente sont déterminés par un cahier des charges qui fait partie intégrante de la convention susmentionnée. Cette idée n'est pas nouvelle, alors qu'aux termes de l'article 21 de l'ancienne loi de 1937 concernant l'aménagement des communes et autres agglomérations importantes, il était loisible à chaque conseil communal de définir le prix de vente des terrains réalisés dans le cadre d'un Plan d'Aménagement Particulier (PAP). En effet, cet article disposait notamment que: «Le projet comprend un plan d'aménagement, un programme et un cahier des charges des ventes ou locations.»

Il est par ailleurs encourageant de constater qu'un certain nombre de communes a spontanément con-

tacté le Département du Logement pour se déclarer prêtes à conclure un pacte «Logement» avec l'Etat.

d'Index- oder d'Ajustementspassung?

- 2) Wat gedenkt den Här Minister ze ännerhuelen, fir datt hei eng akzeptabel Léisung kënnnt fonnt ginn?

Réponse (11.8.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Zu der Fro vum Här Deputéierten ass Folgendes ze soen:

Et ass net richteg fir ze soen, datt d'Pensiounskeesen hiren Assuré keng Erklärunge ginn, wann de Montant vun hirer Pensioun ännert. Am Contraire, d'Aarbechterpensiounskeess, d'Privatbeamtepensiounskeess, d'Bauerepensiounskeess an och d'Pensiounskeess vun de Geschäftsleit deelen all Ännernung opgrond vum Niewenakkommes an esou weider vun der Pensioun deene betreffende Leit schräftlech mat, ausser - wéi den Här Deputéierte seet - wann et sech èm Index- an Ajustementspassungen handelt.

Den Här Deputéierten huet awer insofern Recht, wéi d'Pensiounskeess vun de Geschäftsleit hire Pensionnairé bis elo net matge-deelt huet - an dat ass deen eenzege Fall wou dat net geschitt ass - wa se an en anere Steiergrupp komm sinn. Dat war zum Deel bedéngt duerch den Informatikprogramm.

Meng Servicer hunn d'Pensiounskeess vun de Geschäftsleit op dëse Sachverhalt opmierksam ge-maach, an an Zukunft kréien och dës Assuréen an dëse Fäll eng schräftlech Matdeelung.

Wat d'Informatioun vun den Assuréen insgesamt ueget, encouragéieren ech all Keesen, ob Pensiouns- oder Krankekeesen, dës Informatioun esou prezis a verständlech wéi méiglech ze maachen, a begréissen ausdrécklech déi Efforten, déi vun eenzelne Keese gemaach ginn.

Question 1193 (24.7.2006) de **M. Aly Jaerling** (*Indépendant*) concernant le **remboursement des vaccinations contre les maladies tropicales**:

Während der Vakanzenäit zitt et èmmer méi vun eise Bierger an exotesch Länner, wou eng Rei vu Geforen a Krankheete laueren. Fir deem virzebeugen, ginn eng Rei Impfunge recommandéiert. Dës Recommandatioun gëtt vun deene meešchte Reesenden och befollegt, mä leider net vun allen.

D'Ursaach ass ganz oft, well verschidden Impfunge wuel vun der Santé-recommandéiert, awer net vun de Keese rembourséiert ginn, wéi zum Beispill déi géint den Typhus. Och Medikamente, wéi zum Beispill de Lariam géint Malaria, ginn net rembourséiert, obwuel et e wichtigt preventiivt Medikament ass, wann een an tropesch Länner reest.

Fir also richteg virzebeugen ze kënen an och sécher ze sinn, datt all Mënsch sech déi Impfunge ka leeschten, misste se vun de Keese rembourséiert ginn.

Well et sinn net némme Vacancier-en, déi an esou Länner reesen, mä och Leit, déi hir Familljen an hirer Heemecht wëllen erëmgesinn.

An désem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

- 1) Missten net all d'Pensiounskeese wéinstens eng kleng Matdeelung de Pensionnairen zoukomme loassen, firwat de Betrag vun hirer Pensioun geändert huet, eenzeg Ausnahm

Kann den Här Gesondheetsminister mir duerfir dës Froe beäntwerteren:

1. Wéisou ginn d'Käschte vun esou wichtegen Impfstoffer, déi eng wichteg Preventiounsmis-

- sioun hunn, net vun de Krankeese rembourséiert?
2. Ass den Här Minister net och der Meenung, datt et un der falscher Plaz gespuert ass, wann een d'Preventiou vernaliéssigt, wou dach gewosst ass, datt besonnesch Krankheeten aus den tropesch Regiounen ganz desaströs Ausmoosse kenne kréien?

Réponse (11.8.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Den Här Deputiéierte wëllt a senger Ufro wëssen, firwat d'Käschte vun Impfstoffer net vun de Krankeesen erëmbezuelt ginn.

Dozou ass ze soen, dass den Artikel 17 vum Code des assurances sociales kloer festhält, dass prioritär kurativ Medezin vun de Krankeesen iwverholl gëtt.

Deeselwechten Artikel gesäit am Absatz 3 awer och vir, dass Leeschungen am Kader vun der Preventivmedizin rembourséiert ginn, wa se an e Programm falen, dee vum Gesondheetsministère zesumme mat der Union des Caisse de Maladie ausgeschafft ginn ass.

Fir de Moment bestinn énner anrem folgend Programmer:

- Impfung géint d'Hépatite B;
- Impfung géint d'Méningites duerch Méningoocoquen;
- Impfung géint d'Gripp fir déi Leit, déi e Risikogrupp duerstellen;
- Fréierkennung vum Broscht-kriibs bei de Fraen.

Zesumme mat de Keese si mir bestrieft, der Preventivmedizin hei zu Lëtzebuerg méi een héije Stellewàert ze ginn, an eng Rei vun neie Programmer sinn a Virbereedung.

Question 1202 (27.7.2006) de **M. Félix Braz** (*DÉI GRÉNG*) concernant les cours de luxembourgeois dans le préscolaire:

À la page 210 du rapport annuel de l'OCDE sur les migrations (SOPEMI 2006) on peut lire en matière de scolarisation des enfants étrangers pour le Luxembourg: «A compter de l'année scolaire 2005-2006 toutes les communes sont obligées de mettre en place des programmes d'enseignement préscolaire avec des cours de luxembourgeois, mais aussi la prise en compte de la langue maternelle de l'enfant.»

L'obligation de l'enseignement préscolaire est fort ancienne au Grand-Duché. En 1991, il avait même été question de rendre obligatoire l'enseignement du luxembourgeois au préscolaire.

Dans ce contexte j'aimerais savoir:

- Quelles sont les circonstances qui ont permis de diffuser de pareilles informations à l'OCDE?
- Sur quelles dispositions se base le rapport de l'OCDE en cette matière?
- Dans combien de classes préscolaires de réels cours de luxembourgeois ont été dispensés pour l'année scolaire 2005-2006?
- Combien d'écoliers de l'éducation préscolaire ont bénéficié d'une prise en compte de leur langue maternelle et de combien de langues maternelles s'agissait-il pour l'année scolaire 2005-2006?

- S'il s'avérait que les informations divulguées par le rapport SOPEMI étaient incomplètes, voire erronées, comment le Gouvernement entend-il les rectifier?

Réponse conjointe (9.8.2006) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Chaque année, les pays de l'OCDE sont tenus de fournir des informations au SOPEMI (Système d'observation des phénomènes politiques et migratoires internationaux), qui établit un rapport sur la situation.

Au Luxembourg, c'est le Commissariat du Gouvernement aux étrangers qui centralise les contributions et les transmet à l'OCDE. Le rapport final n'est pas retransmis au CGE pour vérification.

Dans le rapport SOPEMI 2006, l'article sur le Luxembourg constitue une synthèse partiellement erronée des données fournies par les différents ministères.

Le texte transmis par le Commissariat du Gouvernement aux étrangers mentionnait les points suivants:

- À partir de 2005/06 toutes les communes sont tenues d'assurer l'éducation précoce (c'est-à-dire pour enfants de trois ans).
- Le plan-cadre de l'éducation précoce souligne que le bilinguisme n'est pas à considérer comme un handicap mais un atout et que la nécessité d'apprendre le luxembourgeois ne doit pas éclipser la prise en compte de la langue d'origine de l'enfant bilingue. On ne saurait insister assez sur l'importance d'une approche positive face à l'enfant et à sa culture, afin que l'apprentissage d'une deuxième langue ne mette pas l'enfant en conflit avec sa langue première.
- Dans les classes à forte proportion d'enfants portugais, il peut être fait appel à un intervenant lusophone pour une collaboration régulière de quelques heures par semaine dans la classe.

Il est à signaler que le développement de la langue luxembourgeoise est un des objectifs majeurs des classes de l'éducation précoce et de l'éducation préscolaire. La langue luxembourgeoise est la langue véhiculaire dans cet ordre d'enseignement. Elle est considérée comme langue de communication et comme langue d'intégration. De nombreuses activités liées à la langue, ayant pour but de développer toutes les compétences langagières de l'enfant, font partie des activités pédagogiques réalisées quotidiennement au sein de la classe.

Par ailleurs, dans un grand nombre de classes préscolaires, un surveillante travaille de façon spécifique avec les enfants de langue étrangère, afin de leur faciliter l'apprentissage du luxembourgeois (au cours de l'année scolaire 2004/05, le nombre de leçons supplémentaires pour ce genre d'activités constituait un surplus de 10% par rapport au total des leçons assurées dans l'éducation préscolaire).

Pour ce qui est de la maîtrise de la langue maternelle, il y a possibilité, dans l'éducation précoce et préscolaire, d'avoir recours à un intervenant parlant portugais et luxembourgeois pendant deux à trois heures par semaine en vue de favoriser l'intégration scolaire de ces enfants.

Le Commissariat du Gouvernement aux étrangers, par le biais de sa représentante dans le groupe de travail SOPEMI, rendra les responsables de la rédaction du rapport attentifs aux erreurs d'interprétation.

Question 1204 (27.7.2006) de **M. Aly Jaerling** (*Indépendant*) concernant la fermeture d'un site de production de DuPont de Nemours:

Mengen Informatiounen no beabsichtegt DuPont de Nemours Enn Oktober 2006 eng Produktionsanlag definitiv ze schléissen, wat èm déi 65 Mataarbechter betrëfft.

Dëst ass op en Neits eng Hiobsbotschaft vun enger multinationaler Gesellschaft, déi eist Land trefft.

Déi 65 Mataarbechter sollen awer am Betrib selwer erëm placéiert ginn.

Aner Firmen, déi bei DuPont am Zesummenhang mat der betreffender Anlag beschäftegt waren, sollen hir Kontrakter gekennegkt kréien.

De Site selwer wier awer net a Fro gestallt. Kann den Här Aarbechtsminister mir duerfir dès Froe beantwerten:

1. Ass dem Här Minister bekannt, datt bei DuPont de Nemours eng Produktionsanlag definitiv zougemaach gëtt?
2. Wa jo, kann den Här Minister mir soen, ob e Sozialplang ausgeschafft gëtt?
3. Kann den Här Minister mir soen, wéi vill Firmen, déi bei DuPont énner Vertrag waren, elo duerch déi Schléissance gekennegkt kréien a wéi vill Salariéen dat betrëfft?
4. Gëtt och fir d'Leit aus deene Firmen un e Sozialplang geduecht, wa se doduerch entlooss solle ginn?

Réponse (8.8.2006) de **M. François Biltgen**, *Ministre du Travail et de l'Emploi*:

Ech huelen un, datt déi Informatiounen, op déi den Här Ofgeuerndete sech berift, sech aus der Matdeelung un d'Press enginn, déi DuPont erausginn huet.

Duerfir kuerz zu de Froen:

1. Jo, ech weess, datt DuPont Teijin Films eng Linn zumécht. Well DuPont jo awer keng Leit entlisst, ass d'Firma net gehalen, gemäss Gesetz vun 1993 iwwer Kollektiventloossungen, den Instanzen offiziell Informatiounen ze ginn.
2. Et ass kee Sozialplang virgesinn, well, wéi den Här Ofgeuerndete richteg seet, d'Bedingungen aus der Gesetzgebung iwwer Kollektiventloossungen net erfëlt sinn.
3. Ech hu keng Informatiounen zu deem Punkt.
4. Wa bei de Firmen, déi bei DuPont énner Vertrag stinn, Kollektiventloossunge geïfen ustoen, spilli d'Gesetz vun 1993 an et muss e Sozialplang gemaach ginn, wann d'Bedingunge vun dësem Gesetz erfëlt sinn. Mä ech hu keng Indikatiounen zu dësem Punkt.

Question 1207 (28.7.2006) de **M. Ben Fayot** (*LSAP*) concernant l'allocation nouveau-né:

La loi du 8 novembre 2002 modifiant la loi du 25 février 1979 concernant l'aide au logement prévoit à son article 14ter que «l'Etat verse en faveur de chaque nouveau-né un montant de 100 euros

sur un compte d'épargne „logement“ (...). Le règlement grand-ducal fixant les modalités d'exécution de cette aide épargne-logement date du 22 mars 2004.

- Sachant que la mise en pratique et les pourparlers avec la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat ont pris plusieurs mois, j'aimerais savoir depuis quand cette mesure est opérationnelle.

- Étant donné que cette aide s'adresse à tout enfant né après le 2 décembre 2002, est-ce que Monsieur le Ministre peut m'informer par quel moyen les parents sont informés sur le droit de leur enfant de demander cette aide?

- Combien de demandes pour l'octroi de l'aide épargne-logement sont jusqu'ici parvenues au Ministère et combien d'enfants ont pu en bénéficier?

Réponse (9.8.2006) de **M. Fernand Boden**, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*:

Introduite par la loi du 8 novembre 2002 modifiant la loi du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, l'aide épargne-logement généralisée fut opérationnelle depuis mai 2004, suite à l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal du 22 mars 2004.

L'objectif de cette nouvelle mesure, rappelons-le, consiste à faire renaître la garantie de l'Etat dans le cadre de l'accession à la propriété immobilière, laquelle est très peu sollicitée de nos jours, et surtout à rendre les gens plus conscients de l'importance d'épargner.

Ainsi, un enfant né après le 2 décembre 2002 pourra bénéficier d'une aide d'épargne-logement généralisée sous forme de versement d'un montant de 100 euros sur un compte d'épargne «logement», en vue notamment d'un bénéfice ultérieur des aides individuelles en matière de logement, et surtout celle prévue aux articles 3 à 10 de la loi modifiée de 1979, c'est-à-dire la garantie de l'Etat.

En vertu de ces articles, si des emprunteurs ne peuvent fournir aux organismes prêteurs des garanties jugées suffisantes par ceux-ci, l'Etat peut garantir le remboursement de prêts hypothécaires consentis à ces personnes physiques en vue de l'acquisition, de la construction ou de l'amélioration d'un logement servant d'habitation principale et permanente à l'emprunteur et à son ménage.

Depuis son introduction, 1.301 demandes en vue de l'obtention d'une telle aide étatique ont été introduites au Service des Aides au Logement, dont 824, correspondant au nombre des enfants bénéficiaires, ont connu une suite favorable.

Quant aux moyens mis en œuvre pour informer les parents sur le droit d'introduire une telle demande, un courrier a été adressé en mai 2004 à tous les ménages qui, d'après le registre des personnes de l'Etat, ont eu au moins un enfant né après le 2 décembre 2002 et âgé de moins de six ans. En plus, les communes ont été invités à distribuer des publications y relatives lors de chaque inscription dans leur registre de la population d'un nouveau-né.

Question 1213 (28.7.2006) de **M. Claude Meisch** (*DP*) concernant la décharge de déchets radioactifs de Bure:

Dans sa réponse à la question parlementaire N°0251 datant de jan-

vier 2005 de Monsieur le Député Emile Calmes relative à la création en France d'un centre de stockage de déchets radioactifs (cf. *compte rendu N°8/2004-2005*), Monsieur le Ministre de la Santé a déclaré que, concernant le site de Bure, le Gouvernement luxembourgeois suivrait attentivement ce dossier. Plus d'un an après cette réponse, la décharge de déchets radioactifs de Bure fait l'objet de critiques de la part d'une partie de l'opinion publique.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Le Gouvernement luxembourgeois a-t-il finalement pu consulter le rapport global d'évaluation sur le site en question?

- Dans la négative, quelles en sont les raisons?

- Dans l'affirmative, quelles conclusions les autorités luxembourgeoises et l'expert indépendant en matière de stockage de déchets radioactifs dans les sols, dont le Luxembourg s'est attaché les services, tirent-ils à ce stade?

- Quelle sera l'envergure de ce site de stockage?

- Les experts scientifiques estiment-ils toujours que cette installation n'aura aucune incidence sur le Luxembourg?

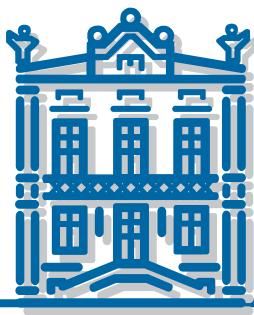
Réponse (9.8.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

L'agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA) a remis fin 2005 son rapport final portant sur l'évaluation de la faisabilité du stockage géologique en formation argileuse à l'Autorité de Sûreté nucléaire. Ce rapport conclut globalement qu'un stockage de déchets radioactifs dans la couche argileuse, qui fait l'objet de l'étude au moyen du laboratoire souterrain de Bure, apparaît techniquement faisable. Le rapport précité souligne également que l'ANDRA poursuivra les expérimentations dans le laboratoire souterrain de Bure et recherchera un emplacement favorable à l'implantation d'une éventuelle installation de stockage dans la zone de transposition.

Les autorités luxembourgeoises, qui procèdent à un échange régulier d'informations le plus large possible avec leurs homologues français, ont consulté ledit document ainsi que le rapport que l'expert indépendant a rédigé pour le Luxembourg. Il en résulte que des scénarios de cheminements des eaux entre Bure et le Luxembourg ne sont, à ce stade, pas impossibles, mais selon l'expert peu probables.

Dans le pire des cas, l'expert indépendant évalue le temps que pourrait mettre l'eau souterraine en provenance de Bure, pour parvenir au Luxembourg, à plusieurs centaines de milliers d'années. Dans les autres scénarios, cette durée pourrait être de l'ordre de millions d'années. Ces estimations se basent sur le fait que les éléments radioactifs doivent passer trois barrières: les enveloppes des déchets radioactifs, une couche argileuse de 600 mètres avec une vitesse de diffusion de quelque dizaines de mètres par 100.000 ans et le cheminement entre Bure et le Luxembourg.

Afin d'évaluer les résultats des études françaises ainsi que les travaux de recherche effectués au laboratoire souterrain à Bure de toutes autres études indépendantes et en application du principe de précaution, le Ministre soussigné et le Ministre délégué aux Affaires étrangères ont mis en place un groupe de travail interministériel chargé du suivi du dossier.



Gouvernement

	Angel Marc LSAP		Scheuer Jos LSAP
	Diederich Fernand LSAP		Schneider Romain LSAP
	Castegnaro John LSAP		Err Lydie LSAP
	Dall'Agnol Claudia LSAP		Fayot Ben Président du groupe parlementaire LSAP
	Negri Roger LSAP		Bodry Alex LSAP
	Schreiner Roland LSAP		Mutsch Lydia LSAP
	Spautz Vera LSAP		Klein Jean-Pierre LSAP
	Bettel Xavier DP		Wagner Carlo DP
	Goerens Charles DP		Grethen Henri Président du groupe parlementaire DP
	Bettendorf Niki DP		Meisch Claude DP
	Helmlinger Paul DP		Flesch Colette DP
	Calmes Emile DP		Koepp Jean-Pierre adr-
	Henchies Jacques-Yves adr-		Gibéryen Gast Président de la sensibilité politique adr-
	Jaerling Aly Indépendant depuis le 1 ^{er} mai 2006		Mehlen Robert adr-



Présidence



	Sunnen Fred CSV		Schaafer Jean-Paul CSV
	Glesener Marcel CSV		Hetto-Gaasch Françoise CSV
	Meyers Paul-Henri CSV		Maroldt François CSV
	Schank Marco CSV		Thiel Lucien CSV
	Haupert Norbert CSV		Sauber Marcel CSV
	Wolter Michel Président du groupe parlementaire CSV		Andrich-Duval Sylvie CSV
	Clement Lucien CSV		Gantenbein-Koullen Marie-Thérèse CSV
	Santer Patrick CSV		Kaes Ali CSV
	Mosar Laurent CSV		Stein-Mergen Martine CSV
	Frank Marie-Josée CSV		Oberweis Marcel CSV
	Spautz Marc CSV		Doerner Christine CSV
	Arendt Nancy CSV		Braz Félix CSV
	Bausch François Président du groupe parlementaire CSV		Adam Claude CSV
	Loschetter Viviane CSV		Kox Henri CSV
	Huss Jean CSV		Gira Camille CSV